



Rapport annuel
du secrétaire général

2022

Rapport annuel
du secrétaire général

2022

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	5
L'OTAN en bref	8
À tous les militaires au service de l'Alliance	10
L'OTAN en 2022 : adaptation au nouvel environnement stratégique	13
Réponse à l'agression de la Russie	14
Réponse de l'Alliance à la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine	15
Activation de la Force de réaction de l'OTAN.....	16
Soutien à l'Ukraine	18
Sommet de Madrid	21
Concept stratégique de 2022	23
Dissuasion et défense	27
Un nouveau cadre de référence pour la dissuasion et la défense.....	28
Dissuasion et défense dans les airs.....	33
Dissuasion et défense dans l'espace	35
Approche globale de la cyberdéfense.....	38
Lutte contre le terrorisme	40
Répondre aux menaces hybrides.....	42
Transparence et réduction des risques : maîtrise des armements conventionnels en Europe.....	43
Assurer la défense face aux armes de destruction massive et aux menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires	44
Lutte contre les armes légères et de petit calibre illicites et contre les mines.....	46
Garantir une dissuasion nucléaire sûre, sécurisée et efficace	46
Investir dans la défense pour la sécurité	49
Améliorer la résilience	55
Améliorer la résilience individuelle et collective	56
Centre euro-atlantique de coordination des interventions en cas de catastrophe	58
Améliorer la sécurité énergétique.....	59
Faire face aux incidences du changement climatique sur la sécurité.....	61
Protéger les citoyens contre les activités d'information hostiles et accroître la résilience de la société.....	63
Adapter l'Alliance à un monde axé sur la compétition stratégique	65
Investir dans des capacités de pointe et interopérables	66
Moyens d'aviation et capacités aériennes.....	69
Capacités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance.....	70
Capacités terrestres	71
Capacités maritimes	72
Renforcer le renseignement et la sécurité.....	75
Investir dans l'innovation et les données.....	76

Maintenir notre avance technologique en favorisant l'innovation et la transformation par les technologies.....	78
Collaboration avec l'industrie	80
Principaux exercices multinationaux OTAN et alliés en 2022	81
Prévention et gestion des crises	87
Missions et opérations actuelles de l'OTAN	88
Mission de l'OTAN au Kosovo	88
Mission de l'OTAN en Iraq	90
Opérations et activités de l'OTAN en mer	91
Contribuer à la prévention des crises : investir dans la formation, le renforcement des capacités et la bonne gouvernance	92
Intensifier la formation et le renforcement des capacités.....	93
Paquets pour le renforcement des capacités de défense – En bref	94
Investir dans la formation et l'entraînement.....	97
Développement de l'intégrité : renforcer la bonne gouvernance	98
Partenariats : la coopération et le dialogue pour une sécurité commune	101
Politique de la porte ouverte de l'OTAN	103
Partenariats bilatéraux et régionaux.....	105
Coopération avec les autres organisations internationales – Tour d'horizon	109
Faire avancer la science au service de la paix et de la sécurité.....	112
Promouvoir la paix, l'égalité et l'unité – La sécurité humaine et les femmes, la paix et la sécurité	115
Sécurité humaine.....	116
Programme « femmes, paix et sécurité ».....	118
Équilibre hommes-femmes en chiffres.....	120
Communiquer avec les citoyens des pays de l'OTAN, mieux les sensibiliser.....	123
Temps forts de la communication en 2022	124
À l'écoute des citoyens : un soutien continu à l'Alliance en 2022	131
Organisation.....	135
Siège de l'OTAN	136
Conseil de l'Atlantique Nord	137
Secrétariat international	137
Autorités militaires de l'OTAN.....	139
Structure de commandement de l'OTAN.....	140
Financement de l'OTAN.....	141
Agences et organismes	144
Vers plus de transparence : archives et gestion de l'information.....	149
Annexes	151



AVANT-PROPOS



Le 21 décembre, l'éclairage du siège de l'OTAN, comme celui d'autres lieux emblématiques à travers le monde, a été éteint en signe de solidarité avec l'Ukraine – Bruxelles (Belgique), décembre 2022.



Jens Stoltenberg, en visite à Camp Ādaži, où est stationné le groupement tactique multinational de l'OTAN dirigé par le Canada – Ādaži (Lettonie), mars 2022.

Notre Alliance réunit 30 démocraties, qui font bloc pour protéger nos citoyens et nos valeurs. La démocratie l'emportera toujours sur l'autocratie. La liberté l'emportera toujours sur l'oppression.

Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN, après une réunion extraordinaire du Conseil de l'Atlantique Nord – Bruxelles (Belgique), le 24 février 2022.

La guerre d'agression que mène le président Poutine contre l'Ukraine a provoqué la plus grave crise de sécurité en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale. Elle met directement en péril non seulement l'existence de l'Ukraine en tant qu'État libre et indépendant, mais aussi l'ensemble de l'ordre international fondé sur des règles. M. Poutine ne doit pas remporter cette guerre. S'il en sortait victorieux, cela signifierait que l'agression est un moyen d'action efficace et que l'usage de la force est payant. Notre propre sécurité et celle du reste du monde s'en trouveraient par conséquent menacées.

Cette guerre n'a pas débuté en 2022, mais en 2014, lorsque la Russie, en toute illégalité, a annexé la Crimée et pénétré dans l'est de l'Ukraine. Les Alliés ont depuis lors entraîné des dizaines de milliers de soldats ukrainiens et apporté leur appui au secteur de la défense et de la sécurité du pays. L'OTAN continuera de se tenir aux côtés de l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra.

Bien avant le début de l'invasion, les Alliés avaient partagé des renseignements très précis à propos des intentions de Moscou. Nous avons essayé jusqu'à la toute dernière minute, par la voie diplomatique, de convaincre la Russie de ne pas envahir l'Ukraine, notamment au cours d'une réunion du Conseil OTAN-Russie tenue en janvier 2022. Mais la Russie a refusé le dialogue.

Depuis l'invasion, les Alliés ont apporté à l'Ukraine un soutien sans précédent, lui fournissant une aide militaire, humanitaire et financière qui se chiffre, pour 2022, à quelque 120 milliards de dollars. Si la contribution nationale la plus importante est celle des États-Unis, plus de la moitié de cette aide est venue de l'Europe et du Canada. Les Européens ont en outre accueilli près de cinq millions de réfugiés ukrainiens. L'Europe et l'Amérique du Nord continuent d'imposer des sanctions économiques d'une ampleur inédite, qui démontrent toute la puissance que le lien transatlantique peut générer.

Depuis 2014, l'OTAN a procédé au plus vaste renforcement de notre défense collective depuis une génération. Lorsque la Russie a lancé son invasion à grande échelle de l'Ukraine, l'Organisation était donc prête. Nous avons activé nos plans de défense dans les quelques heures qui ont suivi. Nous avons aussi doublé le nombre de nos groupements tactiques multinationaux, passés de quatre à huit. Et nous avons renforcé notre présence militaire de la mer Baltique à la mer Noire, sur terre, en mer et dans les airs.

En juin 2022, lors du sommet historique que l'OTAN a tenu à Madrid, les Alliés ont décidé d'adapter une nouvelle fois en profondeur notre posture de dissuasion et de défense afin d'envoyer un message clair : nous défendrons chaque centimètre carré de notre territoire. Nous avons revu nos plans de défense, placé des forces supplémentaires à un niveau élevé de disponibilité opérationnelle, et préaffecté des forces à la défense d'Alliés bien précis. Nous nous sommes engagés à stationner un plus grand nombre de soldats et à repositionner davantage d'équipements et de stocks d'armes dans la partie orientale du territoire de l'Alliance. Les dirigeants de nos pays membres sont en outre convenus d'accroître considérablement le financement commun de l'OTAN pour garantir que les ressources nécessaires à la concrétisation de nos décisions politiques soient disponibles.

À Madrid, les Alliés ont par ailleurs approuvé un nouveau concept stratégique, destiné à guider l'action de l'Organisation face à la réalité qui est désormais la nôtre en matière de sécurité. Le nouveau concept stratégique établit que la Russie constitue la menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des Alliés, mentionne pour la première fois la République populaire de Chine, et spécifie de quelle manière nous comptons aborder d'autres défis tels que la menace persistante du terrorisme, le cyber, les pratiques hybrides, les nouvelles technologies et les répercussions du changement climatique sur notre sécurité.

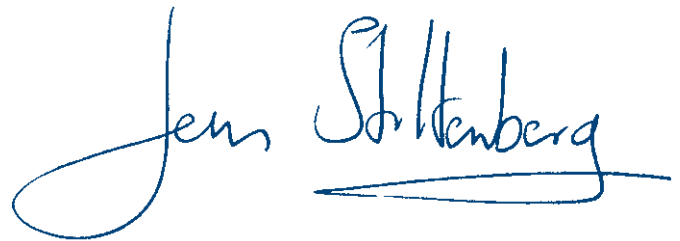
Au sommet de Madrid, les 30 Alliés ont pris la décision historique d'inviter la Finlande et la Suède à rejoindre l'Alliance. Vingt-huit d'entre eux ayant déjà ratifié les protocoles d'accession de ces pays, il s'agit du processus d'adhésion le plus rapide à ce jour.

Dans la perspective du sommet de l'OTAN qui se tiendra en juillet 2023 à Vilnius, nous continuerons de renforcer notre posture de dissuasion et de défense et d'adapter l'Alliance à un monde caractérisé par la compétition

stratégique où des régimes autoritaires remettent en question l'ordre international fondé sur des règles. Je m'attends à ce qu'à ce sommet, les Alliés adoptent un nouvel engagement, plus ambitieux, en matière de dépenses de défense. Dans un monde devenu plus dangereux, les Alliés sont de plus en plus conscients du fait que consacrer 2 % de leur produit intérieur brut à la défense est à considérer comme un objectif minimal et non comme un plafond.

Le lien entre l'Europe et l'Amérique du Nord reste d'une solidité à toute épreuve. D'après un sondage réalisé par l'OTAN en 2022, plus de 80 % de nos citoyens jugent important que les pays de l'Alliance situés de part et d'autre de l'Atlantique coopèrent sur les questions de sécurité.

En ces temps plus difficiles, les Alliés font front pour soutenir l'Ukraine, ainsi que pour défendre nos valeurs, nos pays et notre milliard de citoyens. Un pour tous, tous pour un.



Jens Stoltenberg
Secrétaire général de l'OTAN

L'OTAN EN BREF



Réunion extraordinaire du Conseil de l'Atlantique Nord au niveau des chefs d'État et de gouvernement tenue après le déclenchement de l'invasion de l'Ukraine par la Russie – Bruxelles (Belgique), mars 2022.

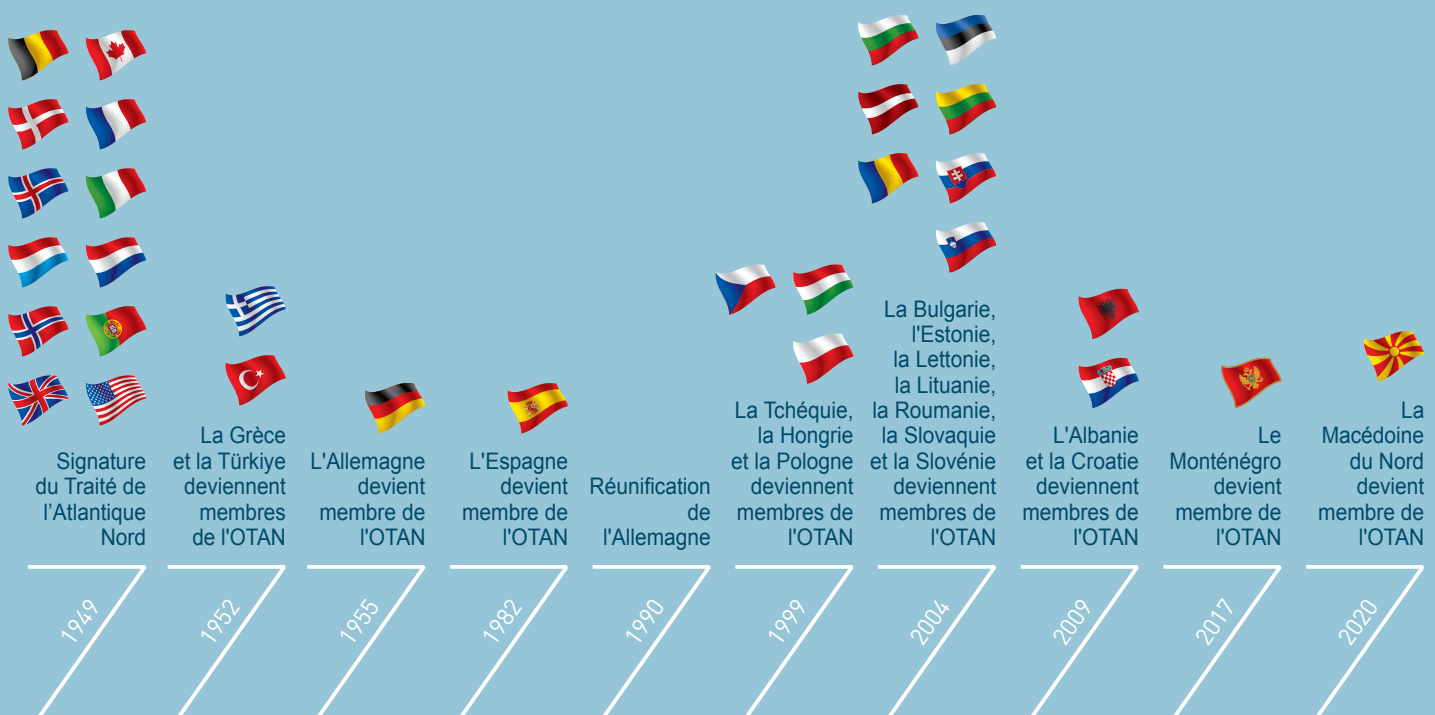
Ensemble, les pays de l'Alliance représentent un milliard de personnes et environ la moitié de la puissance économique et militaire mondiale.

Quelle est la raison d'être de l'OTAN ?

L'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord a été créée en 1949, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Sa mission principale est la sauvegarde de la liberté et de la sécurité de tous ses membres par des moyens politiques et militaires. Le principe de la défense collective est au cœur du Traité de l'Atlantique Nord, le texte fondateur de l'OTAN. Inscrit en son article 5, il lie les Alliés les uns aux autres en les engageant à se protéger mutuellement en cas d'attaque. L'OTAN s'attache à préserver en Europe une paix durable fondée sur des valeurs communes : la démocratie, les libertés individuelles et le règne du droit.

Combien l'OTAN compte-t-elle de pays membres ?

Au moment de sa création, l'Alliance comptait douze membres : la Belgique, le Canada, le Danemark, la France, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, le Royaume-Uni et les États-Unis. Le Traité de l'Atlantique Nord permet aux autres pays européens d'entrer dans l'Alliance si tous les pays qui en sont déjà membres donnent leur accord. Tout pays candidat à l'adhésion doit partager les valeurs fondamentales de l'OTAN et avoir la capacité ainsi que la volonté de contribuer à la sécurité de la zone euro-atlantique. Au fil du temps, dix-huit pays ont ainsi intégré l'OTAN : la Grèce et la Türkiye (1952), l'Allemagne (1955), l'Espagne (1982), la Tchéquie, la Hongrie et la Pologne (1999), la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie (2004), l'Albanie et la Croatie (2009), le Monténégro (2017), et la Macédoine du Nord (2020). Collectivement et individuellement, les 30 Alliés d'aujourd'hui sont plus forts et plus en sécurité que s'ils étaient seuls. En 2022, la Finlande et la Suède ont remis leurs lettres officielles de demande d'adhésion à l'OTAN. Au mois de juillet, une fois les pourparlers d'adhésion menés à bien, les Alliés ont signé les protocoles d'accession de la Finlande et de la Suède, autorisées depuis à assister aux réunions de l'OTAN en qualité de « pays invités ». Lorsque tous les Alliés auront ratifié les protocoles d'accession conformément à leurs procédures nationales, le secrétaire général invitera la Finlande et la Suède à accéder au Traité de l'Atlantique Nord, après quoi ces pays deviendront membres de l'OTAN.



À tous les militaires au service de l'Alliance

L'année 2022 fut à nulle autre pareille.

La guerre d'agression que la Russie mène en toute illégalité contre l'Ukraine a rendu notre monde plus dangereux. Face à la plus grave crise de sécurité en Europe depuis la Seconde Guerre mondiale, l'OTAN a réagi avec force et unité.

Nos plans de défense ont été activés dans les quelques heures qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine. Aujourd'hui, plus de 40 000 soldats sous commandement OTAN sont stationnés dans la partie orientale du territoire de l'Alliance, où ils peuvent compter sur d'importants moyens aériens et navals. Nous avons doublé le nombre de nos groupements tactiques, passés de quatre à huit. Et nous continuerons de renforcer notre posture de dissuasion et de défense.

L'action de nos forces armées – votre action – envoie un message clair à Moscou et à quiconque envisagerait de nous défier : l'OTAN est là. Nous protégerons et défendrons chaque centimètre carré de notre territoire.

Au cours de l'année écoulée, j'ai eu le privilège de rencontrer bon nombre d'entre vous, et j'ai pu prendre toute la mesure de votre professionnalisme, de votre dévouement et de vos compétences.

Que vous soyez déployés dans l'Atlantique Nord ou en Méditerranée, que vous œuvriez à la préservation d'un environnement sûr et sécurisé au Kosovo, ou que vous aidiez les forces de sécurité irakiennes, vous êtes des acteurs essentiels de notre sécurité.

Je tiens à vous exprimer toute ma gratitude pour le travail que vous accomplissez.

Le lieutenant français « Balek » – base aérienne de Mont-de-Marsan (France), 2022.



Un marin américain participant à l'exercice COLD RESPONSE 22 – Sandstrand (Norvège), mars 2022.



L'OTAN EN 2022

ADAPTATION AU NOUVEL ENVIRONNEMENT STRATÉGIQUE

Soldats estoniens, français et britanniques, lors d'une cérémonie marquant le cinquième anniversaire du groupement tactique multinational de l'OTAN en Estonie – Mai 2022.

La guerre brutale que la Russie mène contre l'Ukraine change véritablement la donne au niveau mondial. Elle nous rappelle que, où que nous soyons, nous ne pouvons pas considérer notre sécurité comme allant de soi. Répondant par l'unité et la détermination, l'OTAN s'emploie à soutenir l'Ukraine et à préserver la sécurité des citoyens de tous ses pays membres, soit un milliard de personnes.

Jens Stoltenberg, dans une tribune libre publiée dans le journal canadien
The Globe and Mail – 24 août 2022.

Réponse à l'agression de la Russie

Pendant plus de trente ans, l'OTAN s'est efforcée de bâtir un partenariat avec la Russie. Pourtant, ces dix dernières années, ce pays n'a cessé de violer les règles et les principes qui avaient contribué à la stabilité et à la prévisibilité de l'ordre de sécurité européen.

La guerre d'agression brutale et illégale que la Russie mène contre l'Ukraine depuis février 2022 a fait voler en éclats la paix et a bouleversé l'environnement de sécurité. Compte tenu des politiques et des agissements hostiles de la Russie, l'OTAN ne peut pas considérer ce pays comme un partenaire. La Fédération de Russie constitue la menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des Alliés et pour la paix et la stabilité dans la zone euro-atlantique. L'OTAN reste néanmoins disposée à maintenir ouverts les canaux de communication avec Moscou pour gérer et réduire les risques, prévenir

toute escalade et accroître la transparence. Elle ne cherche pas la confrontation et ne représente aucune menace pour la Russie.

En 2022, les Alliés ont continué de répondre de façon concertée et responsable aux menaces et aux actes d'hostilité de ce pays.

L'OTAN a commencé à appeler l'attention sur le renforcement du dispositif militaire russe au Bélarus et autour de l'Ukraine au printemps 2021, et elle a réitéré son inquiétude à l'automne de la même année. Le Conseil de l'Atlantique Nord et le secrétaire général ont en effet exprimé dans plusieurs déclarations leur grave préoccupation face au renforcement substantiel, en l'absence de toute provocation, du dispositif militaire russe. L'OTAN a appelé la Russie à amorcer immédiatement une désescalade, à rechercher des solutions diplomatiques et à respecter ses engagements pour ce qui est de la transparence des activités militaires.

Fin 2021 et début 2022, les Alliés ont rendu publics différents éléments de renseignement montrant que la Russie s'apprêtait à lancer une offensive militaire de grande envergure contre l'Ukraine. Ils ont exprimé leur attachement indéfectible à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Ukraine et ont clairement fait savoir à la Russie que toute nouvelle agression contre ce pays « aura[it] de lourdes conséquences et se paiera[it] au prix fort ». Ils ont dit également leur détermination à défendre et à protéger tous les Alliés par des mesures préventives, proportionnées et non constitutives d'une escalade.

En octobre 2021, Moscou a décidé de rompre les relations diplomatiques avec l'OTAN. Malgré cela, les Alliés ont régulièrement proposé d'exploiter le mécanisme du Conseil OTAN-Russie et ils n'ont pas ménagé leurs efforts sur le plan diplomatique pour désamorcer la crise provoquée par le renforcement du dispositif militaire russe en Ukraine et alentour.

Lors de la réunion du Conseil OTAN-Russie du 12 janvier 2022, les Alliés et la Russie ont discuté

Les relations OTAN-Russie avant l'invasion de février 2022

Après la Guerre froide, l'OTAN a tout mis en œuvre pour établir avec la Russie un partenariat stratégique qui soit bénéfique aux deux parties, s'appuyant sur le dialogue et la coopération pratique dans des domaines d'intérêt commun. Au sommet de Londres de 1990, l'Alliance a tendu la main de l'amitié à Moscou, proposant un dialogue et un partenariat plutôt que la confrontation et la méfiance. Le Conseil OTAN-Russie a été créé pour servir de principale instance de dialogue et de coopération entre les Alliés et la Russie. Aucun autre partenaire ne s'est vu offrir une relation institutionnelle comparable.

En 2014, l'OTAN a suspendu toute coopération pratique avec la Russie à la suite de l'annexion, illégale et illégitime, de la Crimée. Les Alliés ont décidé qu'il ne pourrait y avoir de retour à la normale tant que Moscou ne respecterait pas de nouveau le droit international.



De gauche à droite : l'ancien commandant suprême des forces alliées en Europe, le général Tod Wolters, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, et le président du Comité militaire, l'amiral Rob Bauer – Bruxelles (Belgique), mars 2022.

de la sécurité en Europe de manière générale, et notamment de la situation en Ukraine et alentour. Les Alliés ont proposé à Moscou de poursuivre le dialogue dans le cadre d'une série de réunions du Conseil OTAN-Russie consacrées à différents sujets de préoccupation.

Lorsque, tentant de mettre à profit sa posture militaire menaçante à l'égard de l'Ukraine, la Russie a remis à l'OTAN un projet de « traité de sécurité » exigeant que l'Organisation renonce à tout nouvel élargissement et retire ses troupes et ses infrastructures de près de la moitié des pays de l'Alliance, l'OTAN, parallèlement aux États-Unis, lui a répondu par écrit le 26 janvier, en faisant des propositions concrètes. Sur le fond, il s'agissait d'améliorer la relation entre l'OTAN et la Russie, de renforcer la sécurité européenne (notamment grâce à une désescalade en Ukraine et alentour) et de progresser dans les domaines de la réduction des risques, de la transparence et de la maîtrise des armements. Dans le même temps, les Alliés ont redit clairement qu'ils ne renonceraient pas à se protéger et à se défendre mutuellement, et ils ont rappelé que chaque pays avait le droit de choisir ses propres arrangements de sécurité.

Le 9 février, dans une lettre adressée à Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, le secrétaire général a une nouvelle fois invité la Russie à participer à une série de réunions du Conseil OTAN-Russie. Moscou n'a répondu ni à cette invitation ni aux propositions de l'OTAN. Elle a décidé d'ignorer les options diplomatiques et choisi la voie de la guerre en envahissant l'Ukraine.

Réponse de l'Alliance à la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine

La réponse de l'OTAN à la guerre brutale que la Russie mène en Ukraine repose sur deux objectifs. Premièrement, assurer la sécurité de tous les Alliés et agir de manière responsable afin d'éviter une confrontation directe entre l'OTAN et la Russie. Deuxièmement, soutenir l'Ukraine dans l'exercice de son droit naturel de légitime défense, sur la base de l'article 51 de la Charte des Nations Unies et de la ferme conviction que la sécurité et l'indépendance de ce pays sont essentielles pour la sécurité euro-atlantique.

Le 24 février, le Conseil de l'Atlantique Nord a tenu des consultations au titre de l'article 4 du traité de Washington et a publié une déclaration dans laquelle il condamnait l'invasion russe, exprimait son soutien à l'Ukraine et réaffirmait l'attachement indéfectible des Alliés à l'article 5 du traité fondateur de l'OTAN.

Le 25 février, les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'OTAN ont tenu un sommet en ligne, auquel se sont joints les dirigeants de la Finlande, de la Suède et de l'Union européenne. Dans leur déclaration, ils ont condamné l'invasion de l'Ukraine par la Russie, facilitée par le Bélarus. Ils ont aussi annoncé des sanctions économiques et adapté la posture de l'OTAN, notamment en activant les plans de défense de l'Organisation. Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'est adressé à eux par visioconférence et les a informés de la situation sur le terrain et des efforts déployés par l'Ukraine pour se défendre.

Lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN tenue les 6 et 7 avril à Bruxelles, les

Alliés ont décidé de maintenir et de renforcer le soutien à l'Ukraine ainsi que d'intensifier la coopération avec les partenaires vulnérables face à l'influence malfaisante de la Russie. L'OTAN a également condamné les massacres de civils perpétrés à Boutcha et en d'autres lieux avant que ceux-ci soient libérés des forces russes. Le ministre des Affaires étrangères ukrainien, Dmytro Kouleba, a rejoint ses homologues des pays de l'Alliance pour des consultations sur le soutien prolongé des Alliés à son pays.

Dans son nouveau concept stratégique, approuvé lors du sommet de Madrid, en juin 2022, l'OTAN a déclaré que la Russie constituait la menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des Alliés et pour la paix et la stabilité dans la zone euro-atlantique. Les Alliés ont indiqué que, compte tenu des politiques et des agissements de la Russie, l'OTAN ne pouvait pas la considérer comme un partenaire et que, pour que les rapports de l'OTAN avec ce pays évoluent, il faudrait que celui-ci se départisse de son attitude agressive et qu'il se conforme pleinement au droit international. Lors du sommet, le président Zelensky s'est adressé aux Alliés par visioconférence, et ceux-ci ont approuvé une nouvelle aide d'urgence à l'Ukraine.

Le 22 septembre, suite à l'annonce, par la Russie, de la tenue de prétendus « référendums » dans quatre régions ukrainiennes qui étaient alors sous son contrôle, le Conseil de l'Atlantique Nord a déclaré que les Alliés ne reconnaîtraient pas cette tentative d'annexion, illégale, de territoires ukrainiens et il a condamné l'escalade provoquée par la Russie, et en particulier son discours irresponsable en matière nucléaire.

Les réunions des ministres de la Défense et des Affaires étrangères des pays de l'OTAN avec leurs homologues

Activation de la Force de réaction de l'OTAN

À la suite de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, en février 2022, les Alliés ont activé les plans de défense de l'OTAN. Dès le lendemain de l'invasion, les dirigeants des pays de l'Organisation ont décidé de déployer des forces terrestres et aériennes défensives dans la partie orientale du territoire de l'Alliance, ainsi que des moyens maritimes dans l'ensemble de la zone OTAN. Et le Commandant suprême des Forces alliées en Europe a mobilisé différents éléments de la Force de réaction. C'était une première pour l'Alliance, qui n'avait encore jamais déployé d'éléments à haut niveau de préparation de sa Force de réaction dans un rôle de dissuasion et de défense.

Plus de 40 000 soldats, appuyés par d'importants moyens aériens et navals, ont ainsi été placés sous le



Au cours de l'année écoulée, je me suis employée à faire connaître les outils disponibles dans le système OTAN de réponse aux crises. Ainsi, les intervenants, dont le Conseil, ont pu mieux réagir à l'invasion de l'Ukraine.

Catherine Gerth (Canada)

Chef, Section Systèmes et exercices
de réponse aux crises,
Division Opérations,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

ukrainiens ont permis de renforcer le soutien politique et pratique apporté à l'Ukraine alors que celle-ci continue de se défendre face à la guerre d'agression brutale menée par la Russie. La livraison d'armes et de munitions a été organisée dans le cadre de mécanismes bilatéraux et ad hoc, et l'OTAN a quant à elle pris des dispositions pour fournir à l'Ukraine une aide défensive non létale.

commandement direct de l'OTAN dans la partie orientale du territoire de l'Alliance, sans compter les dizaines de milliers de personnels déployés par les pays pour des activités de vigilance renforcée. Lors du sommet extraordinaire qui s'est tenu en mars 2022, les dirigeants des pays de l'OTAN ont décidé de mettre sur pied quatre autres groupements tactiques multinationaux, en Bulgarie, en Hongrie, en Roumanie et en Slovaquie, qui s'ajouteraient à ceux déjà déployés en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne.

C'est dans ce contexte qu'au sommet de Madrid, en juin 2022, les Alliés ont décidé d'adapter en profondeur la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN. Il s'agissait ainsi de renforcer les défenses en avant et de porter les groupements tactiques déployés dans



Des soldats des États-Unis débarquent à l'aéroport international de Nuremberg le 28 février 2022, dans le cadre de la contribution des États-Unis à la Force de réaction de l'OTAN – Nuremberg (Allemagne), février 2022.

la partie orientale du territoire de l'Alliance au niveau brigade, là où et lorsque cela serait nécessaire. Les dirigeants des pays de l'OTAN ont également adopté un nouveau modèle de forces, l'objectif étant de renforcer et de moderniser la structure de force et d'accroître les effectifs à haut niveau de préparation qui sont à la disposition de l'OTAN.

Les Alliés ont décidé d'étayer ces nouvelles mesures par le repositionnement d'équipements et de matériels supplémentaires, par une augmentation des capacités déployées en avant et par une mise à niveau des plans de défense prévoyant notamment la préaffectation de forces à la défense de tel ou tel Allié. Il s'agit là du plus vaste remaniement de la posture de dissuasion et de défense collective depuis la Guerre froide.

Jens Stoltenberg salue les membres du groupement tactique multinational de l'OTAN en Estonie, dirigé par le Royaume-Uni – Tapa (Estonie), mars 2022.



En 2022, les Alliés ont décidé de repenser complètement la posture de dissuasion et de défense, avec davantage de forces déployées en avant et de forces à haut niveau de préparation. Je suis fier de faire partie d'une équipe qui contribue à la sécurité de l'Alliance.

Lieutenant-colonel Görkem Durak (Türkiye)

Officier d'état-major, Équipe chargée des questions de transformation, Division Politique et capacités, État-major militaire international, siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)





Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, s'adressant aux chefs d'État et de gouvernement des pays de l'OTAN au sommet de Madrid – Madrid (Espagne), juin 2022.

Soutien à l'Ukraine

L'OTAN soutenait l'Ukraine déjà bien avant que celle-ci soit envahie par la Russie, en 2022. En réaction à l'annexion – illégale et illégitime – de la Crimée, en 2014, et aux manœuvres de déstabilisation constantes de la Russie dans l'est de l'Ukraine, les chefs d'État et de gouvernement des pays membres de la Commission OTAN-Ukraine avaient entériné un ensemble complet de mesures d'assistance en faveur de l'Ukraine, le 9 juillet 2016, à Varsovie. L'idée était d'améliorer et de renforcer le soutien apporté par l'OTAN à l'Ukraine afin d'aider celle-ci à mieux assurer sa propre sécurité et, dans cette optique, à faire le travail de réforme nécessaire à la concrétisation de ses aspirations euro-atlantiques.

Cette aide se déclinait en plus de 40 mesures portant sur des domaines variés, dont le renforcement des capacités et des institutions, le commandement, le contrôle, la communication et l'informatique, la logistique et la normalisation, la coopération militaro-technique, la cyberdéfense et la réadaptation médicale.

Au sommet de Madrid de 2022, les Alliés ont décidé d'élargir le dispositif pour aider l'Ukraine davantage encore. Dans sa version étoffée, l'ensemble complet de mesures d'assistance en faveur de l'Ukraine comprend des initiatives visant à fournir au pays des moyens militaires non létaux, dans l'immédiat et à brève échéance, mais aussi à intensifier le soutien de l'OTAN sur le long terme.

Depuis mars 2022, par l'intermédiaire du fonds d'affectation spéciale créé pour financer toutes ces mesures, l'OTAN offre son assistance sous des formes multiples : rations de combat, carburant (y compris carburant d'aviation), bottes de combat, fournitures médicales (dont kits de premiers secours et produits pharmaceutiques), équipements d'entraînement militaire et matériel pour le traitement des dispositifs explosifs. L'OTAN travaille par ailleurs sur d'autres projets, notamment la fourniture à l'Ukraine d'un soutien renforcé dans le domaine des C4 (commandement, contrôle, communication et informatique), qui en sont à des stades d'avancement divers.

Jens Stoltenberg participe à une réunion ministérielle en ligne du Groupe de contact pour la défense de l'Ukraine – Bruxelles (Belgique), novembre 2022.





Le ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmytro Kouleba, et Jens Stoltenberg, à la réunion ministérielle Affaires étrangères d'avril 2022 – Bruxelles (Belgique), siège de l'OTAN.

Pour le plus long terme, l'Alliance réfléchit à la façon d'accompagner l'Ukraine sur la voie de la reconstruction et des réformes, lorsque la guerre sera terminée. Dans sa nouvelle version, l'ensemble de mesures d'assistance en faveur de l'Ukraine prévoit également une série d'initiatives visant à moderniser et à consolider encore les institutions de défense et de sécurité ukrainiennes. Les Alliés sont en outre convenus d'aider l'Ukraine à passer de ses équipements de l'ère soviétique à des équipements OTAN modernes, de manière à accroître l'interopérabilité avec les forces des pays de l'Alliance.

Sur le plan bilatéral, les Alliés ont considérablement accru leur soutien et leurs livraisons d'armes et d'équipements à l'Ukraine, l'aidant ainsi à exercer son droit de légitime défense. Par ailleurs, ils lui apportent une assistance financière et humanitaire substantielle, notamment en accueillant des millions de réfugiés. Ils sont convenus d'accroître encore leur aide et de continuer à soutenir l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra, pour que celle-ci l'emporte.



En 2022, j'ai participé à la préparation et à l'exécution du réexamen exceptionnel de l'ensemble complet de mesures d'assistance en faveur de l'Ukraine. Ces travaux ont permis à l'OTAN de faire plus pour aider l'Ukraine à se défendre face à l'agression russe et à préparer sa reconstruction, et cela me rend fier.

Marcin Koziel (Pologne)

Chef, Équipe chargée de l'ensemble complet de mesures d'assistance en faveur de l'Ukraine, Division Opérations, siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

La coopération OTAN-Ukraine se poursuit malgré l'invasion russe

Tandis que la Russie menait sa guerre d'agression, le programme OTAN-Ukraine de perfectionnement professionnel s'est poursuivi, offrant un cadre à la mise en œuvre de l'ensemble complet de mesures d'assistance et à des projets de longue durée dans les domaines de la résilience et du renforcement des institutions.

Tout au long de 2022, le ministère des Anciens combattants a pu, avec l'aide du programme de gestion de la transition de carrière, développer ses compétences et capacités institutionnelles en matière de santé mentale et de résilience. Les responsables du programme ont organisé des séances de formation spécialisée à l'intention du personnel du ministère de l'Intérieur et du Service de sécurité d'Ukraine ainsi que plusieurs séminaires destinés à accroître la résilience des commandants des forces de défense territoriale de l'armée ukrainienne engagés sur le front.

Plusieurs formations ont été proposées dans le cadre du programme de renforcement de la formation « défense », sur des sujets tels que le processus OTAN de prise de décision militaire et les doctrines OTAN de planification et de planification opérationnelle interarmées.

Au mois de juillet, le Centre euro-atlantique de coordination des interventions en cas de catastrophe a invité de hauts responsables ukrainiens à participer à un programme de familiarisation grâce auquel la coordination de l'aide humanitaire entre le Centre et l'Ukraine s'est améliorée, et la capacité d'intervention des différents mécanismes internationaux compétents a été renforcée. Après avoir participé à ce programme, l'Ukraine a établi une liste des besoins humanitaires prioritaires recensés par chacun de ses ministères et l'a présentée au Centre, qui l'a transmise aux Alliés et aux partenaires sous la forme d'une demande d'assistance internationale.

En novembre, le Centre et la Roumanie ont commencé à mettre en place un programme de formation à l'intention de 197 auxiliaires médicaux ukrainiens, l'idée étant de renforcer les capacités médicales et la résilience du pays, confronté aux attaques russes, à la rigueur de l'hiver, à la détérioration de ses infrastructures essentielles et aux difficultés que la pandémie de COVID-19 continue de provoquer.

Enfin, le fonds d'affectation spéciale pour la réponse à la pandémie, créé en 2020, a rapidement été réorienté vers la satisfaction des besoins d'assistance humanitaire immédiats de l'Ukraine, notamment la livraison d'équipements médicaux, de fournitures diverses et de supports d'apprentissage. Grâce à cette aide, le système de santé ukrainien a pu mieux réagir et mieux résister face au conflit en cours, à l'arrivée de l'hiver et aux conséquences de la pandémie.

Le fonds d'affectation spéciale pour la réponse à la pandémie a aussi servi à aider l'Ukraine et ses voisins à mieux gérer les flux de réfugiés ukrainiens et à améliorer l'état de préparation et la résilience de leurs systèmes de santé respectifs grâce à la livraison d'équipements médicaux modernes, de fournitures diverses et de produits pharmaceutiques.



Le Centre euro-atlantique de coordination des interventions en cas de catastrophe (EADRCC) de l'OTAN et la Roumanie signent un accord de coopération portant sur la formation aux soins d'urgence de primo-intervenants ukrainiens – Bruxelles (Belgique), octobre 2022.



Portrait officiel des chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN au sommet de Madrid – Madrid (Espagne), juin 2022.

Sommet de Madrid

Les 29 et 30 juin 2022, les dirigeants des pays de l'OTAN se sont réunis à Madrid, en Espagne. Cette rencontre a eu lieu à un moment historique pour l'Alliance, avec pour toile de fond l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie et une compétition stratégique caractérisée par des menaces et des défis croissants pour la sécurité des Alliés. Au sommet de Madrid, l'OTAN s'est fixé un cap stratégique pour l'avenir et s'est ainsi donné les moyens de continuer à s'adapter à un monde en évolution et à préserver la sécurité de la population de ses pays membres, soit un milliard de personnes.

Réaffirmation des valeurs de l'OTAN

À Madrid, les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'OTAN ont réaffirmé leur attachement indéfectible au Traité de l'Atlantique Nord, et en particulier à son article 5. Ils ont redit l'importance du lien transatlantique ainsi que leur ferme attachement à l'ordre international fondé sur des règles et aux valeurs communes des Alliés – la liberté individuelle, les droits de la personne, la démocratie et l'état de droit. Ils ont rappelé que l'OTAN était une alliance défensive et qu'elle ne représentait une menace pour aucun pays.

Les Alliés ont condamné avec la plus grande fermeté la guerre d'agression que la Russie mène contre l'Ukraine. Ils se sont félicités de la participation du président Volodymyr Zelensky au sommet et ils ont rappelé que l'OTAN était pleinement solidaire du gouvernement et du peuple ukrainiens, saluant leurs efforts héroïques pour défendre le pays.



Les décisions prises au sommet de Madrid vont transformer l'OTAN. Je suis fière d'avoir présidé les négociations sur la déclaration de Madrid, puis sur les pourparlers d'adhésion avec la Finlande et la Suède, et d'apporter ma pierre à l'édifice à un moment historique.

**Madame l'Ambassadrice Bettina Cadenbach
(Allemagne)**

Secrétaire générale adjointe,
Division Affaires politiques
et politique de sécurité,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

Concept stratégique 2022

Les dirigeants des pays de l'Alliance ont approuvé un nouveau concept stratégique, document d'orientation fondamental de l'OTAN, qui reflète la nouvelle réalité en matière de sécurité, bien différente de celle qui prévalait lors de l'adoption du précédent concept stratégique, en 2010 (voir page 23).

Renforcement de la dissuasion et de la défense

Les pays de l'OTAN sont convenus de renforcer encore leur capacité de dissuasion et de défense sur le long terme, dans les milieux terrestre, maritime, aérien, cyber et spatial. Les décisions prises à Madrid donneront à l'OTAN les moyens d'assurer efficacement la dissuasion et la défense face à toutes les menaces et tous les défis, quelle qu'en soit l'origine. Ce renforcement passe par la révision de différents plans de défense, prévoyant plus de forces à un niveau élevé de disponibilité opérationnelle et la préaffectation de certaines forces à la défense de certains Alliés (*voir le chapitre sur la dissuasion et la défense*).

Augmentation des investissements de défense

Au sommet de Madrid, les Alliés ont réaffirmé leur détermination à honorer pleinement leur engagement en matière d'investissements de défense et à renforcer leur capacité individuelle et collective de résistance à toute forme d'attaque. D'ici au prochain sommet, ils prendront de nouveaux engagements, afin que leurs décisions politiques bénéficient de financements adéquats au-delà de 2024. Ils ont également décidé d'accroître l'enveloppe du financement commun, afin de pouvoir disposer des installations dont l'Alliance a besoin pour le renforcement et de pouvoir consacrer davantage de ressources aux entraînements et aux exercices, aux capacités de commandement et de contrôle, ainsi qu'aux interactions avec les partenaires.

Soutien à l'Ukraine et aux autres partenaires vulnérables

Les dirigeants des pays de l'OTAN se sont engagés à augmenter encore leur soutien politique et pratique à l'Ukraine pour l'aider à défendre sa souveraineté et son intégrité territoriale face à l'agression russe. Compte tenu de l'évolution de l'environnement de sécurité, ils ont par ailleurs décidé de renforcer l'assistance politique et pratique individualisée que l'OTAN apporte à ses partenaires et ils ont, en particulier, adopté de nouvelles mesures spécifiquement destinées à la Bosnie-Herzégovine, à la Géorgie et à la République de Moldova.

Adaptation de l'Alliance aux défis émergents

Les dirigeants des pays de l'OTAN sont convenus de faire plus pour relever les défis complexes et

multiformes auxquels l'Alliance est confrontée. Ils ont décidé de réduire les émissions de gaz à effet de serre produites par les structures politiques et militaires de l'OTAN, visant une diminution d'au moins 45 % d'ici à 2030 et zéro émission nette d'ici à 2050. Par ailleurs, ils ont mis en place l'Accélérateur d'innovation de défense pour l'Atlantique Nord (DIANA) et créé le fonds OTAN pour l'innovation. Ce dernier permettra d'investir un milliard d'euros sur 15 ans dans des start-up travaillant sur des technologies émergentes à double usage, dans des domaines tels que l'intelligence artificielle. Les dirigeants des pays de l'Alliance se sont engagés à continuer d'améliorer la résilience, à l'échelon national et à l'échelon collectif, pour que les populations de leurs pays soient préparées à affronter toute menace et tout défi. Ils se sont également engagés à renforcer la sécurité énergétique.

L'Australie, le Japon, la République de Corée et la Nouvelle-Zélande, qui participaient pour la première fois à un sommet de l'OTAN, ont décidé d'intensifier leur coopération pour répondre aux défis interrégionaux et mondiaux.

Adhésion de la Finlande et de la Suède

L'OTAN a réaffirmé son attachement à sa politique de la porte ouverte. Suite à la signature, par la Türkiye, la Finlande et la Suède, d'un mémorandum d'entente trilatéral, les dirigeants des pays de l'Alliance ont officiellement invité la Finlande et la Suède à devenir membres de l'OTAN et se sont engagés à ratifier les protocoles d'accession de ces deux pays. Cette adhésion sera bénéfique pour la sécurité de ces pays, renforcera l'OTAN et rendra la zone euro-atlantique plus sûre. La sécurité de la Finlande et de la Suède un sujet de première importance pour l'Alliance, y compris pendant la durée du processus d'adhésion.

Défis émanant du sud

Les Alliés ont réaffirmé leur volonté de continuer la lutte contre le terrorisme, qui fait partie intégrante de l'approche à 360 degrés suivie par l'Alliance en matière de dissuasion et de défense. Ils ont également échangé au sujet de la crise alimentaire provoquée par l'invasion de l'Ukraine, et de l'influence croissante de la Russie et de la Chine dans le voisinage méridional de l'Alliance. Pour contrer ces menaces et défis, l'OTAN a pris de nouvelles mesures de soutien destinées à ses pays partenaires de la périphérie sud, notamment la Mauritanie et la Tunisie.

Concept stratégique de 2022

Le nouveau concept stratégique de l'OTAN guidera l'action de l'Alliance dans un monde devenu plus dangereux, où la compétition s'intensifie.

Jens Stoltenberg –
Madrid (Espagne), 29 juin 2022.

Après le Traité de l'Atlantique Nord, le concept stratégique est le document d'orientation le plus important pour l'OTAN. Il rappelle les valeurs et les objectifs de l'Organisation, et il présente l'évaluation de l'environnement de sécurité que font collectivement les Alliés. Il a aussi vocation à baliser l'adaptation stratégique ainsi que l'orientation politique et militaire de l'OTAN.

Le concept stratégique est régulièrement revu et mis à jour. Depuis la fin de la Guerre froide, il a été actualisé tous les dix ans environ, de manière à tenir compte de la transformation de l'environnement de sécurité mondial et à faire en sorte que l'Alliance soit parée pour l'avenir. Le précédent concept stratégique avait été adopté en 2010, au sommet de Lisbonne.

Au sommet de Bruxelles de 2021, les dirigeants des pays de l'OTAN ont chargé le secrétaire général de piloter le processus d'établissement du concept stratégique suivant. M. Stoltenberg a ainsi procédé à des consultations avec les Alliés, pour discuter avec eux de l'évolution de l'environnement, de l'approche et des priorités stratégiques de l'Organisation. L'OTAN a également dialogué avec ses partenaires et d'autres organisations internationales, ainsi qu'avec des groupes d'experts, avec la société civile, avec le secteur privé et avec des organisations représentant la jeunesse.

Après cette phase de consultation, les pays ont négocié et approuvé le nouveau concept stratégique, que leurs dirigeants ont entériné au sommet de Madrid, en 2022.

Objectifs et tâches fondamentales de l'OTAN

Le concept stratégique de 2022 établit que la raison d'être et la responsabilité première de l'OTAN consistent à assurer la défense collective des Alliés contre toutes les menaces. L'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord demeure à cet égard le socle de la défense collective.

Le lien transatlantique entre les Alliés européens et les Alliés d'Amérique du Nord est crucial pour la sécurité



Jens Stoltenberg présente le nouveau concept stratégique lors d'une conférence de presse organisée à l'occasion du sommet de Madrid – Madrid (Espagne), juin 2022.



Le concept stratégique de 2022 prépare l'Alliance à faire face à un environnement de sécurité plus complexe et marqué par une conflictivité croissante. Ce fut un véritable privilège de contribuer, avec mon équipe, à son élaboration, à sa rédaction et à sa négociation.

Benedetta Berti (Italie)

Chef, Unité Analyse de politique générale,
Bureau du secrétaire général,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

de tous ces pays. L'Alliance repose sur des valeurs communes : libertés individuelles, droits de la personne, démocratie, état de droit. L'OTAN est l'unique forum transatlantique, essentiel et indispensable, pour les consultations, la coordination et l'action sur toutes les questions touchant à la sécurité individuelle et collective des Alliés.

Afin d'assurer la défense collective des pays membres de l'Alliance, l'OTAN continuera d'assumer trois tâches fondamentales : la dissuasion et la défense, la prévention et la gestion des crises, et la sécurité coopérative.

Le concept stratégique de 2022 souligne, pour la première fois, l'importance du renforcement de la résilience, à l'échelle des pays et de l'Alliance, ainsi que de la consolidation de l'avance technologique de l'Alliance, précisant que cela est essentiel à la bonne exécution de toutes les tâches fondamentales de l'OTAN. Les Alliés y font également valoir qu'il est important d'encourager la bonne gouvernance et de tenir compte du changement climatique, de la sécurité humaine et de la thématique « femmes, paix et sécurité » dans toutes les tâches de l'Organisation.

La politique de la porte ouverte de l'OTAN, fondée sur l'article 10 du Traité de l'Atlantique Nord, est également réaffirmée dans le concept stratégique. Les décisions relatives aux adhésions sont prises par les Alliés, et aucune tierce partie n'a son mot à dire dans ce processus. Il est également souligné que la sécurité des

pays qui aspirent à devenir membres de l'Alliance est intimement liée à celle des Alliés.

Enfin, le concept stratégique rappelle que l'OTAN est indispensable à la sécurité euro-atlantique, et qu'investir dans l'Organisation est le meilleur moyen de faire perdurer le lien qui unit l'Europe et l'Amérique du Nord. Il rappelle que les Alliés se sont engagés à partager équitablement les responsabilités à assumer et les risques à prendre pour leur défense et leur sécurité, notamment en mettant à disposition toutes les ressources, infrastructures, capacités et forces nécessaires à la pleine exécution des tâches fondamentales de l'OTAN.

Un nouvel environnement stratégique

Le concept stratégique de 2022 est le reflet des profonds changements qui sont intervenus dans l'environnement de sécurité de l'Alliance ces dix dernières années.

La zone euro-atlantique n'est pas en paix. La guerre d'agression que la Fédération de Russie mène contre l'Ukraine a fait voler la paix en éclats et a profondément bouleversé l'environnement de sécurité de l'OTAN. La compétition stratégique, l'instabilité et les chocs répétés sont autant de traits qui caractérisent l'environnement de sécurité dans la zone euro-atlantique. Des acteurs autoritaires s'en prennent aux intérêts, aux valeurs et aux démocraties des pays de l'Alliance.

Le concept stratégique : une approche participative

Le concept stratégique de 2022 guidera l'action de l'OTAN au cours de la prochaine décennie et au-delà. Son adoption par les Alliés, au sommet de Madrid, a constitué l'un des faits marquants de l'année.

Dans le cadre de son élaboration, l'OTAN a procédé à différentes activités de communication et de consultation. Des représentants des pouvoirs publics, d'organisations non gouvernementales et du secteur privé de plus d'une trentaine de pays ont ainsi été associés au débat. Ces échanges ont contribué à l'émergence d'idées sur la manière d'approcher les grands défis de sécurité.

Le concept stratégique est un document public. Il est disponible sur le site web de l'OTAN.



J'ai eu la chance de travailler sur le volet « diplomatie publique » du concept stratégique. J'ai organisé des consultations avec toute une série d'experts de pays de l'Alliance, et j'ai assuré l'interface avec les Alliés pendant les négociations officielles.

Barbora Maronkova (Slovaquie)

Administratrice de programme,
Section Relations publiques,
Division Diplomatie publique,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

La Fédération de Russie constitue la menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des Alliés et pour la paix et la stabilité dans la zone euro-atlantique. Le terrorisme, sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, est la menace asymétrique la plus directe pour la sécurité des citoyens des pays de l'OTAN ainsi que pour la paix et la prospérité internationales.

Pour la première fois, la République populaire de Chine est mentionnée dans le concept stratégique de l'OTAN. La Chine affiche des ambitions et mène des politiques coercitives qui sont contraires aux intérêts, à la sécurité et aux valeurs des Alliés. Il est indiqué dans le concept stratégique que ses opérations hybrides ou cyber malveillantes, sa rhétorique hostile et ses activités de désinformation prennent les Alliés pour cible et portent atteinte à la sécurité de l'Alliance. Il y est également souligné que la Chine cherche à exercer une mainmise sur des secteurs technologiques et industriels clés ainsi que sur des infrastructures d'importance critique, et qu'elle utilise le levier économique pour créer des dépendances stratégiques et accroître son influence. Le resserrement du partenariat stratégique entre la Chine et la Fédération de Russie, notamment leurs tentatives, se conjuguant entre elles, qui visent à déstabiliser l'ordre international fondé sur des règles, vont à l'encontre des valeurs et des intérêts de l'Alliance.

Nous demeurons disposés à interagir avec la République populaire de Chine de façon constructive, notamment au profit d'une plus grande transparence mutuelle, l'objectif étant de préserver les intérêts de sécurité de l'Alliance. Nous travaillerons ensemble de manière responsable, en tant qu'Alliés, pour répondre aux défis systémiques que la République populaire de Chine fait peser sur la sécurité euro-atlantique et pour faire en sorte que l'OTAN reste durablement à même d'assurer notre défense et notre sécurité. Nous affinerons notre connaissance commune des enjeux, renforcerons notre résilience, relèverons notre niveau de préparation, et nous prémunirons contre les procédés coercitifs employés par la République populaire de Chine ainsi que contre ses tentatives visant à diviser l'Alliance. Nous défendrons les valeurs que nous partageons, de même que l'ordre international fondé sur des règles, y compris la liberté de navigation.

Concept stratégique 2022 de l'OTAN,
paragraphe 14.

Relations entre l'OTAN et la République populaire de Chine

L'OTAN et la Chine ne sont pas partenaires. Toutefois, l'Alliance ne considère pas ce pays comme un adversaire. Elle demeure disposée à interagir avec lui de façon constructive, comme indiqué dans le concept stratégique. Tout au long de 2022, l'OTAN a maintenu des interactions avec la Chine. Ainsi, en septembre, le secrétaire général a rencontré pour la troisième fois le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies. En outre, une série d'entretiens de travail de haut niveau se sont tenus avec Pékin, et des échanges approfondis ont eu lieu entre responsables, sur des thématiques telles que la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération, l'invasion de l'Ukraine par la Russie, et les relations OTAN-Chine.



En 2022, j'ai participé à la mise en œuvre du nouveau concept stratégique en cherchant des solutions aux défis liés à la Chine, en facilitant les interactions entre l'OTAN et ce pays, et en nouant des contacts avec de nouveaux interlocuteurs dans le monde entier.

Max Neugebauer (Allemagne)

Administrateur, Section Partenariats mondiaux,
Division Affaires politiques
et politique de sécurité,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

Rencontre bilatérale entre Jens Stoltenberg et le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, en marge de la 77^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies – New York (États-Unis), septembre 2022.



DISSUASION ET DÉFENSE



Des chuteurs opérationnels de l'armée britannique sautent à une altitude de 5 500 mètres dans le cadre de l'exercice Swift Response 2022 – Macédoine du Nord, mai 2022.
Photo : caporal-chef Rob Kane, photographe de l'armée de terre britannique.

*L'OTAN est là. L'OTAN veille.
Et l'OTAN est prête à défendre chaque centimètre carré du territoire de l'Alliance.*

Jens Stoltenberg, à l'occasion du Forum de Bucarest organisé par l'Aspen Institute et le German Marshall Fund – Bucarest (Roumanie), 29 novembre 2022.

Un nouveau cadre de référence pour la dissuasion et la défense

La guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine constitue la plus grave menace pour la sécurité euro-atlantique depuis des décennies. Face à un environnement de sécurité plus complexe et plus instable, les Alliés se sont engagés, dans le concept stratégique 2022, à renforcer sensiblement la posture de dissuasion et de défense de l'Alliance afin de priver tout adversaire potentiel de toute occasion d'agression. Au sommet de Madrid, ils ont pris des décisions concrètes en vue de définir un nouveau cadre de référence pour la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN. La posture actualisée permettra à l'OTAN de continuer à protéger les populations de l'Alliance et à défendre chaque centimètre carré de son territoire, et ce en permanence. Le nouveau cadre de référence suit l'approche à 360 degrés adoptée par l'OTAN et vise à renforcer la posture de l'Alliance sur terre, dans les airs, en mer, dans le cyber et dans l'espace, afin de pouvoir contrer toutes les menaces et relever tous les défis.

Il s'appuie sur les travaux d'adaptation militaire en cours, y compris s'agissant de la mise en œuvre et de l'opérationnalisation complètes et rapides de deux concepts militaires de haut niveau – le concept de dissuasion et de défense pour la zone euro-atlantique et le concept-cadre de l'OTAN sur la capacité à combattre. Le concept de dissuasion et de défense pour la zone euro-atlantique est axé sur l'emploi des forces pour assurer la dissuasion et la défense dès aujourd'hui, tandis que le concept-cadre de l'OTAN sur la capacité à combattre énonce une vision destinée à orienter le développement des capacités de combat à long terme dont l'Alliance a besoin pour rester forte militairement aujourd'hui comme demain.

La posture de dissuasion et de défense renforcée s'appuie également sur les mesures prises par les Alliés pour faire face aux conséquences de l'agression brutale perpétrée contre l'Ukraine par la Russie en février 2022, en l'absence de provocation. Ces mesures prévoyaient notamment de muscler les dispositifs de défense de l'avant, et de doubler le nombre des groupements tactiques multinationaux - huit au lieu de quatre -

dans la partie orientale du territoire de l'Alliance. Ces déploiements supplémentaires ont permis aux Alliés de multiplier par deux le nombre de soldats sur le terrain et d'étendre la présence avancée de l'OTAN sur tout le flanc est de l'Alliance – de la mer Baltique au nord à la mer Noire au sud.

Par ailleurs, les Alliés s'attellent actuellement à accroître significativement le nombre de forces à haut niveau de préparation et à améliorer la capacité de renforcement de l'OTAN, y compris à brève échéance, avec davantage d'équipements prépositionnés, de meilleures infrastructures et des stocks de fournitures militaires. Ces décisions démontrent la solidarité des Alliés, ainsi que leur détermination et leur capacité à défendre le territoire de l'Alliance.



J'ai eu le privilège d'arriver à l'OTAN à une période de grande transformation et de profond renouvellement. Œuvrer au renforcement de la dissuasion et de la défense est un objectif stimulant, et la motivation commune est une réalité au sein de l'Alliance.

Angus Lapsley (Royaume-Uni)

Secrétaire général adjoint,
Division Politique et plans de défense,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

Présence avancée de l'OTAN

Au sommet de l'OTAN de 2016, à Varsovie, les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Alliance ont décidé d'établir une présence avancée de l'Organisation dans les parties nord-est et sud-est de l'Alliance, en réponse à la hausse de l'instabilité et de l'insécurité dans son voisinage.

Cette présence avancée a d'abord été mise en place en 2017, avec le déploiement de quatre groupements tactiques multinationaux de niveau bataillon en Estonie, en Lettonie, en Lituanie et en Pologne, dirigés respectivement par le Royaume-Uni, le Canada, l'Allemagne et les États-Unis. Dans le sud-est, une présence adaptée sur terre, en mer et dans les airs a contribué à accroître l'activité des Alliés dans la région, ainsi qu'à améliorer la connaissance de la situation, l'interopérabilité et la réactivité.

À la suite de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en février 2022, les Alliés ont renforcé les groupements tactiques existants et ont décidé de mettre en place quatre groupements tactiques multinationaux supplémentaires en Bulgarie, en Hongrie, en Roumanie et en Slovaquie. Lors du sommet tenu par l'OTAN à Madrid en 2022, les Alliés ont décidé, en outre, que les groupements tactiques évolueront jusqu'au niveau brigade là où et lorsque cela sera nécessaire.



Des soldats polonais observent la situation en contrebas pendant un exercice de tir réel. Suite à l'invasion de l'Ukraine menée par la Russie en l'absence de provocation, l'OTAN a renforcé sa présence dans la partie orientale de l'Alliance en créant quatre groupements tactiques multinationaux supplémentaires en Bulgarie, en Hongrie, en Roumanie et en Slovaquie – Cincu (Roumanie), avril 2022.

Présence militaire de l'OTAN dans la partie orientale du territoire de l'Alliance

Groupeements tactiques de la présence avancée et quartiers généraux multinationaux



Huit groupeements tactiques multinationaux (BG) :

Mission : renforcer la dissuasion et la défense de l'OTAN

Groupeement tactique multinational en Bulgarie. Pays cadre : Italie

Groupeement tactique multinational en Estonie. Pays cadre : Royaume-Uni

Groupeement tactique multinational en Hongrie. Pays cadre : Hongrie

Groupeement tactique multinational en Lettonie. Pays cadre : Canada

Groupeement tactique multinational en Lituanie. Pays cadre : Allemagne

Groupeement tactique multinational en Pologne. Pays cadre : États-Unis

Groupeement tactique multinational en Roumanie. Pays cadre : France

Groupeement tactique multinational en Slovaquie. Pays cadre : République tchèque

Quartiers généraux (QG) multinationaux :

Mission : commander et contrôler les troupes déployées de l'OTAN

QG du Corps multinational Nord-Est. Pays hôte : Pologne

QG de la Division multinationale Nord. Pays hôte : Lettonie

QG de la Division multinationale Nord-Est. Pays hôte : Pologne

QG de la Division multinationale Centre. Pays hôte : Hongrie

QG du Corps multinational Sud. Pays hôte : Roumanie

QG de la Division multinationale Sud-Est. Pays hôte : Roumanie

QG de la Brigade multinationale Sud-Est. Pays hôte : Roumanie

Pays contributeurs :

Albanie, Belgique, Bulgarie, Canada, Croatie, République tchèque, Danemark, Estonie, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Monténégro, Pays-Bas, Macédoine du Nord, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Türkiye, Royaume-Uni et États-Unis

Présence avancée adaptée



Mission : renforcer la dissuasion et la défense de l'OTAN

Localisation : Bulgarie, Roumanie

Contributeurs : Bulgarie, Canada, France, Allemagne, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pologne, Portugal, Roumanie, Espagne et Türkiye

Unités d'intégration des forces OTAN



Mission : faciliter le déploiement rapide des forces OTAN

Localisation : Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie et Slovaquie

Défense aérienne



Mission : renforcer la défense aérienne de l'OTAN

Localisation : Lettonie, Pologne, Roumanie et Slovaquie

Contributeurs : France, Allemagne, Espagne et États-Unis

Renseignement, surveillance et reconnaissance interarmées



Mission : fournir aux décideurs des informations et du renseignement en temps utile

Contributeurs : Belgique, Bulgarie, République tchèque, France, Allemagne, Grèce, Italie, Norvège, Pologne, Espagne, Türkiye, Royaume-Uni, États-Unis et OTAN (capacité alliée de surveillance terrestre, AWACS)



Patrouilles d'AWACS



Mission : effectuer des patrouilles aériennes au-dessus de l'Europe orientale pour assurer la détection lointaine des menaces aériennes
Contributeurs : France, Türkiye, AWACS de l'OTAN

Police du ciel



Mission : aéronefs de combat en état d'alerte, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7. Protéger l'espace aérien du flanc est de l'Alliance

Localisation : Bulgarie, Estonie, Lituanie, Pologne et Roumanie

Contributeurs : Belgique, Canada, République tchèque, Danemark, France, Allemagne, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Pologne, Espagne, Royaume-Uni et États-Unis

Groupes aéronavals



Mission : renforcer la dissuasion et la défense de l'OTAN en mer et dans les airs

Localisation : océan Atlantique, mer Baltique, mer Noire, mer Méditerranée et mer du Nord

Contributeurs : France, Italie, Espagne, Royaume-Uni et États-Unis

Force opérationnelle amphibie



Mission : renforcer la dissuasion et la défense de l'OTAN en mer et sur terre

Localisation : océan Atlantique, mer Baltique, mer Noire, mer Méditerranée et mer du Nord

Contributeurs : Royaume-Uni et États-Unis

Nouveau modèle de forces de l'OTAN

Dans le cadre de l'entreprise de renforcement et de modernisation de la structure de forces de l'OTAN, les Alliés se sont mis d'accord sur un nouveau modèle de forces. Ce modèle offre un cadre qui permet d'organiser, de gérer, d'activer et de commander des forces à l'appui des trois tâches fondamentales de l'Alliance. Il rend la posture de l'OTAN plus proactive en accroissant la réactivité, la disponibilité opérationnelle et la puissance de combat.

Grâce à son nouveau modèle de forces, l'OTAN est mieux à même de réagir sur très court préavis à des fins de défense collective ou dans d'autres situations de crise. Le modèle repose sur un système de disponibilité opérationnelle à trois niveaux : le niveau 1 (forces disponibles sous 0 à 10 jours), le niveau 2 (forces disponibles sous 10 à 30 jours) et le niveau 3 (forces disponibles sous 30 à 180 jours). Par ailleurs, les Alliés s'attachent à mettre en place la Force de réaction alliée, une force de réaction multinationale plus mobile et multimilieu à l'appui des trois tâches fondamentales.

Le nouveau modèle de forces prévoit un programme d'entraînement et d'exercices plus ciblé et plus ambitieux, et notamment l'organisation d'exercices de défense

Facilitation de la zone de responsabilité du commandant suprême des forces alliées en Europe

Pour que les forces des pays de l'OTAN puissent réagir à des fins de dissuasion et de défense ou dans toute autre situation de crise, il est indispensable de disposer d'un système robuste et réactif qui permette de fournir des forces partout où elles sont nécessaires et de soutenir leurs activités jusqu'à ce que la mission ait été menée à bien. La facilitation de la zone de responsabilité du commandant suprême des forces alliées en Europe est donc essentielle à la crédibilité de la posture de dissuasion et de défense.

Les travaux de l'OTAN sur la facilitation ont trait à la mobilisation et au transport de troupes, de véhicules, d'équipements, de fournitures et de carburant, à la projection de ces capacités – sur terre, en mer et dans les airs – sur de longues distances, ainsi qu'à la fourniture d'un soutien par la suite. Pour que la réponse militaire soit efficace et rapide, il faut que les forces militaires, les différents pouvoirs publics et les entités civiles et commerciales se soient entendus bien à l'avance sur les dispositions à prendre et les ressources à affecter.

En 2022, les Alliés se sont attachés à renforcer leurs mécanismes de commandement, de contrôle et de coordination ainsi qu'à accroître les capacités et les moyens dont ils disposent, y compris au travers du développement des infrastructures.

Les Alliés s'emploient également à améliorer la législation en vue de mettre en place un cadre réglementaire efficace pour les mouvements militaires, notamment en

collective faisant intervenir de grandes formations. Une fois pleinement mis en œuvre, le modèle permettra à l'Alliance de disposer, en cas de crise ou de conflit, de forces de réaction à plus grande échelle et à un niveau de préparation plus élevé par rapport à l'actuelle Force de réaction de l'OTAN, sachant que l'effectif des forces à haut niveau de préparation susceptibles d'être mises à la disposition du commandant suprême des forces alliées en Europe aura plus que triplé. À l'appui des efforts qui continuent d'être déployés pour promouvoir la culture de la disponibilité opérationnelle au sein de l'Alliance, l'initiative pour la disponibilité opérationnelle de l'OTAN va se muer en un processus pour la disponibilité opérationnelle de l'OTAN, qui offrira un cadre permettant aux Alliés de déclarer les forces, de rendre compte de l'état des forces, de procéder à la vérification des forces et d'accroître la disponibilité opérationnelle globale de celles-ci.

Les Alliés ont commencé à affecter des troupes au nouveau modèle de forces de l'OTAN. Jusqu'à la mise en place de ce nouveau modèle, l'actuelle Force de réaction de l'OTAN continuera de faire en sorte que l'Alliance soit prête à tout moment à répondre, en tout lieu, à n'importe quelle menace.



Je suis fier d'avoir aidé les Alliés à relever les défis liés à la dissuasion et à la défense, et notamment à fournir, sans devoir trop dépendre des ressources civiles et commerciales, des capacités militaires suffisantes en vue de l'utilisation et du maintien en puissance des forces.

**Lieutenant-colonel Stefan Chuzdzak
(Allemagne)**

Officier d'état-major,
Division Logistique et ressources,
État-major militaire international,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

testant lors d'exercices des procédures OTAN qui visent à faciliter le déplacement de forces jusqu'en Europe et sur le territoire européen. Ils poursuivent par ailleurs leur travail portant sur les fournitures essentielles, et notamment les modalités relatives à l'acheminement du carburant dans l'ensemble de la zone de responsabilité. Pour faire avancer ces initiatives, l'OTAN continue de collaborer avec l'Union européenne dans le domaine de la mobilité militaire.

Adaptation du dispositif de commandement et de contrôle de l'OTAN

Au sommet de Madrid de 2022, les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Alliance ont ouvert la voie à la poursuite de l'adaptation du dispositif de commandement et de contrôle de l'OTAN, le but étant que la structure de commandement reste performante, résiliente et intégrée de sorte que l'Organisation puisse assurer la dissuasion et la défense et réagir à n'importe quelle crise.

En juin 2022, le commandant suprême des forces alliées en Europe a fait savoir que le Commandement allié Opérations, établi à Mons (Belgique), avait atteint la capacité opérationnelle totale pour ce qui est de son rôle de quartier général de combat stratégique. Le Commandement est donc désormais en mesure de diriger et de coordonner les processus et fonctions de combat au niveau stratégique.

Dans le cadre de cette approche couvrant tous les milieux, les Alliés ont décidé d'intégrer l'État-major central interarmées de guerre électronique, qui est une entité multinationale, dans la structure de commandement de l'OTAN. Ainsi, tous les Alliés affecteront des ressources à cette capacité stratégique, et l'expertise dans le domaine de la guerre électromagnétique sera regroupée au sein du Centre des cyberopérations, implanté à Mons. En novembre 2022, le Commandement maritime allié, établi à Northwood (Royaume-Uni), a déclaré avoir atteint la capacité opérationnelle totale pour ce qui est de sa mission consistant à contrôler les moyens maritimes de l'OTAN et à servir de conseiller du commandant suprême des forces alliées en Europe pour les questions maritimes à l'échelle de la zone de responsabilité.

Évolution des tâches, activités, missions et opérations de l'OTAN

Mise en œuvre du concept stratégique 2022 de l'OTAN

Mise en œuvre de l'agenda OTAN 2030

Réponse de l'OTAN à la pandémie de COVID-19

Initiative pour la disponibilité opérationnelle de l'OTAN : améliorer la disponibilité opérationnelle des forces nationales

Soutien de l'OTAN à la coalition contre l'EIL/Daech

Formation en Iraq

Mission OTAN en Iraq (NMI) : mission de conseil et de renforcement des capacités visant à renforcer les institutions et les forces de sécurité de l'Iraq

Présence avancée : renforcement de la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN dans la partie orientale du territoire de l'Alliance

Activités en mer Égée : lutte contre la traite des êtres humains et l'immigration clandestine

Aide aux partenaires en matière de renforcement des institutions et des capacités de défense

Soutien et assurance pour la Turquie : renforcer les capacités de défense aérienne et fournir des mesures d'assurance adaptées

Force de réaction de l'OTAN (NRF), y compris la force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (VJTF)

Forces navales permanentes / VJTF(M) : 4 groupes maritimes permanents opérant dans l'océan Atlantique, en mer Baltique, en mer Noire, en mer Méditerranée et en mer du Nord

Opération Sea Guardian : contribuer à un environnement maritime sûr et sécurisé en Méditerranée

Soutien à l'Union africaine

Défense aérienne et antimissile intégrée de l'OTAN (IAMD) : assurer la stabilité et la sécurité de l'espace aérien de l'OTAN 24 h/24 et 7 j/7

Balkans : Force pour le Kosovo (KFOR). Quartier général de l'OTAN à Sarajevo. Bureau de liaison de l'OTAN à Skopje. Bureau de liaison militaire de l'OTAN à Belgrade.

Afghanistan : Mission Resolute Support (RSM) : activités de formation, de conseil et d'assistance au profit des forces et des institutions de sécurité afghanes

2016

2017

2018

2019

2020

2021

2022

2023

Sommet de Varsovie

Réunion de Bruxelles

Sommet de Bruxelles

Réunion de Londres

Sommet de Bruxelles

Sommet de Madrid



Des avions de combat de pays de l'OTAN survolent la Méditerranée lors de l'exercice Neptune Strike 2022 – Janvier 2022.

Dissuasion et défense dans les airs

La défense aérienne et antimissile intégrée de l'OTAN est une mission essentielle qui contribue à la dissuasion et à la défense globales de l'Organisation. Elle permet à l'Alliance de préserver son territoire, ses populations et ses forces. Elle lui permet aussi d'être prête à faire face à l'ensemble des menaces aériennes et missiles, d'où qu'elles viennent. Dans le concept stratégique de 2022, les Alliés ont réaffirmé l'importance des capacités de défense antimissile pour la dissuasion et la défense, en plus des capacités conventionnelles et nucléaires, et ils se sont engagés à renforcer la défense aérienne et antimissile intégrée de l'OTAN.

En 2022, l'Alliance a dû s'adapter au nouvel environnement de sécurité créé par la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine, soumise notamment à un nombre élevé de frappes aériennes et de tirs de missiles. L'OTAN et les Alliés ont augmenté la disponibilité opérationnelle et la réactivité de leurs forces de défense aérienne et antimissile, notamment à travers le déploiement avancé d'aéronefs et d'unités de défense aérienne et antimissile de surface. En outre, les Alliés ont placé sous le commandement du commandant suprême des forces

alliées en Europe un grand nombre d'aéronefs à l'appui d'activités de police du ciel renforcée et d'activités de vigilance renforcée, comme les missions de patrouilles aériennes. Ainsi, depuis le début de la crise, l'OTAN a été en mesure d'assurer un niveau sans précédent d'alerte aéroportée et de couverture « renseignement, surveillance et reconnaissance » sur son flanc est. Pour les Alliés, cela constitue non seulement un véritable signe de solidarité et d'unité, mais également un renforcement concret de leur capacité collective à se protéger sous la bannière de l'OTAN.

Parallèlement, l'OTAN doit également relever un défi croissant dû au fait que des États ou des acteurs non étatiques développent des moyens aériens et missiles offensifs, dont beaucoup peuvent atteindre le territoire de l'OTAN ou mettre en danger les forces de l'Alliance. Ces moyens vont des systèmes simples sans équipage aux systèmes sophistiqués comme les missiles hypersoniques. En 2022, l'OTAN a continué de renforcer sa mission de défense aérienne et antimissile intégrée, notamment grâce à la hausse du niveau de disponibilité opérationnelle, à la conduite d'exercices et à



Un F-16 Fighting Falcon de l'armée de l'air belge allume ses systèmes de postcombustion après un décollage d'urgence pour une sortie de démonstration depuis la base aérienne de Ämari (Estonie) dans le cadre de la mission OTAN de police du ciel dans les États baltes – Ämari (Estonie), février 2022.



Des F-18 espagnols poursuivent un aéronef russe ne respectant pas la réglementation internationale en matière de sécurité aérienne au-dessus de la mer Baltique – Mer Baltique, avril 2022. Photo reproduite avec l'aimable autorisation de l'armée de l'air espagnole.

l'acquisition, par les Alliés, de moyens supplémentaires, l'objectif étant de disposer des bonnes capacités, au bon moment et au bon endroit.

En 2022, les missiles hypersoniques ont suscité une grande attention, notamment parce que la Russie les a utilisés pour la première fois en opération contre l'Ukraine. L'OTAN est consciente des défis spécifiques liés à ces engins, dont elle continue d'évaluer l'impact sur son dispositif de dissuasion et de défense. L'OTAN et les Alliés travaillent ensemble pour déterminer les meilleurs moyens de lutter contre ces systèmes. Il s'agit notamment d'évaluer leur impact sur la défense aérienne et antimissile intégrée de l'OTAN, qui doit rester efficace en toutes circonstances et contre tous les dangers.

Au sommet de Madrid, les Alliés ont réaffirmé leur attachement à la mission de défense antimissile balistique de l'OTAN. Cette mission purement défensive a pour objectif d'assurer la protection complète de l'ensemble des populations, du territoire et des forces des pays européens de l'OTAN face aux menaces croissantes induites par la prolifération des missiles balistiques. La

principale préoccupation à cet égard reste les missiles pouvant être lancés depuis l'extérieur de la zone euro-atlantique, par exemple depuis le Moyen-Orient, où l'Iran et la Syrie continuent de développer et de déployer des missiles susceptibles d'atteindre le territoire de l'OTAN. Parmi les moyens actuellement placés sous le commandement et le contrôle de l'OTAN figurent les radars et intercepteurs des États-Unis stationnés en Roumanie et en Türkiye.

Des soldats français munis d'un système d'arme français scrutent l'horizon à la recherche de menaces potentielles pendant l'exercice Ramstein Legacy 22, lequel a permis de mettre à l'épreuve les capacités de défense aérienne des États baltes et de la Pologne – Pologne, juin 2022.





Des membres du Centre spatial OTAN soumettent des scénarios complexes aux participants de l'exercice BALTOPS 22 – Ramstein (Allemagne), juin 2022.

Dissuasion et défense dans l'espace

En 2022, l'Alliance a accéléré les travaux visant à approfondir et à élargir son utilisation de l'espace. Les services et produits fournis par et via les satellites en orbite autour de la Terre sont essentiels pour les activités de l'OTAN. Ces satellites sont utilisés pour le renseignement, la détection lointaine et la navigation, et ils permettent de communiquer avec les navires, les avions et les drones, ainsi qu'avec les troupes déployées à travers le monde.

L'environnement de sécurité dans l'espace est devenu plus dangereux et plus imprévisible. Au sommet de Madrid, en 2022, les Alliés ont souligné que des compétiteurs stratégiques et des adversaires potentiels investissent dans des technologies qui pourraient leur permettre de limiter l'accès de l'Alliance à l'espace ainsi que sa liberté d'action dans ce milieu, d'endommager ses capacités spatiales, de prendre pour cibles ses infrastructures civiles ou militaires, d'affaiblir sa défense et de porter atteinte à sa sécurité. Le concept stratégique 2022 indique que pour assurer une dissuasion et une défense efficaces, il est indispensable d'avoir un accès libre à l'espace et au cyberspace et de pouvoir les utiliser en toute sécurité. Les dirigeants des pays de l'OTAN se sont engagés à rendre les Alliés mieux à même d'opérer efficacement dans l'espace et le cyberspace afin de pouvoir prévenir, détecter et contrer les menaces de toute nature et y répondre, en tirant parti de tous les outils disponibles. Ils sont par ailleurs convenus de renforcer la résilience des capacités spatiales.





En 2022, le Centre spatial OTAN, établi au sein du Commandement des forces aériennes alliées à Ramstein (Allemagne), a amélioré ses capacités et développé ses

liaisons avec les centres spatiaux des pays de l'Alliance. Dans le cadre de la guerre menée par la Russie en Ukraine, l'Alliance a pu compter sur son appui constant pour développer sa connaissance de la situation, gérer sa posture et prendre des décisions. Les images satellites transmises par les Alliés ont en outre joué un rôle crucial dans la mise à disposition rapide d'éléments de renseignement et dans le suivi de la situation.

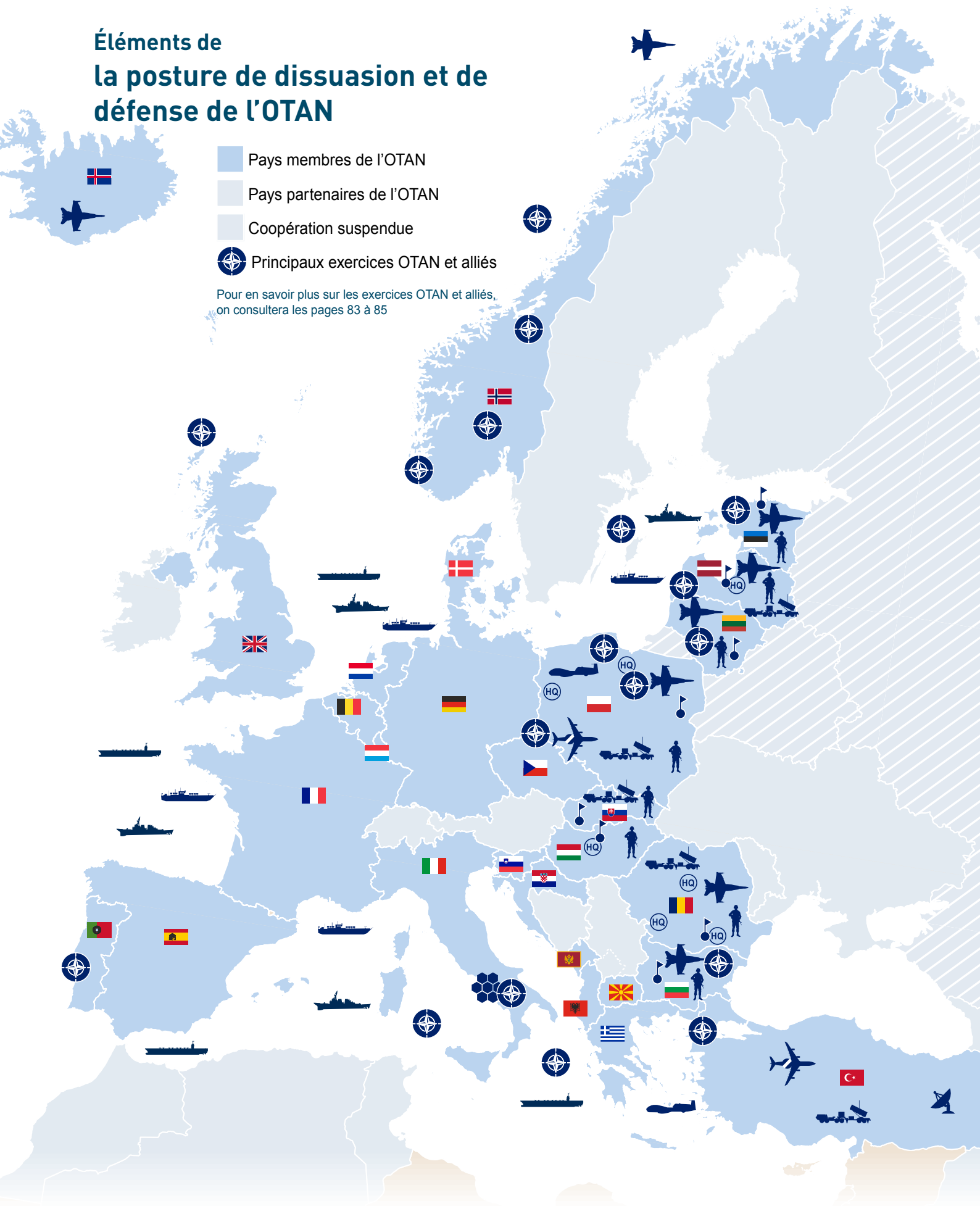
L'OTAN a continué de prendre en considération le milieu spatial dans les exercices qu'elle a conduits en 2022, par exemple Loyal Leda, Neptune Strike, l'exercice d'interopérabilité Coalition Warrior, et Dynamic Mongoose. Ces exercices aident l'Alliance à conserver son avantage et son agilité, ainsi que sa capacité à résister à des opérations de brouillage ou à d'autres tentatives destinées à entraver son accès à l'espace. Un centre d'excellence OTAN pour l'espace est par ailleurs en cours de création à Toulouse (France). Il contribuera aux activités suivantes : élaboration d'une doctrine spatiale, normalisation, formation théorique et pratique, établissement de concepts, et expérimentation.

Les Alliés restent pleinement attachés à l'adoption d'un comportement responsable dans l'espace. En avril 2022, les États-Unis ont décidé unilatéralement de ne pas procéder à des tirs d'essai destructifs de missiles antisatellites à ascension directe, et ont appelé les autres pays à prendre le même engagement. Afin de préserver la sécurité et la soutenabilité dans le milieu spatial, les Alliés appuient le processus de l'ONU visant à réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable.

Éléments de la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN

-  Pays membres de l'OTAN
-  Pays partenaires de l'OTAN
-  Coopération suspendue
-  Principaux exercices OTAN et alliés

Pour en savoir plus sur les exercices OTAN et alliés, on consultera les pages 83 à 85



Force de réaction de l'OTAN / Force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation



Mission : être prête à se déployer sur court préavis à des fins de gestion de crise ou de défense collective

QG de commandement : Commandement allié de forces interarmées de Naples

Contributeurs : Force de réaction de l'OTAN (NRF) : 26 Alliés
Force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (VJTF) : 26 Alliés

Forces navales permanentes / VJTF (maritime)



Mission : permettre à l'Alliance d'assurer une présence navale continue

Localisation : océan Atlantique, mer Baltique, mer Noire, mer Méditerranée et mer du Nord

Contributeurs : Groupes maritimes permanents OTAN (SNMG 1 & 2), groupes permanents OTAN de lutte contre les mines (SNMCMG 1 & 2). Belgique, Canada, Croatie, Danemark, Estonie, France, Allemagne, Grèce, Italie, Lettonie, Lituanie, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Espagne, Türkiye, Royaume-Uni et États-Unis

Défense antimissile balistique



Mission : protéger les populations, le territoire et les forces des pays de l'OTAN

Localisation : Allemagne, Pologne, Roumanie, Espagne, Türkiye

Contributeurs : États-Unis (navires Aegis dotés de capacités BMD, Aegis Ashore, système de poursuite BMD, Aegis Ashore - en construction), OTAN (Commandement aérien allié)

Pôle régional pour le sud



Mission : améliorer la compréhension régionale et l'anticipation des menaces émanant du sud

Localisation : Commandement allié de forces interarmées de Naples

Contributeurs : 22 Alliés fournissent des contributions nationales volontaires, et du personnel du JFC de Naples a été réaffecté

Soutien et assurance pour la Türkiye



Mission : renforcer les capacités de défense aérienne de la Türkiye et lui fournir des mesures d'assurance adaptées

Localisation : Türkiye

Contributeurs : Espagne (batteries de missiles surface-air), Pologne (avions de patrouille maritime), OTAN (avions AWACS). Les contributions des Alliés incluent également une augmentation du nombre d'escales des forces navales permanentes dans les ports turcs et une participation accrue aux exercices et aux activités de renseignement, surveillance et reconnaissance.

Mission de préparation en temps de paix en Islande



Mission : protéger l'espace aérien de l'Islande

Localisation : Islande

Contributeurs : Danemark, Italie et Portugal

Patrouilles d'AWACS



Mission : effectuer des patrouilles aériennes au-dessus de l'Europe orientale pour assurer la détection lointaine des menaces aériennes

Contributeurs : France, Türkiye, AWACS de l'OTAN

Forces de la présence avancée et quartiers généraux multinationaux



Huit groupements tactiques multinationaux (BG) :

Mission : renforcer la dissuasion et la défense de l'OTAN

Localisation : Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie et Slovaquie

Quartiers généraux (QG) multinationaux :

Mission : commander et contrôler les troupes déployées de l'OTAN

Localisation : Hongrie, Lettonie, Pologne, Roumanie

Pays contributeurs : voir la carte détaillée en page 30

Présence avancée adaptée



Mission : renforcer la dissuasion et la défense de l'OTAN

Localisation : Bulgarie, Roumanie

Contributeurs : voir la carte détaillée en page 30

Unités d'intégration des forces OTAN



Mission : faciliter le déploiement rapide des forces OTAN

Localisation : Bulgarie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie et Slovaquie

Contributeurs : 27 pays de l'Alliance et pays partenaires

Défense aérienne



Mission : renforcer la défense aérienne de l'OTAN

Localisation : Lettonie, Pologne, Roumanie et Slovaquie

Contributeurs : Allemagne, France, Espagne et États-Unis

Police du ciel



Mission : protéger l'espace aérien du flanc est de l'Alliance

Localisation : Bulgarie, Estonie, Lituanie, Pologne et Roumanie

Contributeurs : voir la carte détaillée en page 30

Groupes aéronavals



Mission : renforcer la dissuasion et la défense de l'OTAN en mer et dans les airs

Localisation : océan Atlantique, mer Baltique, mer Noire, mer Méditerranée et mer du Nord

Contributeurs : France, Italie, Espagne, Royaume-Uni et États-Unis

Force opérationnelle amphibie



Mission : renforcer la dissuasion et la défense de l'OTAN en mer et sur terre

Localisation : océan Atlantique, mer Baltique, mer Noire, mer Méditerranée et mer du Nord

Contributeurs : Royaume-Uni et États-Unis

Renseignement, surveillance et reconnaissance interarmées

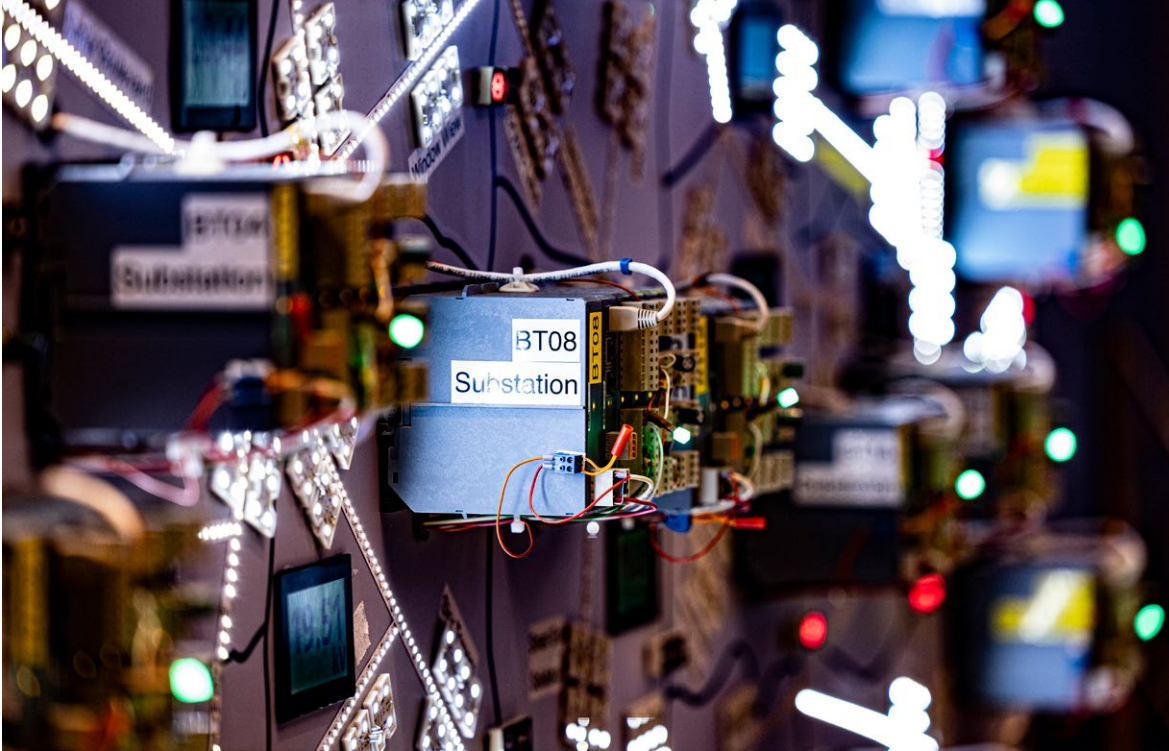


Mission : fournir aux décideurs des informations et du renseignement en temps utile

Contributeurs : Belgique, Bulgarie, République tchèque, France, Allemagne, Grèce, Italie, Norvège, Pologne, Espagne, Türkiye, Royaume-Uni, États-Unis et OTAN (capacité alliée de surveillance terrestre, AWACS)

Toutes les cartes reposent sur des données commerciales : Digital Map Data (C) Collins Bartholomew LTD (2014). Les tracés, les noms et les appellations figurant sur les cartes n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'OTAN. Une carte peut faire apparaître dans un encadré des zones géographiques qu'il n'était pas possible d'inclure faute de place. Le statut définitif de la zone d'Abeyi n'a pas encore été établi.

Note : représentation cartographique des contributions des Alliés en 2022.



Dans le cadre d'une simulation recréant des conditions de forte pression, les participants à l'exercice Locked Shields 2022, répartis en équipes, ont dû contrer une série de cyberattaques intenses et sophistiquées. Ils se sont entraînés à protéger des infrastructures critiques et des systèmes informatiques civils et militaires nationaux – Tallinn (Estonie), avril 2022.

Approche globale de la cyberdéfense

La menace émanant du cyberspace s'accroît : des pirates cherchent à endommager les infrastructures critiques, à perturber le fonctionnement des services publics, à dérober des renseignements, à voler des contenus soumis à la propriété intellectuelle et à entraver les activités militaires. Dans le nouveau concept stratégique de l'OTAN, les Alliés ont réitéré que le cyberspace était un milieu contesté, où la distinction entre paix, crise et conflit s'estompait ; ils ont également indiqué qu'un acte isolé de cybermalveillance (ou une série d'actes de cette nature) pourrait atteindre le seuil correspondant à une attaque armée et conduire le Conseil de l'Atlantique Nord à invoquer l'article 5.

Le cyberspace joue un rôle essentiel dans la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine : quelques heures à peine avant que les forces russes ne traversent la frontière le 24 février 2022, les ministères, les forces armées et les services d'urgence ukrainiens ont été victimes de cyberattaques ; le réseau satellite de l'opérateur ViaSat a été rendu inopérant, ce qui a entraîné une coupure des communications de la police, de l'armée et des services de renseignement du pays. L'attaque a également eu des répercussions dans le reste de l'Europe, où elle a perturbé des éoliennes et privé d'internet des dizaines de milliers de personnes. Depuis, les attaques se poursuivent : les services publics, les entreprises et le secteur de l'énergie ukrainiens continuent d'être pris pour cible par des virus destructeurs de données.

Soucieux de renforcer le dispositif de dissuasion et de défense de l'Alliance, les Alliés consolident leurs

défenses cyber en intensifiant la coopération entre civils et militaires. Ils développent leurs partenariats avec le secteur privé, dont l'aide en matière de défense dans le cyberspace a été, et est encore, déterminante pour l'Ukraine. Ils mettent également en place un mécanisme de réponse rapide aux actes de cybermalveillance majeurs basé sur des moyens nationaux mis à disposition à titre volontaire.

En 2022, les Alliés ont continué de se consulter au niveau politique, de débattre de leurs préoccupations et de réfléchir aux réponses collectives à apporter aux problèmes rencontrés. En mai, pour la première fois, les coordonnateurs cyber des pays de l'OTAN se sont rencontrés afin de discuter de l'évolution de l'environnement stratégique et du panorama des cybermenaces depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

En septembre, le Conseil de l'Atlantique Nord a, dans une déclaration, condamné avec fermeté un acte de cybermalveillance perpétré contre les infrastructures informatiques de l'Albanie, et appelé tous les États à respecter une approche du cyberspace fondée sur des normes, comme ils s'y sont engagés au niveau international.

Quelques semaines plus tard, en novembre, les participants à la conférence annuelle sur l'engagement en faveur de la cyberdéfense, coorganisée par l'Italie et les États-Unis, ont évalué les risques que représentent les cyberattaques visant les infrastructures critiques et examiné les moyens de s'en protéger. Les Alliés sont



Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, à la conférence de l'OTAN sur l'engagement en faveur de la cybersécurité – Rome (Italie), novembre 2022.

convenus de partager plus d'informations, d'investir davantage dans les capacités et de revoir à la hausse leurs objectifs en matière de résilience et de préparation dans le domaine cyber.

En décembre, en Estonie, l'OTAN a organisé Cyber Coalition, son exercice phare dans le milieu cyber. Pour cette édition, consacrée aux menaces cyber visant les infrastructures critiques et à leur incidence sur les missions et opérations de l'OTAN, les Alliés ont été rejoints par plusieurs partenaires de la région euro-

atlantique et de la région indo-pacifique. Une occasion de démontrer que l'Alliance est mieux protégée contre les cybermenaces lorsqu'on travaille de concert — ce pour quoi l'OTAN offre un cadre privilégié.

Le Bureau du directeur des systèmes d'information, nouvel organe mis en place comme suite au concept stratégique de 2022, a permis d'améliorer l'efficacité et la cohérence du dispositif de cybersécurité de toute l'entreprise OTAN, venant ainsi renforcer la posture de défense de l'Alliance.



L'édition 2022 de l'exercice annuel de cybersécurité de l'OTAN Cyber Coalition a réuni plus de 1 000 experts en cybersécurité venant de 26 pays de l'Alliance, des pays invités (Finlande et Suède), de pays et d'organisations partenaires (Géorgie, Irlande, Japon, Suisse et Union européenne), du secteur privé et du monde universitaire – Tallinn (Estonie), novembre 2022.



Démonstration en tir réel d'un système de lutte contre les drones durant l'édition 2022 de l'exercice d'interopérabilité technique (30 entreprises et organisations participantes) – Vredepeel (Pays-Bas), septembre 2022.

Lutte contre le terrorisme

Le terrorisme, comme l'énonce le concept stratégique 2022 de l'OTAN, est la menace asymétrique la plus directe pour la sécurité des citoyens des pays membres de l'Alliance, ainsi que pour la paix et la stabilité internationales. L'Alliance a donc continué de mettre en œuvre le plan d'action sur le renforcement du rôle de l'OTAN dans la lutte de la communauté internationale contre le terrorisme. Ce plan met l'accent sur une meilleure connaissance de la menace, sur la mise en place de capacités de préparation et de réponse, et sur une interaction accrue avec les pays partenaires et d'autres acteurs internationaux.

L'OTAN a aidé les Alliés à mieux cerner la menace terroriste ainsi que les aspects « sécurité humaine » du terrorisme et de la lutte contre le terrorisme, notamment au travers d'exposés informels donnés par des experts. Dans la lutte contre le terrorisme, les Alliés ont continué de tirer parti des technologies en vue d'améliorer leurs capacités dans plusieurs domaines, comme la lutte contre les drones, la lutte contre les engins explosifs improvisés et la gestion des informations recueillies sur le champ de bataille dans le cadre des travaux menés par l'Alliance en matière d'exploitation technique, d'éléments de preuve recueillis sur le champ de bataille et de biométrie.

Le programme de travail de l'OTAN pour la défense contre le terrorisme finance des projets phares et novateurs qui aident les Alliés à développer des capacités et des technologies nouvelles pour faire face à la menace du terrorisme et gérer les conséquences d'une attaque terroriste. En 2022, vingt-huit projets de

coopération ont bénéficié du soutien de ce programme dans des domaines tels que la lutte contre les drones, la protection des ports et d'autres infrastructures critiques, la défense contre l'utilisation de substances chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires par des terroristes, la guerre électronique pour la survivabilité des aéronefs, l'utilisation et le partage de données biométriques, l'exploitation technique et la lutte contre les engins explosifs improvisés.

L'OTAN a également contribué à des initiatives qui visent à accroître le recours aux technologies émergentes et aux technologies de rupture dans les capacités développées pour la lutte contre le terrorisme et la guerre asymétrique.

L'approche de l'OTAN en matière de lutte contre le terrorisme s'articule autour de la coopération avec les partenaires, notamment au travers de paquets conçus et mis en œuvre pour le renforcement des capacités de défense, et de formations sur mesure. L'Alliance coopère aussi étroitement avec d'autres organisations internationales au travers de projets conjoints et d'échanges réguliers. En 2022, l'OTAN a ainsi développé et renforcé son aide aux pays partenaires dans la lutte contre le terrorisme, en proposant notamment des activités de formation et d'entraînement, des échanges sur la lutte contre le terrorisme et une coopération pratique. L'Alliance a défini de nouveaux objectifs en matière de lutte contre le terrorisme avec la Mauritanie et la Tunisie dans le cadre des paquets pour le renforcement des capacités de défense approuvés par les Alliés au sommet de Madrid. Un nouveau domaine prioritaire a

La problématique des drones dans la lutte contre le terrorisme

On observe une utilisation croissante d'engins aériens sans équipage embarqué par des acteurs, étatiques ou non. Ces drones sont de plus en plus sophistiqués : ils peuvent mener des missions autonomes, intégrer des moyens de surveillance hautes performances, emporter une charge utile toujours plus lourde, aller de plus en plus loin et rester en vol plus longtemps. Ils sont aisément accessibles aux acteurs hostiles et peuvent être fabriqués à l'aide d'éléments qui ne présentent aucun marquage, ce qui complique d'autant l'identification de l'auteur d'une attaque perpétrée à l'aide d'un tel engin.

L'OTAN mène plusieurs initiatives pour aider les Alliés à élaborer des solutions pour contrer ce phénomène :

- elle contribue à plusieurs exercices dans lesquels des moyens innovants de neutralisation des drones (lasers, filets, équipements cinétiques, etc.) sont mis en œuvre et testés ;
- en septembre 2022, elle a mené, aux Pays-Bas, un exercice sur l'interopérabilité technique des systèmes de lutte contre les drones. Cet exercice visait à définir une architecture commune dans laquelle les entreprises pourraient intégrer leurs produits aux normes OTAN et générer une image aérienne commune et interopérable ;
- au sommet de Madrid, une équipe composée d'agents de l'OTAN et de représentants des ministères espagnols de la Défense et de l'Intérieur a présenté la stratégie et les technologies auxquelles l'Espagne a eu recours pour protéger le lieu où se tenait le sommet contre les attaques de drones, et elle a ainsi démontré l'efficacité d'une approche mobilisant tous les rouages de l'État.

été par ailleurs établi pour que soient développées des capacités permettant de gérer les aspects maritimes de la lutte contre le terrorisme. L'OTAN a également mis en place une coopération pratique avec la Jordanie dans de nouveaux domaines de travail, comme la lutte contre l'utilisation d'internet par des terroristes.

L'OTAN continue de tirer parti de l'expertise et des infrastructures de ses centres d'excellence pour dispenser des formations aux pays partenaires. En 2022, le Centre d'excellence pour la police de stabilisation, à Vicence (Italie), a organisé à trois reprises une formation sur les éléments de preuve recueillis sur le champ de bataille, à l'intention des personnels des forces de l'ordre et des personnels militaires des pays du Dialogue méditerranéen et de l'Initiative de coopération d'Istanbul, et aussi des pays admissibles du G5 Sahel. En octobre, le Centre d'excellence OTAN pour la défense contre le terrorisme a animé un stage sur la sécurité et la résilience des infrastructures critiques à Mostar (Bosnie-Herzégovine).

L'OTAN est déterminée à exploiter pleinement le potentiel de chaque acteur engagé dans la lutte contre le terrorisme menée à l'échelle mondiale. Des partenaires comme la Jordanie, la Mauritanie, le G5 Sahel et le Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme de l'Union africaine aident l'Alliance à améliorer sa connaissance de la situation stratégique, en partageant leurs analyses de l'évolution de la menace terroriste à l'échelle régionale et globale.



J'ai apporté un soutien substantiel au renforcement de la collaboration entre l'OTAN et ses partenaires dans la lutte contre le terrorisme, en traduisant des décisions stratégiques en programmes de coopération pratique.

Eyüp Turmuş (Türkiye)

Conseiller et gestionnaire du programme pour la science au service de la paix et de la sécurité,
Section Contre-terrorisme,
Division Défis de sécurité émergents,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)



Point de presse informel de Jens Stoltenberg au début des réunions des ministres de la Défense des pays de l'OTAN, au siège de l'Organisation. Le sabotage des gazoducs Nord Stream, illustration du type d'attaques hybrides visant des infrastructures critiques auxquelles l'Alliance se retrouve confrontée, était au centre des débats. — Bruxelles (Belgique), octobre 2022.

Répondre aux menaces hybrides

Des acteurs étatiques et des acteurs non étatiques se livrent à des activités dites hybrides à l'encontre des Alliés dans le but de nuire à leurs institutions politiques, d'influencer leur opinion publique et de mettre à mal la sécurité de leur population, activités qui sont autant de menaces et de défis pour les Alliés. L'évolution rapide des technologies dans le monde interconnecté qui est le nôtre n'a fait qu'accroître la rapidité d'exécution, l'ampleur et l'intensité de ces activités. La lutte contre les menaces hybrides est restée au premier rang des priorités de l'Alliance en 2022. Tout au long de l'année, l'OTAN a continué de se doter de moyens pour assurer la dissuasion, se prémunir et se défendre face à tout procédé à caractère politique, économique, énergétique ou informationnel ou tout autre procédé hybride qui serait utilisé à des fins coercitives.

Les Alliés ont défini un ensemble de mesures préventives et de mesures réactives envisageables, faisant intervenir tant des moyens civils que des moyens militaires. L'idée est de choisir parmi les mesures celles qui conviennent à la situation qui se présente. À titre d'exemple, l'OTAN et les Alliés ont eu recours à des moyens diplomatiques et informationnels et à des outils de cyberrésilience pour contrer des menaces hybrides émanant de Russie et de la République populaire de Chine. L'OTAN a également continué de mettre à disposition des équipes de soutien pour la lutte contre les pratiques hybrides, qui sont en mesure d'aider les Alliés qui en feraient la demande à

parer des menaces hybrides précises, en leur prodiguant des conseils.

Les Alliés ont par ailleurs procédé à une évaluation générale des stratégies hybrides de la Fédération de Russie et des capacités et méthodes qu'elle met en œuvre dans ce cadre, en s'appuyant sur les enseignements tirés des campagnes hybrides russes dont l'Ukraine a été la cible. Ils ont fait de nombreuses constatations et ont ainsi relevé notamment que la Fédération de Russie et la Chine approfondissaient leur partenariat stratégique et conjuguèrent leurs efforts pour déstabiliser l'ordre international fondé sur des règles.

L'OTAN a continué d'aider ses partenaires à faire face aux menaces hybrides dans le cadre de programmes de renforcement des capacités. Ses services et ceux de l'Union européenne ont en outre intensifié leur coopération afin d'assurer la cohérence et la complémentarité de leur action, en particulier pour ce qui est de l'aide apportée à l'Ukraine. Ces interactions ont été facilitées par le Centre d'excellence européen pour la lutte contre les menaces hybrides, situé à Helsinki (Finlande).



Une soldate tchèque contrôle un système d'armes au cours de l'exercice de défense aérienne Ramstein Legacy 22 – Pologne, juin 2022.

Transparence et réduction des risques : maîtrise des armements conventionnels en Europe

Dans son nouveau concept stratégique, l'OTAN souligne que la maîtrise des armements est importante car elle contribue à la réalisation des objectifs de sécurité de l'Alliance, et que les Alliés cherchent à réduire les risques et à améliorer la sécurité. Tout au long de l'année 2022, les Alliés ont continué de se conformer pleinement à leurs obligations et engagements en matière de maîtrise des armements conventionnels dans la zone euro-atlantique, bien que la Russie se soit retirée du traité « Ciel ouvert » en décembre 2021 et qu'elle ait cessé depuis longtemps d'appliquer le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe.

La guerre d'agression que la Russie mène contre l'Ukraine compromet la sécurité euro-atlantique et met sérieusement à mal l'architecture de maîtrise des armements conventionnels en Europe, et notamment des instruments clés tels que le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe, le traité « Ciel ouvert » et le Document de Vienne.

En renforçant dès 2021 son dispositif militaire à ses frontières et en commettant ensuite une agression contre l'Ukraine, la Russie a affiché son mépris pour les arrangements fondamentaux qui ont contribué au maintien de la paix et de la sécurité dans la zone euro-atlantique depuis la fin de la Guerre froide. Par exemple, ni la Russie ni le Bélarus n'ont honoré les engagements

qu'ils ont pris au titre du Document de Vienne en matière de transparence et de réduction des risques. Pour leur part, les Alliés et l'Ukraine se sont référés explicitement à cet accord politique dans le contexte du renforcement du dispositif militaire russe qui a précédé l'invasion du territoire ukrainien en février 2022.

En vertu du Document de Vienne, les États participants se sont engagés à mettre en œuvre différentes mesures, prévoyant par exemple un échange annuel d'informations militaires sur leurs forces en Europe, des consultations sur les activités militaires inhabituelles, des notifications préalables, des observations d'activités militaires et des visites d'inspection. Les pays de l'Alliance se sont toujours strictement conformés à la lettre et à l'esprit du Document de Vienne. En 2022, ils ont informé régulièrement l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe de leurs exercices militaires.

Les Alliés ont par ailleurs organisé, sur une base obligatoire ou volontaire, des visites d'observation des exercices concernés. En revanche, depuis la fin de la Guerre froide, la Russie s'abstient constamment de soumettre ses exercices militaires à l'obligation d'observation prévue dans le Document de Vienne.



Un expert jordanien dans le domaine de la défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire examine un équipement radiologique. En Jordanie, l'OTAN et l'Organisation des Nations Unies ont fait équipe pour un exercice sur le terrain de lutte contre les menaces radiologiques – Environs d'Amman (Jordanie), septembre 2022.

Assurer la défense face aux armes de destruction massive et aux menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires

En 2022, l'OTAN a travaillé avec les Alliés, les partenaires et d'autres organisations internationales afin de lutter contre la prolifération des armes de destruction massive et d'assurer la dissuasion et la défense contre les menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires.

Dans le concept stratégique de 2022, les Alliés ont réaffirmé leur attachement ferme et durable au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et à sa pleine mise en œuvre. Aux côtés des pays membres de l'Alliance et de la Finlande et de la Suède, pays invités, l'OTAN a participé à la dixième conférence d'examen du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et a indiqué que les Alliés étaient déterminés à défendre et à renforcer ce traité. En 2022, pour soutenir le régime de non-prolifération nucléaire, l'OTAN et les Alliés ont poursuivi leurs efforts de réduction du risque stratégique et ont contribué à une série d'initiatives internationales venant directement promouvoir ce régime.

Restant pleinement attachés au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, seule voie crédible à emprunter pour parvenir au désarmement nucléaire, l'OTAN et les Alliés ont maintenu leur opposition au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, au motif que celui-ci continue d'aller à l'encontre de l'architecture existante de non-prolifération et de désarmement, ne prévoit pas de mécanisme de vérification et ne tient pas compte de l'environnement de sécurité, de plus en plus complexe.



Je suis fière d'avoir contribué, en 2022, à la mise en adéquation des outils de maîtrise des armements, de désarmement et de non-prolifération des armes de destruction massive dont dispose l'OTAN et du nouveau concept stratégique de l'Organisation.

Wendin Smith (États-Unis)

Directrice du Centre pour la maîtrise des armements, le désarmement et la non-prolifération des armes de destruction massive,
Division Affaires politiques et politique de sécurité,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

Les Alliés ont continué de soutenir la pleine mise en œuvre et le renforcement de la convention sur les armes biologiques ou à toxines et de la convention sur les armes chimiques, deux piliers de l'ordre international fondé sur des règles. Ils ont déploré le comportement de la Russie, dont le discours est relayé par la Chine, et qui cherche à porter atteinte à ces conventions en continuant de mener des campagnes de désinformation et de répandre des allégations mensongères, en particulier à l'encontre de l'Ukraine. À la conférence d'examen de la convention sur les armes biologiques ou à toxines qui s'est tenue en novembre, l'OTAN a indiqué dans une déclaration combien il était important de renforcer la convention et d'en faire un élément indispensable pour la paix et la sécurité dans le monde.

En 2022, les Alliés ont par ailleurs adopté la politique de défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire de l'OTAN. Dans cette politique, l'Organisation fait part de sa détermination à disposer des capacités requises pour combattre et l'emporter dans n'importe quel environnement ainsi que pour contrer et neutraliser les menaces que représentent les matières chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires et les armes de destruction massive. Les Alliés se sont aussi engagés à renforcer leur résilience nationale et collective face aux menaces chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires de tous types. Cette politique vient compléter et concrétiser l'engagement, pris par les Alliés dans le concept stratégique, de veiller à ce que les capacités de défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire continuent de faire partie intégrante de la posture de dissuasion et de défense de l'Alliance.

L'OTAN a poursuivi son action en faveur du renforcement capacitaire des pays membres et des pays partenaires dans le domaine de la défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire au travers d'activités de formation menées par l'École de l'OTAN à Oberammergau (Allemagne) et par le Centre d'excellence interarmées pour la défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire, implanté à Vyškov (République tchèque). En particulier, l'OTAN et la Slovaquie ont organisé un stage de formation avec agents réels à l'intention des primo-intervenants qatariens mobilisés en cas d'incident chimique, biologique, radiologique ou nucléaire, afin d'aider le Qatar dans son rôle de pays hôte de la Coupe du monde 2022 de la FIFA.

La France a assumé le rôle (à rotation annuelle) de pays-cadre de la force opérationnelle multinationale interarmées de défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire ; cette force opérationnelle de l'OTAN met à disposition des capacités de défense spécialisées et sophistiquées et veille à ce que les forces



Des experts jordaniens dans le domaine de la défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire effectuent une inspection auprès du personnel d'une raffinerie de pétrole lors d'un exercice sur le terrain mettant en scène une attaque radiologique – Environs d'Amman (Jordanie), septembre 2022.

des pays de l'Organisation puissent opérer efficacement dans un environnement chimique, biologique, radiologique ou nucléaire.

Au-delà de ces domaines fonctionnels spécifiques, l'OTAN s'est attachée à mieux comprendre comment les technologies, l'environnement informationnel et d'autres thèmes transversaux pouvaient influencer sur les efforts visant à assurer la dissuasion et la défense contre les armes de destruction massive.

L'Organisation OTAN pour la science et la technologie a joué un rôle important pour ce qui est d'appréhender l'évolution de la menace chimique, biologique, radiologique et nucléaire. Début 2022, l'Organisation a lancé un projet de recherche sur le rôle de la « confiance » dans les régimes de vérification des armes chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires. Par la suite, le conseiller scientifique de l'OTAN a publié un rapport de recherche concernant les incidences des avancées technologiques sur la défense chimique, biologique, radiologique et nucléaire à l'horizon 2030, le but étant d'aider les décideurs à comprendre l'évolution des menaces et les nouveaux développements dans le domaine technologique.

Enfin, l'Organisation pour la science et la technologie a publié un important rapport sur la biologie synthétique et la défense, qui traite de l'évolution de la menace chimico-biologique. Ce rapport, qui s'intéresse au processus d'identification de ces technologies mais aussi aux implications éthiques, juridiques et morales, met en lumière le potentiel de transformation qu'offre la biologie synthétique, laquelle pourrait contribuer à la mise au point, au cours des deux prochaines décennies, de puissantes capacités de défense et de sécurité au profit des Alliés.

Lutte contre les armes légères et de petit calibre illicites et contre les mines

Parmi les priorités de l'Alliance figuraient cette année encore la lutte contre les incidences de la fabrication illicite et du trafic d'armes légères et de petit calibre et la prévention de la pollution liée aux mines terrestres, aux engins explosifs improvisés et aux restes de guerre.

L'engagement de l'OTAN en matière d'armes légères et de petit calibre et de lutte antimines suit une approche régionale. Au sommet de Madrid, les Alliés ont adopté deux nouveaux paquets pour le renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité se rapportant à la défense – l'un pour la Mauritanie et l'autre pour la Tunisie – afin d'aider ces partenaires à renforcer leur capacité à gérer leurs stocks de munitions, à détruire les surplus et à entraîner leur personnel. L'OTAN a également entrepris de soutenir la Jordanie

avec l'élaboration d'un stage national sur la gestion des munitions, et avec l'organisation d'une conférence conjointe visant à favoriser la coordination régionale. Elle a en outre avancé dans l'élaboration d'un projet d'aide à la modernisation des armureries de Bosnie-Herzégovine, où sont stockées les armes légères et de petit calibre du pays.

En 2022, l'OTAN a présenté une nouvelle formation en ligne consacrée aux directives OTAN sur l'intégration de la dimension de genre dans les projets liés aux armes légères et de petit calibre. Cette formation vise à sensibiliser les professionnels, les Alliés et les pays partenaires à l'importance de la prise en compte du genre et d'une diversité de points de vue dans l'élaboration des projets relatifs à la gestion des armes.

Garantir une dissuasion nucléaire sûre, sécurisée et efficace

Le concept stratégique de l'OTAN établit clairement que la vocation fondamentale de la capacité nucléaire de l'Organisation est de préserver la paix, de prévenir les actions coercitives et de décourager toute agression. Il réaffirme que les forces nucléaires stratégiques de l'Alliance sont la garantie ultime de la sécurité des Alliés et il souligne l'utilité des armes nucléaires des États-Unis déployées à l'avant en Europe et des contributions nationales à la mission de dissuasion nucléaire de l'OTAN sous la forme d'avions à double capacité. Aussi longtemps qu'il y aura des armes nucléaires, l'OTAN restera une alliance nucléaire. L'objectif de l'OTAN est de créer l'environnement de sécurité qui permettra de faire advenir un monde sans armes nucléaires. En 2022, l'OTAN a fait tout ce qui était nécessaire pour assurer la crédibilité, l'efficacité, la sûreté et la sécurité de sa mission de dissuasion nucléaire. Les Alliés ont renouvelé cet engagement dans le nouveau concept stratégique.

En février, les ministres de la Défense des pays de l'OTAN se sont réunis en session du Groupe des plans nucléaires – l'organe de haut niveau de l'OTAN pour les questions nucléaires – et ont examiné à cette occasion les développements préoccupants du secteur nucléaire dans le monde, notamment en Russie et en Chine.

En septembre, la Direction Politique nucléaire de l'OTAN a organisé, conjointement avec la Belgique, le symposium annuel sur la politique nucléaire. Cette conférence a rassemblé des décideurs des pays de l'OTAN et des experts de renommée mondiale, qui, à cette occasion, ont échangé sur les aspects nucléaires d'un

environnement de sécurité bouleversé, et notamment sur les capacités et les menaces de la Russie, sur le développement rapide de l'arsenal nucléaire chinois et sur la situation en Iran et en Corée du Nord.



Trois appareils F-35 Lightning II de l'US Air Force affectés à la 48^e escadre de chasse de la Royal Air Force à Lankenheth (Royaume-Uni) reviennent d'un vol d'entraînement à l'appui de l'exercice Steadfast Noon – Pays-Bas, septembre 2022.
Photo: Claire Waldo, armée de l'air des États-Unis.

En octobre, le Groupe des plans nucléaires s'est de nouveau réuni au niveau des ministres de la Défense pour se pencher sur les menaces nucléaires irresponsables brandies par la Russie dans le contexte de la guerre qu'elle mène contre l'Ukraine, et pour recevoir des informations sur l'édition 2022, prévue de longue date, de l'exercice nucléaire annuel de l'OTAN, Steadfast Noon. L'exercice a mis à contribution 14 pays et pas moins de 60 aéronefs de divers types, y compris des avions de combat de quatrième et cinquième générations, ainsi que des avions de surveillance et des avions ravitailleurs. Des vols d'entraînement ont eu lieu au-dessus de la Belgique, pays hôte de l'exercice, ainsi qu'au-dessus de la mer du Nord et du Royaume-Uni.



A dramatic sunset over the ocean with a fighter jet flying in the sky. The sun is low on the horizon, casting a golden glow over the clouds and the water. The jet is seen from a low angle, flying towards the right. The overall mood is one of power and vigilance.

INVESTIR DANS LA DÉFENSE POUR LA SÉCURITÉ

Avions de combat F-18 de l'armée de l'air espagnole patrouillant dans l'espace aérien lituanien lors d'un exercice de la mission OTAN de police du ciel dans les États baltes – Mer Baltique, juillet 2022. Photo de Hesja Air-Art Photography.

Les pays de l'Alliance ont renouvelé l'engagement qu'ils avaient pris en 2014 de consacrer au moins 2 % de leur PIB à la défense. Depuis 2014, les Alliés européens et le Canada ont dépensé 350 milliards de dollars supplémentaires. La barre des 2 % est de plus en plus considérée comme un plancher et non pas comme un plafond.

Jens Stoltenberg, après la réunion du Conseil de l'Atlantique Nord
au niveau des chefs d'État et de gouvernement – Madrid (Espagne), 29 juin 2022.

L'engagement de 2014 en matière d'investissements de défense

En 2014, au sommet de l'OTAN, les Alliés ont pris un engagement formel en matière d'investissements de défense. Cet engagement est une manière de reconnaître qu'un partage équitable des charges est le fondement de l'Alliance. Tous les Alliés ont ainsi pris la résolution de se conformer, pour 2024, à la directive OTAN recommandant de consacrer au moins 2 % du produit intérieur brut (PIB) à la défense. Ils sont aussi appelés à porter, dans les mêmes délais, à 20 % ou plus la part de leurs dépenses de défense annuelles consacrée à l'acquisition de nouveaux équipements majeurs, y compris la recherche et développement y afférente. Enfin, les Alliés s'engagent à faire en sorte que leurs forces terrestres, aériennes et maritimes respectent les directives OTAN concernant la déployabilité et la soutenabilité ainsi que d'autres métriques agréées, et qu'elles puissent opérer ensemble de manière efficace, notamment grâce à la mise en application des normes et doctrines OTAN.

54 % du PIB de l'ensemble des Alliés, et les dépenses de défense de ce pays 70 % de celles de l'ensemble des Alliés. On estime que les dépenses de défense totales des pays de l'OTAN ont dépassé les mille milliards de dollars en 2022.

En outre, les Alliés se sont rapprochés de l'objectif consistant à consacrer 20 % ou plus des dépenses de défense à l'acquisition de nouveaux équipements majeurs : 24 d'entre eux ont, en termes réels, investi davantage dans les équipements de ce type qu'en 2021, et 24 Alliés respectaient la consigne des 20 %, contre 7 en 2014.

En s'appuyant sur les progrès déjà accomplis, les Alliés font en sorte que l'augmentation de leurs dépenses de défense soit à la mesure des défis qui se présentent à l'heure où l'ordre de sécurité est davantage contesté. Ils répondent mieux aux besoins de l'OTAN en capacités lourdes du haut du spectre. Ils améliorent la disponibilité opérationnelle, la déployabilité, la soutenabilité et l'interopérabilité de leurs forces, conformément aux objectifs capacitaires qui leur ont été assignés dans le cadre de l'OTAN. Ces objectifs sont axés sur les domaines dans lesquels l'OTAN cherche à améliorer ses capacités : équipements lourds situés dans le haut du spectre et vitesse de déploiement des forces. Il est essentiel d'investir dans les capacités appropriées pour protéger les populations et assurer la dissuasion et la défense.

En 2022, la guerre a fait son retour sur le continent européen. Au sommet qui s'est tenu à Madrid la même année, les Alliés ont réaffirmé leur attachement à l'engagement en matière d'investissements de défense, dans son intégralité. Ils ont convenu de ne pas s'arrêter là et d'adopter l'année suivante de nouveaux engagements pour l'après-2024. Il est essentiel d'investir dans la défense pour assurer la sécurité et la défense de tous les Alliés dans tous les milieux d'opération (terre, air, mer, espace et cyberspace) et face à toutes les menaces et tous les défis.

Cela fait huit années consécutives que les pays européens de l'Alliance et le Canada accroissent leurs dépenses de défense. En 2022, celles-ci ont augmenté de 2,2 % en termes réels par rapport à 2021. Au cours des huit dernières années, ce sont au total 350 milliards de dollars supplémentaires qui ont été dépensés pour la défense.

En 2022, sept Alliés atteignaient l'objectif des 2 % du PIB consacrés à la défense¹, alors qu'ils étaient seulement trois à l'atteindre en 2014. Le PIB des États-Unis représentait



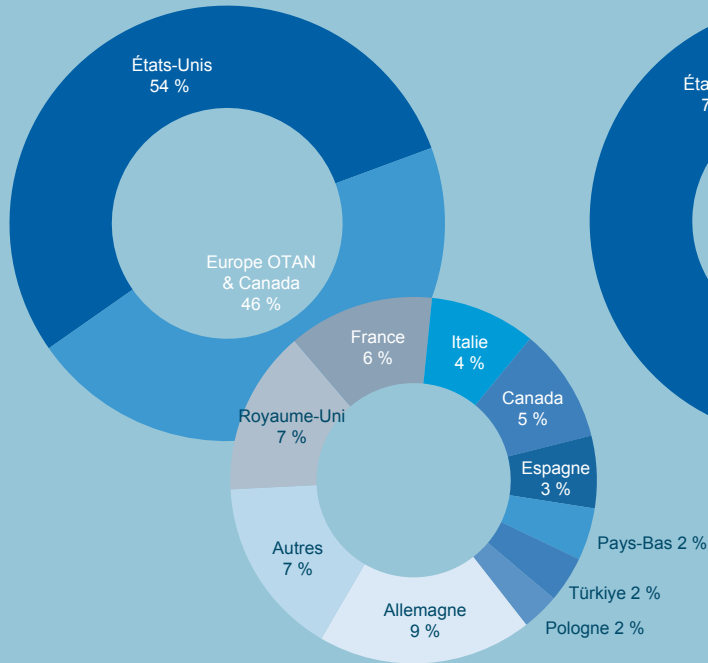
J'ai contribué à l'analyse et à l'examen des investissements et des capacités de défense des Alliés, et j'ai trouvé l'expérience vraiment enrichissante. Il est plus essentiel que jamais d'investir dans notre défense et dans nos capacités clés.

Asimina Trismpiotti (Grèce)

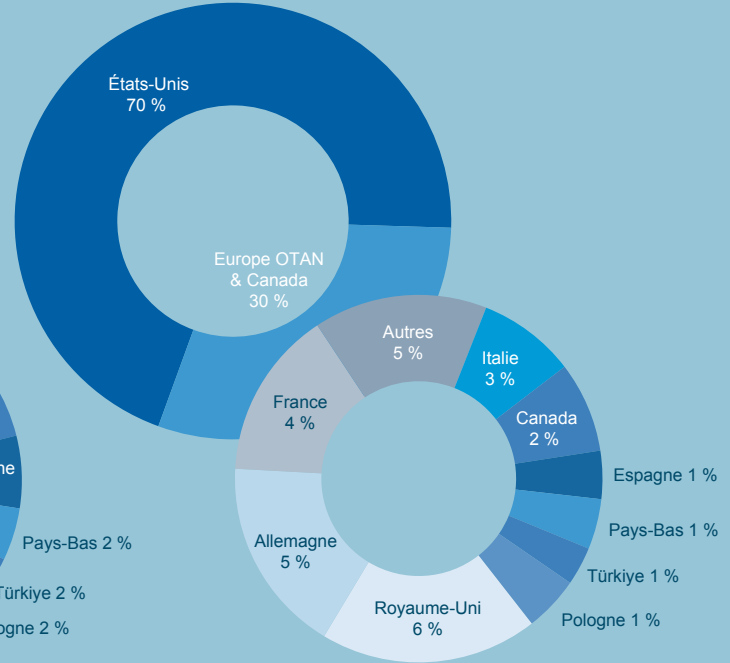
Chef, Section Analyse de données et rapports,
Division Politique et plans de défense,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

¹ Pour bien comprendre les graphiques figurant dans le présent chapitre, il convient de noter que l'Islande n'a pas de forces armées. Les chiffres étant arrondis, les pourcentages totaux peuvent différer de la somme de leurs composantes. Les chiffres pour 2022 sont des estimations.

Part du PIB de l'Alliance 2022

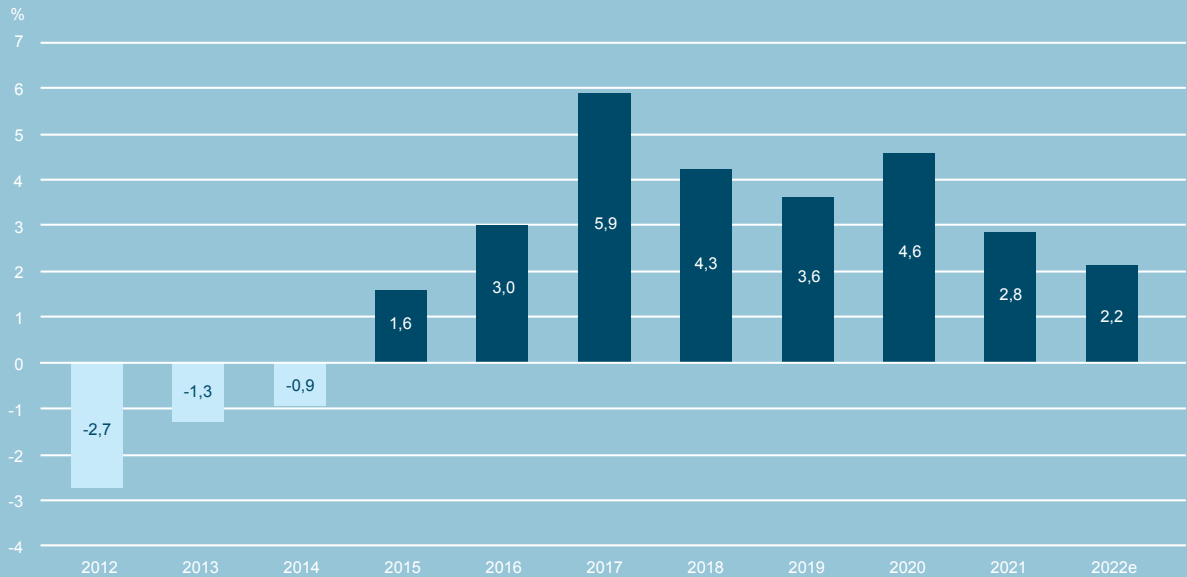


Part des dépenses de défense de l'Alliance 2022



Sur la base des prix et taux de change courants. Les chiffres pour 2022 sont des estimations.

Europe OTAN et Canada – Dépenses de défense (variation annuelle réelle, sur la base des prix et taux de change de 2015)

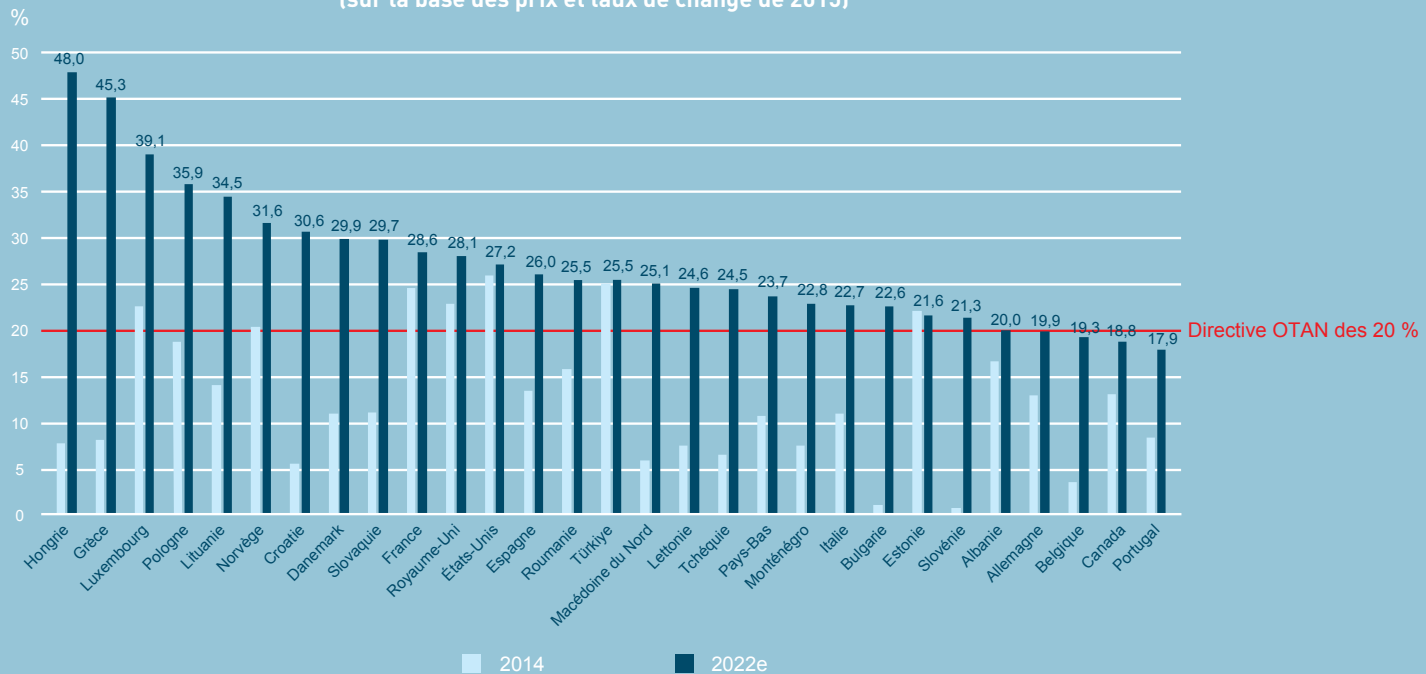


Notes : Les chiffres pour 2022 sont des estimations. L'agrégat Europe OTAN et Canada comprend, à compter de 2017, le Monténégro, qui est devenu membre de l'Alliance le 5 juin 2017, et à compter de 2020, la Macédoine du Nord, qui est devenue membre de l'Alliance le 27 mars 2020.

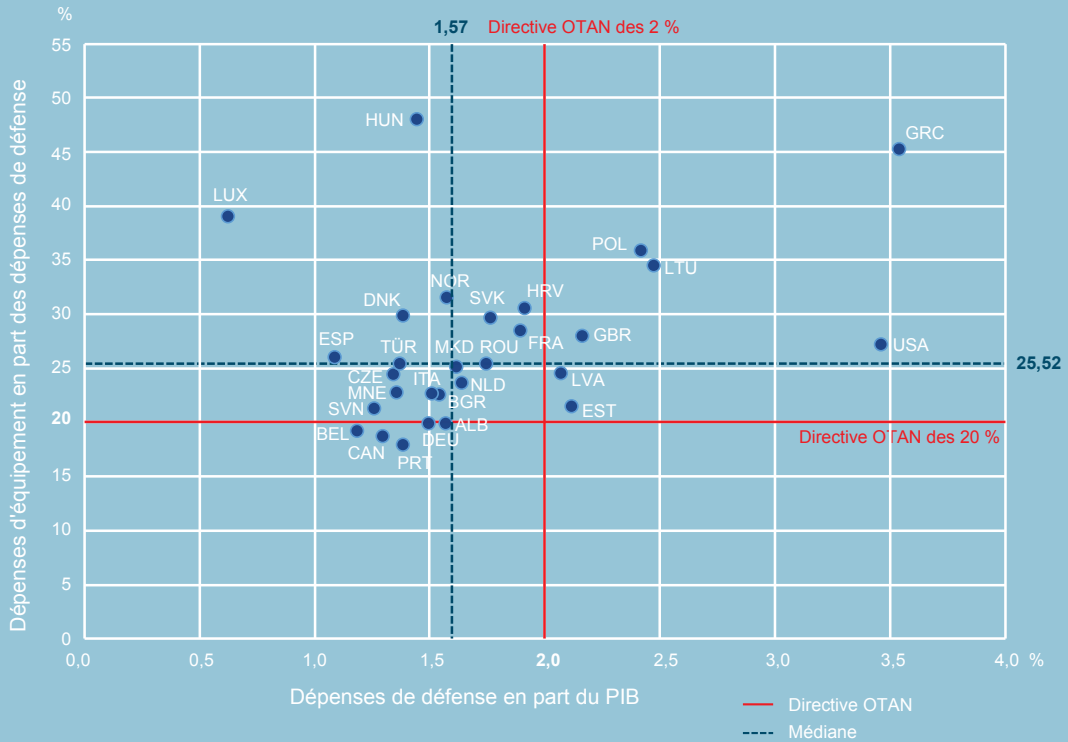
Dépenses de défense en part du PIB (%) (sur la base des prix et taux de change de 2015)



Dépenses d'équipement en part des dépenses de défense (%) (sur la base des prix et taux de change de 2015)

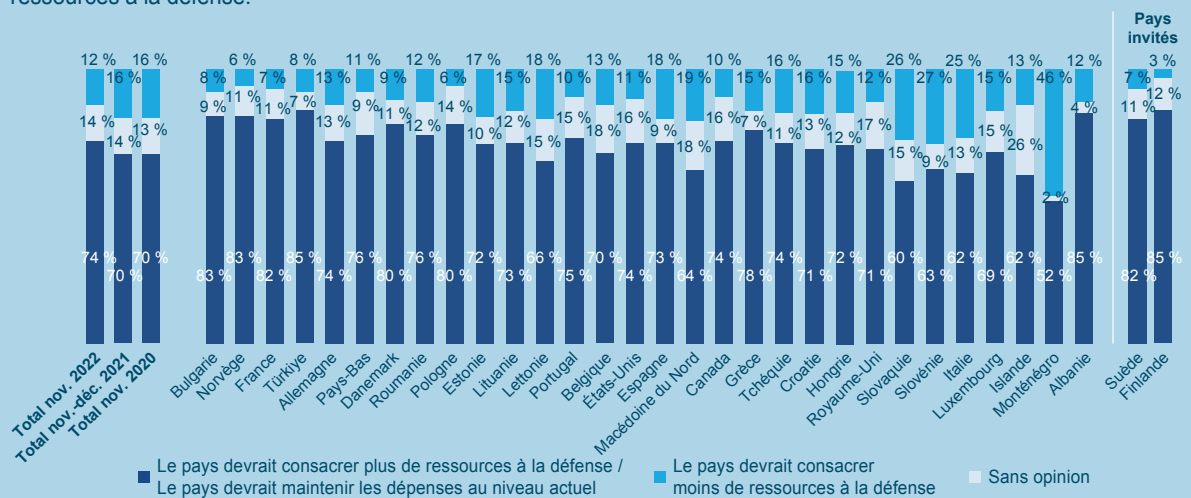


Mise en relation des dépenses de défense en part du PIB et des dépenses d'équipement en part des dépenses de défense – 2022



Dépenses de défense : soutien accru des citoyens en 2022

La plupart des personnes interrogées – 74 %, contre 70 % en 2021 – sont en faveur du maintien des dépenses de défense aux niveaux actuels ou de leur augmentation. Seuls 12 % d'entre elles estiment qu'il faudrait consacrer moins de ressources à la défense.



Note : Pour d'autres sondages concernant l'OTAN, voir la section « À l'écoute des citoyens : un soutien continu à l'Alliance en 2022 », page 131.



AMÉLIORER LA RÉSILIENCE



Des soldats des forces spéciales de l'armée de terre des États-Unis affectés au 10^e Groupe des forces spéciales manœuvrent sur des motoneiges dans l'épaisse couche de poudreuse de l'Arctique suédois au cours de la préparation à l'exercice Cold Response 22, exercice multinational dirigé par la Norvège dans le cadre duquel les Alliés s'entraînent à opérer dans le Grand Nord – Arctique suédois, février 2022.

Nous ne devons pas donner aux régimes autoritaires la moindre occasion d'exploiter nos vulnérabilités et de nous affaiblir. Il est donc essentiel de renforcer la résilience de nos sociétés et de nos infrastructures.

Jens Stoltenberg, à l'occasion de la 68^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN – Madrid (Espagne), 21 novembre 2022.

Améliorer la résilience individuelle et collective

Le concept stratégique 2022 de l'OTAN offre une vision stratégique claire de la résilience de l'Organisation dans un environnement de sécurité international marqué par la conflictualité et l'imprévisibilité. Les Alliés se sont engagés à améliorer leur aptitude à se préparer, à résister et à répondre aux perturbations et aux chocs stratégiques, ainsi qu'à s'en remettre rapidement. Le concept stratégique met l'accent sur la résilience nationale et collective, clé de la bonne exécution de chacune des tâches fondamentales de l'OTAN.

L'OTAN recourt à une panoplie d'outils pour renforcer la résilience nationale et collective, parmi lesquels la conduite régulière d'évaluations. Ces évaluations sont essentielles lorsqu'il s'agit de recenser les progrès accomplis et les défis restant à relever. En 2022, l'OTAN a entamé un nouveau cycle de planification et d'examen pour la résilience en entérinant l'évaluation de la résilience de cette même année. Le rapport d'évaluation fait le point sur le niveau global de résilience collective de l'Alliance et décrit les progrès réalisés dans sept domaines, à savoir les sept exigences de base². Sur la base des conclusions de l'évaluation, des mesures sont prises pour remédier aux lacunes et améliorer la résilience de l'Alliance.

En 2022, l'OTAN a par ailleurs continué d'élaborer d'importantes orientations générales en matière de résilience. Ainsi, un groupe ad hoc du Groupe Protection civile a été constitué et chargé de recenser les bonnes pratiques des pays et de concevoir des directives non contraignantes pour aider les Alliés à améliorer la résilience de leurs sociétés. Un groupe ad hoc sur le changement climatique a également été mis sur pied à l'appui des efforts que déploient les Alliés pour renforcer leur résilience face à ce défi.

² Les sept exigences de base en matière de résilience sont les suivantes : garantie de la continuité des pouvoirs publics et des services publics essentiels, résilience des approvisionnements énergétiques, aptitude à gérer efficacement des mouvements incontrôlés de personnes, résilience des ressources en vivres et en eau, aptitude à gérer un grand nombre de victimes et de crises sanitaires perturbatrices, résilience des systèmes de communication civils, et résilience des systèmes de transport civils.



En 2022, j'ai contribué à mettre en lumière les risques pesant sur les transports civils, ce qui a permis aux Alliés de renforcer leur résilience dans ce secteur crucial.

Katia Canciani (Canada)

Administratrice, Groupe Transports civils,
Section Facilitation et résilience,
Division Politique et plans de défense,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

Tableau de bord sur la résilience

Afin de faire face aux effets découlant en cascade de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et de les atténuer, les Alliés ont activé un tableau de bord sur la résilience. Cet outil fournit une évaluation dynamique du niveau de résilience de l'Alliance par rapport aux sept exigences de base de l'OTAN en la matière, ce qui permet aux organismes civils et militaires de prendre des décisions sur les risques stratégiques en toute connaissance de cause. Le tableau de bord amalgame les données et les informations disponibles provenant de contributions des pays, d'analyses du renseignement et de sources ouvertes.

OTAN 2030 et la résilience

Au titre de l'agenda OTAN 2030, adopté en 2021, les dirigeants des pays de l'Organisation ont décidé de mettre en œuvre une approche plus vaste et mieux coordonnée en matière de résilience. En 2022, les Alliés ont pris des mesures concrètes en ce sens :

- ils ont désigné des hauts responsables chargés d'assurer la coordination des initiatives nationales ainsi que de développer et de faciliter les consultations qui ont lieu au sein de l'OTAN dans le domaine de la résilience ; la première réunion de ces hauts responsables nationaux, tenue en novembre 2022, était axée notamment sur la manière d'assurer la résilience des infrastructures critiques ;
- ils ont défini des objectifs de résilience destinés à guider les pays dans l'élaboration de leurs propres plans et objectifs en la matière ;
- ils ont créé le Comité pour la résilience, organe OTAN de haut niveau responsable des orientations générales et stratégiques, des directives de planification et de la coordination générale des activités de résilience au siège de l'Organisation ; ce comité se réunit régulièrement depuis la mi-2022.



Jens Stoltenberg s'adresse aux hauts responsables des questions de résilience à l'occasion de leur première réunion, qui s'est tenue au siège de l'OTAN – Bruxelles (Belgique), novembre 2022.



Le commandant suprême allié Transformation, le général Philippe Lavigne, à l'occasion du symposium de l'OTAN sur la résilience, qui a réuni, les 5 et 6 mai 2022, plus de 200 participants issus d'horizons divers (armée, monde politique, industrie et milieu universitaire) – Varsovie (Pologne).

Les partenariats stratégiques solides avec des acteurs de même sensibilité et des organisations internationales de premier plan revêtent une grande importance et renforcent la résilience de l'OTAN et des Alliés, à preuve la collaboration que l'OTAN mène de longue date avec l'Ukraine pour le développement du système national de résilience du pays. Entre 2014 et le début de la guerre d'agression déclenchée par la Russie en février 2022, l'OTAN et les Alliés ont travaillé main dans la main avec l'Ukraine à l'identification de ses lacunes et vulnérabilités en termes de résilience. Des experts civils d'Ukraine et des pays membres de l'OTAN, issus des services publics et réunis au sein d'équipes consultatives sur la résilience, ont mené plusieurs missions pour améliorer la résilience de la société et des infrastructures du pays. La capacité de l'Ukraine à faire face aux chocs et aux

perturbations causés par la guerre d'agression russe rappelle avec force que l'Alliance ne doit avoir de cesse de développer sa propre aptitude à anticiper les défis de demain, et d'investir dans la résilience et la préparation du secteur civil afin d'atténuer les éventuels chocs stratégiques.

En 2022, l'OTAN a sensiblement approfondi sa coopération avec l'Union européenne dans le domaine de la résilience en initiant un dialogue structuré et en intensifiant les consultations entre services dans le contexte de la guerre en Ukraine. L'OTAN demeure aussi une plateforme permettant aux Alliés et à leurs partenaires d'échanger leurs bonnes pratiques et leurs retours d'expérience sur la résilience.

Améliorer la résilience en sécurisant les chaînes d'approvisionnement essentielles à la défense

La volonté de garantir la sécurité et la résilience des chaînes d'approvisionnement s'inscrit dans le cadre de l'engagement pris par les Alliés, au titre de l'article 3 du Traité de Washington, d'accroître leur capacité individuelle et collective de résister à toute forme d'attaque.

En 2022, les Alliés ont entériné une liste de principes non contraignants en vue d'atténuer les vulnérabilités, sur le plan de la sécurité et de la défense, liées aux dépendances extérieures pour ce qui est de l'extraction et du traitement de minerais stratégiques et de la production de composants microélectroniques, éléments incontournables pour le développement et la mise à disposition de leurs capacités. Soucieuse de faciliter les échanges d'informations entre Alliés, l'OTAN a organisé deux ateliers au cours de l'année, afin de mieux comprendre et de mieux gérer les risques, les difficultés et les vulnérabilités auxquels sont soumises les chaînes d'approvisionnement critiques des Alliés en matériaux stratégiques et en composants microélectroniques.

Pour garantir la sécurité des chaînes d'approvisionnement, il convient d'entretenir des liens étroits avec de nombreuses parties prenantes et de se concerter avec elles pour promouvoir le développement d'une approche pangouvernementale, reposant sur une collaboration solide entre l'État et le secteur privé mais aussi à l'échelle internationale. À cette fin, le Groupe consultatif industriel OTAN a commandité une étude sur l'amélioration, sous l'angle de l'industrie, de la sécurité et de la résilience des chaînes d'approvisionnement essentielles au développement et à la mise à disposition des capacités des Alliés. Cette étude doit permettre de recenser les principaux défis et vulnérabilités que rencontrent l'industrie, les Alliés et l'OTAN, et aussi proposer des mesures pour les atténuer.

Centre euro-atlantique de coordination des interventions en cas de catastrophe

Le Centre euro-atlantique de coordination des interventions en cas de catastrophe est le principal mécanisme OTAN de réponse aux situations d'urgence civile, destiné à aider les Alliés et les partenaires à répondre à des catastrophes d'origine naturelle ou humaine. Il centralise les demandes des pays touchés et les offres d'aide reçues et coordonne l'ensemble. Le Centre travaille en liaison étroite avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation internationale pour les migrations et le Centre de coordination de la réaction d'urgence de l'Union européenne, notamment dans le cadre de réunions bimensuelles qu'il préside sur le thème de la coopération humanitaire.

En 2022, le Centre a assuré la coordination de l'aide humanitaire fournie par l'Alliance à l'Ukraine en répondant à 31 demandes d'assistance formulées par ce pays. Il continue par ailleurs de coordonner la réponse de l'Alliance à la pandémie de COVID-19 en donnant suite aux demandes d'assistance par l'intermédiaire du fonds d'affectation spéciale pour la réponse à la pandémie.

Depuis sa création en 2020, le fonds d'affectation spéciale pour la réponse à la pandémie permet à l'OTAN de maintenir un stock de fournitures et d'équipements médicaux rapidement déployables. Fin 2022, 22 projets avaient été menés à bien, à l'appui de quatre Alliés et de

six partenaires. Au total, 23 pays de l'OTAN et trois pays partenaires ont versé au stock OTAN des contributions financières pour un montant de plus de 6 millions d'euros, ainsi que des contributions en nature sous la forme d'équipements médicaux.



Des personnels de pays de l'Alliance collaborent lors d'un entraînement de recherche et sauvetage dans le cadre de l'exercice Dynamic Mercy 2022. Cet exercice favorise la coopération interrégionale et transfrontière entre les centres de coordination de sauvetage et les unités – militaires ou civiles – de recherche et sauvetage, dans la région Nord-Europe de l'OTAN – Mer du Nord, avril 2022.



Le HNLMS Tromp, le HNoMS Maud et le HDMS Esbern Snare, qui font partie du 1^{er} Groupe maritime permanent OTAN, aux côtés de la corvette HSwMS Malmö, de la marine suédoise – Mer Baltique, novembre 2022.

Améliorer la sécurité énergétique

La guerre que la Russie a lancée contre l'Ukraine en février 2022 en l'absence de provocation a provoqué une crise énergétique majeure sur l'ensemble du continent. La réduction des livraisons de gaz russe à l'Europe a mené à des pénuries, qui ont donné lieu à une forte augmentation des prix de l'énergie.

Alors que la guerre se poursuivait en Ukraine, la Russie a intensifié ses attaques délibérées contre des infrastructures énergétiques civiles ukrainiennes, et alors que la nécessité pour les Alliés d'aider l'Ukraine se faisait plus urgente, l'OTAN a renforcé son soutien aux autorités nationales des pays membres et aux autorités ukrainiennes s'agissant de protéger ces sites d'importance critique.

Dans la déclaration que le Conseil de l'Atlantique Nord a publiée le 29 septembre 2022 sur les dommages subis par les gazoducs situés dans les eaux internationales de la mer Baltique, les Alliés ont affirmé leur détermination à assurer la dissuasion, à se prémunir et à se défendre face à l'utilisation, à des fins coercitives, du levier de l'énergie ou de tout autre procédé hybride par des acteurs étatiques ou non étatiques. Ils ont en outre souligné que toute attaque délibérée contre les infrastructures critiques de pays de l'Alliance « se verrait opposer une réponse unie et déterminée ».

En 2022, le rôle de l'OTAN dans le domaine de la sécurité énergétique a été considérablement élargi. Au sommet de Madrid, les Alliés ont décidé de chercher à mieux comprendre sous l'angle stratégique les défis énergétiques toujours plus nombreux auxquels ils doivent faire face ainsi que leurs incidences sur la sécurité et la défense, de continuer de développer la capacité de l'OTAN à aider des autorités nationales à protéger des infrastructures énergétiques critiques, et de garantir la fiabilité et l'efficacité de l'approvisionnement énergétique des forces armées de l'OTAN. Dans le concept stratégique de 2022, les Alliés sont convenus de renforcer leur sécurité énergétique en investissant pour la stabilité et la fiabilité des approvisionnements, des fournisseurs et des sources d'énergie.

Le Conseil de l'Atlantique Nord a examiné les incidences que l'attaque russe contre l'Ukraine a eues sur le secteur énergétique européen, en associant à ses discussions de hauts dirigeants de l'Agence internationale de l'énergie, de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables et de l'Union européenne.

En juin, le Centre d'excellence OTAN pour la sécurité énergétique et le ministère géorgien de l'Économie et du Développement durable ont organisé l'exercice sur table Coherent Resilience 22–Georgia. S'inscrivant dans le sillage d'activités similaires organisées en Ukraine

en 2017 et en 2021, cet exercice visait à aider les autorités nationales géorgiennes à évaluer et à renforcer la résilience de leurs réseaux électrique et gazier face aux menaces hybrides, ainsi qu'à améliorer leur capacité à faire face à diverses situations d'urgence. De nombreux acteurs ont été associés à cet exercice, dont le Centre commun de recherche de la Commission européenne et la *Naval Postgraduate School* des États-Unis.

Les participants – une bonne centaine de représentants de quatre pays et 23 institutions – se sont penchés sur la résilience des infrastructures énergétiques critiques, les mesures de réponse aux crises, la cybersécurité et la communication stratégique. Après les explosions qui ont frappé les gazoducs Nord Stream en mer Baltique fin septembre, l'OTAN a intensifié ses activités de vigilance et a doublé le nombre de bâtiments patrouillant en mer du Nord et en mer Baltique, pour déjouer les menaces et rassurer les Alliés. Elle a également intensifié ses activités de partage du renseignement et de surveillance dans tous les milieux – du milieu spatial au milieu cyber en passant par le milieu sous-marin.

L'OTAN a également renforcé la coordination avec les autres organisations internationales, notamment avec l'Agence internationale de l'énergie et l'Union européenne, ainsi qu'avec le secteur de l'énergie, y compris les opérateurs d'infrastructures. Au cours de la table ronde annuelle de l'OTAN sur la sécurité énergétique, des sociétés d'exploitation d'infrastructures

énergétiques ont fait des exposés sur la sécurité des infrastructures énergétiques sous-marines et sur l'adaptation de l'OTAN à la transition énergétique, qui sera largement tributaire de l'infrastructure électrique, de la génération d'énergie éolienne en mer et de l'approvisionnement en minerais indispensables pour la production, le stockage et le transport des énergies renouvelables.

Le stage OTAN sur les enjeux stratégiques liés à la sécurité énergétique, organisé à l'École de l'OTAN à Oberammergau, a rassemblé des participants des pays membres et des pays partenaires de l'Alliance, qui ont abordé un large éventail de sujets, parmi lesquels les incidences des changements énergétiques sur les relations internationales, la sûreté maritime, les nouvelles méthodes de protection des infrastructures énergétiques et l'incidence de la transition vers les énergies vertes sur le secteur militaire.

NATO Public Forum

Madrid, 28-29 June 2022

High-Level Dialogue on Climate and Security



Jens Stoltenberg s'exprime dans le cadre du dialogue de haut niveau sur le changement climatique et la sécurité organisé sous les auspices du Forum public OTAN – Madrid (Espagne), juin 2022.

Faire face aux incidences du changement climatique sur la sécurité

Dans le concept stratégique de 2022, il est dit que l'OTAN doit devenir l'organisation internationale de référence pour ce qui est de comprendre les incidences du changement climatique sur la sécurité et de s'y adapter, et que l'Alliance jouera un rôle moteur dans les initiatives qui viseront à évaluer les effets du dérèglement climatique sur la défense et la sécurité et à faire face aux défis qui en découlent.

La thématique du changement climatique et de la sécurité figurait en bonne place dans le programme du sommet de Madrid. Les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'OTAN ont réaffirmé leur point de vue selon lequel le changement climatique est l'un des plus grands défis de notre temps et a de lourdes conséquences pour la sécurité des Alliés. Dans le concept stratégique de 2022, ils ont décidé de tenir compte des considérations relatives au changement climatique dans toutes les tâches fondamentales de l'OTAN. Ils se sont aussi engagés à contribuer à la lutte contre le changement climatique en réduisant les émissions de gaz à effet de serre, en améliorant l'efficacité énergétique, en investissant dans la transition vers des sources d'énergie propres et en mettant à profit les technologies vertes, sans compromettre l'efficacité militaire ni porter atteinte à la crédibilité de la posture de dissuasion et de défense de l'Alliance.

En marge du sommet de Madrid, le secrétaire général a lancé la première édition du dialogue annuel de haut

niveau sur le changement climatique et la sécurité. Cet événement, qui a rassemblé des Alliés, des partenaires et d'autres grands acteurs internationaux, a permis de mettre en place un espace de dialogue international sur l'incidence du dérèglement climatique sur la sécurité. Le secrétaire général y a annoncé une première mesure concrète, à savoir la décision des Alliés de réduire les émissions des moyens et installations de l'OTAN d'au moins 45 % pour 2030 et de parvenir à l'objectif de zéro émission nette pour 2050.

Toujours dans le cadre de cet événement, le secrétaire général a rendu publique la première étude des incidences du changement climatique sur la sécurité, établie en réponse à la demande visant à sensibiliser davantage les Alliés à ces incidences. Cette étude présente les effets des divers aléas climatiques sur l'environnement stratégique de l'OTAN, sur ses moyens et installations, sur ses missions et opérations (tous milieux confondus) et sur la résilience et la préparation du secteur civil des pays membres. Les effets décrits sont susceptibles d'accroître la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement, de modifier l'environnement des opérations et de provoquer des pannes dans les infrastructures et les équipements.

La détérioration de la sécurité euro-atlantique du fait de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine va donner lieu à une augmentation considérable du nombre de plateformes de l'Alliance ainsi qu'à une



De gauche à droite : la ministre canadienne de la Défense nationale, Anita Anand, le premier ministre canadien, Justin Trudeau, la ministre canadienne des Affaires étrangères, Mélanie Joly, et le secrétaire général, Jens Stoltenberg, en visite dans l'un des sites du système d'alerte Nord – Nord canadien, août 2022.

intensification des entraînements, des exercices et des activités de patrouille et, ainsi, à une augmentation de la demande et de la consommation de carburant et à une hausse des émissions de gaz à effet de serre. Les décisions d'acquisition de nouveaux équipements qui ont été prises en réponse à l'invasion de l'Ukraine sont l'occasion d'intégrer le principe d'efficacité énergétique dans la conception des capacités et, ainsi, de réduire les besoins en carburant et en logistique. L'étude des incidences expose succinctement les mesures d'adaptation envisageables et proposées sur la base de l'analyse effectuée par l'OTAN et des bonnes pratiques appliquées par les Alliés.

Les incidences du dérèglement climatique sur la sécurité constituent également une question prioritaire pour les interactions de l'OTAN avec l'Union européenne. Cette problématique figure de plus en plus souvent au programme des discussions entre l'OTAN, les pays partenaires et d'autres organisations internationales comme l'Organisation des Nations Unies, le Groupe de la Banque mondiale et l'Agence internationale de l'énergie. En novembre, le secrétaire général s'est adressé par visioconférence aux participants à la COP 27, tenue à Charm El-Cheikh (Égypte). La première table ronde annuelle de l'OTAN sur le changement climatique et la sécurité a rassemblé des experts de diverses organisations internationales, du monde universitaire, de l'industrie et du secteur militaire, qui se sont penchés sur les dimensions politique et technique de l'adaptation au dérèglement climatique et de l'atténuation de ses effets.



Je suis fier d'avoir contribué en 2022 à la première étude OTAN des incidences du changement climatique sur la sécurité, qui éclairera le renforcement de notre résilience collective dans la lutte contre le dérèglement climatique.

Sannan Pervaiz (Royaume-Uni)

Conseiller pour les politiques,
Section Climat et sécurité énergétique,
Division Défis de sécurité émergents,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

Protéger les citoyens contre les activités d'information hostiles et accroître la résilience de la société

Les activités d'information hostiles, notamment la désinformation, qui prennent pour cible l'OTAN et les Alliés, constituent un défi permanent. Elles ont pour but d'influencer les citoyens dans leurs décisions et de fragiliser les sociétés démocratiques.

L'approche de l'OTAN en matière de lutte contre la désinformation s'articule autour de trois axes. En premier lieu, l'Organisation repère, suit et analyse les informations qui lui permettront de mieux comprendre les stratégies et les tactiques de ses adversaires potentiels, et de cerner l'environnement informationnel. Ensuite, elle s'adresse à divers publics au travers d'une communication adaptée. Enfin, par souci d'efficacité, elle coordonne son action avec les Alliés et avec les partenaires qui partagent ses positions.

L'OTAN veille à ce que sa communication publique soit factuelle, opportune et crédible. Elle révèle au grand jour de fausses informations et les réfute. Ainsi, elle dénonce les mensonges de la Russie au sujet de la guerre que celle-ci a lancée contre l'Ukraine. À cette fin, elle interagit avec les médias, mène des activités de communication en ligne et échange avec la société civile, le monde universitaire et le secteur privé. L'OTAN produit en outre des contenus numériques, comme la vidéo « Stop the Lies, Stop the War », diffusée en 2022.

Dans les mois qui ont précédé l'invasion de l'Ukraine par la Russie, plusieurs Alliés ont déclassifié du renseignement pour le partager avec le grand public et les médias, révélant ainsi que Moscou planifiait une attaque contre l'Ukraine. Grâce à ces informations, les publics des pays de l'Alliance ont été sensibilisés à la cause de l'Ukraine et ont pu se prémunir contre la désinformation russe.

L'OTAN s'emploie par ailleurs à renforcer la résilience des sociétés face aux campagnes d'information hostiles. Pour ce faire, elle a créé un réseau rassemblant ses pays membres, des partenaires de même sensibilité et d'autres organisations internationales, notamment l'Union européenne. En 2022, l'OTAN a approfondi ses partenariats avec des experts du secteur privé, des organisations non gouvernementales et des universitaires afin d'échanger des idées, de mener avec eux des travaux de recherche et de piloter des initiatives destinées à renforcer la résilience. Par exemple, les analystes de l'OTAN spécialisés dans les activités d'information hostiles sont régulièrement en contact avec leurs homologues des pays du G7, avec lesquels ils échangent des informations et des rapports, et produisent des analyses conjointes. L'OTAN organise également des échanges d'analystes entre ses pays membres afin de favoriser la diffusion de l'expertise dans toute l'Alliance.

Des subventions pour des projets au profit de la résilience

Pour mieux faire connaître l'Alliance auprès du grand public, la Division Diplomatie publique du Secrétariat international de l'OTAN cofinance, au moyen de subventions, des conférences, séminaires, ateliers et autres activités de diplomatie publique. En 2022, elle a ainsi octroyé 135 subventions pour des projets dans 38 pays.

La Division Diplomatie publique a également invité des organisations non gouvernementales, des think tanks et des universités à réfléchir à des moyens novateurs de renforcer la résilience de la société face à la désinformation. Des subventions ont par exemple été accordées pour une émission de radio intitulée « L'OTAN pour les indépendants », diffusée par neuf stations de radio en Ukraine à l'occasion du 31^e anniversaire de l'indépendance du pays, ou encore pour un débat entre experts organisé en ligne par le *United States Studies Centre* de l'Université de Sydney (Australie). Au total, 32 projets, menés dans 24 pays de l'Alliance, ont bénéficié d'une subvention.



ADAPTER L'ALLIANCE

À UN MONDE AXÉ
SUR LA COMPÉTITION
STRATÉGIQUE

Des Royal Marines (Royaume-Uni) gravissent une colline à bord de véhicules tout-terrain amphibies
durant un entraînement « grand froid » à proximité de Bardufoss (Norvège) le 24 février 2022.



Des spécialistes de l'appui aérien (JTAC) de l'armée de terre finlandaise observent un polygone de tir depuis un point haut et communiquent des informations de ciblage à un aéronef allié pendant l'exercice Dynamic Front 2022. Plusieurs pays de l'Alliance mettent à disposition des systèmes de lance-roquettes multitubes pour des missions de tir exécutées sous le commandement d'un quartier général multinational – Grafenwöhr (Allemagne), juillet 2022.

Les Alliés vont collaborer avec le secteur privé et les universités pour faire profiter la sécurité transatlantique du meilleur des nouvelles technologies.

Jens Stoltenberg, à l'issue d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN – Bruxelles (Belgique), 7 avril 2022.

Investir dans des capacités de pointe et interopérables

L'OTAN accomplit des missions et tâches multinationales extrêmement diverses, pour lesquelles elle a besoin de capacités de pointe interopérables présentant un bon rapport coût-efficacité, et elle est l'enceinte idéale pour encourager les Alliés à développer, à acquérir et à maintenir ces capacités. Pour les aider dans cette entreprise, elle a lancé un certain nombre de projets à haute visibilité axés sur une ou plusieurs de ses priorités de planification de défense et durant le cycle de vie desquels elle met du personnel à la disposition des Alliés. Cette approche multinationale a permis aux pays de l'Alliance ainsi qu'à certains partenaires de pallier des insuffisances capacitaires clés dans tous les domaines, à moindre frais et tout en étant assurés d'une interopérabilité optimale.

En 2022, plusieurs de ces projets à haute visibilité ont franchi des étapes clés et contribué de manière significative au renforcement de la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN sur le flanc est :

- La défense aérienne basée au sol constitue la clé de voûte de la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN ; il est donc essentiel qu'elle soit fiable et efficace — raison pour laquelle quinze pays de l'Alliance³, avec l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition, ont uni leurs efforts pour développer et mettre en service une solution modulaire de défense aérienne basée au sol. En 2022, ces quinze pays ont décidé de fusionner ce projet avec celui sur les moyens rapidement déployables de lutte contre la menace roquettes-artillerie-mortiers, qui porte sur le développement et l'acquisition de capacités qui soient mobiles et qui puissent être mises en batterie rapidement afin de protéger les troupes et les installations exposées à des risques.
- Le projet de capacité giravion de nouvelle génération, lancé en 2021, offre un cadre multinational dans

³ Belgique, Danemark, France, Allemagne, Grèce, Hongrie, Italie, Lettonie, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Slovénie, Espagne et Royaume-Uni.

Capacité giravion de nouvelle génération

Architecture à systèmes ouverts modulaires non propriétaires

Vitesse cible : au moins 180 nœuds, idéalement 220 nœuds ou plus

Manœuvrabilité, endurance et disponibilité accrues. Facilement déployable

Masse brute maximale au décollage visée pour les missions : 10 à 17 tonnes

Rapport coût-efficacité favorable

Stade **Conception**

6 pays

Mémoire d'entente signé le **17 juin 2022**

Fin du stade de conception **Fin 2025**

Budget total **+ de 30 millions d'euros**

lequel les participants peuvent s'associer pour concevoir, mettre au point et livrer un hélicoptère multirôle moyen. Le projet a franchi une étape importante en juin 2022 lorsque les six Alliés participants⁴ ont décidé, dans un mémorandum d'entente, de conduire plusieurs études relatives à l'architecture finale de la capacité. L'Agence OTAN de soutien et d'acquisition, pour partie en collaboration avec une série d'acteurs majeurs de l'industrie, aidera les Alliés à élaborer une plateforme pouvant être déclinée en plusieurs versions et optimisée de manière à répondre aux défis du 21^e siècle.

- En mars, l'initiative pour l'entreposage multinational de munitions a permis d'ouvrir un premier dépôt, en Estonie. Ce projet, lancé en 2021 par neuf Alliés⁵ et dirigé par la Belgique, vise à réinventer la manière dont l'Alliance approche le stockage et la gestion du cycle de vie des munitions, dans la perspective d'offrir aux huit nouveaux groupements tactiques multinationaux de l'OTAN une série de solutions d'entreposage multinational adaptées à chaque situation. En 2022, l'initiative a été rejointe par la Hongrie, la Roumanie, la Slovaquie et l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition.
- La Roumanie s'est jointe au projet sur les munitions tactiquement décisives (Air), dans le cadre duquel les Alliés participants⁶ et la Finlande, pays invité, se concertent pour fédérer leurs besoins en munitions aéroportées et procéder à des acquisitions groupées.

Cette approche offre un avantage en termes d'interchangeabilité : en cas de besoin, les pays peuvent s'échanger des munitions en quelques jours, là où il fallait auparavant plusieurs semaines.



La guerre en Ukraine a une incidence majeure sur les besoins en armements de l'OTAN. En 2022, j'ai eu la chance de pouvoir contribuer à porter au plus haut niveau politique le débat sur les stocks de munitions de l'Alliance.

Isabela Rusie (Roumanie)

Administratrice exécutive,
Division Investissement de défense,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

⁴ France, Allemagne, Grèce, Italie, Pays-Bas et Royaume-Uni.

⁵ Belgique, Estonie, France, Grèce, Italie, Pays-Bas, Norvège, Slovaquie et Espagne.

⁶ Belgique, Tchéquie, Danemark, Grèce, Hongrie, Italie, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Espagne et Royaume-Uni.

En réponse directe à l'évolution de l'environnement de sécurité dans le voisinage de l'Alliance, les chefs d'État et de gouvernement ont pris des mesures pour accroître leurs stocks nationaux et pour renforcer la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN, deux entreprises dans lesquelles les projets à haute visibilité de l'OTAN apportent aux Alliés une aide précieuse :

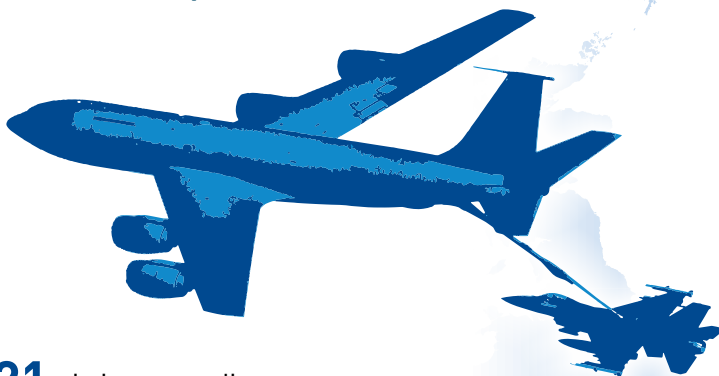
- En 2022, la flotte multinationale d'avions multirôles de ravitaillement en vol et de transport a assuré des ravitaillements en vol 24 heures sur 24 pour les avions et hélicoptères de l'OTAN et des pays de l'Alliance lors des missions de police du ciel sur le flanc oriental de l'OTAN, ce qui leur a permis d'augmenter leur temps en vol. Cette flotte polyvalente vient de recevoir ses sixième et septième aéronefs. Lorsqu'elle sera au complet, en 2024, elle comptera neuf appareils de type Airbus A330. Conçus pour être multirôles, ces aéronefs sont également adaptés à toute une série d'autres missions de transport, dont l'évacuation sanitaire.
- À leur réunion plénière de l'automne 2022, les directeurs nationaux des armements ont décidé d'approfondir les projets relatifs aux munitions tactiquement décisives dans les milieux terrestre, aérien et maritime. Ces projets visent à aider les Alliés à renforcer leurs stocks de munitions et contribuent à diminuer la pression pesant sur les chaînes d'approvisionnement (dans tous les

domaines de l'industrie) par une coordination des acquisitions, qui permet en outre de réduire les prix à l'unité. Depuis que l'OTAN a standardisé plusieurs types de munitions clés, il est de plus en plus intéressant pour les pays d'identifier leurs besoins communs et de procéder aux acquisitions dans un cadre multinational, une approche qui est également bénéfique pour l'interopérabilité et qui facilite l'interchangeabilité des munitions.



La flotte multinationale d'avions multirôles de ravitaillement en vol et de transport de l'OTAN – Eindhoven (Pays-Bas), mai 2022.

La flotte d'avions multirôles de ravitaillement en vol et de transport



521 missions accomplies

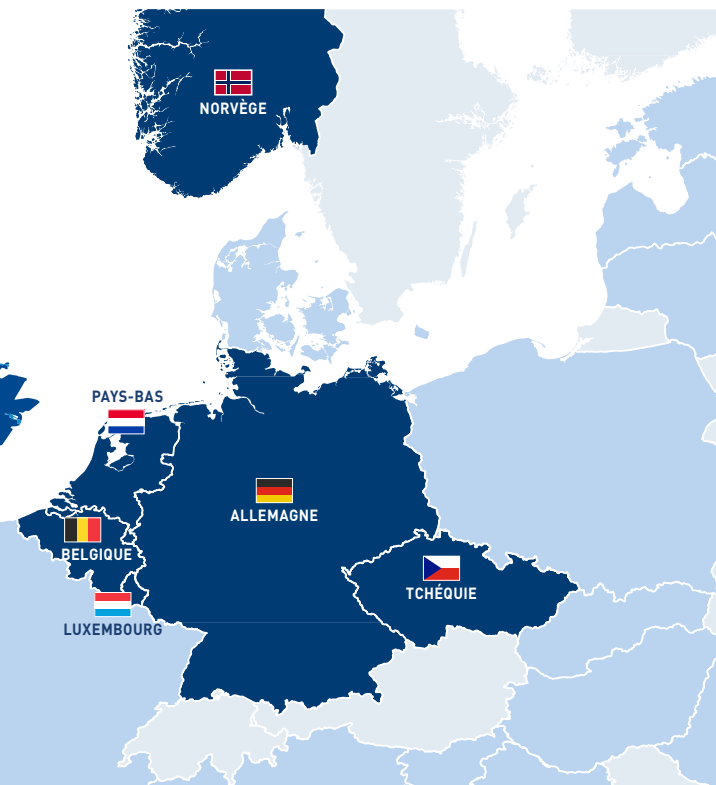
3702 heures de vol

130 missions de transport aérien (passagers et/ou fret)

391 missions de ravitaillement en vol

+ de 3 000 appareils alliés ravitaillés

10 513 661 kg de carburant fournis lors d'entraînements au ravitaillement en vol et de missions en opérations réelles





Un Eurofighter Typhoon britannique lors de l'exercice multinational de vigilance maritime Neptune Shield 22, dans le cadre duquel des moyens aériens, terrestres et maritimes ont mené une série d'activités multimilieux aux quatre coins de l'Europe, en mer Baltique et en mer Méditerranée – Survol de la mer Baltique, mai 2022.

Moyens d'aviation et capacités aériennes

Tout au long de l'année 2022, l'OTAN a continué de moderniser et d'adapter ses moyens d'aviation et ses capacités aériennes dans plusieurs domaines, notamment la mobilité aérienne pour intervention rapide, la sécurité de l'espace aérien civilo-militaire, la défense de l'espace aérien et de l'espace, ainsi que la puissance aérienne interarmées.

Dans un contexte de crise, le mécanisme OTAN de mobilité aérienne pour intervention rapide permet aux avions militaires des pays de l'Alliance de se déployer rapidement sur court préavis dans toute l'Europe. En 2020, pendant la pandémie de COVID-19, ce mécanisme a permis d'acheminer des fournitures médicales importées. En 2021, il a servi à évacuer des Afghans en danger et à simplifier les déplacements des avions entre les frontières nationales après le retrait de l'OTAN d'Afghanistan. En 2022, il a aidé à déployer rapidement des renforts sur le flanc oriental de l'OTAN à des fins de dissuasion et de défense après que la Russie a envahi l'Ukraine.

Suite à cette invasion, en février 2022, l'Ukraine a fermé son espace aérien au trafic civil et les compagnies européennes se sont vu interdire l'accès à l'espace aérien de la Russie, en conséquence de quoi des vols civils ont été annulés ou déroutés. Par ailleurs, l'OTAN a intensifié ses activités aériennes en Europe centrale et orientale pour assurer la sécurité de son espace aérien. Lorsque des avions civils et militaires partagent un espace aérien réduit, la coordination entre les pays et les organismes concernés est particulièrement importante. C'est pourquoi, en septembre 2022, l'OTAN a accueilli des experts de l'aviation civile et de l'aviation militaire, qui se sont penchés sur la question de la sécurité aérienne après l'invasion russe de l'Ukraine. L'Équipe civilo-militaire Sécurité de l'espace aérien a organisé un atelier rassemblant des hauts représentants du secteur de l'aviation, qui ont réfléchi aux moyens de maintenir la sécurité des vols civils dans le contexte de la guerre de la Russie contre l'Ukraine. Il s'agit là d'une

composante essentielle de l'interaction de l'OTAN avec la communauté de l'aviation internationale, l'idée étant d'instaurer le partage de l'information, de renforcer la coopération civilo-militaire et de favoriser la sécurité des opérations aériennes. Parmi les participants figuraient les pays de l'Alliance et des pays partenaires, aux côtés de responsables militaires de l'OTAN et de représentants des forces aériennes des États-Unis en Europe, ainsi que plusieurs organisations internationales du domaine de l'aviation, comme EUROCONTROL, l'Association du transport aérien international, l'Organisation des services de la navigation aérienne civile et l'Agence de l'Union européenne pour la sécurité aérienne. L'atelier a été une excellente occasion de partager diverses informations et bonnes pratiques.

Pour l'élaboration des politiques et des normes à l'avenir, il est essentiel de maintenir l'interaction avec des organisations internationales civiles, comme l'Organisation de l'aviation civile internationale, EUROCONTROL ou l'Organisation des services de la navigation aérienne civile, l'objectif étant d'assurer la résilience des équipements et des fonctions contre les technologies émergentes et technologies de rupture.

Les impératifs de connectivité et d'interopérabilité garantissent que les moyens des Alliés peuvent être mis en œuvre malgré la cohabitation de différentes générations de systèmes dans le domaine aérien. En matière d'interopérabilité, les autorités militaires de l'OTAN ont défini les éléments à prendre en considération et les défis à relever pour faire en sorte que tous les moyens de l'OTAN puissent fonctionner efficacement dans le cadre des opérations et missions de l'Alliance à l'avenir. Le plan d'action pour l'interopérabilité en matière de puissance aérienne interarmées, approuvé en 2022, permettra de mener les travaux voulus de manière holistique, en vue de la bonne mise en œuvre de la stratégie OTAN en matière de puissance aérienne interarmées.

Un avion de chasse grec participe à l'exercice Neptune Strike 22, faisant la démonstration que l'OTAN est capable de mettre en œuvre les capacités de frappe maritimes du haut du spectre d'un groupe aéronaval à l'appui de la dissuasion et de la défense de l'Alliance – Survol de la mer Méditerranée, janvier 2022.

Capacités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance

Les capacités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance aident l'Alliance à prendre les bonnes décisions rapidement et en toute connaissance de cause. En juin, l'OTAN a publié sa vision 2030+ pour le renseignement, ouvrant ainsi la voie à un déploiement plus agile de technologies modernes, à l'exploitation rapide de grandes quantités de données et à l'intégration du milieu spatial dans l'écosystème « renseignement » de l'Organisation.

Grâce au système allié de surveillance terrestre, les commandants OTAN disposent d'une image globale de la situation sur le terrain. Ce système, qui comprend une flotte de cinq drones « Phoenix », est servi par une force multinationale composée d'opérateurs et d'analystes. La phase acquisition du programme correspondant s'est terminée en 2022, avec entre autres l'achèvement de la remise du système à la Force OTAN de la capacité alliée de surveillance terrestre, basée à Sigonella (Italie). Au cours de l'année 2022, cette Force a effectué plus de 80 missions à l'appui des opérations et missions de l'OTAN, et a notamment fourni un soutien dans le cadre de la crise ukrainienne.

L'initiative de future capacité de surveillance et de contrôle de l'Alliance, qui permettra à l'OTAN de préserver son avantage en matière de connaissance de la situation et de prise de décision, fait l'objet d'une étroite coopération entre l'Organisation et l'industrie de défense de ses pays membres. La capacité que l'OTAN



prévoit de développer ne fera pas que remplacer la flotte du système aéroporté de détection et de contrôle (AWACS) : elle constituera la première capacité réellement multimilieu de l'Organisation.

En avril 2022, l'OTAN a passé des contrats avec trois consortiums industriels pour la réalisation d'études de réduction des risques et de faisabilité qui permettront de développer des idées innovantes grâce auxquelles les missions du système aéroporté de détection et de contrôle pourraient être remplies de manière originale, voire radicalement nouvelle. Au sommet de Madrid, les dirigeants des pays de l'Alliance ont approuvé une nouvelle stratégie donnant la priorité à la livraison rapide d'un élément initial de la future capacité multimilieu.

Le système aéroporté de détection et de contrôle de l'OTAN

Essentiels pour les opérations de l'Alliance, les AWACS du système aéroporté de détection et de contrôle de l'OTAN ont patrouillé dans l'espace aérien américain après le 11-Septembre, soutenu l'opération menée en Afghanistan et apporté leur concours à la coalition mondiale contre l'EIIL/Daech. Un grand programme de modernisation de cette flotte est en cours, afin de la doter de capacités de communication et de mise en réseau sophistiquées.



Un AWACS décolle dans le cadre des activités de vigilance renforcée menées par l'OTAN au-dessus de l'Europe orientale – Base aérienne de Geilenkirchen (Allemagne), avril 2022.



Un char allemand Leopard 2 tire des leures au cours de l'exercice Iron Wolf – Lituanie, octobre 2022.

Capacités terrestres

Tout au long de l'année, les Alliés ont intensifié leurs activités de développement de capacités terrestres de pointe en soumettant des technologies émergentes et des technologies de rupture à d'intenses processus d'essai et de mise en œuvre. L'une des réalisations majeures a été l'élaboration de normes d'interopérabilité des robots terrestres. Ces normes visent à garantir une utilisation efficace, dans le cadre d'opérations OTAN, de véhicules terrestres sans pilote de différents pays, en combinaison avec des moyens pilotés.

Dans le domaine du génie, l'OTAN a actualisé ses normes de pontage et développé un concept et un prototype d'adaptateur universel pour ponts flottants devant permettre de relier différents types de ponts et d'améliorer ainsi les capacités de l'Alliance en matière de franchissement de coupures.

Des exercices de tir réels Dynamic Front 2022 ont été menés avec succès en Allemagne, où des forces de 19 pays se sont réunies pour s'assurer que les normes d'interopérabilité des systèmes de commandement et de contrôle pour le tir indirect étaient applicables aux systèmes de commandement et de contrôle nationaux, et pour s'entraîner en vue de la mise en commun du commandement et du contrôle des mises de feu et des capacités de ciblage correspondantes.



Des soldats du 42^e bataillon d'infanterie blindée de l'armée de terre des Pays-Bas discutent, pendant l'exercice Rising Griffin 2022, de leur plan d'attaque simulée. Des troupes de l'infanterie mécanisée et des blindés lourds de Tchéquie, d'Allemagne, des Pays-Bas, de Norvège et des États-Unis ont participé à des opérations et manœuvres de combat simulées – Zone d'entraînement de Pabradė (Lituanie), avril 2022.

Interchangeabilité des munitions

L'interchangeabilité des munitions, pour les petits comme pour les gros calibres, représente un défi important. Grâce à ses centres d'essais régionaux situés au Royaume-Uni et aux États-Unis, l'OTAN dispose d'un système bien éprouvé pour la certification de l'interchangeabilité des munitions des armes de petit calibre. Par ailleurs, cette certification facilite le processus d'acquisition multinationale dans le cadre de l'Association « soutien des munitions » de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition. En 2022, des travaux prioritaires ont été lancés pour améliorer les normes régissant l'interchangeabilité des munitions de gros calibre, principalement des obus d'artillerie de 155 mm.



Une force opérationnelle de défense aérienne et antimissile, composée de soldats néerlandais et allemands, déploie en Slovaquie des systèmes de missiles sol-air Patriot. Ces systèmes font partie du système OTAN de défense aérienne et antimissile intégrée, un réseau assurant l'interconnexion entre des capteurs, des moyens de commandement et de contrôle et des armes qui aident à protéger le territoire des pays de l'Alliance – Base aérienne de Sliac (Slovaquie), avril 2022.



Des personnels maritimes de neuf pays de l'Alliance participent à l'exercice Dynamic Mongoose, qui leur permet de s'entraîner à la lutte anti-sous-marine et à la lutte antinavire – Mer de Norvège, juin 2022.

Capacités maritimes

En 2022, les Alliés se sont davantage focalisés sur les capacités permettant de remporter des victoires dans le milieu maritime, même s'ils sont restés soucieux d'exploiter les technologies émergentes et technologies de rupture. Ils se sont engagés à développer de nouvelles normes d'interopérabilité favorisant l'efficacité de la défense antimissile. À cette fin, l'élément clé a été l'essai axé sur les opérations électromagnétiques navales, qui s'est déroulé en Espagne à la base navale de Rota. Organisé pour la première fois depuis la pandémie de COVID-19, l'essai, qui a mobilisé 45 engins militaires, allant des navires de guerre aux avions de chasse, visait à développer les toutes dernières technologies de guerre électromagnétique et à éprouver de nouveaux concepts, comme celui de technologie de lutte contre les systèmes aériens sans pilote.

Depuis quelques années, l'expérimentation opérationnelle sert de plus en plus à accélérer la remise aux combattants des capacités maritimes développées. En septembre 2022, le Portugal a accueilli l'exercice REPMUS (expérimentation et prototypage de robots s'appuyant sur l'exploitation de systèmes maritimes sans pilote). Il s'agit du plus grand exercice OTAN ayant fait intervenir des drones maritimes. Cette activité très novatrice a permis de mesurer pendant trois semaines la capacité opérationnelle et le niveau d'interopérabilité des systèmes des pays de l'Alliance. Les Alliés et les partenaires ont mobilisé au total 110 systèmes sans pilote et 12 navires, qui ont tous été intégrés dans une seule image commune de la situation opérationnelle.



L'USS Gerald R. Ford conduit un exercice de manœuvre en formation dans l'océan Atlantique. Au cours de son déploiement, qui visait à renforcer l'interopérabilité entre Alliés et partenaires, ce porte-avions a navigué aux côtés de navires de plusieurs pays (Canada, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Pays-Bas, Espagne et Suède) – Océan Atlantique, novembre 2022.



Le drone portugais Ogasma OGS 42 est prêt pour un décollage dans le cadre de l'exercice REPMUS 22. Cet exercice a permis d'évaluer la coordination des systèmes sans pilote au-dessus de la surface, en surface et sous l'eau – Baie de Troia (Portugal), septembre 2022.

Toujours en septembre, directement après REPMUS, la moitié des forces maritimes permanentes de l'OTAN ont participé à l'exercice Dynamic Messenger. Pour la première fois, des systèmes maritimes sans pilote ont été mis en œuvre aux côtés des forces maritimes conventionnelles de l'OTAN pour l'exécution de tactiques, techniques et procédures, dans un cadre réunissant des acteurs du développement capacitaire et des intervenants de première ligne. L'exercice a permis de couvrir toutes les dimensions de la guerre, et tout particulièrement la lutte anti-sous-marine, la guerre des mines navale et la protection des forces.

Le Centre OTAN pour la recherche et l'expérimentation maritimes a participé aux deux exercices. Il a déployé des capacités avancées de lutte anti-sous-marine, de guerre des mines navale, d'évaluation rapide de l'environnement, de commandement, de contrôle, de communication, d'informatique et de renseignement destinées à des systèmes maritimes sans pilote financés sur le budget du Commandement allié Transformation. Environ 70 % des chercheurs du Centre ont été directement associés à la conduite des exercices REPMUS et Dynamic Messenger. Le Centre a déployé, pour la seconde fois, sa propre infrastructure de commandement et de contrôle répartis, avec pour objectif d'offrir une meilleure connaissance de la situation et de rendre possible un avenir dans lequel les systèmes sans pilote se restructureront de façon autonome en équipes et en escouades multinationales et (ré)assigneront des missions sans qu'une intervention humaine ne soit nécessaire.



Une équipe française de traitement des dispositifs explosifs revient avec son drone sous-marin après un entraînement à la lutte contre les mines dans le cadre de l'exercice OTAN Dynamic Messenger 22 – Baie de Troia (Portugal), septembre 2022.

Mieux comprendre le changement climatique – Le rôle des capacités maritimes

Une intégration efficace du changement climatique dans les plans et les exercices militaires de l'Alliance exige une compréhension approfondie des dynamiques climatiques à l'œuvre dans de multiples domaines et de leurs liens avec les besoins spécifiques des militaires. Par l'intermédiaire du Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes, qui est implanté à La Spezia (Italie) et qui relève de l'Organisation OTAN pour la science et la technologie, l'Alliance s'emploie à mieux comprendre et prévoir les effets du changement climatique sur l'environnement maritime et à tirer des enseignements sur les conséquences pour le secteur de la défense.

Sous les auspices du Commandement allié Transformation et en collaboration avec divers partenaires internationaux, le Centre a lancé une série d'essais maritimes relatifs à la situation générale de l'environnement nordique.

Du 8 au 27 juin 2022, un deuxième essai consécutif de ce type a été mené au moyen du navire de recherche de l'OTAN dans la mer du Groenland/la région du Svalbard. Cet essai consistait à contrôler la température et la salinité de l'eau et à étudier différents éléments de l'environnement acoustique liés aux communications, à savoir l'impact de la couverture glacielle de l'eau, les obstacles à la bonne propagation du son et la capacité des planeurs sous-marins, des bouées dérivantes et des flotteurs profileurs à analyser le milieu sonore.



Un canot mène une expérience dans la zone marginale de glace de la mer du Groenland, juin 2022.



La directrice du renseignement national des États-Unis, Avril Haines, rencontre Jens Stoltenberg au siège de l'Organisation – Bruxelles (Belgique), novembre 2022.

Renforcer le renseignement et la sécurité

L'OTAN s'emploie à assurer la sécurité de l'Alliance dans l'ensemble de ses domaines d'action et implantations et fait en sorte que la prise de décision soit dûment étayée par du renseignement fiable, utile et transmis rapidement. Tout au long de l'année 2022, la grande priorité des services de renseignement a été la guerre en Ukraine, mais la Division civilo-militaire Renseignement et sécurité a continué d'établir des analyses de renseignement stratégique de toutes sources sur un large éventail de sujets pour le Conseil de l'Atlantique Nord et le Comité militaire. Le renseignement a joué un rôle clé s'agissant d'éclairer le processus décisionnel des hauts dirigeants de l'OTAN et les travaux menés sur d'importantes questions en rapport avec la guerre de la Russie contre l'Ukraine, la menace terroriste, les défis liés à la République populaire de Chine et les cybermenaces, ainsi que sur toute une série d'autres questions régionales et transversales touchant les Alliés et les partenaires.

En 2022, de nets progrès ont par ailleurs été réalisés concernant la mise en œuvre de la stratégie 2020-2023 pour l'architecture du renseignement à l'OTAN. Cette stratégie fixe un haut niveau d'ambition dans cinq domaines clés : la sécurité, la production du renseignement, les systèmes d'information et de communication, les effectifs, ainsi que la gouvernance et la gestion de l'architecture du renseignement. D'importants progrès ont également été accomplis s'agissant de renforcer le partage des données, de l'information et du renseignement concernant les cybermenaces, d'optimiser la gestion des processus de renseignement, d'améliorer les volets formation et entraînement et de maximiser la coopération avec divers partenaires.



Je suis fier de faire partie d'une formidable équipe qui, l'année dernière, n'a cessé d'améliorer la connaissance de la situation et le processus d'alerte afin que les hauts responsables disposent des informations nécessaires à la prise de décisions.

Thomas Smith (États-Unis)

Analyste principal,
Division civilo-militaire
Renseignement et sécurité,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

Investir dans l'innovation et la donnée

Pour accomplir ses trois tâches fondamentales, l'OTAN restera tributaire de la capacité de l'Alliance à maintenir son avance technologique. Sachant que ses pays membres abritent les innovateurs les plus créatifs et les plus avancés au monde, maintenir l'avance technologique revient à stimuler l'innovation, à protéger les technologies qui en résultent et à s'assurer que les solutions de pointe qui sont produites parviennent entre les mains des opérationnels. Bien décidée à stimuler, à protéger et à adopter les technologies émergentes avec célérité, l'OTAN a lancé en 2022, dans le cadre de l'agenda OTAN 2030, deux initiatives complémentaires : l'Accélérateur d'innovation de défense pour l'Atlantique Nord et le fonds OTAN pour l'innovation. Chacune exploitera les bénéfices stratégiques apportés par l'autre afin de démultiplier ses effets.



En 2022, en collaboration avec la communauté opérationnelle OTAN de la défense aérienne, j'ai combiné intelligence artificielle et visualisation des données pour parvenir à une meilleure connaissance de l'environnement opérationnel.

Ivana Ilic Mestic (Croatie)

Data scientist principale,
Bureau du directeur de la technologie,
Agence OTAN d'information
et de communication, La Haye (Pays-Bas)



Les dirigeants des pays de l'OTAN après la signature de la lettre d'engagement relative au Fonds OTAN pour l'innovation – Madrid (Espagne), juin 2022.

Le fonds OTAN pour l'innovation, le premier fonds de capital-risque « multi-souverain » au monde

Au sommet de Madrid, 22 pays de l'Alliance, par l'intermédiaire de leurs chefs d'État et de gouvernement, se sont engagés politiquement à devenir commanditaires du fonds OTAN pour l'innovation ; ce faisant, ils ont approuvé le cadre qui régira le premier fonds de capital-risque « multi-souverain » au monde, et annoncé une nouvelle ère pour l'innovation technologique à l'OTAN.⁷ Comme le précise son acte de constitution, ce fonds poursuivra trois grands objectifs : l'adoption de technologies émergentes ou de rupture par les Alliés, le développement de capacités faisant appel à ces technologies et le succès commercial des entités constituant le portefeuille d'investissement. Sur les 15 prochaines années, le fonds OTAN pour l'innovation investira 1 milliard d'euros dans des jeunes pousses actives dans les *deep tech*⁸.

En 2022, l'OTAN a aussi lancé les procédures qui lui permettront de recruter, parmi le pool de talents dont dispose l'Alliance dans les domaines du capital-risque, des *deep tech* et de la défense, les cadres de tous horizons qui assureront, de manière professionnelle et responsable, la gestion du fonds et le guideront, dès 2023, dans ses premiers investissements.

⁷ Pays signataires de l'acte de constitution de la société en commandite instituant le fonds OTAN pour l'innovation : Belgique, Bulgarie, Tchéquie, Danemark, Estonie, Allemagne, Grèce, Hongrie, Islande, Italie, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Espagne, Türkiye et Royaume-Uni. La Finlande et la Suède, pays invités, se sont également engagées à rejoindre le fonds lorsqu'elles seront devenues membres de l'OTAN.

⁸ Les domaines technologiques visés en priorité sont l'intelligence artificielle, le big data, les technologies quantiques, les systèmes autonomes, les biotechnologies et l'amélioration des capacités humaines, les matériaux innovants, l'énergie, la propulsion et l'espace.

Au sein de l'Accélérateur OTAN d'innovation de défense pour l'Atlantique Nord (DIANA), les « disrupteurs » s'associent pour préparer la paix

En 2022, au sommet de Madrid, les dirigeants des pays de l'Alliance ont approuvé la charte et l'empreinte géographique initiale de l'Accélérateur OTAN d'innovation de défense pour l'Atlantique Nord (DIANA), une structure offrant aux porteurs d'innovation un cadre dynamique où ils pourront façonner ensemble l'environnement de sécurité et de défense de demain. Cet accélérateur permettra de renforcer la coopération transatlantique sur des technologies critiques, de promouvoir l'interopérabilité et de mettre à profit les innovations du monde civil au travers d'interactions avec les universités et le secteur privé, et notamment avec les start-up.

L'OTAN va collaborer avec le secteur public, le secteur privé, le monde universitaire et la société civile, et développera ainsi son empreinte géographique dans une vingtaine de pays membres — une première. Le DIANA, qui a pour mission d'accélérer le développement de solutions à double usage, pourra s'appuyer sur un réseau comptant une dizaine d'accélérateurs et une soixantaine de centres d'essais implantés dans des pôles d'innovation situés aux quatre coins de l'Alliance. Il aura ses bureaux régionaux au Royaume-Uni et au Canada, et disposera également d'une antenne régionale en Estonie.



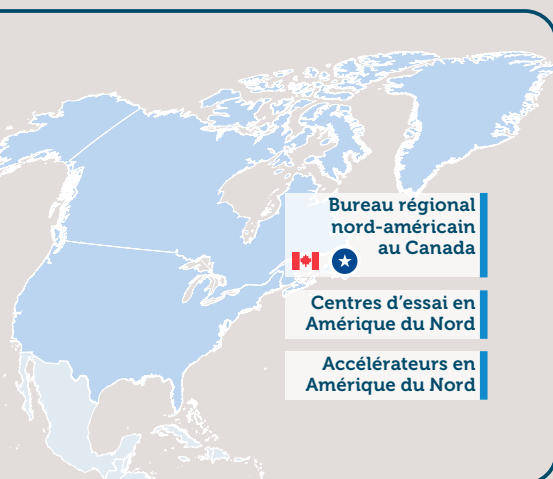
Pouvoir contribuer au lancement du DIANA a été une expérience exceptionnelle. Avec cet outil, nous donnons à l'Alliance les moyens de façonner sa collaboration future avec les innovateurs d'aujourd'hui.

Moritz Zimmermann (Allemagne)

Responsable exécutif adjoint,
Équipe spéciale DIANA,
Division Défis de sécurité émergents,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

Implantation géographique initiale du DIANA

- ★ Bureaux régionaux (2)
- ♪ Antenne régionale (1)
- Centres d'essais (63)
- Accélérateurs (9)



Les **États-Unis** entendent faciliter l'accès à des centres d'essais et à des sites accélérateurs du secteur américain de l'innovation dans sept domaines liés aux technologies émergentes et de rupture : intelligence artificielle (IA), données, systèmes autonomes, technologies quantiques, biotechnologies, technologies hypersoniques et espace.

La **France** entend faciliter l'accès à des entités françaises telles que des centres d'essais et des sites accélérateurs actifs dans le secteur français de l'innovation, lequel est particulièrement développé et diversifié.



Maintenir notre avance technologique en favorisant l'innovation et la transformation par les technologies

Soucieuse de préserver son avance technologique et de renforcer le dispositif de dissuasion et de défense de l'Alliance, l'OTAN a élaboré en 2022 plusieurs stratégies spécifiques visant à accélérer la cadence dans les domaines des technologies émergentes et des technologies de rupture ainsi que de la transformation numérique.

En février, les Alliés ont approuvé le premier rapport annuel sur l'innovation et les technologies émergentes/de rupture, lequel contient des mesures ambitieuses et novatrices qui permettront à l'Alliance de concrétiser ses ambitions en matière de technologies prioritaires et d'innovation. L'OTAN a notamment ajouté deux nouvelles entrées à la liste domaines stratégiques étudiés au titre sa stratégie sur les technologies émergentes et technologies de rupture : les matériaux innovants et les processus de fabrication avancé, d'une part, et l'énergie et la propulsion, d'autre part.

En mars, le Groupe consultatif OTAN sur les technologies émergentes et les technologies de rupture, dans son incarnation 2020-2022, a conclu ses deux années de mandat par la publication d'un rapport annuel final contenant des recommandations de politique concrètes sur la manière dont l'OTAN devrait approcher l'Accélérateur d'innovation de défense pour l'Atlantique Nord et le fonds OTAN pour l'innovation. En septembre, les nouveaux membres du Groupe consultatif, désignés pour le mandat 2022-2024, ont pris leurs fonctions⁹. Ils ont prévu de se focaliser sur les technologies quantiques, les biotechnologies, l'instauration d'une culture de l'innovation à l'OTAN et le soutien au DIANA et au fonds OTAN pour l'innovation.

En octobre, les ministres de la Défense des pays de l'Alliance ont approuvé la vision pour la transformation numérique de l'OTAN. Celle-ci aidera l'Organisation à accélérer les initiatives de l'Alliance dans le numérique, le but étant de faire en sorte que cette dernière puisse mener des opérations multimilieux-multichamps d'ici 2030 ainsi que de garantir l'interopérabilité dans tous les milieux et champs, d'améliorer la connaissance de la situation et de faciliter la concertation politique et la prise de décision pilotée par la donnée. Cette transformation numérique va permettre à l'OTAN de se doter de processus agiles mettant à profit des moyens numériques, d'un écosystème de données de

qualité reliées entre elles, de solutions technologiques avancées, d'effectifs prêts pour le numérique et d'une dorsale numérique résiliente et interopérable qui soutendra toutes ses capacités.

Toujours en octobre, les ministres de la Défense des pays de l'Alliance ont entériné la création du Comité de surveillance Données et intelligence artificielle. Ce nouveau comité, dont la mission consiste à opérationnaliser les principes pour une utilisation responsable de l'intelligence artificielle, est une enceinte qui rassemble éthiciens, experts en stratégie, ingénieurs, développeurs et opérationnels autour d'un objectif commun : mettre en œuvre les principes précités, et plus spécifiquement élaborer une norme OTAN de certification pour une intelligence artificielle responsable. Il facilitera les relations entre l'OTAN, les pays de l'Alliance, le secteur privé, le monde universitaire, la société civile et d'autres acteurs internationaux, dans le but de promouvoir l'innovation responsable.

En exécution de la stratégie pour une mise en œuvre cohérente des technologies émergentes et des technologies de rupture, les ministres de la Défense ont entériné le plan de mise en œuvre pour les systèmes autonomes. Par celui-ci, les Alliés ont annoncé des mesures concrètes visant à favoriser l'adoption des systèmes autonomes et à préserver l'avance de l'Alliance dans ce domaine, et ils ont indiqué que les principes de l'OTAN pour une utilisation responsable de l'intelligence artificielle s'appliquaient également aux systèmes autonomes intégrant cette dernière. Le plan de mise en œuvre pour les systèmes autonomes prévoit une approche axée sur l'apprentissage par la pratique, et plus particulièrement sur l'expérimentation technologique dans le cadre des exercices et opérations.

En 2022 ont également été prises plusieurs mesures importantes qui ont permis à l'OTAN d'avancer dans ses travaux sur l'exploitation des données et l'intelligence artificielle. Les ministres de la Défense des pays de l'Alliance ont ainsi entériné le plan stratégique relatif au cadre d'exploitation des données, dans lequel sont énumérés plusieurs domaines prioritaires pour l'exploitation de l'analyse avancée des données. L'OTAN a par ailleurs lancé des projets pilotes d'exploitation des données et d'intelligence artificielle dans des domaines aussi divers que la cybersécurité, la connaissance de la situation, l'évaluation du champ informationnel, le changement climatique et l'analyse des images.

⁹ Les experts membres du Groupe consultatif 2022-2024 viennent de Belgique, du Danemark, d'Estonie, de France, de Grèce, de Lituanie, de Norvège, de Pologne, de Roumanie, d'Espagne, du Royaume-Uni et des États-Unis.

Organisation OTAN pour la science et la technologie : les grands chantiers de 2022

L'Organisation pour la science et la technologie a dirigé l'exécution de plus de 300 activités des plus diverses, dont les suivantes :

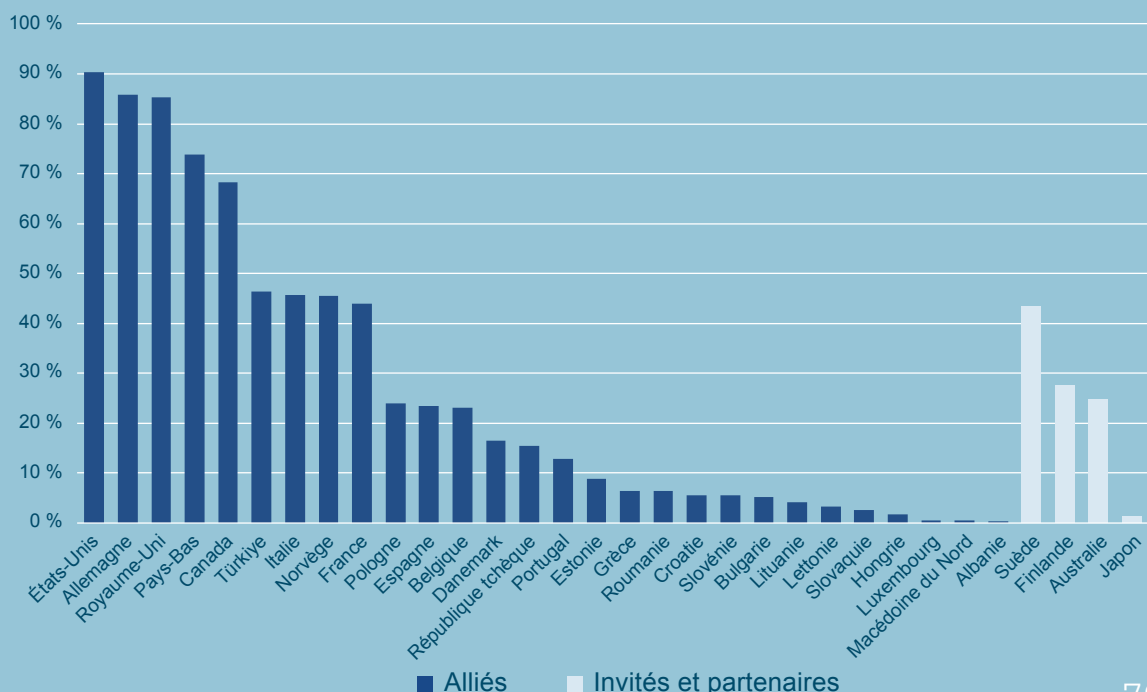
- définir des bonnes pratiques et formuler des recommandations relatives aux modèles de simulation de la dynamique du vol des aéronefs à voilure tournante, pour améliorer la conception et la mise au point de ces appareils et la gestion de leur cycle de vie ;
- évaluer les menaces que représentent les agents chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires et rendre aux planificateurs et aux décideurs des pays de l'Alliance des avis sur les technologies qui pourraient être mises en œuvre dans des moyens de défense ;
- évaluer l'intégration des technologies émergentes et technologies de rupture dans les volets modélisation et simulation des systèmes évolués d'entraînement à la mission et de prise de décision ;
- analyser les performances et l'efficacité des technologies de détection et de neutralisation des engins explosifs improvisés en vue de rendre un avis sur les capacités à développer à cet égard ;
- mettre au point un cadre commun qui décrive le rôle de l'opérateur humain et celui de la machine dans les systèmes utilisant l'intelligence artificielle, l'objectif étant de faire en sorte que les systèmes de commandement et de contrôle qui feront appel à cette technologie soient soumis à un véritable contrôle humain ;
- démontrer la supériorité de l'imagerie radar multidimensionnelle sur les autres techniques de repérage, de classification et de reconnaissance des cibles militaires ;
- étudier les possibilités d'exploitation de l'automatisation et de l'intelligence artificielle à des fins de simulation

opérationnelle analytique pour éclairer la planification et la prise de décision aux niveaux stratégique et opérationnel ;

- expérimenter à la mer de nouveaux concepts de lutte anti-sous-marine faisant appel à des réseaux de drones sous-marins intelligents, innover dans le domaine des capteurs et favoriser l'intégration des concepts d'interopérabilité et de commandement et de contrôle dans les systèmes de drones maritimes des pays ;
- créer un modèle innovant d'analyse des tendances dans le domaine des sciences et technologies (*Science & Technology Ecosystem Analysis Model*, (STEAM)), en collaboration avec l'Agence OTAN d'information et de communication. Grâce à ce projet, l'OTAN est mieux à même de mesurer les progrès, la vitesse de développement et l'impact des technologies émergentes et technologies de rupture. Le modèle STEAM est aussi un outil d'aide à la décision, puisqu'il permet d'appréhender plus facilement les tendances de la collaboration internationale en matière de recherche et de développement des capacités ;
- organiser une conférence OTAN de haut niveau consacrée aux données et à l'intelligence artificielle, avec l'appui de la Belgique. Cette conférence a été l'occasion pour de hauts responsables de l'OTAN d'évoquer la gouvernance responsable de l'intelligence artificielle, les emplois possibles des données et de l'intelligence artificielle et les moyens de former le personnel au numérique et d'instaurer une culture de l'innovation.

Le graphique ci-après illustre le degré de participation (en pourcentage des activités réalisées) des Alliés, des pays invités et de deux partenaires clés aux projets exécutés en 2022 dans le cadre du programme de travail collaboratif de l'Organisation pour la science et la technologie.

Taux de participation des pays aux activités réalisées en 2022 dans le cadre du programme de travail collaboratif de l'Organisation pour la science et la technologie



Collaboration avec l'industrie

Depuis le 24 février 2022, les Alliés ont fourni à l'Ukraine de grandes quantités d'équipements, de systèmes et de munitions, qui lui ont permis de repousser l'agression brutale de la Russie. Il est aujourd'hui essentiel d'augmenter les stocks de l'OTAN si l'on veut continuer de soutenir ce pays. L'accroissement des capacités de production que cela suppose permettra également aux Alliés de reconstituer les réserves nécessaires dans le cadre de la dissuasion et de la défense. En 2022, l'Alliance a travaillé, en étroite collaboration avec l'industrie, à l'augmentation des capacités de production.

Le 27 septembre, des dirigeants d'entreprises productrices de munitions ont participé à une réunion plénière extraordinaire de la Conférence des directeurs nationaux des armements. Dans les échanges consacrés aux défis auxquels l'industrie est confrontée, ils ont souligné le besoin de consolider la demande à long terme, ce qui permettrait aux entreprises d'investir dans de nouvelles lignes de production. Ils ont par ailleurs demandé à être soutenus dans leur adaptation à la nouvelle réalité économique, marquée par la hausse importante des prix de l'énergie et des matières premières. Ils ont également invité les pays à adopter des mesures législatives permettant à l'industrie de sécuriser et de diversifier ses chaînes d'approvisionnement. Les directeurs nationaux des armements ont encouragé les Alliés à opter pour une vision à plus long terme de la modernisation et à tirer parti des mécanismes de coopération multinationale existants, ce qui permettrait à l'industrie de bâtir des alliances et de mettre en place des solutions facilitant les livraisons.

Les rencontres entre responsables de l'industrie et de l'OTAN se sont poursuivies tout au long de l'année. La première conférence « NATO Edge », organisée par l'Agence OTAN d'information et de communication, s'est tenue du 25 au 27 octobre à Mons (Belgique). Consacrée aux technologies, collaborations et partenariats qui garantiront à l'Alliance d'être parée pour l'avenir, elle a attiré plus de 1 800 participants représentant plus de 300 entreprises. Elle a permis de mettre en évidence la nécessité d'une interaction plus étroite entre l'OTAN et l'industrie s'agissant de réformer les processus et les règles d'acquisition, de concrétiser la vision pour la transformation numérique de l'OTAN et de garantir la cybersécurité. Les participants ont convenu que l'OTAN devait intensifier son dialogue amont avec l'industrie afin d'améliorer la qualité technique et la cohérence dans les mises en concurrence internationales. Il a enfin été suggéré que la résilience collective et la formation du

personnel – auxquelles l'échange temporaire d'agents est susceptible de contribuer – pouvaient faciliter le développement capacitaire.

Le Groupe consultatif industriel OTAN, qui rassemble des représentants des associations du secteur de la défense des pays de l'OTAN et des pays partenaires, a continué de remettre des avis stratégiques et techniques à l'OTAN. Il a lancé 11 nouvelles études en 2022, sur des sujets importants comme la sécurité et la résilience des chaînes d'approvisionnement, la collaboration au niveau classifié par l'intermédiaire de *clouds* publics, ou l'intelligence artificielle. Le Groupe a également élaboré une proposition sur la participation de l'industrie aux activités de l'Accélérateur d'innovation de défense pour l'Atlantique Nord, en faisant valoir qu'une participation dès le début des processus serait très utile pour l'intégration de solutions innovantes dans les capacités et les systèmes de défense actuels et futurs.

Enfin, le Groupe a lancé une analyse des capacités de production et des chaînes d'approvisionnement dans le contexte du nouvel environnement de sécurité généré par la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine. Ces travaux donneront une vue d'ensemble de la situation de l'industrie de défense des Alliés, ainsi que des défis actuels et futurs se présentant à cette industrie et des mesures envisageables pour les surmonter.



Un drone exposé lors du sommet de l'OTAN – Madrid (Espagne), juin 2022.

Principaux exercices multinationaux OTAN et alliés en 2022

En 2022, l'OTAN a mené 101 exercices, de portée, de durée et de forme variables. Les forces multinationales de l'OTAN, en menant ces exercices côte à côte, ont pu tester leur capacité à travailler ensemble et à réagir à n'importe quelle menace, d'où qu'elle vienne, en temps de paix comme en période de crise ou de conflit. Certains Alliés ont par ailleurs, lorsque c'était possible, proposé à des forces d'autres pays de l'Alliance de se joindre aux leurs dans le cadre d'exercices nationaux. En 2022, les Alliés ont mené 780 exercices nationaux, dont 23 étaient ouverts aux pays partenaires et aux organisations internationales.

Les exercices militaires de l'OTAN et des Alliés sont un élément important de la communication à des fins de dissuasion et de défense et une des illustrations les plus concrètes de la capacité de l'OTAN à projeter la puissance dans toute l'Alliance et à renforcer rapidement les Alliés. Ils constituent par ailleurs un excellent moyen de mettre à l'essai la disponibilité opérationnelle et la réactivité de l'Alliance dans l'environnement de sécurité complexe d'aujourd'hui.

Un programme d'exercices riche et varié permet de garantir l'interopérabilité des troupes multinationales de l'OTAN en leur donnant régulièrement l'occasion de travailler ensemble. Les exercices ont un caractère défensif et proportionné et offrent un moyen de mettre à l'épreuve les innovations technologiques. Ils peuvent prendre la forme d'exercices réels sur le terrain ou d'exercices assistés par ordinateur se déroulant dans une salle de classe.

Les Alliés respectent leurs obligations internationales en matière de transparence, de prévisibilité, de maîtrise des armements et de mesures de confiance, auxquelles ils sont pleinement attachés. Les exercices sont annoncés des mois à l'avance sur le site web de l'OTAN, et les Alliés vont régulièrement au-delà de leurs obligations en invitant par exemple des organisations internationales ou des pays non membres de l'OTAN à y assister en tant qu'observateurs, et ce même lorsque le seuil qui les y obligerait n'est pas atteint. En plus des exercices militaires, l'Alliance organise aussi des activités de formation civiles et politiques destinées à faciliter le processus décisionnel de l'OTAN.



Un soldat français du 1^{er} régiment d'infanterie lors de l'exercice Brilliant Jump 2022 – Rena (Norvège), mars 2022.



Des soldats américains en attente pendant l'exposition organisée dans le cadre de l'exercice Iron Wolf – Lituanie, octobre 2022.



Le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg rendant visite à des soldats lors de l'exercice Cold Response 2022, un exercice dirigé par la Norvège auquel 27 pays de l'Alliance et pays partenaires ont participé – Bardufoss (Norvège), mars 2022.



Depuis le cockpit de son chasseur d'attaque F/A-18E Super Hornet, le capitaine de corvette Phillip Kunzig, de la marine des États-Unis, communique par radio avec l'équipage de pont du USS Gerald R. Ford pendant l'exercice Silent Wolverine – Océan Atlantique oriental (novembre 2022).



Des militaires italiens participant à un exercice de poste de commandement assisté par ordinateur organisé dans le cadre de Steadfast Jupiter 2022 – Naples (Italie), octobre 2022.



Des soldats français scrutent l'horizon à l'aide d'un système d'arme français afin de détecter d'éventuelles menaces durant l'exercice Ramstein Legacy 22, un exercice de défense aérienne de grande envergure à tir réel – Pologne, juin 2022.

Quelques exemples d'exercices OTAN

DESCRIPTION	DATE (2022)	LIEU
<p>DYNAMIC MANTA Cet exercice maritime annuel a pour but de tester les capacités de lutte sous-marine. Il offre un cadre permettant aux forces navales de conserver une disponibilité opérationnelle élevée et la capacité à opérer ensemble. Neuf pays de l'Alliance ont contribué en fournissant des navires, des sous-marins, des aéronefs et du personnel : Canada, France, Allemagne, Grèce, Italie, Espagne, Türkiye, Royaume-Uni et États-Unis.</p>	21 février - 4 mars	Mer Méditerranée, Italie
<p>BRILLIANT JUMP La série d'exercices JUMP a pour but de tester chaque année la disponibilité opérationnelle et la réactivité de la force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation, qui est intégrée à la Force de réaction de l'OTAN, conçue pour réagir rapidement face aux crises. En 2022, Brilliant Jump était lié à l'exercice norvégien Cold Response. Des forces navales, aériennes et terrestres de 12 pays membres de l'OTAN y ont participé avec un effectif d'environ 3 300 soldats.</p>	28 février - 17 mars	Sud de la Norvège
<p>RAMSTEIN ALLOY I, II et III Cette série d'exercices rassemble des forces des pays de l'OTAN et des pays partenaires, qui participent à des activités d'entraînement tactique au titre de la mission de police du ciel de l'OTAN dans les pays baltes. Le dernier exercice de la série 2022, Ramstein Alloy III, s'est déroulé en Lettonie. La République tchèque, l'Estonie, l'Allemagne, la Hongrie, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, la Türkiye et le Royaume-Uni y ont participé, ainsi que la Finlande en sa qualité de pays invité.</p>	11-12 avril 6-10 juin 26-27 septembre	Estonie, Lettonie, Lituanie
<p>STEADFAST COBALT Il s'agit du plus important exercice de l'OTAN portant sur les systèmes d'information et de communication. Il sert à planifier, préparer, établir, tester, évaluer et valider les services C4ISR (commandement, contrôle, communication, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance) fournis à l'appui de la rotation 2023 de la Force de réaction de l'OTAN.</p>	25 avril - 17 juin	Italie
<p>RAMSTEIN LEGACY L'édition 2022 du principal exercice de défense aérienne et antimissile intégrée du Commandement aérien allié a eu lieu en Pologne et dans les États baltes. Dix-sept pays membres et pays partenaires se sont entraînés avec des aéronefs, des systèmes de défense antimissile et des systèmes de guerre électromagnétique.</p>	6-10 juin	Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne
<p>CWIX L'exercice Coalition Warrior Interoperability eXploration, eXperimentation, eXamination, qui est mené tous les ans, a pour but d'aider à accroître en permanence l'interopérabilité au sein de l'Alliance. Il met l'accent sur la validation et la vérification des systèmes d'information et de communication, y compris des systèmes expérimentaux, en cours de développement ou déjà en service. L'exercice a été mené à partir d'un site principal, le Centre d'entraînement de forces interarmées de Bydgoszcz (Pologne), et en distanciel sur 13 fuseaux horaires. Plus de 1 500 militaires de 35 pays de l'Alliance et organisations y ont participé, réalisant plus de 12 000 tests d'interopérabilité et relevant des défis critiques en matière d'interopérabilité.</p>	8-22 juin	Pologne
<p>DYNAMIC MONGOOSE Il s'agit d'un exercice annuel de lutte anti-sous-marine dirigé par l'OTAN. Neuf pays de l'OTAN ont engagé du personnel et des moyens dans l'édition 2022 : Canada, Danemark, France, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Royaume-Uni et États-Unis. Trois sous-marins, 11 navires de surface et 16 avions de patrouille maritime ont participé à cet exercice.</p>	13-24 juin	Norvège

DESCRIPTION	DATE (2022)	LIEU
<p>DYNAMIC MARINER</p> <p>Cet exercice maritime annuel sert à entraîner la composante maritime de la Force de réaction de l'OTAN. L'édition 2022 s'est tenue en même temps que les exercices Mavi Balina 22 et Nusret 22 de la marine turque, et elle a permis de confirmer que la Türkiye était apte à exercer le commandement de la composante maritime de la Force de réaction de l'OTAN en 2023. Cet exercice a fait intervenir 50 unités de surface, 4 sous-marins, 21 aéronefs, 1 500 fusiliers marins, des forces d'opérations spéciales et des équipes de traitement des dispositifs explosifs. Près de 8 000 militaires belges, bulgares, canadiens, danois, français, allemands, grecs, italiens, néerlandais, norvégiens, polonais, roumains, espagnols, turcs, britanniques et américains y ont participé.</p>	12-23 septembre	Türkiye
<p>REPMUS</p> <p>Cet exercice a permis de tester la coordination de systèmes sans pilote au-dessus de la surface, en surface et sous l'eau. Il a rassemblé un large éventail de contributions de pays de l'OTAN et de pays partenaires, de centres d'excellence de l'OTAN et du Centre OTAN pour la recherche et l'expérimentation maritimes, ainsi que du secteur privé et du monde universitaire. REPMUS 22 était dirigé par le Portugal et s'inscrivait dans le cadre de l'initiative de l'OTAN sur les systèmes maritimes sans pilote (MUSI).</p>	12-22 septembre	Portugal
<p>DYNAMIC MESSENGER</p> <p>Cette série d'exercices vise à tester l'interopérabilité de nouveaux systèmes maritimes sans pilote et à faire en sorte que les Alliés puissent travailler ensemble face aux défis de sécurité actuels et futurs. Dynamic Messenger 22 a été le premier exercice d'expérimentation opérationnelle de l'OTAN exclusivement consacré à l'intégration de systèmes sans pilote dans le milieu maritime, et plus spécifiquement dans des groupes opérationnels OTAN en mer. Il a rassemblé 18 navires, 48 systèmes sans pilote et plus de 1 500 militaires de 16 pays de l'OTAN, aux côtés de représentants de l'industrie de défense et du monde universitaire.</p>	23-30 septembre	Centre d'expérimentation opérationnelle de la marine (CEOM) du Portugal, basé à Troia
<p>STEADFAST JUPITER</p> <p>Cet exercice avait pour objectif de mettre au point et de tester des procédures permettant au Grand quartier général des puissances alliées en Europe (SHAPE) de participer à l'ambitieux exercice Steadfast Jupiter 2023 dans le droit fil de ses fonctions opérationnelles. À cette occasion, des exercices de poste de commandement/assistés par ordinateur ont été menés dans diverses entités OTAN.</p>	10-20 octobre	Diverses entités OTAN
<p>STEADFAST JACKAL</p> <p>Cet exercice de poste de commandement interarmées/assisté par ordinateur de niveau stratégique, opérationnel et tactique avait pour but de former et d'évaluer certains éléments de la structure de commandement de l'OTAN et de la structure de forces de l'OTAN. Environ 1 100 participants de 25 pays de l'OTAN y ont pris part.</p>	22 novembre - 1 ^{er} décembre	Norvège
<p>CYBER COALITION</p> <p>Cet exercice phare de l'OTAN, axé sur les cybermenaces, est pour les Alliés l'occasion de mettre en commun leurs meilleures pratiques en matière de partage de l'information, de connaissance de la situation et de prise de décision. Un millier de participants de 26 pays de l'OTAN, des pays invités (Finlande et Suède), de pays partenaires (Géorgie, Irlande, Japon, Suisse), de l'Union européenne et de l'industrie et du monde universitaire y ont pris part.</p>	28 novembre - 2 décembre	Estonie et en distanciel
<p>LOYAL LEDA</p> <p>Cet exercice de poste de commandement/assisté par ordinateur, qui relève de l'article 5, est axé sur les opérations terrestres, essentiellement au niveau tactique. Loyal Leda 2022 a permis d'entraîner et d'évaluer le Corps OTAN de déploiement rapide - Türkiye dans son rôle de corps d'armée opérationnel pour 2023, ainsi qu'un autre corps et une division pour ce qui est de la planification et de l'exécution d'opérations interarmées de grande envergure contre un adversaire de puissance équivalente. Cet exercice a réuni environ 700 participants de 25 pays membres de l'OTAN et pays partenaires.</p>	30 novembre - 9 décembre	Sud-est de l'Europe

Quelques exemples d'exercices des pays de l'alliance

DESCRIPTION	DATE (2022)	LIEU
<p>COLD RESPONSE</p> <p>Cold Response est un exercice bisannuel relevant de l'article 5, organisé par les forces armées norvégiennes sur le territoire norvégien. Il est axé sur le renforcement des Alliés dans des conditions climatiques difficiles dans toute la Norvège – sur terre, dans les airs et en mer – le but étant de renforcer la disponibilité opérationnelle et les capacités des forces participantes. Il a fait intervenir quelque 30 000 soldats de 27 pays, dont la Finlande et la Suède, de même qu'environ 220 aéronefs et plus de 50 navires. Il a également été lié à Brilliant Jump 2022, l'exercice de certification de la Force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (VJTF) de l'OTAN.</p>	14-31 mars	Norvège et mers environnantes
<p>MARE APERTO</p> <p>Cet exercice maritime réel dirigé par l'Italie a permis d'entraîner et de tester des commandements, des états-majors et des forces dans le cadre d'un scénario multidimensionnel. Forces navales OTAN d'intervention et de soutien (STRIKFORNATO) – Le principal quartier général du SACEUR pour la projection de la puissance maritime a participé à cet exercice. Rapidement déployable et flexible, il est capable de planifier et d'exécuter des opérations maritimes interarmées de grande envergure. L'exercice a rassemblé 4 000 participants de 7 pays de l'OTAN, 37 navires, 3 sous-marins, 11 aéronefs, 15 hélicoptères et des moyens de la composante amphibie, y compris des engins de débarquement et d'assaut, ainsi que des unités des forces spéciales.</p>	3-27 mai	Mer Méditerranée, Italie
<p>DEFENDER EUROPE</p> <p>DEFENDER EUROPE est un exercice interarmées multinational de grande envergure, dirigé chaque année par les forces terrestres des États-Unis, dont le but est de renforcer la disponibilité opérationnelle et l'interopérabilité. En 2022, plus de 8 000 militaires de 11 pays de l'OTAN et pays invités (Danemark, Estonie, France, Allemagne, Lettonie, Lituanie, Pays-Bas, Pologne, Slovaquie, Suède et Royaume-Uni) y ont participé. Des activités d'entraînement ont eu lieu dans plus de 9 pays et ont regroupé plusieurs exercices connexes et associés : Flaming Thunder, Slovak Shield et Summer Shield.</p>	Mars : début des mouvements de personnels et d'équipements depuis les États-Unis vers l'Europe Mai : exercice réel Defender-Europe	Danemark, Estonie, Allemagne, Grèce, Lettonie, Lituanie, Pays-Bas, Pologne, Slovaquie
<p>IRON WOLF I et II</p> <p>Cet exercice réel de la Lituanie avait pour objectif d'entraîner des groupements tactiques multinationaux de l'OTAN et d'accroître l'interopérabilité des forces multinationales dans le milieu terrestre. Plus de 3 500 soldats de 9 pays de l'OTAN y ont participé : Belgique, République tchèque, Allemagne, Lituanie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Royaume-Uni et États-Unis.</p>	5-18 mai 1-26 novembre	Lituanie
<p>BALTOPS</p> <p>Cet exercice maritime réel, qui a lieu tous les ans et est dirigé par les États-Unis, a porté sur des opérations amphibies, de défense aérienne, de lutte anti-sous-marine, d'interdiction maritime et de lutte contre les mines. BALTOPS 22 a mobilisé plus de 45 navires, plus de 75 aéronefs et 7 500 soldats de 14 pays de l'OTAN : Belgique, Bulgarie, Danemark, Estonie, France, Allemagne, Lettonie, Lituanie, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Türkiye, Royaume-Uni et États-Unis, ainsi que Finlande et Suède en qualité de pays invités.</p>	5-17 juin	Suède
<p>THRACIAN VIPER</p> <p>Dirigé par la Bulgarie, cet exercice multinational d'entraînement en vol réel s'est déroulé dans la région de la mer Noire. Il a donné l'occasion à des aéronefs de pays de l'Alliance de mener des opérations d'entraînement interarmées et multinationales dans le cadre de scénarios défensifs et offensifs fictifs. Les forces aériennes bulgares ont opéré côte à côte avec des chasseurs du Canada, de la Grèce et de la Roumanie venus depuis leurs bases d'attache respectives.</p>	8-19 août	Bulgarie
<p>SILVER ARROW</p> <p>Cet exercice multinational de la Lettonie avait pour objectif de renforcer l'état de préparation au combat et l'interopérabilité. Il a réuni environ 4 200 soldats de 17 pays de l'OTAN : Albanie, Canada, République tchèque, Danemark, France, Allemagne, Hongrie, Italie, Lettonie, Monténégro, Macédoine du Nord, Pologne, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Royaume-Uni et États-Unis.</p>	19-30 septembre	Lettonie
<p>JOINT WARRIOR</p> <p>Cet exercice multinational réel, dirigé par le Royaume-Uni, a donné aux participants la possibilité de s'entraîner collectivement aux formations tactiques et de se préparer à opérer en tant que groupe de forces interarmées multinationales. L'exercice a fait intervenir 45 navires et 30 aéronefs, ainsi que des sous-marins, des forces terrestres, et plus de 11 000 soldats de pays de l'OTAN, dont le Canada, le Danemark, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Lettonie, les Pays-Bas, la Norvège, la Pologne, le Royaume-Uni et les États-Unis.</p>	1-12 octobre	Royaume-Uni



Navires déployés dans le cadre de l'exercice Dynamic Manta 2022 – Au large des côtes siciliennes (Italie), mars 2022.

PRÉVENTION ET GESTION DES CRISES



Nous nous employons, dans le cadre de l'agenda OTAN 2030, bientôt adossé à notre nouveau concept stratégique, à intensifier considérablement le soutien que nous apportons aux partenaires en matière de formation et de renforcement des capacités, notamment dans des domaines comme la lutte contre le terrorisme, la gestion des crises, le maintien de la paix ou les réformes du secteur de la défense.

Jens Stoltenberg, à l'occasion du séminaire sur le concept stratégique, consacré plus spécifiquement aux partenariats – La Haye (Pays-Bas) (visioconférence), 23 février 2022.

La prévention des crises et leur gestion constituent l'une des trois tâches fondamentales de l'OTAN. Comme le souligne le concept stratégique de 2022, il est dans l'intérêt des Alliés de contribuer à la stabilité et de gérer les conflits ensemble, dans le cadre de l'OTAN. L'Alliance est déterminée à prévenir les crises qui sont susceptibles de porter atteinte à la sécurité de ses pays membres, ainsi qu'à répondre à de telles crises.

La prévention des crises et des conflits permet de contribuer de façon durable à la stabilité, ainsi qu'à la sécurité des Alliés. L'OTAN est résolue à prévenir les crises, notamment en aidant ses partenaires, par des programmes de formation et de renforcement des

capacités, à développer leurs compétences, à accroître leur sécurité et à être mieux à même de répondre aux crises survenant à l'intérieur ou à l'extérieur de leur territoire. Cela fait des décennies que l'Organisation s'emploie, avec succès, à renforcer les institutions et capacités de défense des partenaires situés dans son voisinage et au-delà, avec le concours de ces derniers.

L'OTAN possède des compétences et une expertise particulières dans le domaine de la gestion des crises, atouts qui lui permettent de coordonner, de mener et de soutenir, y compris dans la durée, des opérations multinationales de réponse aux crises.

Missions et opérations actuelles de l'OTAN

L'OTAN contribue à la paix et à la sécurité sur la scène internationale. Elle s'emploie à promouvoir les valeurs démocratiques et est attachée au règlement pacifique des différends. Cela étant, en cas d'échec des efforts diplomatiques, elle a la capacité d'entreprendre des opérations de gestion de crise et d'autres missions militaires, seule ou en coopération avec des pays non membres ou d'autres organisations internationales.

Mission de l'OTAN au Kosovo

La présence de l'OTAN au Kosovo reste essentielle pour la stabilité de la région des Balkans occidentaux. Depuis 1999, la Force pour le Kosovo, dirigée par l'OTAN, contribue au maintien d'un environnement sûr et sécurisé et garantit la liberté de mouvement pour toutes les communautés du Kosovo.

Le mandat concernant le rôle de l'OTAN au Kosovo trouve son origine dans la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée en 1999.

En 2022, l'OTAN a continué de favoriser l'établissement d'un Kosovo stable, démocratique, multiethnique et pacifique, en étroite coopération avec l'Organisation des Nations Unies, l'Union européenne et d'autres



En 2022, nous avons continué de jouer un rôle central dans les opérations militaires et la planification opérationnelle ainsi que dans la formation, l'entraînement, les exercices et l'évaluation, avec pour maîtres mots la réactivité, la préparation et la gestion.

Vice-amiral Marc Gander (France)

Directeur adjoint, Division Plans et opérations, État-major militaire international, siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

acteurs internationaux. Cette année, au total, 28 pays membres et pays partenaires de l'OTAN¹⁰ ont fourni quelque 3 700 personnels à la mission au Kosovo.

¹⁰ Vingt-sept pays sont encore présents au Kosovo après le retrait du contingent ukrainien intervenu le 22 novembre.



Le commandant de la KFOR, le général de division Angelo Michele Ristuccia, préside la cérémonie au cours de laquelle le général de brigade József Szpisják succède au général de brigade Luca Piperni au poste de commandant adjoint de la KFOR – Pristina (Kosovo), novembre 2022.

En octobre 2022, le général de division Angelo Michele Ristuccia (Italie) a pris le commandement de la Force pour le Kosovo, succédant au général de division Ferenc Kajári (Hongrie).

En complément de la Force pour le Kosovo, l'OTAN continue d'apporter un soutien en matière de renforcement des capacités aux services de sécurité du Kosovo au travers de l'Équipe OTAN de conseil et de liaison, structure civilo-militaire composée d'une quarantaine de personnes venant de 14 pays. En 2022, cette équipe a continué de prodiguer conseils et assistance dans des domaines tels que le soutien médical, la logistique, la passation de marchés, l'exécution budgétaire, la gestion des ressources humaines et la communication stratégique.

En juillet 2022, les membres du Conseil de l'Atlantique Nord ont effectué une visite auprès de la Force pour le

Kosovo et ont rencontré l'Équipe OTAN de conseil et de liaison. Cette visite, marque du ferme engagement de l'OTAN en faveur de la paix et de la sécurité au Kosovo et dans les Balkans occidentaux, s'est tenue quelques jours après l'adoption, au sommet de l'OTAN à Madrid, du nouveau concept stratégique, qui réaffirme que les Balkans occidentaux revêtent une importance stratégique pour l'Alliance.

L'OTAN continue aussi de soutenir le dialogue facilité par l'Union européenne entre Belgrade et Pristina. Ce dialogue constitue le cadre principal pour la recherche d'une solution respectant les droits de toutes les communautés et pour l'instauration d'une paix durable, et contribue ainsi à la sécurité dans l'ensemble du Kosovo et à la stabilité dans toute la région des Balkans occidentaux.



Des carabinieri italiens participent à Golden Sabre, un exercice complexe de réponse aux crises – Camp de Novo Selo (Kosovo), septembre 2022.



L'Iraq reçoit des équipements spécialisés pour un générateur d'oxygène provenant du stock constitué par l'OTAN pour la réponse à la pandémie – Iraq, mars 2022.

Mission de l'OTAN en Iraq

La mission OTAN en Iraq est une mission non combattante de conseil et de renforcement des capacités. Elle aide l'Iraq à renforcer ses institutions et ses forces de sécurité afin qu'elles puissent continuer d'intensifier leurs efforts visant à stabiliser le pays, à lutter contre le terrorisme et à empêcher le retour de l'EIL/Daech.

Pour atteindre ces objectifs, l'OTAN prodigue des conseils aux responsables irakiens des secteurs de la défense et de la sécurité en poste au ministère de la Défense, au Bureau du conseiller à la sécurité nationale et au Centre national d'opérations du premier ministre. La mission prête également son concours aux établissements irakiens de formation militaire professionnelle du grand Bagdad.

La mission OTAN en Iraq promeut l'inclusivité, la dimension de genre et le respect du droit international humanitaire et des droits de la personne. L'accent est mis en particulier sur les orientations et la stratégie, sur la génération et le développement des forces, sur la gestion des ressources, sur les femmes, la paix et la sécurité, sur le développement de l'aptitude au commandement et sur la bonne gouvernance dans le secteur de la sécurité. Toutes les activités de la mission sont approuvées par le gouvernement iraquien, et celle-ci opère dans le plein respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Iraq.

Les trente pays membres de l'OTAN ainsi que la Finlande et la Suède, pays invités, et l'Australie, pays partenaire, contribuent à la mission OTAN en Iraq. En 2022, les effectifs de la mission ont augmenté pour atteindre environ 550 personnels, conseillers civils et militaires compris.

Par ailleurs, l'action de l'OTAN vient s'ajouter à celle, plus vaste, de la communauté internationale visant à aider l'Iraq à éradiquer le terrorisme et à promouvoir la stabilité. La mission OTAN en Iraq travaille en coordination avec d'autres acteurs présents dans le pays, tels que l'opération Inherent Resolve, l'Organisation des Nations Unies et l'Union européenne. En mai 2022, le général de corps d'armée Giovanni Iannucci (Italie) a succédé au général de corps d'armée Michael Lollesgaard (Danemark) à la tête de la mission.



L'Italie prend la tête de la mission OTAN en Iraq au cours d'une cérémonie de passation de commandement – Bagdad (Iraq), mai 2022.

Opérations et activités de l'OTAN en mer

Les opérations et activités de l'OTAN en mer contribuent à la dissuasion et à la défense et sont essentielles au maintien de la sûreté maritime, qui est un facteur clé de la paix et de la prospérité des pays de l'Alliance. Elles jouent aussi un rôle dans la lutte contre le terrorisme et dans le renforcement de la stabilité. Les groupes maritimes de l'OTAN collaborent avec des partenaires et d'autres organisations internationales dans le but d'améliorer la connaissance de la situation maritime, de renforcer les capacités maritimes et d'assurer un environnement maritime sûr et sécurisé.

En 2022, les forces navales permanentes de l'OTAN sont demeurées un moyen important d'assurer une dissuasion et une défense crédibles en mer. En réaction à la guerre d'agression déclenchée par la Russie contre l'Ukraine, l'OTAN a activé sa Force de réaction en février 2022 et désigné les forces navales permanentes comme composante maritime de sa Force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation (VJTF). De ce fait, ces dernières jouent un rôle majeur dans le renforcement de la présence avancée de l'Alliance et dans le maintien d'une capacité défensive crédible et efficace.

En mer Méditerranée, l'opération Sea Guardian contribue à la connaissance de la situation maritime et aux efforts de lutte contre la menace terroriste dans la région, par l'interpellation et l'arraisonnement de navires suspects. Cette opération participe au renforcement des capacités régionales de sûreté maritime au travers d'entraînements, d'exercices, de contacts avec de hauts responsables et d'escales dans des ports. En 2022, six opérations ciblées faisant intervenir divers bâtiments de surface, sous-marins et avions de patrouille maritime ont



La frégate TCG Salihreis, à la tête du groupe opérationnel OTAN déployé dans le cadre de l'opération Sea Guardian, achève sa cinquième patrouille de sûreté maritime en Méditerranée centrale – Novembre 2022.

été menées dans le cadre de l'opération Sea Guardian. Elles ont permis de rassembler des informations sur les activités maritimes dans la région, pour contribuer à déceler de possibles problèmes de sécurité.

En mer Égée, l'OTAN a contribué aux efforts internationaux destinés à faire face à la crise des réfugiés et des migrants. Ses navires ont mené des activités régulières d'information, de surveillance et de reconnaissance afin d'aider la Grèce, la Türkiye et l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) à empêcher la traite d'êtres humains.

Plus au sud, au large de la Corne de l'Afrique, l'OTAN est restée engagée dans la lutte contre la piraterie en maintenant sa connaissance de la situation maritime et en continuant de s'investir dans des partenariats à long terme avec des acteurs de la lutte contre la piraterie. Cette forme d'engagement demeure importante car le fléau de la piraterie, bien que très amoindri, n'est pas encore éradiqué.

Forces maritimes permanentes de l'OTAN (2022)

4 groupes maritimes permanents OTAN :

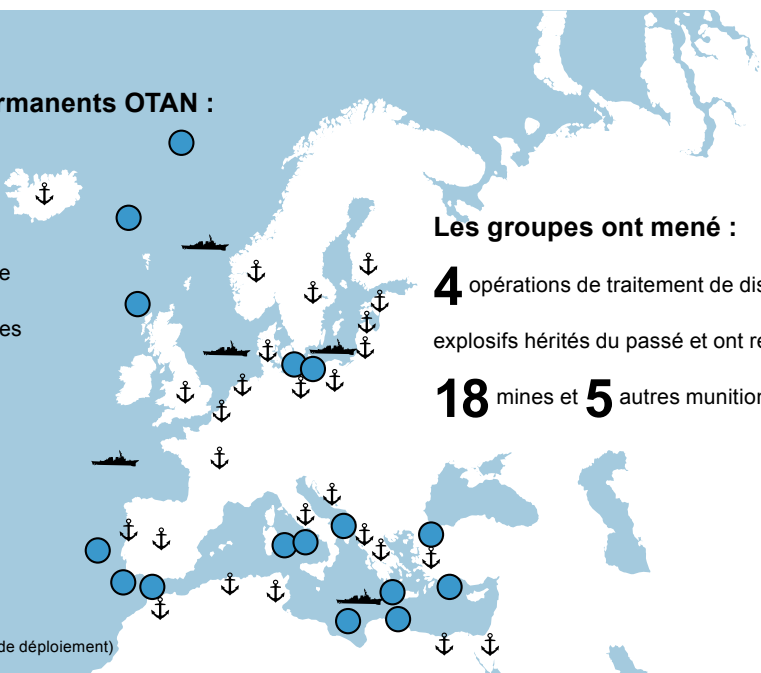
110 bâtiments

26 exercices

113 escales dans des ports de

26 pays membres ou partenaires

⚓ Pays où ont eu lieu les escales
● Exercices majeurs / opérations
🚢 Forces navales permanentes (zones de déploiement)



Les groupes ont mené :

4 opérations de traitement de dispositifs explosifs hérités du passé et ont repéré

18 mines et **5** autres munitions.



Le président du Comité militaire de l'OTAN, l'amiral Rob Bauer, et le chef d'état-major de la défense de la Suède, le général Micael Bydén, visitent la base aérienne Norrbotten Wing : des informations leur sont données sur les exercices aériens défensifs que des avions de chasse suédois effectuent aux côtés d'avions de chasse de pays de l'OTAN pour contribuer à la sécurité et à la stabilité de l'espace aérien au-dessus de l'Europe, de la région de la mer Baltique et du Grand Nord – Luleå (Suède), septembre 2022.

Contribuer à la prévention des crises : investir dans la formation, le renforcement des capacités et la bonne gouvernance

Bien que l'OTAN doive à tout moment demeurer prête à déployer des troupes pour répondre à une crise s'il y a lieu, les opérations ainsi montées ne permettent pas nécessairement de traiter les causes profondes de l'insécurité et de l'instabilité. Pour s'attaquer aux racines de celles-ci, l'OTAN forme ses partenaires et les aide à renforcer leurs capacités et la bonne gouvernance.

Ces dernières années, l'OTAN a multiplié ses efforts pour renforcer les capacités de ses partenaires dans des domaines tels que la lutte contre le terrorisme, la stabilisation, la lutte contre les attaques hybrides,

la gestion de crise, le maintien de la paix et la réforme du secteur de la défense. Le concept stratégique souligne l'importance de la contribution des partenaires aux activités de gestion de crise dirigées par l'OTAN, et il met en relief la volonté d'apporter une aide accrue aux partenaires, dans le voisinage de l'Alliance et au-delà, en leur fournissant une assistance plus importante et plus étendue dans le domaine du renforcement des capacités. Il insiste en outre sur l'importance de la bonne gouvernance et il reconnaît les liens qui existent entre mauvaise gouvernance et terrorisme.

Promouvoir l'interopérabilité, fixer des objectifs communs

Le **processus de planification et d'examen** est l'un des principaux instruments dont l'Alliance dispose pour promouvoir le développement de forces et de capacités interopérables des partenaires qui souhaitent pouvoir coopérer avec les forces de l'OTAN. Il sert également les pays partenaires dans la réforme et la transformation de leurs forces et de leurs institutions de défense et de sécurité. Tous les pays qui ont rejoint l'Alliance après 1995 ont participé au processus de planification et d'examen.

Dans ce processus, des experts de l'OTAN travaillent en coopération avec les partenaires pour définir des domaines prioritaires pour chaque pays, fixer des objectifs de planification individualisés, recenser les étapes à franchir pour atteindre ces objectifs et évaluer conjointement les progrès réalisés dans leur mise en œuvre. En 2022, quinze pays partenaires ont participé activement au processus.

L'OTAN mène en outre une initiative pour l'interopérabilité avec les partenaires, qui a pour but de maintenir et de renforcer l'interopérabilité qui s'est développée avec les partenaires pendant les opérations et les missions dirigées par l'OTAN au cours des dernières décennies. Cette initiative va au-delà des cadres géographiques traditionnels de coopération et rassemble les Alliés et les partenaires qui ont contribué à des opérations de l'OTAN ou qui ont pris des mesures concrètes pour accroître leur interopérabilité avec l'Organisation. Dans cette configuration, Alliés et partenaires étudient, en prévision de la gestion de crises futures, les projets et les questions ayant trait à l'interopérabilité, s'agissant notamment des systèmes de commandement et de contrôle, de la formation et de l'entraînement, ainsi que des exercices ou de la logistique. L'OTAN a octroyé le statut de partenaire « nouvelles opportunités » à six pays : l'Australie, la Finlande, la Géorgie, la Jordanie, la Suède et l'Ukraine. Ces pays bénéficient ainsi de possibilités accrues de dialogue avec l'Alliance, et de processus simplifiés pour la participation aux exercices et la tenue de consultations régulières sur des questions de sécurité.

Intensifier la formation et le renforcement des capacités

L'Alliance mène avec ses partenaires plusieurs programmes de renforcement des institutions et des capacités de défense. Il s'agit notamment d'initiatives visant à promouvoir la réforme de la défense, la bonne gouvernance et la formation militaire professionnelle au travers d'activités de conseil, de soutien, de formation et de mentorat.

L'initiative de renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité se rapportant à la défense est un instrument clé pour le renforcement des capacités. Cette initiative prodigue des avis stratégiques aux partenaires sur la réforme des secteurs de la défense et de la sécurité, pour qu'ils puissent bâtir des institutions de défense viables, efficaces et résilientes.

La guerre de la Russie contre l'Ukraine a montré combien il était important d'aider davantage les partenaires dans le domaine du renforcement des capacités, afin qu'ils soient mieux préparés, plus résilients et davantage à même de s'opposer aux ingérences, aux tentatives de déstabilisation et aux agressions.

En avril, les Alliés ont décidé d'accroître le soutien politique et pratique à la Bosnie-Herzégovine, à la Géorgie et à la République de Moldova pour les aider à renforcer leurs institutions et leur résilience, à développer leurs capacités et à préserver leur indépendance politique.

En juin, au sommet de Madrid, les dirigeants des pays de l'OTAN ont entériné des mesures adaptées pour soutenir davantage ces trois pays. À Madrid, les Alliés ont également entériné une version actualisée du paquet pour le renforcement des capacités de défense pour la Tunisie, et lancé un nouveau paquet pour le renforcement de celles de la Mauritanie, ce qui porte à sept le nombre de pays qui bénéficient de cette initiative (Bosnie-Herzégovine, Géorgie, Iraq, Jordanie, Mauritanie, République de Moldova et Tunisie). Les Nations Unies font également partie des bénéficiaires de l'initiative.



Photo de groupe prise dans le cadre du programme de familiarisation de l'OTAN, qui se tient deux fois par an. Cette activité, qui s'étale sur huit jours, avait pour but de présenter à des représentants des pays partenaires les cadres de partenariat de l'OTAN, et d'approfondir les programmes et les activités d'ouverture de l'Alliance – Bruxelles (Belgique), décembre 2022.



Des soldats ukrainiens s'entraînent aux gestes médicaux d'urgence au camp militaire de Lydd, à l'occasion d'une visite du secrétaire général de l'OTAN – Royaume-Uni, novembre 2022.

Le fonds d'affectation spéciale pour le renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité se rapportant à la défense

Depuis 2015, ce fonds soutient l'initiative correspondante, fournissant des ressources financières pour mettre en œuvre des activités et offrir une assistance aux huit bénéficiaires de l'initiative. À ce jour, 26 Alliés, les deux pays invités (Finlande et Suède) et quatre pays partenaires (Irlande, Japon, Qatar et Suisse) ont fourni des contributions financières pour un montant supérieur à 38 millions d'euros, dont environ 24 millions ont été dépensés ou engagés pour des projets.

Plus de 80 projets ont été menés à bien ou sont en cours de réalisation, et 35 nouveaux projets sont à l'étude ou en phase de développement.

Paquets pour le renforcement des capacités de défense – En bref

Bosnie-Herzégovine

La Bosnie-Herzégovine et l'OTAN entretiennent de longue date un partenariat mutuellement bénéfique dans toute une série de domaines. Depuis des années, l'Organisation met en œuvre un ensemble complet d'outils de partenariat pour soutenir les réformes menées dans ce pays, qui contribue aux opérations et aux missions ainsi qu'aux activités de formation et d'entraînement de l'OTAN. La Bosnie-Herzégovine aspire à devenir membre de l'Alliance. L'OTAN reste déterminée à apporter son soutien à l'intégrité territoriale et à la souveraineté de la Bosnie-Herzégovine, ainsi qu'à son orientation euro-atlantique.

Dans un contexte de sécurité difficile en Europe, l'OTAN a décidé, en 2022, de mettre en place une série de

mesures de soutien individualisées supplémentaires pour la Bosnie-Herzégovine. Outre l'intensification du dialogue politique, ces mesures prévoient notamment de nouvelles opportunités en matière de soutien et de formation dans des domaines tels que la résilience ou la lutte contre la désinformation, mais également l'élaboration d'un paquet pour le renforcement des capacités de défense. Ce paquet vise à remédier aux lacunes en matière d'équipements et à renforcer la résilience, s'agissant en particulier de l'état de préparation du secteur civil, de la cyberdéfense ou de la lutte contre le terrorisme.

Géorgie

La Géorgie, qui est l'un des partenaires les plus proches de l'OTAN, aspire également à devenir membre de l'Alliance. Au fil du temps, des activités de coopération pratique très diverses ont permis de soutenir les efforts de réforme de ce pays, de même que son objectif d'intégration euro-atlantique. La dégradation de l'environnement de sécurité qui résulte de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine frappe de plein fouet la Géorgie.

Le paquet substantiel OTAN-Géorgie est le principal instrument de coopération pratique. En 2022, il a permis de continuer de renforcer les capacités de défense de la Géorgie ainsi que son interopérabilité, et d'aider ainsi le pays à se préparer dans la perspective d'une adhésion à l'OTAN.

En 2022, quelque 36 experts résidents et non résidents mis à disposition par les Alliés et les partenaires ont prêté leur concours à la mise en œuvre du paquet substantiel OTAN-Géorgie, tandis que le pays a contribué à la Force de réaction de l'OTAN et à l'opération Sea Guardian.

Le Centre conjoint de formation et d'évaluation a assuré la formation et l'évaluation d'unités militaires géorgiennes. En mars, il a accueilli le troisième exercice OTAN-Géorgie, qui s'est déroulé avec succès. L'École pour le renforcement des institutions de défense a obtenu son homologation, ayant mis en œuvre le concept OTAN d'assurance de la qualité.



Visite en Géorgie d'une délégation du Commandement maritime allié de l'OTAN dans le cadre des initiatives actuelles de partenariat militaire, en collaboration avec la garde côtière géorgienne – Poti (Géorgie), octobre 2022.



Militaires français et géorgiens pendant l'exercice OTAN-Géorgie 2022. Cet exercice figure dans le paquet substantiel OTAN-Géorgie, qui vise à améliorer l'interopérabilité de la Géorgie avec l'Alliance – Tbilissi (Géorgie), mars 2022.

Iraq

En 2022, la mission OTAN en Iraq a poursuivi la mise en œuvre du paquet pour le renforcement des capacités de défense adopté en 2014. Les personnels civils et militaires de la mission ont interagi quotidiennement avec leurs homologues du ministère iraquien de la Défense, fournissant conseils et formation sur le terrain pour aider à réformer les institutions et les processus de planification liés à la défense. Le siège de l'OTAN, les centres d'excellence de l'Organisation et d'autres institutions du secteur de la défense de l'ensemble de l'Alliance ont apporté leur expertise pour appuyer les réformes dans des domaines comme la planification de la structure de forces, la gestion de crise, la cyberdéfense, le renforcement de l'intégrité et la prévention de la corruption, ou encore l'amélioration de la gestion logistique.

Jordanie

En 2022, l'OTAN a continué d'aider au renforcement des capacités de sécurité et de défense de la Jordanie en fournissant à ce pays un soutien pour sa capacité de gestion de crise et son approche pangouvernementale dans ce domaine et dans celui de la préparation du secteur civil.

Dans le cadre du renforcement des capacités de défense, l'OTAN a également intensifié son soutien aux efforts de lutte contre le terrorisme que mène la Jordanie. En septembre, un exercice à l'échelle nationale a marqué l'aboutissement du projet conjoint ONU-OTAN d'équipe spéciale pour le renforcement des capacités de défense en matière de préparation aux incidents chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, projet qui visait à renforcer l'état de préparation et la résilience de la Jordanie face à ce type de menaces. Plusieurs autres activités ont été menées pour aider le pays dans ses efforts de lutte contre le terrorisme, notamment au travers d'un stage sur l'utilisation frauduleuse d'internet par les terroristes, et par un soutien en matière de communication stratégique.

L'OTAN a organisé plusieurs activités de renforcement des capacités dans d'autres domaines comme le soutien des capacités de modélisation et de simulation des forces armées jordaniennes, le développement de l'intégrité, la gestion du personnel et les forces d'opérations spéciales. Par ailleurs, l'OTAN a continué de soutenir l'intégration des femmes dans les forces armées jordaniennes.

La mise en œuvre du paquet pour le renforcement des capacités de défense de la Jordanie a acquis une dynamique positive avec l'arrivée d'un conseiller résident en sécurité des frontières. L'équipe OTAN pour le renforcement des capacités de défense, basée à Amman, est devenue opérationnelle en 2022.

Mauritanie

En 2022, l'OTAN a élargi son partenariat noué de longue date avec la Mauritanie en l'incluant dans son initiative de renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité se rapportant à la défense. Au travers de cette initiative, l'OTAN soutient les efforts de la Mauritanie visant à maintenir la stabilité et à répondre aux défis de sécurité régionaux.

Le paquet pour le renforcement des capacités de défense, entériné en 2022, porte sur des domaines qui correspondent aux principales préoccupations de la Mauritanie en matière de sécurité : forces d'opérations spéciales, sûreté maritime, renseignement, programme de gestion de la transition de carrière pour le personnel militaire, gestion des stocks, armes légères et de petit calibre, et formation militaire.

République de Moldova

L'OTAN et la République de Moldova entretiennent depuis de nombreuses années un partenariat qui bénéficie aux deux parties, dans le plein respect de la neutralité constitutionnelle du pays. Leur coopération vise essentiellement à renforcer les institutions et les capacités de la République de Moldova pour que celle-ci soit à même de faire face aux défis de sécurité actuels.



Le secrétaire général délégué de l'OTAN, Mircea Geomană, reçoit le ministre moldave de la Défense, Anatolie Nosafii, au siège de l'Organisation – Bruxelles, octobre 2022.

En 2022, l'OTAN et le pays ont approfondi leur dialogue politique, ce qui s'est traduit par des rencontres entre hauts responsables, tant à Chişinău qu'au siège de l'Organisation, pour des échanges de vues sur les préoccupations de sécurité communes et sur la manière dont l'OTAN peut aider au mieux la République de Moldova. En novembre, le ministre moldave des Affaires étrangères et de l'Intégration européenne, Nicu Popescu, a participé, aux côtés de ses homologues de Bosnie-Herzégovine et de Géorgie, à la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de l'Alliance à Bucarest.

Les mesures de soutien adoptées spécifiquement pour la République de Moldova ont consisté notamment à élaborer un complément au paquet pour le renforcement des capacités de défense et à accroître l'assistance pratique que l'OTAN fournit au pays pour la réforme et la modernisation de ses institutions de défense et de sécurité. À la demande du pays, l'OTAN a mis à sa disposition une équipe consultative sur la résilience afin de l'aider à mobiliser plus efficacement tous les rouages de l'État pour accroître sa résilience. L'OTAN et la République de Moldova coopèrent également dans la lutte contre les menaces hybrides et la réponse apportée aux défis de sécurité, notamment dans les domaines de la cybersécurité et de la lutte contre la désinformation.

En 2022, des experts de l'OTAN ont continué de conseiller le ministère de la Défense et l'état-major principal pour la suite des travaux concernant les programmes de réforme du secteur de la défense et pour l'optimisation de la nouvelle structure de forces. Des experts ont également contribué aux activités de perfectionnement du corps des sous-officiers et lancé un programme visant à améliorer les compétences des civils qui travaillent dans les secteurs de la sécurité et de la défense. En outre, l'OTAN a continué de fournir un soutien à la République de Moldova dans le cadre du processus de planification et d'examen, tandis que le pays a continué de contribuer à la Force pour le Kosovo, dirigée par l'OTAN, en mettant 41 soldats à sa disposition. Par sa collaboration avec l'OTAN au Kosovo, la République de Moldova œuvre à la stabilité et à la sécurité dans les Balkans occidentaux, tout en améliorant les compétences de ses forces armées et en les rendant davantage aptes à opérer avec celles de l'OTAN.

Par ailleurs, en 2022, l'OTAN a encore livré au pays des fournitures médicales. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, elle lui aura ainsi fourni pour près de

2,2 millions d'euros de matériel médical, dont des respirateurs artificiels, des équipements de protection individuels et des tests antigéniques.

Tunisie

Au sommet de Madrid, les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Alliance ont entériné un paquet actualisé pour le renforcement des capacités de défense de la Tunisie, qui s'articule désormais autour de onze axes de travail, contre sept auparavant. Parmi ces nouveaux axes figurent la problématique « femmes, paix et sécurité » et l'élimination de munitions obsolètes.

Dans le cadre du renforcement des capacités, l'OTAN s'emploie également à favoriser l'interopérabilité de certaines unités des forces terrestres, navales et aériennes de la Tunisie ; ces activités ont d'ailleurs repris en 2022, quand les restrictions liées à la pandémie de COVID-19 ont été levées.

Par ailleurs, l'OTAN et la Tunisie ont poursuivi les initiatives en cours, notamment en ce qui concerne la cybersécurité, l'enseignement de l'anglais, le développement de l'intégrité et la lutte contre les engins explosifs improvisés. Dans le cadre de son programme pour la science au service de la paix et de la sécurité, l'OTAN a continué de travailler à la mise en place d'un laboratoire mobile spécialisé dans la détection, l'identification et la surveillance d'agents chimiques.

Organisation des Nations Unies

En 2022, la coopération pratique entre l'OTAN et l'ONU dans le cadre de l'initiative de renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité se rapportant à la défense s'est intensifiée. Des experts de l'OTAN ont fourni des conseils et fait part de leur expérience aux services de l'ONU pour les aider à mettre en place un système solide d'évaluation de la performance militaire. De plus, des évaluateurs de l'ONU ont participé à des stages de l'OTAN, et ils ont reçu l'aide d'experts de l'OTAN pour mettre en œuvre des procédures d'évaluation définies conjointement. Des experts de l'OTAN ont par ailleurs renforcé les équipes d'experts de l'ONU chargées de dispenser des formations à la lutte contre les engins explosifs improvisés au Kenya et en Ouganda.



Des élèves-officiers ukrainiens en visite au siège de l'OTAN – Bruxelles, novembre 2022.

Investir dans la formation et l'entraînement

La formation et l'entraînement comptent parmi les meilleurs moyens dont l'OTAN dispose pour contribuer à la stabilité et soutenir ses partenaires dans le voisinage de l'Alliance.

Le réseau OTAN de **centres de formation et d'entraînement des partenariats** offre aux pays membres et aux pays partenaires de l'Organisation d'intéressantes possibilités de formation et d'entraînement dans les domaines de la sécurité et de la défense. Il comprend 34 centres situés sur le territoire de pays de l'Alliance ou de pays partenaires. L'académie militaire de médecine de l'Armée de défense d'Israël et le Centre international de déminage de Colombie sont les deux derniers membres en date de ce réseau. Tout au long de l'année 2022, celui-ci a joué un rôle clé à l'appui des partenariats de l'OTAN, notamment en proposant des stages et des formations dans des domaines essentiels tels que la réforme de la défense, la gestion de crise, le déminage humanitaire et la réanimation en traumatologie de guerre.

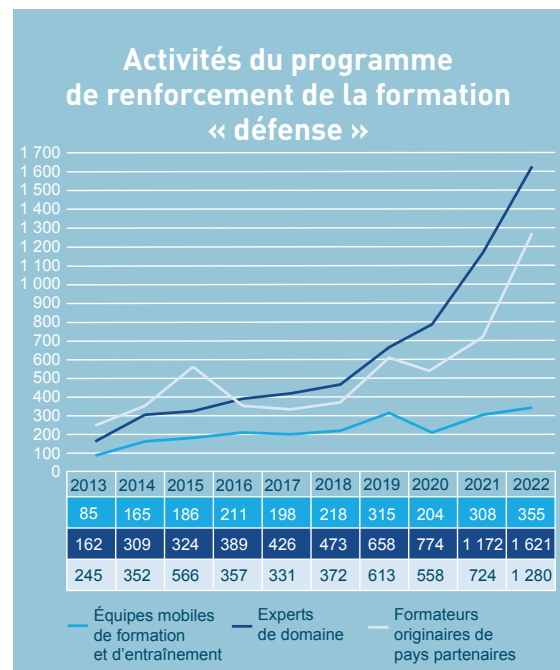
L'OTAN apporte également un soutien important à la formation militaire dans 16 pays partenaires au travers du **programme de renforcement de la formation « défense »**. Celui-ci permet d'aider les pays partenaires à mettre en place, à développer ou à réformer leurs établissements d'enseignement militaire supérieur grâce à l'élaboration de références communes validées pour la formation militaire. En 2022, plus de 350 activités ont été menées dans le cadre de ce programme, avec le concours de 875 experts de pays de l'Alliance et de 746 autres spécialistes de pays partenaires, au profit de plus de 1 280 étudiants et enseignants de pays partenaires.

Au nombre des grandes réalisations du programme de renforcement de la formation « défense » en 2022, on peut citer :

- la poursuite et l'intensification de la formation et de l'entraînement des forces armées ukrainiennes ;

la formation pour instructeurs sur les procédures de planification de l'OTAN, axée sur les processus décisionnels de l'Organisation et destinée aux futurs officiers qui participeront à la transformation des forces armées ukrainiennes ; la poursuite du programme de perfectionnement du corps de sous-officiers ;

- le lancement, au bénéfice de la Colombie, du premier programme de renforcement de la formation « défense » en Amérique latine ;
- l'introduction de nouveaux modules de formation sur la lutte contre le terrorisme et sur la cyberdéfense au Collège de défense du G5 Sahel ;
- l'établissement d'une coopération avec l'Académie militaire interarmes d'Atar, en Mauritanie, dans les domaines du perfectionnement du corps enseignant et de l'élaboration de programmes d'études.



Développement de l'intégrité : renforcer la bonne gouvernance

Depuis 2007, l'OTAN encourage la mise en place d'institutions de défense et de sécurité efficaces et efficaces, qui ancrent les principes d'intégrité, de transparence et de redevabilité dans la gestion des ressources (ressources humaines, ressources financières et équipements) et dans la conduite des missions et opérations.

Le programme pour le développement de l'intégrité, initiative phare de l'Alliance, aide l'OTAN en tant qu'organisation, les Alliés et les pays partenaires à promouvoir la bonne gouvernance dans le secteur de la défense et de la sécurité s'y rapportant. Il est axé sur la demande des pays participants et est conçu de manière à répondre à leurs besoins.

En 2022, le programme OTAN pour le développement de l'intégrité a célébré son 15^e anniversaire. Au cours de l'année, il a contribué à l'exécution des trois tâches fondamentales de l'OTAN, en particulier à la prévention des crises. Le programme favorise également la stabilité, dans la mesure où la corruption et la mauvaise gouvernance fragilisent la démocratie, l'état de droit et le développement économique, sapent la confiance du public dans les institutions de défense et nuisent à l'efficacité opérationnelle.

Développement de l'intégrité – Questionnaire d'autoévaluation et processus d'évaluation collégiale

Le questionnaire d'autoévaluation et le processus d'évaluation collégiale mis en place par l'OTAN constituent un outil de diagnostic permettant d'améliorer la gestion des ressources de défense. Ils donnent aux pays qui y ont recours la possibilité d'obtenir une évaluation de leurs bonnes pratiques et des recommandations d'amélioration. Un nombre croissant de pays utilisent ces outils, ce qui permet au programme pour le développement de l'intégrité de continuer de consolider son approche propre à chaque pays, et de veiller ainsi à ce que les réformes qui y sont entreprises s'inscrivent sur le long terme. En 2022, des visites d'évaluation collégiale ont été menées dans des institutions en Colombie, en Jordanie et en République de Moldova, tandis que la Géorgie, l'Iraq et le Monténégro ont renvoyé leur questionnaire d'autoévaluation.

La bonne gouvernance à l'heure de la guerre en Ukraine

La lutte contre la corruption est restée l'une des priorités du gouvernement et du parlement ukrainiens, alors même que le pays subissait la guerre d'agression menée par la Russie. En juin, la Verkhovna Rada a approuvé une stratégie nationale de lutte contre la corruption, qui couvre une période de quatre ans. L'équipe chargée du programme OTAN pour le développement de l'intégrité a gardé le contact avec ses partenaires ukrainiens au travers de formations en ligne, de consultations et d'interactions avec les établissements universitaires relevant des ministères de la Défense et de l'Intérieur. En 2022, plus de 500 représentants de l'Ukraine ont participé, en ligne ou en présentiel, à des formations théoriques et pratiques dispensées dans le cadre du programme et conçues pour répondre à leurs besoins spécifiques. Par ailleurs, lors du stage OTAN de formation des cadres au développement de l'intégrité dans le secteur de la défense, le chef de l'Agence nationale ukrainienne de prévention de la corruption a fait part de son point de vue et de son expérience concernant la prévention de la corruption en temps de guerre et les défis qui y sont liés, ainsi qu'au sujet de la nécessité de promouvoir la bonne gouvernance dans les campagnes de stabilisation et de reconstruction.



Des membres de l'équipe responsable du programme OTAN pour le développement de l'intégrité prennent la parole lors d'une table ronde sur le thème « Enjeux actuels de la lutte contre la corruption : perspectives nationales et internationales », organisée à l'université d'État des affaires intérieures (Odessa) à l'occasion de la Journée internationale de la lutte contre la corruption – Odessa (Ukraine), décembre 2022.



Le secrétaire général délégué, Mircea Geoană, prononce quelques propos liminaires lors de l'édition 2022 de la conférence OTAN sur le développement de l'intégrité – Bruxelles (Belgique), décembre 2022.



L'importance de la bonne gouvernance pour l'exécution des tâches fondamentales de l'OTAN est clairement soulignée dans le nouveau concept stratégique. J'ai contribué à renforcer l'intégrité et la résilience des institutions face au risque de corruption auquel l'Alliance est confrontée.

Nadja Milanova (Bulgarie)

Administratrice, Équipe
Développement de l'intégrité,
Direction Coopération en matière de défense
et de sécurité, Division Opérations,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

Le fonds d'affectation spéciale de l'OTAN pour le développement de l'intégrité, qui est dirigé par un groupe consultatif composé de la Norvège, du Royaume-Uni, de la Suisse et de l'Union européenne, s'est employé à renforcer le soutien stratégique et institutionnel qu'il apporte aux pays membres et aux pays partenaires de

l'OTAN, ainsi que la coopération pratique et le dialogue avec ceux-ci. Ce fonds d'affectation spéciale s'appuie sur les ressources financières, les compétences et les contributions en nature des Alliés et des partenaires.

En 2022, l'accord de coopération entre le programme OTAN pour le développement de l'intégrité et l'Union européenne, conclu initialement pour une durée de quatre ans et soutenu à hauteur de 2 millions d'euros par des fonds européens, devait arriver à son terme. Il avait pour objectif de favoriser le développement et la mise en œuvre du programme. Les deux organisations sont convenues de le prolonger d'un an.

Une conférence sur le thème « Développer l'intégrité pour préserver les valeurs démocratiques et améliorer la résilience de la société et des institutions », organisée par l'équipe responsable du programme et les autorités belges, s'est tenue du 7 au 9 décembre à Bruxelles. L'événement a rassemblé plus de 260 participants représentant des pays de l'Alliance et des pays partenaires, d'autres organisations internationales telles que l'Union européenne, le Département des opérations de paix de l'ONU, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, le Bureau des Nations Unies de lutte contre le terrorisme, des organisations non gouvernementales, la société civile et des entreprises privées du secteur de la défense.



Un fusilier marin des forces de reconnaissance amphibie néerlandaises aide un marin américain à descendre d'un engin de débarquement au cours de l'exercice COLD RESPONSE 22, qui a rassemblé plus de 30 000 soldats de 27 pays membres et pays partenaires de l'OTAN – près de Sandstrand (Norvège), mars 2022.

PARTENARIATS

LA COOPÉRATION ET LE
DIALOGUE POUR UNE
SÉCURITÉ COMMUNE



Les partenariats de l'OTAN jouent un rôle essentiel dans notre capacité à préserver la paix, à promouvoir la stabilité et à renforcer la sécurité de tous. Fondés sur la réciprocité, ils nous aident tous à nous adapter à un monde où la compétition et la conflictualité s'intensifient.

Jens Stoltenberg, allocution en ligne à l'occasion d'un séminaire sur les partenariats dans la perspective du nouveau concept stratégique – La Haye (Pays-Bas), 23 février 2022.

Les partenariats sont essentiels au fonctionnement de l'OTAN. Fondés sur le respect mutuel et sur l'intérêt de toutes les parties, ils contribuent à la stabilité dans la zone euro-atlantique et au-delà et viennent appuyer les trois tâches fondamentales de l'Organisation. Indispensables à la protection des espaces internationaux, ils permettent d'accroître la résilience de l'OTAN et de préserver l'ordre international fondé sur des règles.

L'OTAN a noué des partenariats avec 37 pays à travers le monde et avec plusieurs organisations internationales¹¹.

En 2022, l'Alliance a continué de renforcer le dialogue politique et la coopération pratique avec les partenaires sur des questions d'intérêt commun, tout en restant souple et en s'adaptant à l'évolution des réalités géopolitiques.

Les partenaires ont participé à plusieurs activités essentielles consacrées à des thématiques allant du partage d'expertise au renforcement des capacités, en passant par le développement de l'interopérabilité et la contribution à la prévention et à la gestion des crises. Tout au long de l'année, 22 partenaires ont pris part à 15 exercices dirigés par l'OTAN, tandis que 11 ont affecté 41 militaires à la structure de commandement et à l'État-major militaire international de l'OTAN. Les partenaires ont également apporté leur concours aux missions de l'Organisation en Iraq et au Kosovo, contribué financièrement aux fonds d'affectation spéciale gérés par l'OTAN, et proposé des aides en nature via les centres de formation et d'entraînement des partenariats.

L'OTAN gère des bureaux de liaison à Belgrade, à Chisinau, à Koweït, à Kyïv, à New York, à Tbilissi et à Vienne, ainsi que le Quartier général de l'OTAN à Sarajevo. À l'heure actuelle, 34 pays partenaires disposent d'une mission auprès de l'OTAN. En 2022, la République de Corée est devenue le dernier partenaire en date à ouvrir une mission auprès de l'OTAN.



Des rangers de l'armée suédoise débarquent d'un avion de transport C-130 Hercules après avoir atterri sur une route de campagne pendant l'exercice naval annuel BALTOPS, qui se déroule en mer Baltique et dont l'édition 2022 a eu lieu en Suède, qui, en mai, a déposé sa demande d'adhésion à l'OTAN – Gotland (Suède), juin 2022.

¹¹ Les partenariats avec l'Afghanistan et la Russie sont actuellement suspendus, tout comme la coopération pratique avec le Bélarus.

Symposium à 360 degrés sur les partenariats de l'OTAN

Après une interruption de deux ans imposée par la pandémie de COVID-19, le Symposium à 360 degrés sur les partenariats de l'OTAN s'est tenu à Genève (Suisse) à l'été 2022. Il a rassemblé 251 participants de 54 pays de l'Alliance et pays partenaires, ainsi que des représentants d'organisations internationales, qui ont pris part à des discussions sur l'innovation, le renforcement des capacités, l'interopérabilité, la sécurité humaine et l'ordre international fondé sur des règles.

Symposium à 360 degrés sur les partenariats de l'OTAN : échanges d'idées entre représentants civils et militaires de pays de l'Alliance et de pays partenaires sur la politique de partenariat de l'OTAN et son évolution – Genève (Suisse), juillet 2022.



Politique de la porte ouverte de l'OTAN

La porte de l'OTAN reste ouverte à toutes les démocraties européennes qui partagent les valeurs de l'Alliance (liberté individuelle, démocratie et état de droit), qui sont désireuses et capables d'assumer les responsabilités et les obligations liées au statut de membre, qui sont susceptibles de favoriser le développement des principes du Traité de l'Atlantique Nord, et dont l'admission peut contribuer à la sécurité de la région nord-atlantique. Chaque pays doit être libre de choisir ses propres arrangements de sécurité, et notamment de décider d'adhérer ou non à un traité ou à une alliance telle que l'OTAN.

Les décisions relatives aux adhésions relèvent exclusivement de l'OTAN et nécessitent l'accord de tous les Alliés ; aucune tierce partie n'a son mot à dire dans ce processus.

Le concept stratégique de 2022 réaffirme la politique de la porte ouverte de l'OTAN et souligne que cette politique a indéniablement renforcé l'Alliance et contribué à la paix et à la stabilité dans la région euro-atlantique.

La Bosnie-Herzégovine est actuellement le seul pays qui ait un plan d'action pour l'adhésion. Les Alliés restent déterminés à soutenir l'adhésion, à terme, de la Géorgie et de l'Ukraine à l'OTAN, conformément aux décisions prises au sommet de Bucarest, en 2008, et réaffirmées en 2022 au sommet de Madrid. Enfin, l'Alliance a pris la décision historique, en 2022, d'inviter la Finlande et la Suède à la rejoindre.

Du statut de partenaire au statut d'Allié : la Finlande et la Suède soumettent leur demande d'adhésion à l'OTAN

La Finlande et la Suède ont adhéré au programme du Partenariat pour la paix¹² en 1994, l'année de sa création. En 2014, l'agression perpétrée par la Russie contre l'Ukraine et l'annexion illégale de la Crimée ont modifié profondément les relations entre l'OTAN, la Finlande et la Suède. Le dialogue et la coopération politiques se sont intensifiés, et la Finlande et la Suède sont devenues les plus proches partenaires de l'OTAN. Ces deux pays ont instauré un échange régulier d'informations et d'analyses avec l'OTAN et participé davantage aux exercices de l'OTAN et des Alliés. Ils ont également élaboré des arrangements de soutien du pays hôte ainsi que des modalités visant à faciliter la coopération en cas de crise de sécurité. Le 25 février 2022, au lendemain de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'OTAN, la Finlande et la Suède ont décidé d'activer ces modalités afin de faciliter leur coopération. Suite à cette décision, la Finlande et la Suède ont commencé à assister aux réunions de l'OTAN sur la crise ukrainienne.

Dans les semaines et les mois qui ont suivi l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie, l'opinion publique et les positions politiques en Finlande et

¹² Le Partenariat pour la paix facilite la coopération entre l'OTAN et des partenaires euro-atlantiques en vue de promouvoir la sécurité et la stabilité. Axé sur la promotion du dialogue, il permet aux partenaires de fixer leurs priorités en matière de coopération et de définir dans quelle mesure et à quel rythme ils entendent les concrétiser.



De gauche à droite : Pekka Haavisto, ministre des Affaires étrangères de la Finlande, Mevlüt Çavuşoğlu, ministre des Affaires étrangères de la Turquie, Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN, Recep Tayyip Erdoğan, président de la Turquie, Sauli Niinistö, président de la Finlande, Magdalena Andersson, ancienne première ministre de la Suède, et Ann Linde, ancienne ministre des Affaires étrangères de la Suède, après l'approbation du mémorandum trilatéral entre la Turquie, la Finlande et la Suède au sommet de Madrid, mémorandum qui ouvre la voie à l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN – Madrid (Espagne), juin 2022.

en Suède ont résolument évolué en faveur de l'adhésion à l'Alliance. Le 18 mai 2022, le secrétaire général de l'OTAN a reçu les ambassadeurs de la Finlande et de la Suède, qui lui ont remis la demande d'adhésion de leur pays. Forts d'un immense soutien tant politique que populaire, les deux pays ont soumis leur candidature au terme de processus démocratiques qui leur sont propres.

Ces candidatures découlent directement de la dégradation de l'environnement de sécurité internationale provoquée par la guerre d'agression que la Russie mène contre l'Ukraine. La Finlande et la Suède ont alors estimé qu'elles devaient opérer un changement fondamental si elles voulaient garantir la sécurité de leurs populations tout en renforçant la stabilité internationale et en œuvrant en faveur de valeurs telles que la démocratie, la liberté et l'état de droit, défendues par tous les Alliés.

Au sommet de Madrid, en juin 2022, les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'OTAN ont invité la Finlande et la Suède à devenir membres de l'Alliance. Une semaine après, le 4 juillet, des pourparlers d'adhésion avec la Finlande et la Suède ont eu lieu au siège de l'Organisation. Le 5 juillet, les représentants permanents auprès de l'OTAN ont signé les protocoles d'accession de la Finlande et de la Suède, qui ont alors obtenu le statut de pays invités, en vertu duquel elles ont commencé à assister à des réunions et à participer à des activités de l'OTAN.

Conclusion du mémorandum trilatéral entre la Turquie, la Finlande et la Suède

Au sommet de Madrid, le président turc, M. Erdoğan, le président finlandais, M. Niinistö et la première ministre suédoise d'alors, Mme Andersson, ont été réunis par M. Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN. À l'issue de leurs entretiens, un mémorandum trilatéral prenant en compte les préoccupations légitimes de la Turquie en matière de sécurité et ouvrant la voie à l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN a été approuvé. Les ministres des Affaires étrangères des trois pays ont signé le mémorandum en présence de leurs dirigeants respectifs et du secrétaire général.



Les travaux de coordination sur l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN ont été intenses, ardues et gratifiants. Leur adhésion rendra ces deux pays plus sûrs, et l'Alliance plus forte.

Laurie Walker (Royaume-Uni)

Administrateur, Section Partenariat occidental,
Division Affaires politiques
et politique de sécurité,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

Aperçu du processus de ratification

Le secrétaire général invitera la Finlande et la Suède à accéder au Traité de l'Atlantique Nord une fois que tous les Alliés auront mené à bien les procédures nationales nécessaires à la ratification des protocoles d'accession signés le 5 juillet et qu'ils en auront averti le Département d'État des États-Unis, dépositaire du Traité. Tout est allé exceptionnellement vite : en décembre 2022, 28 des 30 Alliés avaient déjà franchi toutes les étapes nécessaires.

Partenariats bilatéraux et régionaux

Depuis plus de 30 ans, l'OTAN développe son réseau de partenariats. Elle adapte l'étendue, l'intensité et les axes de ceux-ci aux intérêts et aux capacités de chaque partenaire, tout en tenant compte de ses propres priorités.

Les principaux buts et objectifs de la coopération bilatérale entre l'OTAN et chacun de ses partenaires sont énoncés dans des documents spécifiques. En 2022, l'OTAN a commencé à mettre en œuvre des programmes de partenariat individualisés, qui visent à orienter la coopération entre l'Organisation et ses différents partenaires pendant un cycle de quatre ans.

Dans la zone euro-atlantique, les Alliés coopèrent activement avec 18 pays partenaires¹³ dans le cadre du Conseil de partenariat euro-atlantique et du Partenariat pour la paix. L'OTAN a créé des structures spécifiques pour encadrer ses relations avec deux de ces partenaires, à savoir l'Ukraine et la Géorgie.

Le réseau de partenariats de l'OTAN s'étend également à 11 pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord au travers du Dialogue méditerranéen et de l'Initiative de coopération d'Istanbul¹⁴. L'Alliance coopère aussi avec un ensemble de pays qui ne font pas partie de ces cadres de partenariat. Ces partenaires, dits « partenaires dans le monde », sont l'Australie, la Colombie, l'Iraq, le Japon, la République de Corée, la Mongolie, la Nouvelle-Zélande et le Pakistan.

¹³ Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Bosnie-Herzégovine, Finlande (pays invité), Géorgie, Irlande, Kazakhstan, République kirghize, Malte, République de Moldova, Serbie, Suède (pays invité), Suisse, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine, Ouzbékistan.

¹⁴ Les pays du Dialogue méditerranéen sont l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, la Mauritanie, le Maroc et la Tunisie. Ceux de l'Initiative de coopération d'Istanbul sont Bahreïn, le Koweït, le Qatar et les Émirats arabes unis.



La sécurité coopérative demeure l'une des trois tâches fondamentales de l'OTAN. C'est pour moi un privilège de travailler avec les pays partenaires à la réalisation de notre objectif commun : renforcer la sécurité et la paix.

**Lieutenant-colonel Matthew Jones
(Royaume-Uni)**

Chef, Section Ouest,
Branche Coopération militaire,
Division Sécurité coopérative
État-major militaire international,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

Interactions et coopération avec les pays des Balkans occidentaux

Le concept stratégique établit que la région des Balkans occidentaux est une zone stratégiquement importante pour l'Alliance, et que les Alliés restent déterminés à soutenir les pays de cette région qui manifestent des aspirations euro-atlantiques.

En 2022, face à l'évolution de l'environnement de sécurité en Europe, l'OTAN a renforcé l'attention qu'elle porte aux Balkans occidentaux et a intensifié ses interactions politiques avec ces pays au travers de plusieurs visites de hauts responsables dans la région.

Au sommet de Madrid, les ministres de la Défense des pays de l'OTAN se sont réunis pour une séance consacrée

aux Balkans occidentaux, à laquelle a participé leur homologue de Bosnie-Herzégovine.

Cet intense dialogue politique s'accompagne d'une solide coopération pratique. En 2022, l'OTAN a continué de soutenir les efforts de réforme déployés par les pays des Balkans occidentaux dans de nombreux domaines, tels que les réformes des secteurs de la défense et de la sécurité, le développement des capacités, l'interopérabilité, la formation « défense », le renforcement de l'intégrité et la coopération scientifique.

Plusieurs entretiens politiques de haut niveau ont eu lieu entre l'OTAN et la Bosnie-Herzégovine, et l'Organisation s'est engagée à élaborer un nouveau paquet pour le renforcement des capacités de défense afin d'accroître la résilience de ce pays. La coopération avec la Bosnie-Herzégovine s'est également poursuivie dans le cadre du programme de réforme du pays.

La coopération pratique entre l'OTAN et la Serbie, autre partenaire de l'Organisation dans la région, a couvert des domaines variés, en particulier les réformes des secteurs de la défense et de la sécurité, la coopération scientifique et le renforcement de l'intégrité.

L'OTAN a également maintenu sa présence dans les Balkans occidentaux au travers de la Force pour



Le président du Comité militaire de l'OTAN, l'amiral Rob Bauer, rencontre le personnel du Quartier général de l'OTAN à Sarajevo – Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), juillet 2022.

le Kosovo et de l'Équipe OTAN de conseil et de liaison (Kosovo), ainsi que du Quartier général de l'OTAN à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine) et du Bureau de liaison militaire à Belgrade (Serbie). Au titre des arrangements « Berlin plus », l'Alliance a continué de fournir un soutien à l'opération EUFOR Althea, dirigée par l'Union européenne, qui œuvre à la préservation d'un environnement sûr et sécurisé en Bosnie-Herzégovine.

Les partenaires de l'OTAN au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en 2022

L'OTAN dispose d'un vaste réseau de partenaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, qui font partie des cadres de partenariat que sont le Dialogue méditerranéen et l'Initiative de coopération d'Istanbul.

En 2022, l'OTAN a donné une nouvelle impulsion au dialogue politique avec ses partenaires du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, après les perturbations causées par la pandémie de COVID-19. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a souligné que les partenariats établis de longue date sont importants lorsqu'il s'agit de faire face à de grandes préoccupations communes. Les Alliés et leurs partenaires de la région ont évoqué des thèmes comme la sécurité alimentaire et la sécurité énergétique, ainsi que leurs incidences dans le milieu maritime. De hauts responsables de l'OTAN se sont rendus en Algérie, en Égypte, en Israël, au Koweït, en Mauritanie et au Maroc, tandis que la Jordanie et la Mauritanie ont participé à l'une des séances du sommet de Madrid au niveau des ministres des Affaires étrangères.



Participants à un atelier tenu dans le cadre de l'exercice REGEX 22, organisé conjointement par l'OTAN et le Maroc – Rabat (Maroc), novembre 2022.



Intervention du secrétaire général adjoint délégué de l'OTAN pour les affaires politiques et la politique de sécurité, Javier Colomina, lors d'une table ronde tenue dans le cadre de la septième réunion du Groupe de consultations politiques en configuration Dialogue méditerranéen – Alicante (Espagne), octobre 2022.

L'OTAN et ses partenaires du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord ont également continué de coopérer sur un large éventail de sujets tels que la lutte contre le terrorisme, les armes légères et de petit calibre et la lutte contre les engins explosifs improvisés, ou encore la gestion de crise, la préparation du secteur civil, la résilience et la thématique « femmes, paix et sécurité ».

L'un des temps forts de la coopération pratique avec ces partenaires a été l'exercice régional (REGEX 22), organisé conjointement par l'OTAN et le Maroc à Rabat (Maroc).

L'OTAN et le Koweït ont continué d'exploiter les possibilités offertes par le Centre régional OTAN – Initiative de coopération d'Istanbul, basé au Koweït. Ce centre offre aux Alliés et aux pays du Golfe une enceinte où ils peuvent examiner des sujets d'intérêt commun. Il propose également des stages aux pays de l'Initiative de coopération d'Istanbul ainsi qu'à l'Arabie saoudite

et à Oman. Au total, 20 activités et sept stages se sont déroulés au Centre. Parmi les activités phares de 2022 : une activité au titre du programme « femmes, paix et sécurité », un séminaire coorganisé avec le Comité international de la Croix-Rouge sur les cyberopérations, et un exposé sur le nouveau concept stratégique de l'OTAN.

Compte tenu de l'importance du Sahel pour la sécurité euro-atlantique, les chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Alliance ont approuvé, au sommet de Madrid, un nouveau paquet pour le renforcement des capacités de défense de la Mauritanie. En plus d'avoir réaffirmé le partenariat qu'elle entretient depuis 1995 déjà avec la Mauritanie, l'Alliance a continué de coopérer avec d'autres organisations internationales et régionales telles que l'Union africaine, le G5 Sahel, l'Organisation des Nations Unies et l'Union européenne.

Les partenaires de la région Indo-Pacifique

En 2022, les relations entre l'OTAN et ses partenaires de la région Indo-Pacifique, à savoir l'Australie, le Japon, la République de Corée et la Nouvelle-Zélande, se sont considérablement approfondies. Le nouveau concept stratégique relève en effet l'importance de l'Indo-Pacifique pour la sécurité de l'Alliance et confirme la détermination de l'OTAN à renforcer le dialogue et la coopération avec des partenaires régionaux qui partagent ses valeurs. Il rappelle également qu'il importe de développer les relations avec ces partenaires, afin de préserver l'ordre international fondé sur des règles,

de répondre aux défis interrégionaux et de défendre les intérêts de sécurité communs.

En juin, les chefs d'État et de gouvernement de ces quatre pays ont, pour la première fois, participé à un sommet de l'Alliance, ce qui marque une étape importante dans les relations de l'OTAN avec ces pays. Aux côtés des Alliés ainsi que de la Finlande et de la Suède, pays invités, de la Géorgie, pays partenaire, et de l'Union européenne, ils ont examiné les incidences, au niveau mondial, de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Plus tôt dans l'année, les partenaires de l'Indo-Pacifique



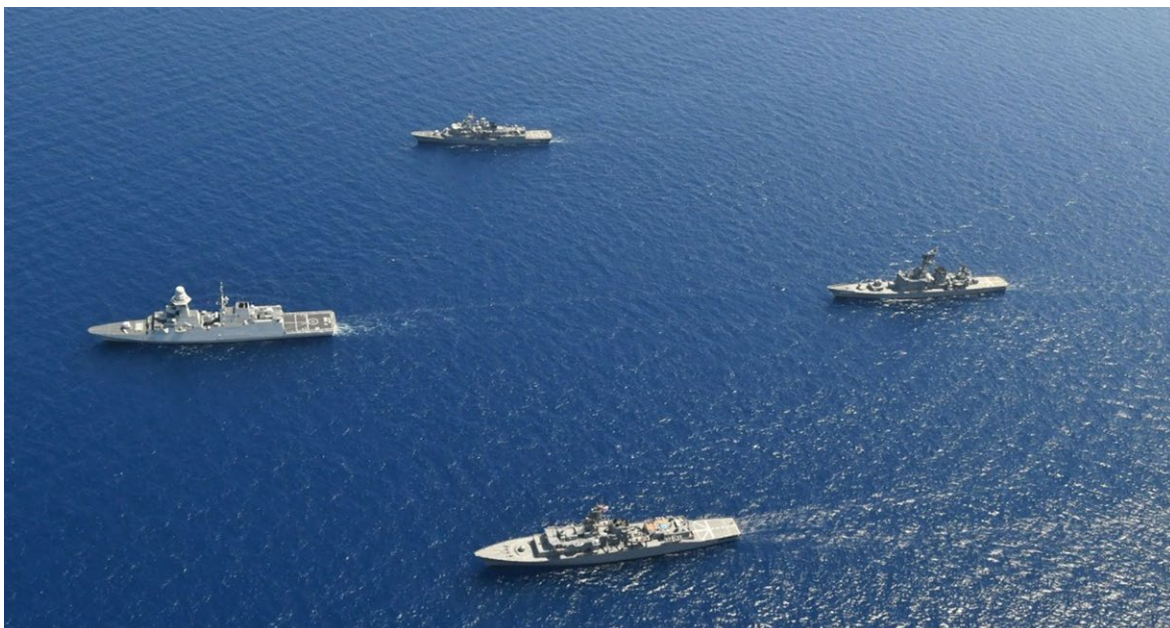
De gauche à droite : Anthony Albanese, premier ministre de l'Australie, Fumio Kishida, premier ministre du Japon, Jens Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN, Jacinda Ardern, ancienne première ministre de la Nouvelle-Zélande, et Suk Yeol Yoon, président de la République de Corée, au sommet de Madrid – Madrid (Espagne), juin 2022.

avaient également participé à la réunion des ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN.

Au sommet, l'OTAN et ses partenaires de la région Indo-Pacifique ont approuvé un programme axé sur la réponse aux défis de sécurité communs, qui vise à approfondir la coopération dans des domaines tels que la cybersécurité, les technologies, la sûreté maritime et l'impact du changement climatique sur la sécurité. Ils ont également poursuivi leur dialogue politique – ces partenaires ont notamment assisté à des réunions du Conseil de l'Atlantique Nord – sur des sujets allant

de la maîtrise des armements, du désarmement et de la non-prolifération au changement climatique et à la sécurité.

L'OTAN a aussi continué de coopérer avec les partenaires de l'Indo-Pacifique au niveau bilatéral. Parmi les principaux exemples de coopération pratique, on peut citer la contribution de l'Australie à l'opération Sea Guardian de l'OTAN, en octobre, et les exercices d'opportunité menés avec des bâtiments de la Force maritime d'autodéfense japonaise en mer Méditerranée, en juin.



L'ITS Margottini, de la marine italienne, et le TCG Salihreis, de la marine turque, s'entraînent aux côtés de deux navires japonais, le JS Kashima et le JS Shimakaze, pendant leur transit en mer Méditerranée – juin 2022.

Coopération avec les autres organisations internationales – Tour d’horizon

Très attachée au multilatéralisme, l’OTAN coopère étroitement avec d’autres organisations internationales. Elle travaille ainsi avec l’Union européenne, l’Organisation des Nations Unies, l’Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, et l’Union africaine, et elle entretient un dialogue régulier avec d’autres entités, comme le Comité international de la Croix-Rouge, l’Organisation de coopération et de développement économiques et la Banque mondiale.

L’Union européenne

En 2022, l’OTAN et l’Union européenne ont continué d’approfondir le partenariat stratégique qu’elles entretiennent de longue date. Déterminées à répondre ensemble à la guerre lancée par la Russie contre l’Ukraine, les deux organisations ont encore intensifié leur dialogue politique. Le 3 février, le Conseil de l’Atlantique Nord et le Comité politique et de sécurité de l’Union européenne se sont réunis pour s’entretenir du renforcement du dispositif militaire russe en Ukraine et alentour. Le 24 février, le secrétaire général de l’OTAN a donné une conférence de presse conjointe avec la présidente de la Commission européenne et le président du Conseil européen, qui ont ensuite participé à un sommet de l’OTAN tenu par visioconférence. Et en juin, les hauts responsables de l’Union européenne ont assisté au sommet de l’OTAN, à Madrid. Par ailleurs, le secrétaire général de l’OTAN a eu des échanges



L’année 2022 nous aura montré combien il est important que l’OTAN et l’Union européenne travaillent main dans la main. Je suis heureuse d’avoir pu contribuer, dans le contexte du soutien apporté à l’Ukraine, au renforcement de la coopération entre les deux organisations.

Dagmar de Mora-Figueroa (Espagne)

Chef adjointe, Section Politique de défense,
Division Politique et plans de défense,
siège de l’OTAN, Bruxelles (Belgique)

réguliers avec ses homologues de l’Union européenne, notamment à l’occasion des réunions ministérielles tenues de part et d’autre. En outre, les deux organisations ont chacune fait des exposés à l’intention de l’autre. Elles se sont ainsi tenues informées de leurs activités respectives, ce qui a contribué à la cohérence des efforts déployés en soutien à l’Ukraine.

La coopération pratique entre l’OTAN et l’Union européenne s’est encore intensifiée. Les deux organisations ont continué de donner suite aux 74 propositions adoptées d’un commun accord, notamment celles portant sur des questions qui revêtent une importance particulière dans le contexte actuel, comme la mobilité militaire, la résilience, la préparation du secteur civil, la lutte contre la désinformation et la lutte contre les cybermenaces et les menaces hybrides. S’agissant de leur soutien à l’Ukraine, elles ont travaillé en étroite collaboration en vue de créer des synergies, dans une optique de renforcement mutuel. Par ailleurs, elles ont continué de coordonner les activités qu’elles mènent en vue d’aider leurs partenaires, et en particulier la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie et la République de Moldova, à renforcer leurs capacités de défense et leurs capacités de sécurité se rapportant à la défense.



Rencontre entre le secrétaire général de l’OTAN et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen – Bruxelles (Belgique), avril 2022.



Le secrétaire général de l'OTAN discute avec le haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, au siège de l'OTAN – Bruxelles (Belgique), juin 2022.

La pratique des exercices parallèles et coordonnés s'est poursuivie en 2022 : l'OTAN a ainsi été associée à la préparation et à la conduite de l'exercice EU Integrated Resolve 2022, et l'Union européenne, à la planification de l'édition 2023 de l'exercice de gestion de crise de l'OTAN. Le dialogue entre les états-majors militaires des deux organisations a en outre été renforcé. Dans leurs échanges, ceux-ci ont évoqué l'harmonisation des besoins militaires, qui est importante si l'on entend que les forces des pays de l'OTAN aient la flexibilité et l'agilité voulues pour se déplacer sur tout le territoire de l'Union européenne. La conférence semestrielle des directeurs généraux des états-majors militaires de l'OTAN et de l'Union européenne favorise un resserrement du dialogue et de la coopération.

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe demeure un partenaire essentiel pour l'OTAN, en particulier au vu des défis de sécurité complexes auxquels la zone euro-atlantique se trouve actuellement confrontée. En 2022, la coopération pratique et le dialogue politique de haut niveau entre les deux organisations se sont poursuivis à un rythme régulier.

Le Bureau de liaison de l'OTAN à Vienne a continué de contribuer à l'échange régulier d'informations sur des sujets d'intérêt commun, notamment la situation dans les Balkans occidentaux, en Ukraine, dans le Caucase du Sud et en Asie centrale, ainsi que sur des questions transversales telles que la lutte contre le terrorisme, les incidences du changement climatique sur la sécurité, la lutte contre la traite des êtres humains et la thématique « femmes, paix et sécurité ».

L'Organisation des Nations Unies (ONU)

L'OTAN et l'ONU sont toutes deux déterminées à préserver la paix et la sécurité dans le monde. Elles coopèrent au service de cet objectif depuis le début des années 1990, dans le cadre d'opérations de soutien de la paix et d'opérations de gestion de crise.

Les défis de sécurité complexes auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui ont rendu nécessaire un dialogue élargi entre l'OTAN et l'ONU, qui a débouché sur une coopération renforcée et sur la mise en place d'arrangements de liaison entre les services des deux organisations, y compris avec des agences spécialisées des Nations Unies.



Le secrétaire général de l'OTAN à l'occasion de la 77^e Assemblée générale des Nations Unies – New York (États-Unis), septembre 2022.



Le chef de la délégation de l'Union africaine, le général de corps aérien Antonio Lamas Xavier, en pleine discussion avec le directeur de la Division Sécurité coopérative de l'État-major militaire international de l'OTAN, le général de division Francesco Diella, lors de la septième édition des entretiens de travail entre représentants militaires de l'OTAN et de l'Union africaine – Bruxelles (Belgique), octobre 2022.

Dans le contexte de la guerre lancée par la Russie contre l'Ukraine, l'OTAN a été amenée à collaborer sur toute une série de sujets avec différents organismes des Nations Unies, dont le Haut-Commissariat pour les réfugiés, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et le Programme alimentaire mondial.

L'OTAN et l'ONU ont continué de travailler main dans la main sur les questions touchant au programme « femmes, paix et sécurité » et à la sécurité humaine, deux thématiques qui constituent l'un des principaux axes de leur coopération. En outre, au travers du module pluriannuel de formation de l'OTAN, les pays de l'Alliance ont continué de concourir aux opérations de maintien de la paix de l'ONU en fournissant à celle-ci expertise et formations dans quatre domaines : soins médicaux, évaluation des performances militaires, lutte contre les engins explosifs improvisés, et technologies de l'information et de la communication.

Les deux organisations ont intensifié leur dialogue dans plusieurs domaines de coopération, chacune faisant profiter l'autre de son savoir-faire et lui faisant part de ses priorités en ce qui concerne les incidences du changement climatique sur la sécurité, la lutte contre la désinformation, l'innovation, ainsi que les technologies émergentes et les technologies de rupture.

L'Union africaine

L'Union africaine demeure un partenaire important pour l'OTAN. En 2022, les entretiens de travail entre représentants militaires des deux organisations ont enfin pu reprendre, après avoir été interrompus pendant presque trois ans du fait de la pandémie. Ces entretiens ont permis de relancer la coopération dans des domaines clés, comme la formation, le soutien opérationnel et l'aide structurelle. L'officier de liaison militaire de haut rang de l'OTAN à Addis-Abeba (Éthiopie) a continué de collaborer étroitement avec le siège de l'Union africaine afin de coordonner le soutien que l'OTAN apporte à la Force africaine en attente ainsi qu'à la réforme du secteur de la sécurité.

Faire avancer la science au service de la paix et de la sécurité

Le programme pour la science au service de la paix et de la sécurité offre des possibilités de coopération pratique sur des questions de science et d'innovation en rapport avec la sécurité. Il finance des travaux de recherche et des échanges de connaissances entre scientifiques des pays de l'OTAN et des pays partenaires, afin que ceux-ci mettent au point des solutions permettant de faire face aux défis de sécurité émergents. Dans le cadre de ces projets de coopération, des chercheurs travaillent sur des thèmes clés pour l'Alliance et aident à concrétiser les priorités des pays membres, qu'il s'agisse d'étudier les possibilités offertes par les technologies émergentes et les technologies de rupture, de comprendre les incidences du changement climatique sur la sécurité ou de collaborer avec les partenaires à l'appui de la lutte contre les menaces terroristes.

En 2022, le programme pour la science au service de la paix et de la sécurité a subventionné plus de 80 projets de recherche et développement pluriannuels et a reçu près de 100 propositions de nouvelle activité.

Quelques activités marquantes de 2022 :

Mise à l'essai des technologies quantiques appliquées à la sécurisation des communications.

En juin, dans le cadre d'un exercice parrainé par le programme pour la science au service de la paix et de la sécurité, cinq groupes de chercheurs, basés à Malte, en Slovaquie, en Espagne, aux États-Unis et au siège de l'OTAN, sont parvenus à échanger des informations qui n'ont pas pu être déchiffrées par un hacker, même avec un ordinateur quantique. Cette réussite ouvre la voie à de nouveaux travaux de recherche sur la manière dont la technologie quantique peut aider à sécuriser les infrastructures informatiques.



Le secrétaire général adjoint de l'OTAN pour les défis de sécurité émergents, David van Weel, participe à la Journée d'information « La science au service de la paix et de la sécurité » – Zagreb (Croatie), avril 2022.

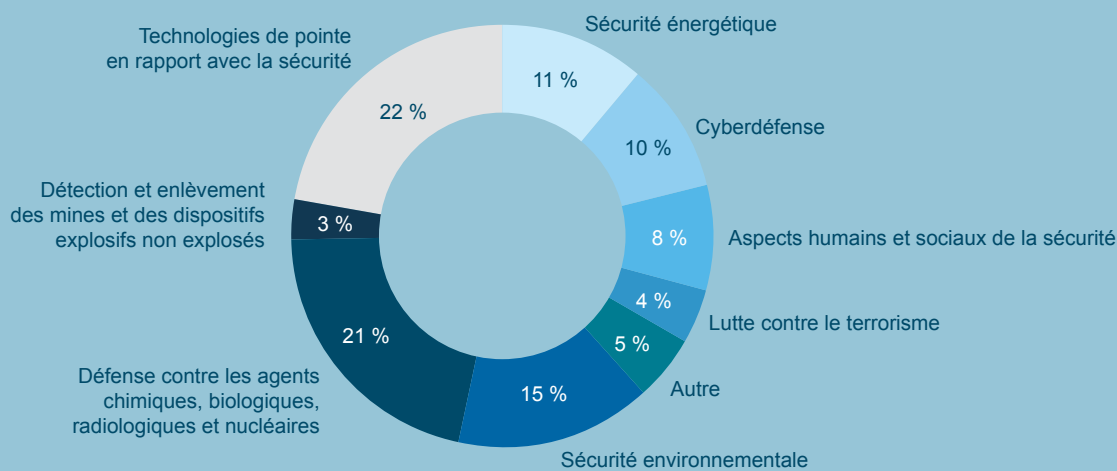
Soutien à l'appui de l'adaptation de l'OTAN au changement climatique.

Un nouveau projet de collaboration pluriannuel a été lancé en mai, qui vient s'ajouter aux activités de plus en plus nombreuses que le programme finance dans le domaine du climat et de la sécurité. Il vise à appliquer l'analytique de pointe en matière de cubes de données à l'étude des données massives d'observation de la Terre et, ainsi, à mieux comprendre les aspects des menaces naturelles et anthropiques qui ont un lien avec la sécurité.

Toujours plus d'ouverture vers le monde scientifique.

Après une interruption de deux ans due à la pandémie de COVID-19, les Journées d'information « La science au service de la paix et de la sécurité » ont repris. En avril 2022, la Croatie a organisé à Zagreb un tel événement, qui a rassemblé une centaine de scientifiques et de représentants de l'OTAN et des autorités croates. À cette occasion, des chercheurs croates ayant travaillé sur des projets subventionnés par le programme de l'OTAN ont présenté leurs contributions à la science et à la technologie.

Répartition par thème des propositions d'activité reçues en 2022 par le programme pour la science au service de la paix et de la sécurité



N.B. : Les chiffres étant arrondis, la somme des résultats n'est pas toujours égale à 100.

DEXTER – Détection des explosifs et des armes à feu dans le cadre de la lutte contre le terrorisme

Et si l'on parvenait à sécuriser les lieux publics sans interrompre le flux des passants...

À travers le monde, des stations de métro, des gares, des aéroports et d'autres lieux de passage et de rassemblement très fréquentés ont été la cible d'attentats terroristes qui ont fait de nombreux morts et d'importants dégâts matériels. Dans le cadre du projet phare DEXTER, parrainé par le programme OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité, des scientifiques de pays membres et de pays partenaires de l'Organisation ont collaboré à la mise au point d'une nouvelle méthode visant à repérer les terroristes instantanément dans la foule sans interrompre le flux des passants.

Le projet DEXTER a permis de regrouper dans un seul dispositif plusieurs solutions technologiques : des algorithmes d'apprentissage automatique pour l'élaboration d'images et l'identification automatique des menaces potentielles, des capteurs pour la détection de traces d'explosifs et un système de commandement et de contrôle pour une gestion centralisée de la fusion et du traitement intelligent des données, de sorte que les informations recueillies puissent être transmises en temps réel aux agents de sécurité.

Pour mener à bien le projet DEXTER, des institutions de recherche, des opérateurs du secteur des transports et des organes de sécurité publique et de police de quatre pays membres de l'OTAN (la France, l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas), d'un pays invité (la Finlande) et de trois pays partenaires (la République de Corée, la Serbie et l'Ukraine) ont travaillé ensemble dans le cadre d'un consortium.

Ce projet de recherche et développement pluriannuel est entré dans sa phase finale en 2022 : la fiabilité et l'efficacité du dispositif DEXTER ont été testées au cours d'un essai dans une grande ville, qui visait à mettre à l'épreuve, en situation réelle, le fonctionnement de cette combinaison de technologies. Cet essai a eu lieu pendant tout le mois de mai à Rome, dans la station de métro Anagnina. Le prototype DEXTER a dépassé les attentes : il a en effet été capable de détecter des explosifs et des armes à feu et de transmettre simultanément des notifications d'alerte concernant le suspect simulé, permettant ainsi de renforcer la sécurité de tous les passagers sans interrompre le flux des passants.

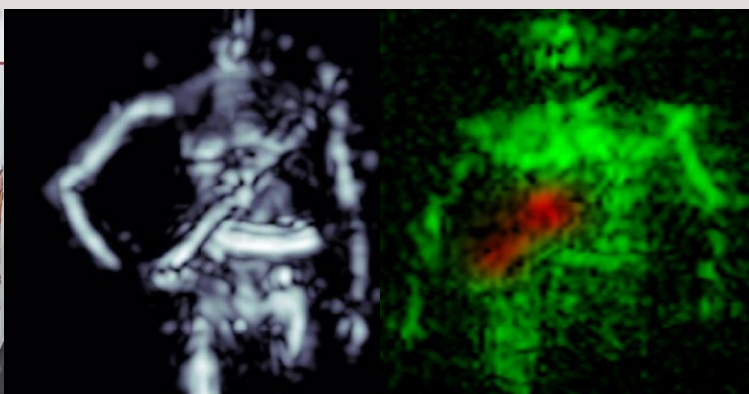
En fournissant une solution à la croisée des chemins entre la lutte contre le terrorisme et les technologies avancées, le dispositif DEXTER est un parfait exemple de ce que l'OTAN peut faire dans le domaine des technologies émergentes et des technologies de rupture.



La gestion du programme DEXTER a été pour moi extrêmement enrichissante : 11 institutions et 50 chercheurs n'ont pas ménagé leurs efforts pendant trois ans pour mettre au point un outil innovant qui permettra de protéger les infrastructures critiques contre les menaces terroristes et, ainsi, de rendre les pays de l'OTAN plus sûrs et plus forts.

Francesca Tortorella (Italie)

Gestionnaire du programme DEXTER,
Programme pour la science au service
de la paix et de la sécurité,
Division Défis de sécurité émergents,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)



Détection d'armes à feu grâce à la technologie hyperfréquences dans le cadre de l'essai DEXTER mené dans une grande ville – Rome (Italie), mai 2022





PROMOUVOIR LA PAIX, L'ÉGALITÉ ET L'UNITÉ

LA SÉCURITÉ HUMAINE
ET LES FEMMES, LA PAIX
ET LA SÉCURITÉ

Une militaire de l'armée lituanienne participe à l'exercice Iron Wolf – Lituanie, septembre 2022.



Une militaire sur le pont du HNLMS De Zeven Provinciën de la marine royale néerlandaise pendant l'exercice Dynamic Mongoose, exercice annuel de lutte anti-sous-marine et de lutte antinavire – Région de Northwood (Royaume-Uni), juin 2022.

Le concept stratégique adopté récemment par l'OTAN évoque les défis de sécurité actuels, ainsi que la nécessité d'intégrer la dimension de genre et les aspects relatifs à la sécurité humaine dans l'ensemble des tâches fondamentales de l'Alliance. Il fait de l'égalité des genres l'une des valeurs de l'Organisation, ce qui marque une nouvelle étape importante. Mais il ne faut pas s'en tenir là. Nous continuerons de nous appuyer sur les progrès déjà accomplis pour prendre en considération les défis nouveaux ou émergents auxquels l'Alliance est confrontée.

Irene Fellin, représentante spéciale du secrétaire général de l'OTAN pour les femmes, la paix et la sécurité, à l'occasion de la conférence annuelle du Comité OTAN sur la dimension de genre – Bruxelles (Belgique), 3 octobre 2022.

Dans un contexte marqué par la guerre de la Russie contre l'Ukraine et les effets dévastateurs des tactiques russes sur la population civile, l'OTAN a continué de faire preuve de leadership en travaillant, tout au long de l'année 2022, à atteindre ses objectifs prioritaires dans le domaine des femmes, de la paix et de la sécurité (FPS) et dans celui de la sécurité humaine.

Le nouveau concept stratégique de l'OTAN est le premier à considérer les questions FPS et la sécurité humaine

comme des thèmes transversaux devant être intégrés dans les trois tâches fondamentales de l'Alliance. Dans ce document, les Alliés se sont engagés à encourager la bonne gouvernance et à tenir compte du changement climatique, de la sécurité humaine et de la thématique FPS dans toutes leurs tâches, ainsi qu'à continuer de « promouvoir l'égalité des genres, conformément à [leurs] valeurs. »

Sécurité humaine

Depuis longtemps, l'OTAN est consciente du fait qu'il est important de réduire l'incidence de son action sur les populations civiles. Le concept stratégique indique que la sécurité humaine, notamment la protection des civils et la limitation des dommages causés à ceux-ci, est un élément central de l'approche de l'OTAN à l'égard de la prévention et de la gestion des crises.

En 2022, l'OTAN a adopté un document de cadrage exposant son approche en matière de sécurité humaine. Cette approche, qui découle de celle de l'ONU, est adaptée aux besoins propres à une alliance politico-militaire. Elle souligne qu'il est important de prendre en considération la sécurité et la sûreté générales des populations à toutes les étapes et à tous les niveaux des



Des personnels civils et militaires participent à une formation sur le thème « La sécurité humaine dans le contexte opérationnel » organisée par l'OTAN à l'Académie des forces terrestres – Sibiu (Roumanie), novembre 2022.

opérations, des missions et des activités de l'Alliance, partout où l'OTAN opère, l'objectif étant de prévenir les risques et les menaces pesant sur la population dans son ensemble, et d'y répondre.

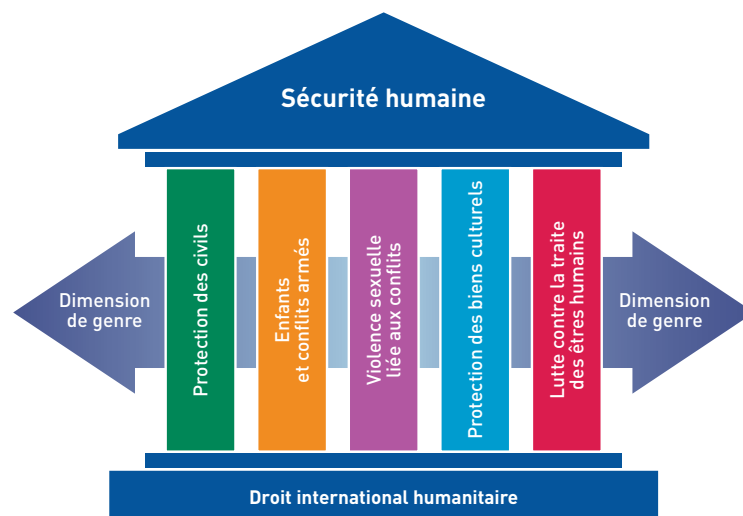
L'approche de l'OTAN dans le domaine de la sécurité humaine fédère les thèmes transversaux que sont la protection des civils, les enfants et les conflits armés, la violence sexuelle liée aux conflits, la protection des biens culturels et la lutte contre la traite des êtres humains.

En 2022, le Conseil de l'Atlantique Nord a approuvé une version actualisée des lignes directrices militaires de l'OTAN visant à prévenir et à combattre la violence sexuelle liée aux conflits. Celles-ci préconisent d'inclure des mécanismes d'identification précoce et de signalement rapide ainsi que des stratégies d'atténuation

dans la planification et l'exécution des missions. Des améliorations ont par ailleurs été apportées aux modules de formation en ligne consacrés à la protection des civils, dans lesquels il est désormais indiqué que, si l'on veut concevoir des plans opérationnels efficaces, il faut garder à l'esprit que les incidences des conflits varient en fonction du genre.

En tant qu'alliance fondée sur certaines valeurs, à savoir la démocratie, la liberté individuelle et l'état de droit, l'OTAN montre l'exemple à travers le monde en considérant que l'adoption d'une approche axée sur la sécurité humaine dans le cadre de ses missions, opérations et activités contribue à la paix et à la sécurité sur le long terme.

Approche de l'OTAN en matière de sécurité humaine



Programme « femmes, paix et sécurité »

L'action de l'OTAN dans le domaine FPS vise à faire entendre la voix des femmes et à favoriser le dialogue sur le programme FPS aux niveaux stratégique et opérationnel.

La fonction de représentant(e) spécial(e) du secrétaire général de l'OTAN pour les femmes, la paix et la sécurité, créée en 2012, est à cet égard incontournable. Devenue en 2022 la quatrième titulaire de ce poste, Irene Fellin a entrepris d'aider les cadres dirigeants de l'OTAN, les Alliés et les partenaires à faire progresser tant le programme FPS que le programme pour la sécurité humaine.

La dernière politique FPS en date, adoptée en 2018, s'articule autour de trois principes : l'intégration, l'inclusivité et l'intégrité. L'approche de l'OTAN se caractérise par une remise en question des a priori sur la réalité du domaine de la sécurité et par l'intégration de la dimension de genre dans tout ce que fait l'Organisation pour parvenir à une paix et à une stabilité axées sur l'équité. Les chantiers en cours sont guidés par le plan d'action établi pour la période 2021-2025.

Pour que la dimension de genre soit bien prise en compte dans l'ensemble des travaux de l'Alliance, il faut que tous les niveaux de l'Organisation œuvrent en coordination. L'Équipe spéciale FPS au niveau des cadres, dirigée par le secrétaire général délégué de l'OTAN, y contribue. Une telle coordination est par ailleurs essentielle à la bonne exécution des programmes concernés. En 2022, le réseau des conseillères/conseillers et des référents pour les questions de genre, solidement implanté à l'échelle de l'Alliance, a facilité la mise en application du plan d'action susmentionné et l'intégration de la dimension de genre, considérée comme une thématique transversale, dans tout ce que fait l'Alliance : opérations et missions, analyse des crises et des conflits, développement des capacités et de la doctrine, exercices, formation et entraînements.

Trois nouvelles formations en ligne ont été lancées en 2022 : l'une, consacrée aux fondamentaux du programme FPS, vise à faire mieux connaître ce sujet aux Alliés et aux agents de l'OTAN ; une autre porte sur l'intégration de la dimension de genre dans le domaine des armes légères et de petit calibre ; et une autre encore, obligatoire pour tous les personnels civils et militaires, apprend à ces derniers à reconnaître les situations d'exploitation et d'abus sexuels, à les prévenir et à y réagir.



Pendant l'exercice Freezing Winds, une tireuse de précision appartenant à la brigade Nyland de la marine finlandaise surveille les mouvements des forces d'opposition – Région de Syndalen (Finlande), décembre 2022.

Le programme FPS reste l'une des priorités du dialogue et de la coopération de l'OTAN avec d'autres organisations internationales et la société civile. Alors que la collaboration avec l'Union européenne (UE) se poursuit, des experts de l'État-major de l'UE et de l'État-major militaire international de l'OTAN ont élaboré une feuille de route devant permettre une bonne intégration de la dimension de genre dans leurs initiatives conjointes, qu'elles soient en cours ou à venir.

Les contacts avec la société civile demeurent importants pour ce qui est d'accroître la sécurité sur le théâtre des opérations de l'OTAN et de renforcer la défense collective au travers d'activités de sensibilisation. En 2022, l'OTAN a continué d'interagir avec les femmes issues de la société civile dans le cadre de la Commission consultative de la société civile, un mécanisme permettant d'aborder des thématiques diverses, telles que la défense et la sécurité au sens large ou la réponse de la communauté internationale à la guerre de la Russie contre l'Ukraine.



De gauche à droite : Irene Fellin, représentante spéciale du secrétaire général de l'OTAN pour les femmes, la paix et la sécurité ; Mélanie Joly, ministre canadienne des Affaires étrangères ; Anniken Huitfeldt, ministre norvégienne des Affaires étrangères ; Ann Linde, ancienne ministre suédoise des Affaires étrangères ; Liz Truss, ancienne secrétaire d'État britannique ; Thórdís Kolbrún Reykjaförð Gylfadóttir, ministre islandaise des Affaires étrangères ; Tanja Fajon, ministre slovène des Affaires étrangères ; Annalena Baerbock, ministre allemande des Affaires étrangères ; et Ludivine Dedonder, ministre belge de la Défense.

Réunion de femmes dirigeantes au sommet de Madrid

En marge du sommet de l'OTAN tenu à Madrid en juin 2022, les femmes ministres de la Défense et ministres des Affaires étrangères se sont réunies, une première dans le cadre d'un sommet de l'Organisation. Les participantes ont pu faire entendre leur voix et leur point de vue au cours d'un débat consacré à la guerre d'agression que la Russie mène contre l'Ukraine et aux problématiques émergentes intéressant l'Alliance. Il est ressorti de leurs échanges que les cyberattaques, y compris celles menées par le vecteur de la désinformation, transforment les idées en armes et ciblent bien souvent les femmes, et qu'il est donc essentiel de tenir compte de la dimension de genre au moment d'évaluer leurs objectifs et leurs incidences.



Je suis heureuse d'avoir aidé à réunir un nombre sans précédent de femmes occupant un portefeuille ministériel lors d'une table ronde sur les défis de sécurité actuels organisée en marge du sommet de Madrid. Nous avons ainsi mis à l'honneur des femmes qui façonnent l'Alliance.

Sina Gussek (Allemagne)

Agent temporaire, Unité Sécurité humaine,
Bureau du secrétaire général,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)



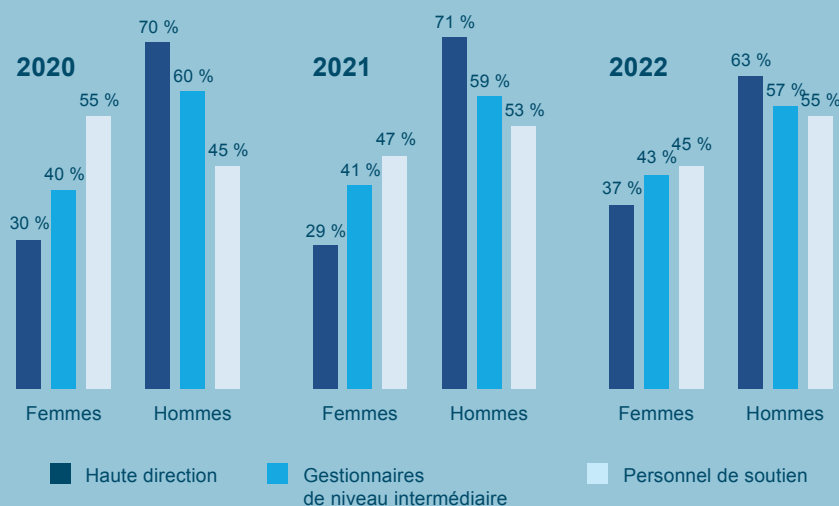
Des membres d'équipage américain et allemand à bord d'un avion AWACS de l'OTAN (Boeing 707 E-3A) en mission de patrouille dans l'espace aérien de l'Alliance suite à l'attaque de l'Ukraine par la Russie – Europe orientale, juin 2022.

Équilibre hommes-femmes en chiffres

La participation des femmes aux processus décisionnels, à tous les niveaux, est un facteur clé de succès pour l'OTAN, qui s'attache à créer des environnements inclusifs propices à une participation pleine et constructive des femmes dans l'ensemble de ses structures civiles et militaires. Il s'agit notamment d'améliorer les processus de recrutement de manière à favoriser la diversité et l'égalité des genres et à accueillir davantage de femmes.

En 2022, les femmes constituaient 43 % de l'effectif du Secrétariat international de l'OTAN, et elles étaient plus nombreuses que l'année précédente parmi les responsables de haut niveau et de niveau intermédiaire. Elles représentaient plus d'un tiers des hauts responsables de l'Organisation¹², et environ 12 % de l'effectif des forces nationales des Alliés¹³.

Secrétariat international de l'OTAN : statistiques de répartition par genre



¹² Données datées de novembre 2022.

¹³ Données datées de 2021.



COMMUNIQUER AVEC LES CITOYENS DES PAYS DE L'OTAN, MIEUX LES SENSIBILISER



Jens Stoltenberg rencontre des créateurs de contenu dans le cadre de la campagne « Protéger l'avenir »
Siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique), mai 2022



Jens Stoltenberg rencontre l'équipage du porte-avions américain USS George H. W. Bush – Mer Méditerranée, octobre 2022.

Nous devons mener un dialogue avec les citoyens, au travers d'activités de communication publique, afin de leur expliquer que le nœud du problème, c'est la guerre que M. Poutine mène contre l'Ukraine en l'absence de toute provocation et sans aucune justification.

Jens Stoltenberg, à l'occasion du Forum public OTAN – Madrid (Espagne), 28 juin 2022.

Temps forts de la communication en 2022

L'Alliance ne peut être forte ni efficace sans le soutien et la compréhension des citoyens de ses pays membres.

C'est pour cela que l'OTAN mène des activités de communication et des échanges ciblés avec toute une série de médias internationaux et de leaders d'opinion et qu'elle met en place des actions de communication numérique sur de multiples plateformes. En plus de communiquer avec les citoyens pour leur expliquer ce qu'elle est et ce qu'elle fait pour garantir notre sécurité, l'OTAN lutte contre les activités d'information hostiles, et notamment contre la désinformation. Son approche repose sur une communication publique factuelle et crédible.

En 2022, l'OTAN s'est attachée à faire preuve de clarté, de calme, de crédibilité et de proactivité chaque fois qu'elle a communiqué au sujet de sa réponse à la guerre d'agression que la Russie mène contre l'Ukraine. Dès l'automne 2021, elle publiait des informations sur le renforcement du dispositif militaire de la Russie et sur le projet russe d'invasion à grande échelle de l'Ukraine, en dénonçant systématiquement les fausses allégations

du Kremlin. Parallèlement à cela, elle a fait savoir sans équivoque qu'elle protégerait et défendrait chaque centimètre carré du territoire de l'Alliance.



Point de presse informel de Jens Stoltenberg, accompagné de la porte-parole de l'Organisation, Oana Lungescu, à l'occasion de l'ouverture du sommet de l'OTAN – Madrid (Espagne), juin 2022.

Interactions avec la presse et les médias en 2022 : quelques chiffres

Plus de 22 000 articles et reportages consacrés à l'OTAN dans les grands médias internationaux (+ 150 % par rapport à 2021), avec une audience potentielle cumulée de 42 milliards de personnes

Plus de 3 000 sollicitations des médias (+ 20 % par rapport à 2021)

Plus de 400 interviews du secrétaire général et du secrétaire général délégué (+ 70 % par rapport à 2021)

30 visites de presse (3 fois plus qu'en 2021)

En 2022, face à la demande accrue d'informations sur l'OTAN, l'Alliance a renforcé ses propres capacités de diffusion et de médias sociaux, et amélioré son site web. Elle s'est également lancée dans les YouTube Shorts pour communiquer sur la chaîne YouTube qu'elle utilise depuis longtemps. Elle a aussi créé un canal en russe sur Telegram et lancé des conversations sur Twitter Spaces afin de toucher un public russophone plus large.

Hausses indicatives de l'audience numérique par rapport à 2021

 + 30 %

 + 103 %

 + 95 %

 + 59 %

Site NATO.int : + 480 %

Communauté totale sur les principaux médias sociaux : + 65 %, soit 5,11 millions d'utilisateurs

Visites de presse

En 2022, 58 médias de 12 pays membres et de sept pays partenaires ont participé à des visites de presse.

Parrainées par l'Organisation, ces visites permettent aux médias d'accéder à des informations de première main sur les missions, les exercices, les opérations et les déploiements de l'OTAN. Elles contribuent à illustrer le vaste éventail d'activités que l'OTAN entreprend pour protéger ses citoyens et son territoire contre toute menace, d'où qu'elle vienne.

Les médias ont eu l'occasion :

- de suivre des forces spéciales des pays de l'Alliance à l'entraînement ;
- d'assister au décollage sur alerte de F-18 danois dans le ciel islandais et de voir des F-16 italiens patrouiller dans l'espace aérien roumain ;
- de naviguer en mer Adriatique à bord du porte-avions USS George H.W. Bush ;
- de rendre visite aux nouveaux groupements tactiques multinationaux en Roumanie et en Slovaquie ;
- d'observer des militaires français protégeant le flanc est de l'OTAN au moyen de systèmes de missiles Patriot ;
- de suivre des experts militaires et de l'industrie se livrant à des essais et à des entraînements mettant en jeu des drones sous-marins conçus pour détecter des sous-marins ;
- d'accompagner une patrouille de la Force pour le Kosovo, dirigée par l'OTAN ;
- d'assister à Cyber Coalition 22, l'un des plus grands exercices de cyberdéfense au monde ;
- de suivre des experts de la lutte contre le terrorisme à l'entraînement dans une station de métro à Rome (Italie).

La communication autour du sommet de Madrid

Le sommet de l'OTAN qui s'est tenu à Madrid en 2022 a suscité un vif intérêt aux quatre coins du globe. Les conférences de presse que le secrétaire général a données à cette occasion ont été retransmises en direct par plus de 30 chaînes de télévision de par le monde, touchant une audience d'un milliard de personnes. Sur les pages Facebook, LinkedIn, Twitter et YouTube de l'OTAN, les internautes se sont particulièrement intéressés à la signature du mémorandum d'entente entre la Türkiye, la Finlande et la Suède. Désireuse de s'adresser également aux jeunes, l'OTAN a publié, sur Instagram et Facebook, du contenu exclusif sur les coulisses du sommet.

Par ailleurs, l'OTAN s'est efforcée de mieux se faire connaître dans le monde hispanophone – l'Espagne étant le pays organisateur du sommet, et la Colombie, un pays partenaire – au moyen d'une communication ciblée dans cette langue, touchant potentiellement un public de plus de 140 millions de personnes. Toute une communication a été mise en place à Madrid pour faire la promotion de l'événement et remercier les habitants et les touristes de leur compréhension et de leur patience avant et pendant la tenue du sommet.

Le sommet de Madrid en quelques chiffres

Plus de **3 000** journalistes

venus de **83** pays

Plus de **1 500** articles par jour

Trafic sur le site web de l'OTAN en hausse de **170 %** par rapport au sommet de Bruxelles, en 2021



Drapeaux ornant la ville de Madrid à l'occasion du sommet de l'OTAN – Madrid (Espagne), juin 2022.

Forum public OTAN

Cette conférence, qui s'est tenue en marge du sommet de Madrid, a rassemblé des intervenants de haut niveau, parmi lesquels des chefs d'État et de gouvernement, des experts de renommée internationale et des représentants de la jeunesse, de l'industrie et de la société civile. Elle a été suivie par plus de 33 000 internautes, soit plus du double de l'audience qu'avait générée la conférence organisée en 2021. C'est dans le cadre de ce Forum qu'a eu lieu la toute première édition du dialogue de haut niveau de l'OTAN sur le changement climatique et la sécurité, sous l'égide du secrétaire général.

Vitrine technologique de l'OTAN

L'OTAN s'est associée à des étudiants pour tenter de mieux comprendre les possibilités et les défis liés aux systèmes autonomes ; cette exposition visait à présenter le fruit de leur travail. Les dirigeants et les ministres des pays de l'Alliance ont pu en apprendre plus au sujet de Project X, un concours portant sur la mise au point de drones qui aideraient à répondre aux situations d'urgence et de technologies qui serviraient à lutter contre l'usage détourné de systèmes aériens sans pilote. L'une des solutions mises à l'honneur dans le cadre de l'exposition est un système autonome qui permet, en cas de phénomène météorologique extrême, d'arriver jusqu'aux survivants.



Des étudiants de l'Université de technologie de Delft et d'autres universités néerlandaises participent au concours Project X, qui vise à faire émerger des solutions plus rapides et plus innovantes pour fournir à l'Alliance les technologies dont elle a besoin – Katwijk aan Zee (Pays-Bas), janvier 2022.



Le système de drones collaboratifs primé au concours Project X – Katwijk aan Zee (Pays-Bas), janvier 2022.



Alex Heath, Caroline Gleich, Ben Wheeler et Sergio Hidalgo, créateurs de contenu pour la campagne « Protéger l'avenir », à bord de l'USS George H.W. Bush – Mer Méditerranée, octobre 2022.

Interactions avec les jeunes

Le rapprochement avec les jeunes est essentiel pour l'avenir de l'Alliance.

En avril, l'OTAN a lancé la campagne « Protéger l'avenir », menée par 12 jeunes créateurs de contenus en ligne originaires d'Allemagne, de Hongrie, de Lettonie, d'Espagne, du Royaume-Uni et des États-Unis. Pour en savoir plus sur les travaux de l'Alliance, ces créateurs ont rencontré le secrétaire général en mai, se sont rendus au sommet de Madrid en juin, ont visité le porte-avions américain USS George H.W. Bush en octobre, et ont pris part à une mission d'entraînement d'AWACS en novembre.

Jeunes créateurs de contenus

Les **12** influenceurs ont :

- produit **679** contenus
- généré près de **300 000** interactions sur les réseaux sociaux
- touché un public de **plus de 9 millions** de jeunes



En 2022, de jeunes artistes de toute l'Alliance ont pris part à un concours ouvert pour participer à la création du tout premier roman graphique de l'OTAN, *Protect the future*. Six jeunes artistes ont été sélectionnés pour travailler, en collaboration avec des professionnels, à la production du livre, qui a été publié à Bruxelles le 7 décembre 2022.

En octobre 2022, plus de 500 étudiants de 38 pays se sont rassemblés en présentiel et en ligne à l'occasion du « Concours d'innovation mondial » (*Global Innovation Challenge*) organisé par le College of William and Mary. Avec l'aide de mentors de l'OTAN, de think tanks et du secteur privé, 67 équipes de 47 universités ont présenté des solutions créatives pour lutter contre la désinformation. Les présentations gagnantes comprenaient par exemple des recommandations sur l'usage de mèmes, le renforcement de la formation et l'amélioration de la résilience.

Sommet OTAN de la jeunesse 2022 : sécuriser notre avenir commun

L'édition 2022 du sommet OTAN de la jeunesse, qui s'est tenue le 28 avril autour du thème « Sécuriser notre avenir commun », a rassemblé de jeunes leaders venus d'Europe, d'Amérique du Nord et d'ailleurs. Ils ont discuté de questions vitales pour la sécurité internationale, avec la contribution d'un éventail divers d'acteurs non traditionnels – militants, artistes, leaders du secteur technologique et responsables OTAN.

Parmi les activités proposées figuraient un entretien sur la communication narrative, une simulation de cyberattaque, un concours d'argumentation politique, des vidéos TikTok et des sondages en direct. Le sommet a réuni 35 000 personnes venues de 99 pays, et 76 % des participants avaient moins de 35 ans.

Analyse de l'environnement informationnel

Les activités d'information hostiles, comme la désinformation, visent à influencer les décisions des citoyens et à fragiliser la démocratie. Pour améliorer la résilience de leurs sociétés face à l'usage d'informations hostiles, les Alliés doivent comprendre l'environnement informationnel.

En 2022, l'OTAN s'est servie des données comme d'une ressource stratégique lui permettant de fournir aux Alliés des analyses régulières de l'environnement informationnel. Les analyses d'audience et l'évaluation de la communication de l'OTAN ont permis d'obtenir des informations utiles au service des activités politiques et militaires de l'Alliance.

Communication en langue russe

En 2022, malgré les restrictions imposées aux médias et à la société civile en Russie, l'OTAN a continué à s'adresser à certains publics russophones, en ligne comme en présentiel, au travers de visites, d'exposés et d'autres activités.

De nombreux ressortissants russes se sont installés dans des pays de l'Alliance ou des pays partenaires et cherchent des sources d'information indépendantes ou différentes. En 2022, l'OTAN a investi dans les activités d'ouverture destinées à la société civile, aux militants, aux grands leaders d'opinion, aux analystes indépendants et aux journalistes russes établis à l'étranger.

L'Organisation continue aussi à étendre sa présence sur les médias sociaux en russe, avec la création d'une chaîne Telegram et d'un salon de discussion sur Twitter Spaces, qui viennent compléter la famille de comptes « HATO no-русски » (« L'OTAN en russe ») sur les médias sociaux. L'OTAN a en outre intensifié ses interactions avec des chaînes YouTube influentes, qui sont une source d'information importante pour les publics russophones.



En 2022, j'ai présenté les résultats de nos recherches sur la manière dont l'opinion publique considère la défense collective, l'adhésion à l'OTAN et le soutien à l'Ukraine. Nos conclusions viennent éclairer la communication de l'OTAN, sur le plan du contenu comme de la stratégie.

Amy Lecomber (Royaume-Uni)

Chercheuse sénior en analyse d'audience,
Unité Communication stratégique,
Division Diplomatie publique,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

« OTAN-Russie : Mise au point »

La page « OTAN-Russie : Mise au point » du site internet de l'OTAN dénonce et réfute la désinformation agressive contre l'Alliance à laquelle se livre actuellement la Russie. Elle permet de lutter contre les discours mensongers en leur opposant des éléments de preuves sous la forme d'images satellites, de fiches d'information et d'entretiens.

L'OTAN produit également du contenu audiovisuel, avec notamment la vidéo intitulée « [Stop the lies, stop the war](#) » (« Finissons-en avec les mensonges, finissons-en avec la guerre »).



Jens Stoltenberg donne un premier aperçu du sommet de l'Alliance à Madrid, en compagnie de la journaliste Lili Bayer, de Politico – Bruxelles (Belgique), juin 2022.

Le Centre d'information et de documentation de l'OTAN

Depuis sa création à Kyïv il y a 25 ans, le Centre d'information et de documentation de l'OTAN s'attache à améliorer la connaissance et la compréhension de l'OTAN en Ukraine. Depuis le début de la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, l'organisme est resté opérationnel, et apporte son soutien à la société civile

ukrainienne. Par exemple, pendant toute l'année 2022, le Centre d'information et de documentation de l'OTAN a collaboré avec le Centre de ressources des Tatars de Crimée afin d'analyser les mythes et les discours hostiles sur l'OTAN qui circulent dans la Crimée occupée.

Réseau des hauts responsables de la communication

En novembre 2022, la conférence des hauts responsables de la communication à l'OTAN a rassemblé plus de 250 participants issus de la société civile, du monde universitaire et de think tanks, ainsi que plus de 100 représentants des Alliés et responsables OTAN. Ceux-ci ont échangé sur les objectifs et les défis actuels en matière de communication, dans la perspective du sommet de Vilnius de 2023. La conférence des hauts responsables de la communication offre une plateforme de coordination et de collaboration entre les professionnels de la communication à l'OTAN, les experts et la société civile.



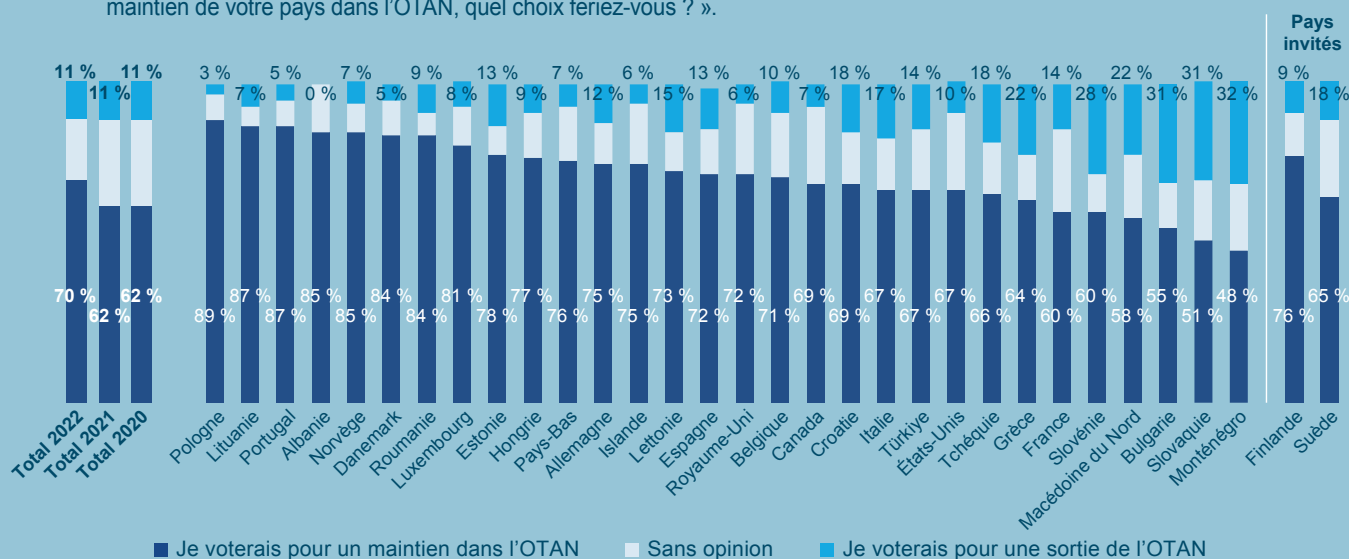
Photo de groupe prise pendant la conférence des hauts responsables de la communication à l'OTAN – Bruxelles (Belgique), novembre 2022.

À l'écoute des citoyens : un soutien continu à l'Alliance en 2022

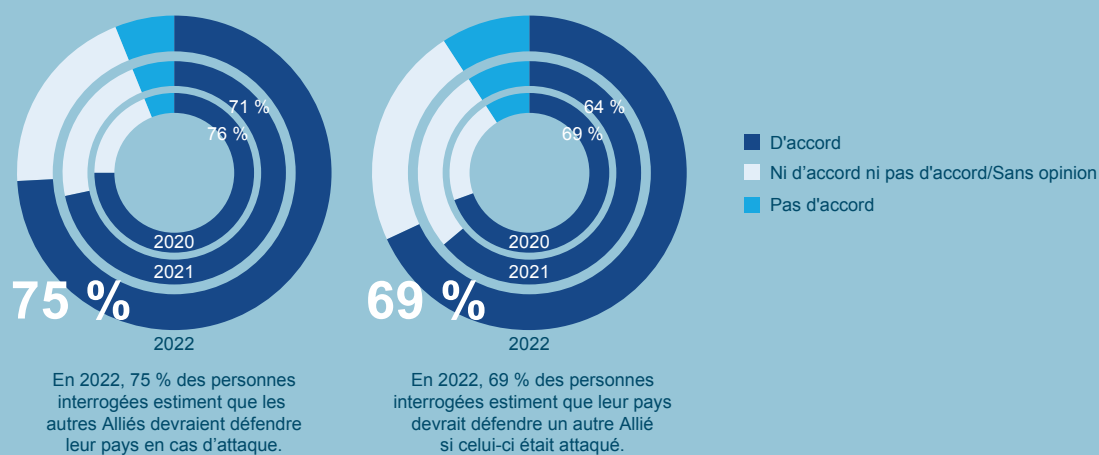
En 2022, l'OTAN a commandé des sondages dans ses 30 pays membres afin de mieux comprendre comment elle y est perçue par les citoyens et d'observer l'évolution des tendances par rapport à 2021.¹⁷ Pour la première fois, la Finlande et la Suède ont été associées à ces sondages¹⁸. Les données pour 2022 ont été recueillies entre le 7 et le 29 novembre.

Nette progression des avis favorables à l'OTAN

S'ils devaient participer à un référendum, les citoyens continueraient de se prononcer majoritairement (à hauteur de 70 %) en faveur du maintien de leur pays dans l'OTAN, pourcentage en nette augmentation par rapport à 2021 (62 %). Le graphique ci-dessous présente les réponses données à la question suivante : « Si vous pouviez voter pour ou contre le maintien de votre pays dans l'OTAN, quel choix feriez-vous ? ».



Les citoyens de toute l'Alliance de plus en plus attachés à la défense collective

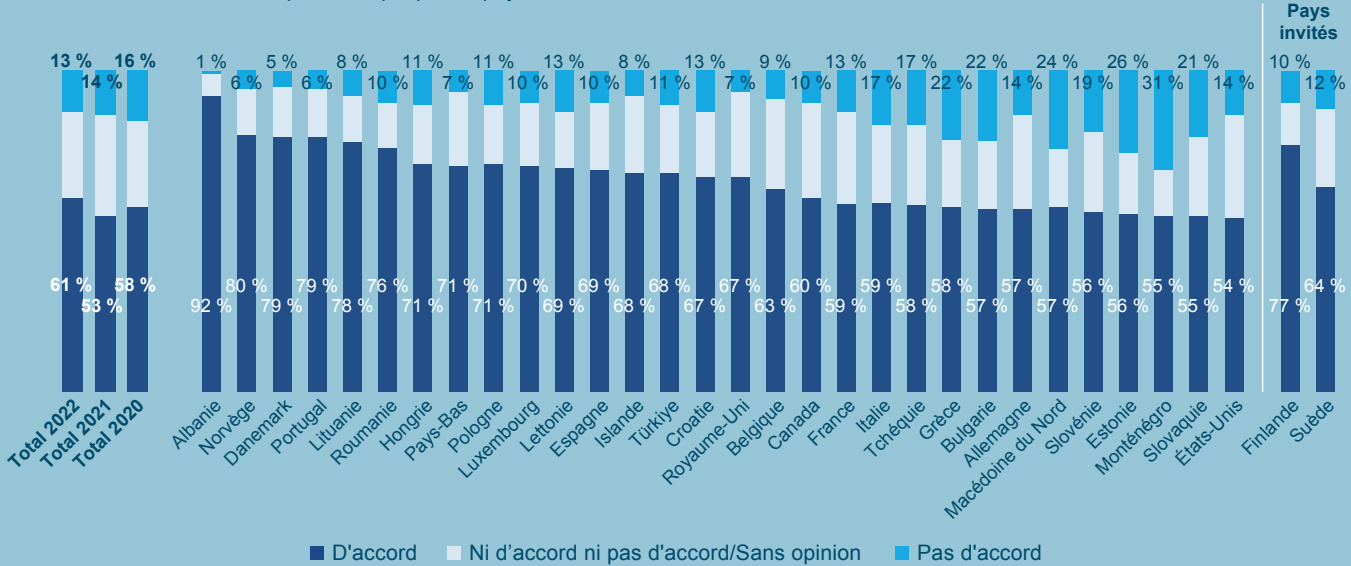


17 Sondages effectués par Kantar auprès de 30 993 adultes dans les 30 pays membres de l'OTAN, ainsi qu'en Finlande et en Suède en leur qualité de pays invités, entre le 7 et le 29 novembre 2022. Taille des échantillons de population et dates de réalisation des précédents sondages dans les 30 pays de l'Alliance : 2021 – 28 909 personnes interrogées entre le 12 novembre et le 2 décembre ; 2020 – 28 517 personnes interrogées entre le 5 et le 23 novembre. Les sondages ont été réalisés en ligne, sauf en Macédoine du Nord, en Albanie et au Monténégro, où ils ont été effectués par téléphone en raison du faible taux de pénétration des sondages en ligne dans ces pays. Dans chacun des pays où le sondage a été réalisé en ligne, un échantillon d'au moins 1 000 répondants a été obtenu. Dans chacun des pays où le sondage a été effectué par téléphone, au moins 500 personnes ont été interrogées. Des quotas ont été fixés pour le genre, l'âge et la région, et les résultats ont été pondérés de sorte que l'échantillon de chaque pays soit représentatif de sa population adulte (les plus de 18 ans). Les résultats globaux (pour l'ensemble des Alliés) ont été pondérés en fonction de la répartition de la population des pays de l'OTAN. Ces totaux ne comprennent pas les données concernant la Finlande et la Suède. Les sondages dont il est question sont basés sur un échantillonnage non aléatoire, avec une marge d'erreur indicative de ± 3 %. Les chiffres étant arrondis, la somme des résultats n'est pas toujours égale à 100 %. Pour de plus amples informations, voir <https://www.nato.int/SGReport/2022/audience-insight-fr>.

18 En 2022, la Finlande et la Suède, en tant que pays invités, ont pour la première fois été associées aux sondages sur la façon dont l'OTAN est perçue par les citoyens de ses pays membres. Les résultats globaux OTAN ne comprennent pas les données concernant ces deux pays.

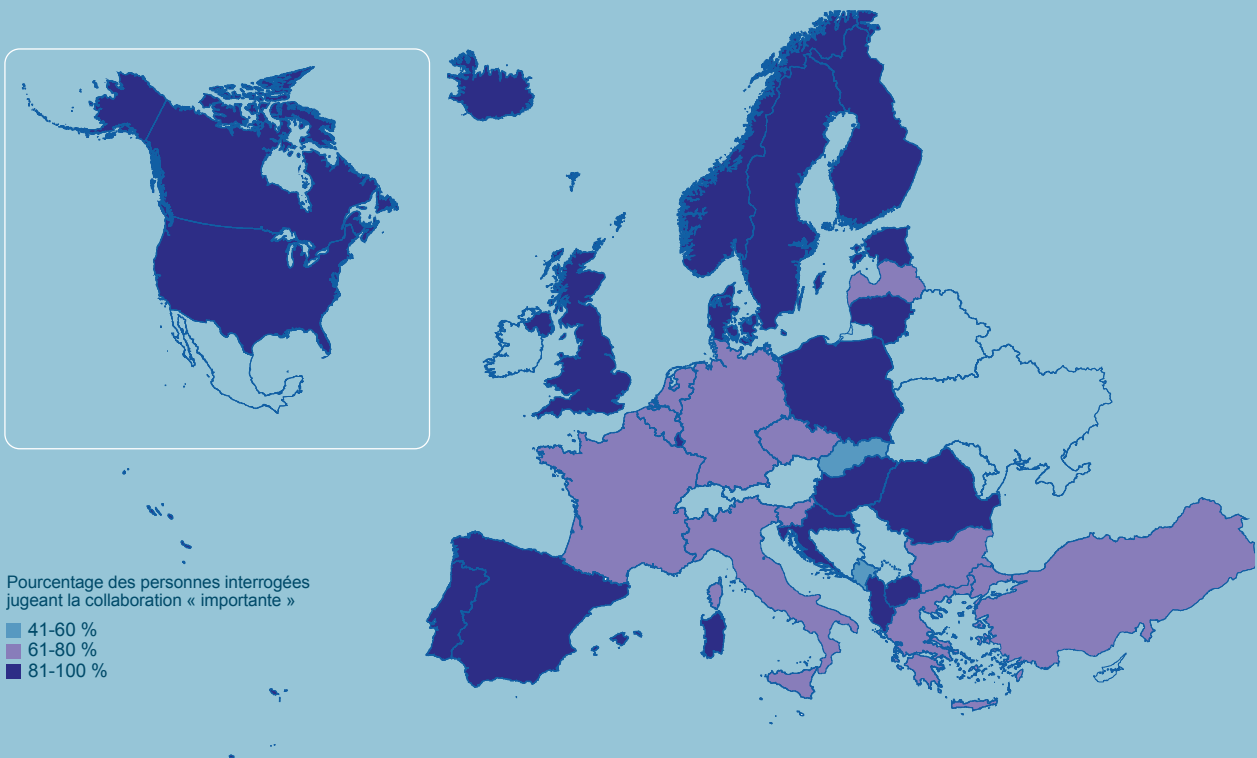
L'OTAN garantit notre sécurité

En 2022, le pourcentage de citoyens estimant que l'appartenance à l'OTAN diminue la probabilité d'une attaque par un pays tiers (61 %) a sensiblement augmenté. Seuls 13 % des sondés ne partagent pas cette opinion. Le graphique ci-dessous montre la part des personnes interrogées qui sont d'accord avec l'affirmation suivante : « L'appartenance de mon pays à l'OTAN réduit le risque d'attaque par un pays tiers ».



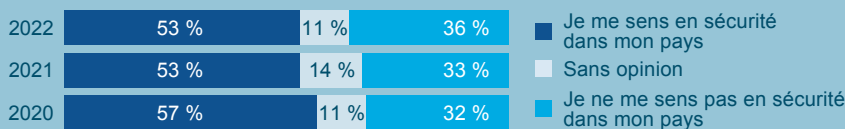
Des citoyens fermement convaincus de l'utilité de l'OTAN et du lien transatlantique

L'attachement au lien transatlantique reste fort. 82 % des citoyens sont d'avis que la collaboration entre l'Amérique du Nord et l'Europe en matière de sûreté et de sécurité est importante.



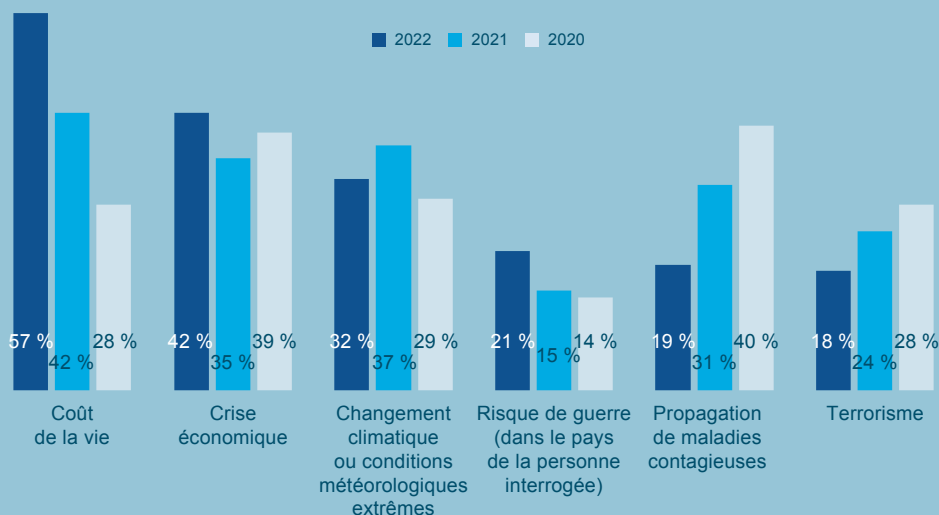
La perception du sentiment de sécurité parmi les citoyens des pays de l'Alliance

La majorité des citoyens des pays de l'Alliance continuent de se sentir en sécurité dans leur pays. On note toutefois une augmentation du nombre de citoyens pour qui ce n'est pas le cas (36 %, contre 33 % en 2021).



Fortes hausses des préoccupations liées au risque de guerre dans les pays membres

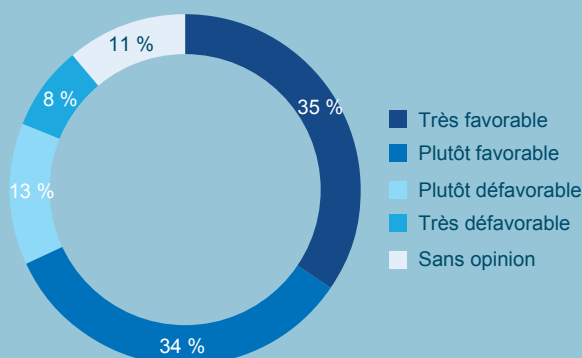
Dans l'ensemble de l'Alliance, les préoccupations des citoyens concernant le coût de la vie sont majoritaires (57 %). Les préoccupations liées au risque de guerre ont quant à elles grimpé à 21 %. Le graphique ci-dessous présente les réponses données en 2022, 2021 et 2020 à la question suivante : « Laquelle de ces problématiques vous préoccupe le plus ? ».



Des citoyens nettement favorables au maintien dans la durée du soutien à l'Ukraine et majoritairement convaincus que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a des répercussions sur la sûreté et la sécurité des pays de l'Alliance

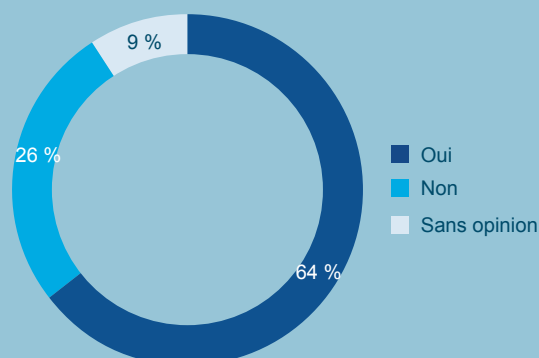
Les personnes interrogées sont largement favorables à ce que les Alliés continuent de soutenir l'Ukraine (69 %). Seuls 21 % s'y opposent.

La question posée était la suivante : « S'agissant de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, dans quelle mesure êtes-vous favorable à ce que (VOTRE PAYS) continue de fournir un soutien à l'Ukraine ? ».



64 % des citoyens des pays de l'Alliance considèrent que l'invasion de l'Ukraine par la Russie a eu des répercussions sur la sûreté et la sécurité de leur pays.

La question posée était la suivante : « À votre avis, l'invasion de l'Ukraine par la Russie a-t-elle eu des répercussions sur la sûreté et la sécurité de (VOTRE PAYS) ? ».





ORGANISATION



Le personnel de l'État-major militaire international et les représentants militaires des pays se rassemblent au siège de l'OTAN à l'occasion du départ de l'ancien directeur général de l'État-major militaire international, le général de corps d'armée Hans-Werner Wiermann – Bruxelles (Belgique), juin 2022.

Les deux guerres mondiales et la Guerre froide nous ont appris qu'il n'y avait pas de vraie sécurité en Europe sans lien transatlantique solide. Unies au sein de l'OTAN, l'Europe et l'Amérique continueront de préserver la paix et de protéger notre modèle démocratique. Comme elles le font depuis plus de 70 ans.

Jens Stoltenberg, à l'occasion d'une séance de la Conférence de Munich sur la sécurité intitulée « Main dans la main : la sécurité transatlantique et européenne » – Munich (Allemagne), 19 février 2022.

Siège de l'OTAN

Le siège de l'OTAN, à Bruxelles, abrite le Secrétariat international et l'État-major militaire international de l'Organisation, ainsi que les délégations et les représentations militaires des 30 pays membres, les missions de 18 pays partenaires et plusieurs agences. C'est principalement là, au travers de dialogues et de consultations, que se décide la politique et l'action de l'Organisation.



Jens Stoltenberg s'exprime lors de l'exercice de continuité d'activité – Bruxelles (Belgique), novembre 2022.

Continuité d'activité

L'OTAN doit être en mesure de fonctionner efficacement en toutes circonstances et de faire face à des perturbations inattendues. Pour elle, la continuité d'activité est donc capitale. Dans le concept stratégique, les Alliés ont d'ailleurs réaffirmé qu'il était important de garantir la continuité des activités de l'Alliance. En 2022, l'OTAN a organisé le plus grand exercice de continuité d'activité de son histoire, ce qui a été l'occasion de renforcer la collaboration entre différents organismes, comme l'Agence OTAN d'information et de communication.



Moments de détente au Centre du personnel – Siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique), 2022.

Centre du personnel de l'OTAN

Pour être forte, l'OTAN a besoin d'un personnel résilient. Au Centre du personnel, les agents peuvent s'aérer l'esprit, fortifier leur corps et socialiser.



Réunion du Conseil de l'Atlantique Nord en session des ministres de la Défense au siège de l'OTAN – Bruxelles (Belgique), juin 2022.

Conseil de l'Atlantique Nord

Le Conseil de l'Atlantique Nord est l'organe suprême de prise de décision à l'OTAN. C'est l'enceinte où les hauts représentants des 30 pays d'Europe et d'Amérique du Nord qui font partie de l'Alliance se réunissent pour échanger et se concerter sur des sujets d'intérêt commun. Depuis que les Alliés ont signé les protocoles d'adhésion de la Finlande et la Suède, en juillet 2022, ces deux pays assistent aux réunions du Conseil en tant qu'invités.

Le Conseil est présidé par le secrétaire général. Qu'il soit réuni en sommet, c'est-à-dire au niveau des chefs d'État et de gouvernement, ou en session permanente,

c'est-à-dire au niveau des ambassadeurs, ses décisions ont la même valeur. Elles sont prises par consensus, si bien que les politiques adoptées par le Conseil sont considérées comme l'expression de la volonté collective de tous les Alliés. Depuis la création de l'Alliance, en 1949, toute décision est le fruit d'un consensus. Par conséquent, à l'OTAN, les consultations se poursuivent jusqu'au moment où se dégage une décision acceptable par tous les Alliés.

Secrétariat international

Le Secrétariat international – qui, en 2022, se composait de 1 212 civils – contribue au processus de prise de décision de l'Alliance en facilitant le dialogue, l'élaboration et la mise en œuvre des politiques ainsi que l'exécution des programmes.

L'OTAN s'attache à attirer et à recruter des personnes hautement qualifiées venues d'horizons divers.

L'OTAN fait en sorte que son personnel soit à l'image des citoyens pour le bien desquels elle travaille et qu'il soit représentatif de la diversité observée dans les pays de l'Alliance. Elle veille à offrir à tous les membres de son personnel un environnement de travail inclusif fondé sur l'équité.



J'ai été très fière d'apporter au personnel de l'OTAN, aux gestionnaires et à leurs équipes des solutions créatives propres à renforcer leurs compétences et à combler certaines lacunes. C'est ainsi qu'ils restent armés pour faire face aux défis à venir.

Ashley Roche (États-Unis)

Assistante, Section Valorisation des talents et développement organisationnel,
Service Gestion des talents et intégration RH,
Division Gestion exécutive,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)



Discussion « Plaidoyer pour la diversité raciale à l'OTAN »
– Bruxelles (Belgique), novembre 2022.

La discussion « Running on Empty » a abordé les difficultés des parents
qui travaillent à l'OTAN – Bruxelles (Belgique), septembre 2022.

Promotion de la diversité et de l'inclusivité – Faits saillants de 2022

- Le Secrétariat international a établi une directive sur la prévention du harcèlement, des brimades et de la discrimination et sur le traitement des cas signalés. Ce texte prévoit notamment d'améliorer la communication interne et de mettre en place davantage d'activités de formation et de développement professionnel.
- Une administratrice Déontologie a été recrutée. Son travail consiste à renforcer et à favoriser, au sein du Secrétariat international, le respect des règles déontologiques et des valeurs que sont l'intégrité et le sens des responsabilités, ainsi qu'à garantir une gestion indépendante des dispositions relatives au signalement de faits répréhensibles. Cette administratrice coordonne un réseau de personnes de confiance dans le cadre de la politique sur les moyens de prévenir le harcèlement, les brimades et la discrimination au travail.
- Les participant(e)s au programme pour les jeunes talents ont passé une première année à l'OTAN. Réparti(e)s dans six organismes différents, ils/elles ont été engagé(e)s pour trois ans et sont accueilli(e)s dans un nouvel organisme chaque année pour travailler aux priorités de l'Alliance.
- Des groupes-ressources ont été créés. Gérés par le personnel sur une base volontaire, ils sont constitués de personnes unies par une identité commune, des intérêts partagés, un lien particulier ou un parcours similaire. Citons par exemple Proud@NATO (qui soutient les personnes qui s'identifient comme LGBTQ+), *Elevate* (qui soutient les personnes de couleur) et le groupe des parents-travailleurs (pour celles et ceux qui ont des enfants ou souhaitent en avoir et leur famille).



Le président du Comité militaire de l'OTAN, l'amiral Rob Bauer (à gauche), lors de la cérémonie de passation de témoin entre l'ancien directeur général de l'État-major militaire international, le général de corps d'armée Hans-Werner Wiermann (au milieu), et l'actuel, le général de corps d'armée Janusz Adamczak (à droite) – Bruxelles (Belgique), juillet 2022.

Autorités militaires de l'OTAN

En 2022, plus de 6 200 militaires et 850 civils ont travaillé ensemble au sein de l'État-major militaire international et dans les quartiers généraux qui forment la structure de commandement de l'OTAN. Les militaires sont mis à la disposition de l'Organisation par leur pays, et ils sont rémunérés sur les budgets de défense nationaux. Les effectifs des structures militaires de l'OTAN proviennent des 30 pays membres.

Le **Comité militaire** est la plus haute instance militaire de l'OTAN. Il se compose des chefs d'état-major de la défense des 30 pays de l'Alliance. Depuis juin 2021, il est présidé par l'amiral Rob Bauer, de la marine royale néerlandaise. Le président du Comité militaire est le plus haut responsable militaire de l'OTAN et le principal conseiller militaire du secrétaire général. C'est lui qui soumet aux organes de décision politiques de l'Alliance les avis des chefs d'état-major de la défense. Ces avis reflètent le consensus auquel ces derniers sont parvenus. Les chefs d'état-major de la défense se retrouvent au moins trois fois par an au sein du Comité militaire. Le reste du temps, le Comité se réunit en session permanente, c'est-à-dire au niveau des représentants militaires des pays, qui s'expriment alors au nom de leur chef d'état-major de la défense.

Le rôle du Comité militaire est d'examiner les questions militaires importantes, d'en débattre et de prendre les mesures qui s'imposent, en veillant tout à la fois à privilégier l'intérêt de l'Alliance et à tenir compte des points de vue des pays. Le Comité fournit au Conseil de l'Atlantique Nord des avis militaires indépendants, fondés sur un consensus. En étroite coopération avec les commandants stratégiques de l'OTAN, il soumet des questions, des plans et des recommandations aux responsables politiques.

L'**État-major militaire international** est l'organe exécutif du Comité militaire. Il se compose d'environ 500 militaires et civils venant des pays de l'Alliance et des pays partenaires. Son personnel sert l'intérêt commun des Alliés, sous la conduite d'un directeur général élu par les chefs d'état-major de la défense des pays de l'OTAN pour un mandat de trois ans. Depuis juillet 2022, cette fonction est occupée par le général de corps d'armée Janusz Adamczak, des forces armées polonaises. L'État-major militaire international réalise des analyses et des études sur des questions militaires intéressant l'OTAN, recense les domaines présentant



L'amiral Rob Bauer, président du Comité militaire de l'OTAN, arrive à une réunion informelle du Conseil de l'Atlantique Nord au niveau des ministres des Affaires étrangères – Berlin (Allemagne), mai 2022.

un intérêt stratégique ou opérationnel, et propose des lignes d'action. Il veille aussi à ce que les décisions et

politiques militaires de l'OTAN soient exécutées par les organes militaires concernés.

Structure de commandement de l'OTAN

L'OTAN s'est dotée d'une structure de commandement et d'une structure de forces grâce auxquelles l'Alliance peut s'acquitter de ses tâches fondamentales. La **structure de commandement de l'OTAN** joue un rôle stratégique, consistant à exercer le commandement et le contrôle des opérations interarmées de l'Alliance. Elle se compose du Commandement allié Opérations, du Commandement allié Transformation ainsi que de leurs commandements et quartiers généraux subordonnés.

Le **Commandement allié Opérations** a son quartier général à Mons (Belgique). Les commandements subordonnés sont hébergés dans des quartiers généraux répartis dans divers pays de l'OTAN. Placé sous la conduite du commandant suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), le Commandement allié Opérations est responsable de la planification et de l'exécution de l'ensemble des opérations et missions de l'Alliance. Le SACEUR lui-même est chargé du commandement général des opérations au niveau stratégique, et il formule des directives militaires à caractère stratégique à l'intention des commandants subordonnés. Depuis juillet 2022, le SACEUR est le général Christopher Cavoli, des forces terrestres des États-Unis.

Le **Commandement allié Transformation** a son quartier général à Norfolk, en Virginie (États-Unis), et ses commandements subordonnés sont situés dans divers pays de l'OTAN. Sous la direction du commandant suprême allié Transformation (SACT) – depuis septembre 2021, le général Philippe Lavigne, de l'armée de l'Air et de l'Espace française –, il pilote la transformation de la structure, des forces, des capacités et de la doctrine militaires de l'OTAN. En outre, il élabore des concepts innovants, procède à des expérimentations et promeut l'interopérabilité entre les forces des Alliés, au profit d'une plus grande efficacité militaire.

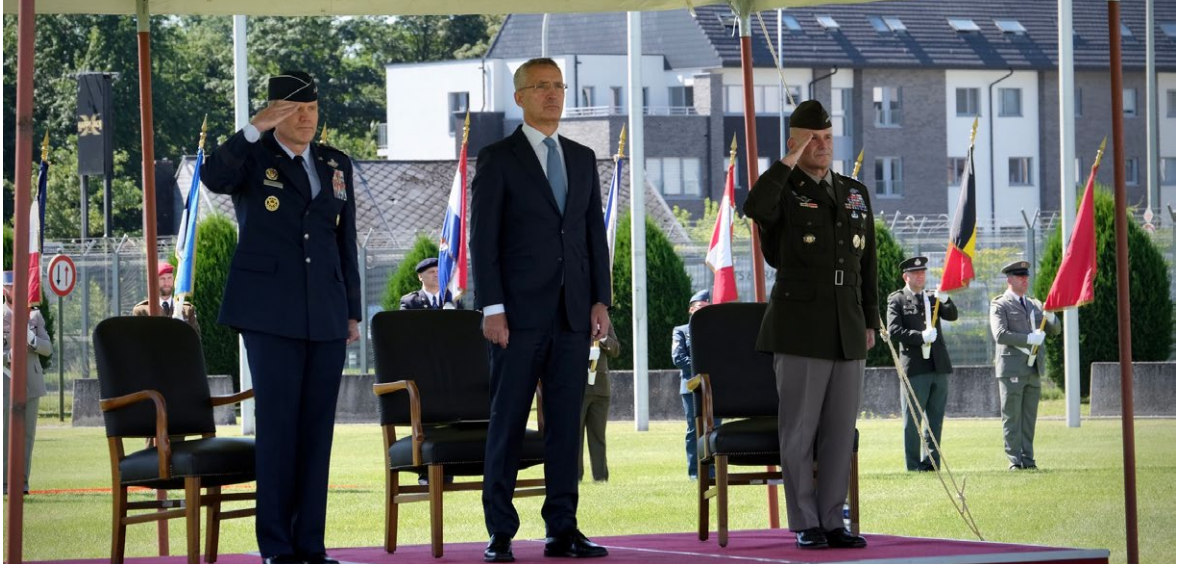
La **structure de forces de l'OTAN** se compose de forces nationales et de forces multinationales ainsi que des états-majors opérationnels qui leur sont associés. Il s'agit de forces qui sont mises à la disposition de l'OTAN de façon permanente ou temporaire (selon des critères de disponibilité opérationnelle déterminés) et qui sont utilisées lorsque l'Alliance est amenée à conduire des opérations et à en assurer le soutien dans la durée.



Le commandant suprême des forces alliées en Europe, le général Christopher Cavoli – Mons (Belgique), juillet 2022.



Le commandant suprême allié Transformation, le général Philippe Lavigne – Norfolk (Virginie, États-Unis), septembre 2021.



Jens Stoltenberg, entre le SACEUR sortant, le général Tod Wolters, et le nouveau SACEUR, le général Christopher Cavoli, lors de la cérémonie de passation de commandement du Commandement allié Opérations – Mons (Belgique), juillet 2022.

Financement de l'OTAN

L'OTAN est financée par ses pays membres, à la fois de manière directe et de manière indirecte.

Les contributions indirectes, qui sont les plus substantielles, correspondent aux dépenses et investissements de défense effectués par les Alliés à titre individuel. Les forces et les capacités nationales sont donc des contributions indirectes, qui peuvent être mises à la disposition de l'OTAN pour des activités de dissuasion et de défense ou des opérations.

Les contributions directes sont celles qui, au travers des budgets de l'Organisation, du développement des capacités et de l'exécution des programmes, permettent à l'Alliance de fonctionner, de poursuivre ses objectifs et de travailler à ses priorités. Elles couvrent les dépenses qui servent les intérêts de l'Alliance dans son ensemble et qui ne peuvent pas raisonnablement être mises à la charge d'un pays en particulier, par exemple les dépenses relatives aux missions et opérations de l'Alliance, aux systèmes de défense aérienne ou encore aux systèmes de commandement et de contrôle mis en place à l'échelle de l'OTAN. Tous les pays membres contribuent aux budgets de l'Organisation, selon une clé de répartition agréée, fondée essentiellement sur leur revenu national brut. C'est le mécanisme dit du financement commun, qui est l'illustration concrète du principe du partage des charges.

Pour son financement commun, l'OTAN puise dans trois sources : le budget civil (fonctionnement du siège), le budget militaire (structure de commandement intégrée) et le programme OTAN d'investissement au service de la sécurité (capacités militaires).

Le fonctionnement du financement commun s'appuie sur la prise de décision par consensus et sur un ensemble de principes de gouvernance bien établis : l'Organisation est dotée d'un règlement financier et d'un cadre comptable robuste, et les états financiers sont rendus publics à quelques exceptions près. Le Conseil de l'Atlantique Nord approuve les budgets et les dépenses



Ma plus grande réalisation de 2022 ? Avoir transposé les décisions des Alliés concernant le financement commun en mesures concrètes. Cette mise en commun des ressources dans l'intérêt de tous les Alliés est un bel exemple de ce que le multilatéralisme est capable de produire concrètement.

Ioana Moraru (Roumanie/Royaume-Uni)

Administratrice, Branche Plans et politique,
Bureau OTAN des ressources,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

d'investissement de l'OTAN, et il exerce un contrôle sur la gestion financière de l'Organisation. Il est assisté dans cette tâche par le Bureau de la planification et de la politique générale des ressources, qui lui rend des avis sur ce qui touche à la gestion des ressources financées en commun. L'exécution des budgets et des dépenses est supervisée par le Comité des budgets et le Comité des investissements.

Au sommet de Madrid, en 2022, les dirigeants des pays de l'Alliance se sont engagés à fournir les ressources, les infrastructures, les capacités et les forces dont l'OTAN a besoin pour s'acquitter pleinement de ses tâches fondamentales. Ils sont convenus d'augmenter l'enveloppe du financement commun à compter de 2023, sur la base d'une trajectoire financière précise, adaptée aux défis qui se présentent à l'heure où l'ordre de sécurité est davantage contesté.

Budget civil

Le **budget civil** est approuvé par le Conseil de l'Atlantique Nord, qui veille à ce qu'il reflète les priorités politiques de l'Alliance. Il supporte les dépenses du Secrétariat international de l'OTAN : dépenses de personnel (58 %), dépenses de fonctionnement (28 %) et d'équipement (3 %) ou dépenses liées aux programmes (11 %). En 2022, la dotation de la partie principale du budget civil, laquelle ne couvre pas les obligations liées aux pensions, s'élevait à 237 millions d'euros, soit une hausse de 8,8 % par rapport à 2021.

En 2022, le Secrétariat international a encore amélioré la manière dont il rend compte de l'emploi des fonds qui lui sont confiés, et il a encore accru la transparence de la gestion de ses ressources. Pour ce faire, il s'est servi d'un système de budgétisation par objectifs qui permet aux Alliés d'associer directement les ressources mises à disposition dans le budget civil aux objectifs atteints pendant l'exercice.

Budget militaire

Le **budget militaire** est utilisé pour renforcer la posture de dissuasion et de défense de l'OTAN et accroître l'interopérabilité au sein de l'Alliance. Il prend en charge les dépenses d'exploitation de certaines capacités financées en commun ainsi que les dépenses relatives à la structure de commandement intégrée, aux opérations et missions de l'Alliance et, dans une certaine mesure, à la formation et aux exercices. Il comprend 38 budgets distincts, alimentés par les budgets de défense des pays membres (dans la plupart des cas), selon une formule agréée de partage des coûts.

En 2022, le plafond du budget militaire était fixé à 1,46 milliard d'euros.

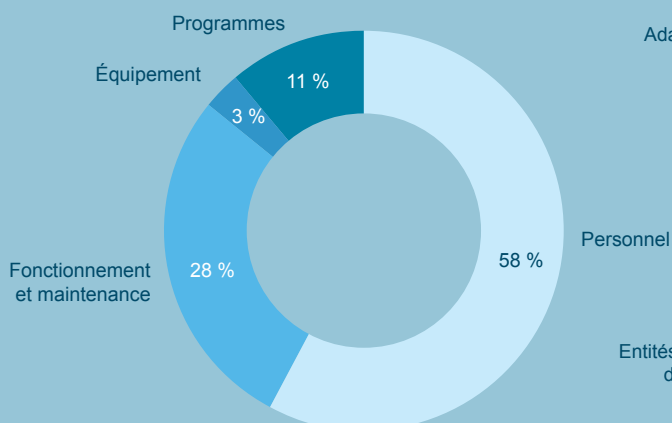


L'un des grands moments de ma carrière aura sans doute été d'avoir contribué à l'élaboration de la décision relative au financement commun prise en 2022 au sommet de Madrid. Cette décision va changer la donne pour l'Alliance dans les années à venir.

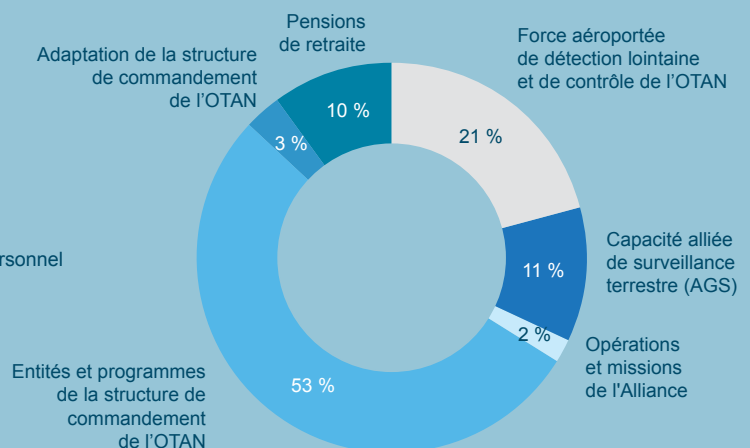
Barry McAlpine (Royaume-Uni)

Administrateur, Branche Plans et politique,
Bureau OTAN des ressources,
siège de l'OTAN, Bruxelles (Belgique)

Partie principale du budget civil 2022



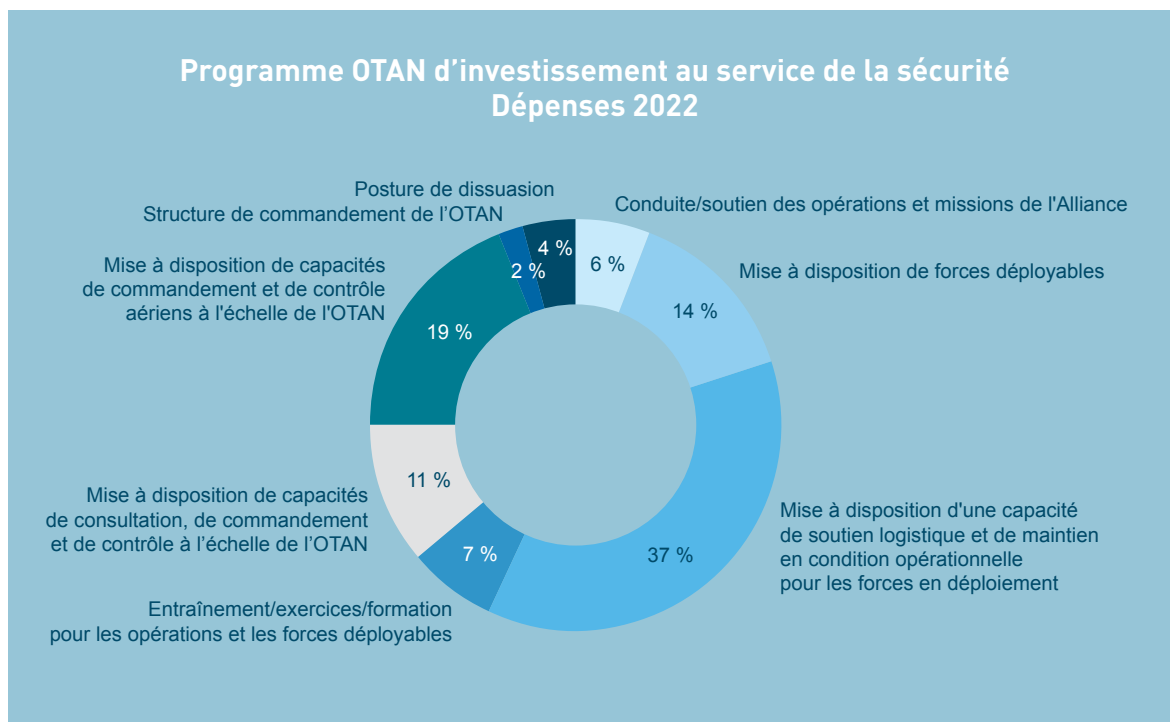
Plafonds du budget militaire 2022



Programme OTAN d'investissement au service de la sécurité

Le **programme OTAN d'investissement au service de la sécurité** sert les objectifs de dissuasion, de défense et de sécurité de l'Alliance. Il finance des grands projets d'infrastructure, les systèmes de commandement et de contrôle, des installations et équipements – tels que les systèmes d'information et de communication pour la défense aérienne, les quartiers généraux de la structure de commandement intégrée et les quartiers généraux des opérations extérieures – ainsi que des infrastructures essentielles (aérodromes, réseaux d'approvisionnement en carburants ou infrastructures terrestres et maritimes). Concrètement, il consiste en un ensemble de paquets de capacités et de plans de programme capacitaire. En 2022, sa dotation s'élevait à 790 millions d'euros. Plus de 3 000 projets sont en cours d'exécution, pour une valeur totale de près de 16,6 milliards d'euros.

Comme les années précédentes, en 2022, le programme a permis de mettre à disposition des capacités de communication par satellite, de cybersécurité ou de surveillance et de contrôle. D'autres investissements ont été consacrés à la structure de commandement de l'OTAN (modernisation informatique et technologique, modernisation des quartiers généraux), à l'amélioration des moyens de commandement et de contrôle des capacités nucléaires de l'Alliance, à l'analyse de l'environnement informationnel, à la rénovation de bases aériennes de l'OTAN ou d'Alliés, aux infrastructures de gestion du carburant en vrac, ou encore aux installations destinées à l'entraînement, à l'accueil et à l'acheminement vers l'avant des forces de l'OTAN.



Agences et organismes

Agence OTAN d'information et de communication

L'Agence OTAN d'information et de communication aide l'Organisation à conserver son avance technologique. Sa mission : faire en sorte que l'Alliance dispose des logiciels, des moyens de communication et des réseaux sécurisés dont elle a besoin pour garantir la paix et la stabilité, au profit de chacun de ses membres. Par ailleurs, l'Agence administre le Centre de cybersécurité de l'OTAN, qui, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, assure la surveillance des réseaux de l'Organisation ainsi que leur défense contre les cyberattaques et autres actes de cybermalveillance. Pour repérer et parer les menaces potentielles, ce centre s'appuie sur des spécialistes de plusieurs disciplines : analyse criminalistique, chasse aux menaces, hygiène informatique, audits de cybersécurité.

Enfin, l'Agence assiste les Alliés et les pays partenaires qui en font la demande pour le développement de leurs capacités, notamment de cyberdéfense. En 2022, elle a ainsi collaboré avec plusieurs partenaires : elle a prêté main-forte à l'Ukraine, qui devait se prémunir contre les risques cyber, améliorer ses capacités de communication et moderniser ses infrastructures informatiques ; elle a facilité le raccordement de la Finlande et de la Suède à l'environnement OTAN ; elle a aidé la Géorgie à établir des communications sécurisées entre son réseau national et l'Organisation ; elle a eu des échanges au niveau technique avec l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité, pour que les actes de cybermalveillance puissent davantage être appréhendés en temps réel.

Composée de civils et de militaires, l'Agence concourt aux opérations de l'OTAN – notamment à la mission en Iraq et à la Force pour le Kosovo, dirigée par l'Organisation – en veillant à ce que les troupes déployées disposent des moyens de communication sécurisés qui sont essentiels à leur mission et à ce que les commandants reçoivent les informations dont ils ont besoin pour prendre les bonnes décisions au bon moment.

Voici les principaux éléments à retenir de ses activités de 2022 :

- l'Agence a fourni des services clés dans de nombreux domaines : communications par satellite, informatique, renseignement, surveillance et reconnaissance interarmées, espace, cybersécurité



Ludwig Decamps, directeur général de l'Agence OTAN d'information et de communication, lors de la conférence intitulée *NATO Edge – Mons* (Belgique), octobre 2022.

dans le cadre d'exercices menés par les Alliés ou par l'OTAN (dont *Steadfast Jupiter 2022*, *Steadfast Cobalt 2022*, *CWIX 2022*, *Steadfast Jackal 2022* et *Loyal Leda 2022*) ;

- elle a livré aux utilisateurs OTAN des capacités innovantes, notamment le tableau de bord sur la résilience, qui intègre des données relatives aux transports, à l'énergie et à la santé provenant de sources variées ; elle a conçu, pour le Commandement aérien allié, un tableau de bord sur la détection lointaine des missiles et, pour le conseiller scientifique de l'OTAN, un moteur d'analyse de l'écosystème scientifique et technologique qui passe au peigne fin des millions de publications scientifiques accessibles au public afin de déceler les tendances des technologies ;
- elle a participé activement à la mise en place de l'Accélérateur d'innovation de défense pour l'Atlantique Nord ainsi qu'à l'élaboration de la vision pour la transformation numérique de l'OTAN et la résilience de sa dorsale numérique ;



Lors de l'exercice Brilliant Jump 2022, l'Agence OTAN d'information et de communication a assuré le support des systèmes informatiques de la Force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation de la Force de réaction de l'OTAN – Norvège, mars 2022.

- elle a collaboré avec un vaste réseau d'entreprises privées, d'universités et d'instituts de recherche, auxquels elle s'attache à expliquer les besoins de l'OTAN pour que les technologies les plus performantes puissent être mises au service de l'Alliance.

L'Agence s'est dotée d'un centre de renseignement, surveillance et reconnaissance interarmées, qui prend sa part dans les activités OTAN de lutte contre le terrorisme en contribuant à l'exécution du programme de travail de l'Organisation pour la défense contre ce phénomène. En 2022, ce centre s'est principalement attaché :

- à optimiser l'approche OTAN de lutte contre les menaces liées aux systèmes aériens sans pilote ;
- à collecter et partager des données biométriques utiles au renseignement d'identité ;
- à élaborer le plan de programme capacitaire portant sur les moyens de commandement et de contrôle destinés à la guerre électronique.

Académie OTAN des technologies de l'information et de la communication

Ouverte en 2021 à Oeiras (Portugal), l'Académie OTAN des technologies de l'information et de la communication constitue un actif stratégique pour l'Organisation. Des personnels civils et militaires de tous les pays de l'Alliance y suivent des formations adaptées à leurs besoins spécifiques sur les systèmes OTAN, ou y acquièrent ou développent des compétences en cyberdéfense. En 2022, plus de 6 500 stagiaires ont participé à un ou plusieurs de ses 220 cours. Dans le cadre de l'initiative OTAN de renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité se rapportant à la défense, l'Académie apporte une aide à l'Académie C4ISR des Nations Unies pour les opérations de paix.



La flotte multinationale d'avions multirôles de ravitaillement en vol et de transport, exploitée par l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition, dirige la campagne de test de ravitaillement en vol du chasseur Saab Gripen. Si ces tests sont concluants, elle pourra effectuer des missions de ravitaillement en vol avec les avions de combat de ce type. – Mer Baltique, octobre 2022.

Agence OTAN de soutien et d'acquisition

L'Agence OTAN de soutien et d'acquisition est l'organisme OTAN à la manœuvre pour les achats multinationaux de capacités, l'exploitation des capacités concernées et leur maintien en condition. Sa mission consiste à acquérir au meilleur prix, pour le compte de l'Organisation ou de groupe d'Alliés, les moyens les plus performants pour les différents milieux d'opérations. L'Agence permet donc à la fois de réaliser des économies d'échelle et de bénéficier des technologies les plus avancées. Son siège est établi au Luxembourg et ses principaux centres opérationnels en France, en Hongrie et en Italie. Elle emploie plus de 1 550 agents civils internationaux et encadre environ 400 prestataires extérieurs qui apportent leur concours aux opérations et missions de l'OTAN. En 2022, son chiffre d'affaires a dépassé les 3,5 milliards d'euros. Elle a fêté ses 10 ans en juillet.

En 2022, l'Agence a facilité l'achat multinational de matériels, d'équipements et de services, investissant notamment dans le giravion de nouvelle génération ainsi que dans des moyens de défense contre les agents chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires. En octobre par exemple, le Luxembourg et les États-Unis ont conclu un partenariat global pour la passation de marchés qui porteront sur le soutien des communications par satellite, ce qui ouvre une nouvelle ère de coopération spatiale au sein de l'Organisation.

Tout au long de l'année, l'Agence a assuré le bon fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement en carburant de l'OTAN, et elle a permis de satisfaire les



En 2022, l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition a dû s'adapter rapidement au nouvel environnement de sécurité, et j'ai impulsé le processus. Il s'agissait de fournir aux Alliés et aux partenaires de l'OTAN les capacités dont ils avaient besoin d'urgence, en mobilisant les fonds d'affectation spéciale de l'Organisation ainsi que les associations de soutien créées sous les auspices de l'Agence.

Dan Dorrington (Canada)

Gestionnaire par intérim,
Programme Opérations et soutien,
Agence OTAN de soutien et d'acquisition,
Luxembourg



Pour la 11^e année consécutive, l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition a été amenée à aider la Grèce à lutter contre des feux de forêt. En 2022, elle a déployé 40 avions à l'appui de la Brigade des sapeurs-pompiers du pays – Grèce, août 2022 (photo : Erickson).

besoins croissants en munitions, stocks, équipements partagés et moyens prépositionnés, de même que les besoins en transport liés aux activités de renforcement et de soutien dans la durée.

En outre, l'Agence a entretenu la flotte d'avions Antonov AN-124 utilisés par les neuf Alliés¹⁹ qui participent à la « solution internationale pour le transport aérien stratégique », une capacité sans équivalent qui permet de convoier des charges hors normes.

L'Agence pilote plusieurs grands projets d'acquisition qui ont franchi des étapes importantes en 2022 :

- le programme OTAN de gestion du transport aérien, qui possède et exploite une flotte de trois avions C-17 stationnés en Hongrie, lesquels constituent la capacité de transport aérien stratégique de l'Organisation : le bureau de ce programme a continué d'effectuer un travail d'acquisition, de gestion et de soutien de moyens de transport aérien, et il a, par ailleurs, fourni avec efficacité des services financiers, logistiques et administratifs ; dans ce contexte, l'escadre de transport lourd a pu voler 2 200 heures en 2022 ;
- le programme du réseau d'oléoducs en Centre-Europe, dont l'Agence s'occupe par l'intermédiaire d'un bureau établi en France : ce programme a coordonné efficacement l'exploitation 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, la maintenance et le financement de ce maillage de transport et de stockage de pétrole,

le plus vaste dont dispose l'OTAN ; en 2022, les oléoducs ont acheminé plus de 11 millions de mètres cubes de carburant, dont 200 000 mètres cubes de carburéacteur – destiné aux Alliés – de plus qu'en 2021 (augmentation de 30 %) ;

- l'initiative sur la future capacité de surveillance et de contrôle de l'Alliance : des contrats portant sur la réalisation d'études de réduction des risques et de faisabilité ont été attribués, qui aideront à repreciser comment l'OTAN s'acquittera des missions de détection et de contrôle après 2035, quand la flotte du système aéroporté actuel aura été retirée du service ;
- la capacité alliée de surveillance terrestre : les travaux d'élaboration d'une feuille de route ont été lancés ; il s'agit de pouvoir identifier, prioriser et examiner les besoins de financement qu'il faudra couvrir à partir de 2024 pour préserver l'utilité du système.



La directrice générale de l'Agence OTAN de soutien et d'acquisition, Stacy Cummings, lors de sa visite au quartier général de la Force pour le Kosovo, dirigée par l'OTAN – Pristina (Kosovo), juin 2022.

¹⁹ Belgique, Tchéquie, France, Allemagne, Hongrie, Norvège, Pologne, Slovaquie et Slovénie.

Bureau OTAN de normalisation

Pour pouvoir travailler ensemble de manière cohérente, efficace et efficiente, les Alliés doivent pouvoir se référer, pour ce qui est de leurs forces et de leurs capacités, à des normes agréées et compatibles. Le Bureau OTAN de normalisation est le bureau civilo-militaire intégré qui est chargé d'aider les Alliés à élaborer de telles normes et à les tenir à jour.

En 2022, le Bureau a continué de travailler au service des initiatives de l'OTAN et de publier des normes interalliées ainsi que des termes agréés. Il a ainsi contribué aux activités d'innovation de l'Organisation, notamment en facilitant la coopération entre les Alliés et les organismes d'élaboration de normes civiles pour ce qui a trait aux technologies émergentes et aux technologies de rupture. Par ailleurs, il a amélioré, en s'appuyant sur une approche descendante modernisée de la normalisation OTAN, la façon dont la normalisation contribue, au travers du processus OTAN de planification de défense, à l'interopérabilité des capacités. Il a aidé les Alliés à prioriser leurs actions en vue de la pleine application des normes interalliées, et il a assuré le suivi de ces actions. Enfin, il a continué d'œuvrer à la circulation des informations entre les évaluations, les exercices, les enseignements tirés et les normes.

Organisation pour la science et la technologie

L'Organisation OTAN pour la science et la technologie promeut l'innovation, fournit des avis et propose des solutions scientifiques afin de permettre à l'Alliance de répondre à des besoins en constante évolution.

Elle comprend trois entités : le Centre pour la recherche et l'expérimentation maritimes, basé à La Spezia (Italie), le Bureau de soutien à la collaboration, situé à Paris (France), et le Bureau du conseiller scientifique, qui se trouve au siège de l'OTAN à Bruxelles (Belgique). Entités et commissions sont administrées par le Comité OTAN pour la science et la technologie. Celui-ci est présidé par le conseiller scientifique de l'OTAN, qui exerce des fonctions consultatives auprès des hauts responsables de l'OTAN.

En 2022, l'Organisation pour la science et la technologie a pu s'appuyer sur un réseau de quelque 6 000 scientifiques et ingénieurs, avec un portefeuille d'environ 300 projets de recherche. Ces projets portent sur tout un éventail de disciplines allant des sciences physiques aux sciences de l'information en passant par les sciences humaines, et ils ont des applications dans les cinq milieux d'opérations de l'OTAN (terrestre, maritime, aérien, cyber et spatial). Les domaines traités sont multiples : technologies de pointe appliquées aux véhicules, analyse de systèmes, facteurs humains et médecine, conception et intégration de systèmes, modélisation et simulation, systèmes d'information, capteurs et électronique, recherche et expérimentation maritimes.

Prix du jeune scientifique

Chaque année, les commissions scientifiques de l'Organisation OTAN pour la science et la technologie récompensent par des prix des chercheurs en début de carrière. Ces prix ont été créés pour inciter de jeunes scientifiques à mettre leur talent au service de la communauté scientifique et technologique de l'OTAN. Les lauréats de 2022 ont travaillé sur des thèmes tels que l'imagerie par radar cognitif et par radar à synthèse d'ouverture, l'apprentissage automatique, les performances humaines et les opérations par temps froid, l'informatique en périphérie, les moyens de force intermédiaires ainsi que les systèmes hypersoniques. Elisa Giusti, de l'Université de Pise (Italie), est l'un des quatre lauréats de 2022. Elle a grandement contribué à faire avancer les recherches de l'OTAN sur l'apprentissage automatique et le traitement évolué des signaux permettant la reconnaissance automatique d'objets capturés par des radars à synthèse d'ouverture.



Elisa Giusti reçoit le prix 2022 du jeune scientifique décerné par la Commission SET (Technologie des capteurs et des dispositifs électroniques) de l'OTAN. Ce prix lui est remis par le président de la Commission SET, Frank van den Bogaart, à l'occasion de la réunion de travail du printemps 2022 de cette commission – Bled (Slovénie), mai 2022.

Centres d'excellence OTAN

Créés et financés par un ou plusieurs pays, les centres d'excellence OTAN mettent à la disposition de l'Alliance leur expertise et leur expérience dans un domaine spécifique afin de compléter les moyens de l'Organisation et d'en augmenter l'efficacité. Ils ne relèvent pas de la structure de commandement ni d'autres entités de l'OTAN, mais ils font partie d'un réseau qui contribue au fonctionnement de l'Alliance.

Les centres d'excellence promeuvent l'innovation au travers de l'expérimentation et de la formulation de recommandations, et ils contribuent à l'interopérabilité entre les Alliés et les partenaires. Il existe 28 centres d'excellence, auxquels il faut ajouter deux centres dont la procédure d'accréditation a été lancée en 2022 : le Centre d'excellence pour l'espace, situé à Toulouse (France), et le Centre d'excellence pour le climat et la sécurité, basé à Montréal (Canada).

Du reste, les centres d'excellence offrent un cadre privilégié pour la coopération entre l'OTAN et l'Union européenne, dans les domaines suivants notamment : cyberdéfense, coopération civilo-militaire, gestion de crise et interventions en cas de catastrophe, défense contre les agents chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires, communication stratégique.

Les centres procèdent à des échanges au sujet de leurs activités, notamment à des fins de coordination. Ils le font dans le cadre de l'OTAN, à l'occasion de réunions périodiques telles que la conférence des directeurs. En 2022, cette rencontre a eu lieu au mois d'avril, au Centre d'excellence pour les opérations interarmées multinationales menées à partir de la mer, à Norfolk (Virginie, États-Unis). Un autre temps fort de l'année a été le Salon des centres d'excellence, qui s'est tenu au siège de l'OTAN au mois de mai.

Vers plus de transparence : archives et gestion de l'information

L'OTAN est attachée à la transparence et à l'ouverture. En 2022, elle a déclassifié et mis en lecture publique 11 060 documents d'archives relatifs au travail du Conseil de l'Atlantique Nord et du Comité militaire. Dans le cadre du programme de mise en lecture publique, des collections portant sur des thèmes bien précis sont régulièrement passées en revue, l'idée étant de faire en sorte que les sujets des collections qui sont rendues publiques cadrent avec les centres d'intérêt des chercheurs. Par exemple, à l'approche du trentième anniversaire de la première opération de l'OTAN, menée par la Force de mise en œuvre et la Force de stabilisation, les Archives préparent les documents relatifs à ces missions en vue de l'examen qui doit conduire à leur déclassification et à leur communication au public.

Le programme OTAN de mise en lecture publique aide aussi les Alliés à faire prévaloir la transparence à leur niveau. En 2022, des documents OTAN portant sur deux thèmes majeurs ont ainsi été rendus publics en réponse à des demandes nationales : d'une part, des documents relatifs à la planification de méthodes de guerre peu orthodoxes aux premières heures de la Guerre froide ; d'autre part des documents relatant les toutes premières discussions stratégiques que le Conseil de l'Atlantique Nord a eues avant que l'OTAN ne prenne le commandement des opérations en Afghanistan, en 2003.

En outre, de plus en plus de documents récents à caractère financier sont rendus publics, ce qui montre la volonté de l'OTAN de promouvoir la transparence et de rendre des comptes dans ce domaine : en 2022, 41 documents récents ont été portés à la connaissance du public, contre 11 en 2021 ; l'OTAN communique les rapports de son collègue international des auditeurs externes qui portent sur les activités et les états financiers annuels de ses organismes et agences, respectant ainsi son obligation d'informer le public de ses dépenses. Par ailleurs, plusieurs politiques importantes ont été rendues accessibles sur des forums publics dès leur approbation par le Conseil de l'Atlantique Nord, afin que soit mieux connue la manière dont l'OTAN conçoit la sécurité.

Rendre les ressources de l'OTAN plus facilement accessibles, c'est aller vers plus de transparence. En 2022, la Salle de lecture des Archives de l'OTAN a rouvert dans une configuration modernisée, et les ressources disponibles sur le site « Archives de l'OTAN en ligne » ont été mises en valeur. Les visites « L'OTAN déclassifiée » ont permis aux invités des délégations des pays membres de découvrir le siège de l'Organisation sous un nouvel angle.

La Force pour le Kosovo (KFOR)

La KFOR, dirigée par l'OTAN, a pour mission de contribuer au maintien d'un environnement sûr et sécurisé et de garantir la liberté de mouvement pour toutes les communautés du Kosovo, en vertu du mandat défini dans la résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'ONU, adoptée en 1999. Dans le cadre de ses activités, l'OTAN s'associe et prête son assistance à l'ONU, à l'Union européenne et à d'autres acteurs internationaux, selon les besoins, pour favoriser l'établissement d'un Kosovo stable et pacifique. La KFOR aide également à la mise en place de structures de sécurité professionnelles, démocratiques et multiethniques au Kosovo.

Commandant : général de division Angelo Michele Ristuccia

27 pays fournisseurs de troupes (octobre 2022)

Albanie	61	Lettonie	136
Arménie	40	Lituanie	1
Autriche	244	République de Moldova	41
Bulgarie	30	Monténégro	1
Canada	5	Macédoine du Nord	65
Croatie	147	Pologne	247
Tchéquie	8	Roumanie	65
Danemark	35	Slovénie	97
Finlande	20	Suède	3
Allemagne	68	Suisse	186
Grèce	113	Türkiye	335
Hongrie	469	Royaume-Uni	41
Irlande	13	États-Unis	561
Italie	715	Effectif total :	3 747

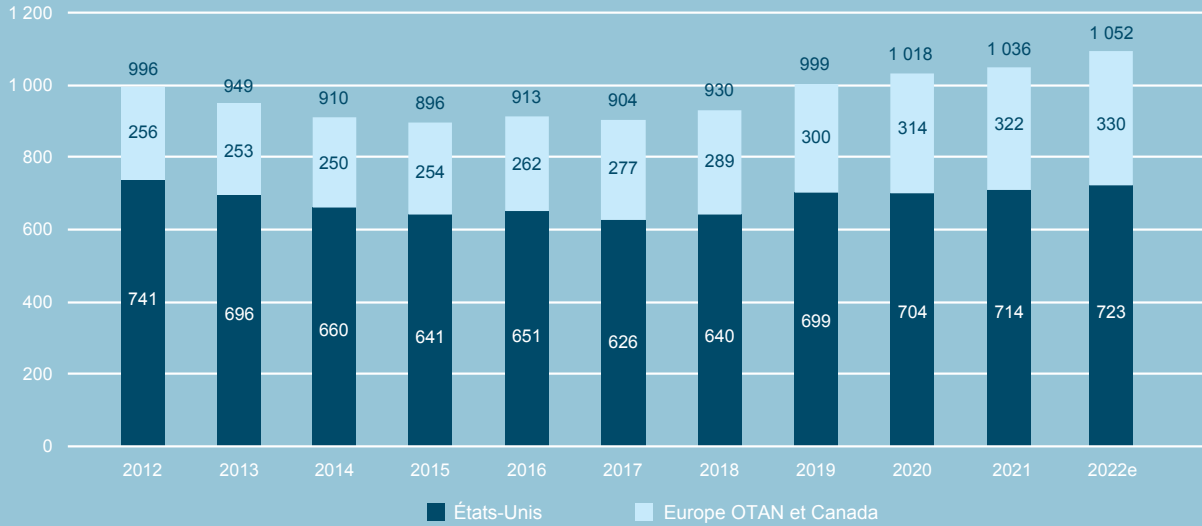
Les dépenses de défense des pays de l'OTAN (2014 – 2022)

L'OTAN recueille des données sur les dépenses de défense des Alliés et les publie régulièrement. Le ministère de la Défense de chaque pays membre communique les données relatives aux dépenses de défense actuelles et futures selon une définition agréée des dépenses de défense. Ces montants représentent les paiements qu'un État a effectués ou devra effectuer au cours de l'exercice pour satisfaire les besoins de ses forces armées, des Alliés ou de l'Alliance. Dans les graphiques et tableaux qui suivent, l'OTAN recourt également à des informations économiques et démographiques mises à disposition par la direction générale des affaires économiques et financières de la Commission européenne ainsi que par l'Organisation de coopération et de développement économiques.

Du fait des différences entre ces sources et les prévisions de croissance du produit intérieur brut (PIB) établies par les pays, mais aussi entre la définition OTAN des dépenses de défense et les définitions nationales, les chiffres présentés peuvent s'écarter considérablement de ceux qui sont cités par les médias, publiés par les autorités nationales ou inscrits dans les budgets nationaux. Les dépenses d'équipement englobent les dépenses afférentes aux équipements majeurs et les dépenses de recherche et développement consacrées à ces équipements. Les dépenses de personnel incluent les pensions de retraite.

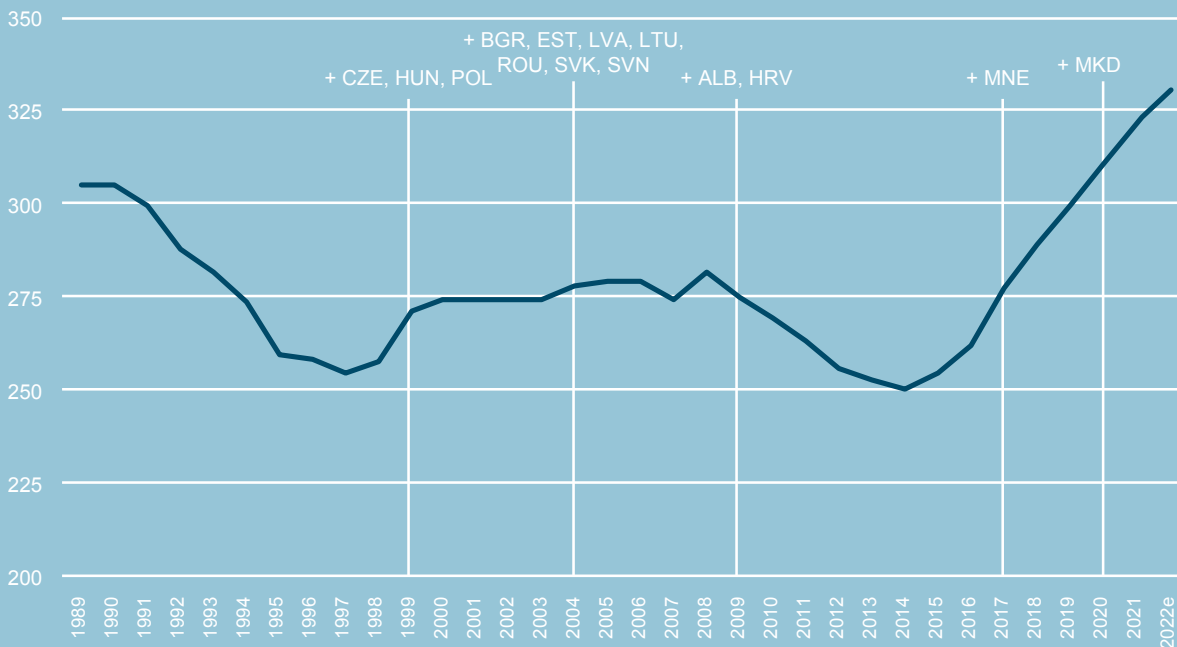
Les informations utilisées dans le présent rapport ont été arrêtées à la date du 7 février 2023. Les chiffres pour 2022 sont des estimations.

Graphique 1 : Dépenses de défense
(en milliards de dollars des États-Unis, sur la base des prix et taux de change de 2015)



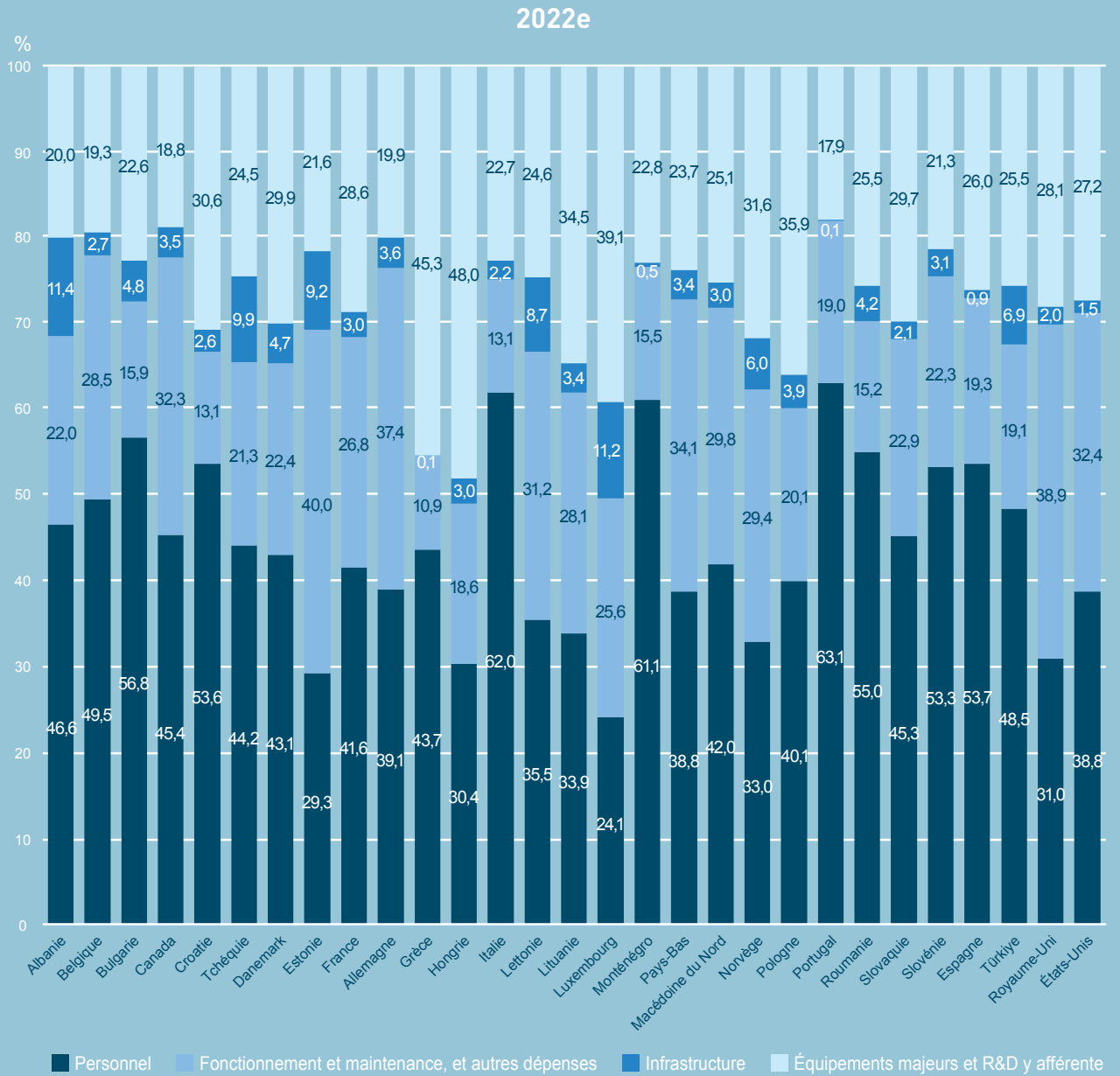
Notes : Les chiffres pour 2022 sont des estimations. L'agrégat Europe OTAN et Canada comprend, à compter de 2017, le Monténégro, qui est devenu membre de l'Alliance le 5 juin 2017, et à compter de 2020, la Macédoine du Nord, qui est devenue membre de l'Alliance le 27 mars 2020.

Graphique 2 : Europe OTAN et Canada – Dépenses de défense
(en milliards de dollars des États-Unis, sur la base des prix et taux de change de 2015)



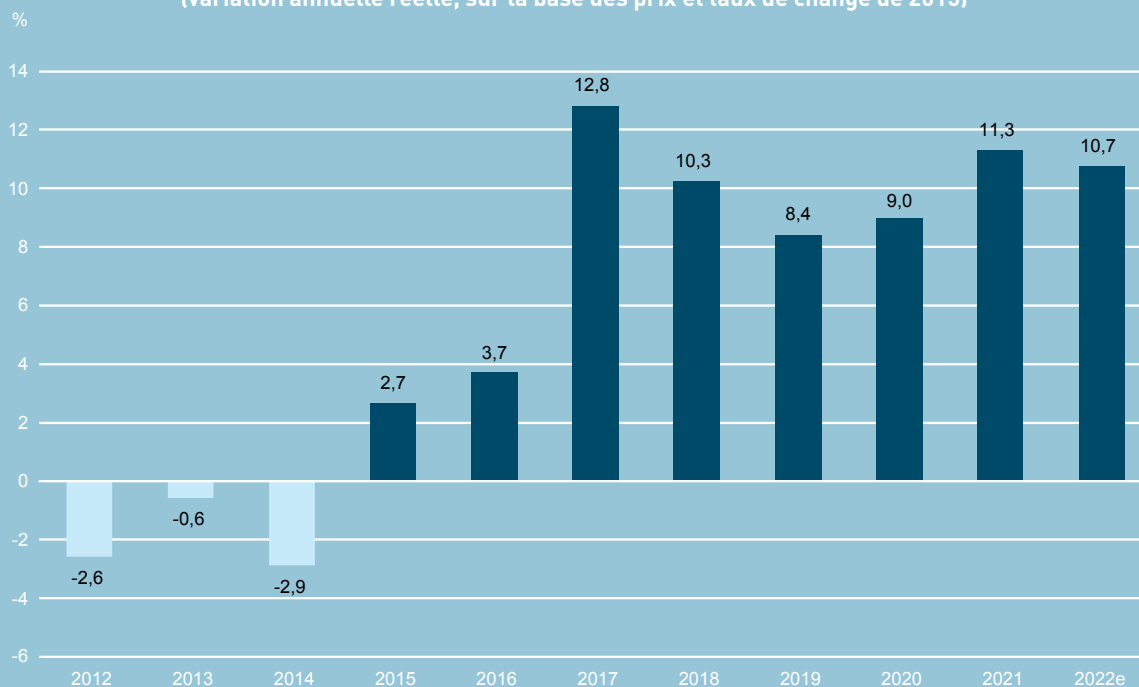
Notes : Les chiffres pour 2022 sont des estimations. Le graphique tient compte des élargissements de 1999 (3 Alliés), de 2004 (7 Alliés), de 2009 (2 Alliés), de 2017 (1 Allié) et de 2020 (1 Allié).

Graphique 3 : Principales catégories de dépenses de défense (%)
(en pourcentage des dépenses de défense totales)



Graphique 4 : Europe OTAN et Canada – Dépenses consacrées aux équipements majeurs

(variation annuelle réelle, sur la base des prix et taux de change de 2015)



Notes : Les chiffres pour 2022 sont des estimations. L'agrégat Europe OTAN et Canada comprend, à compter de 2017, le Monténégro, qui est devenu membre de l'Alliance le 5 juin 2017, et à compter de 2020, la Macédoine du Nord, qui est devenue membre de l'Alliance le 27 mars 2020.

Tableau 1 : Dépenses de défense (en millions de monnaie nationale)

Pays	Unité monétaire (en millions)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022e
Prix courants										
Albanie	Leks	18 788	16 671	16 250	17 199	18 995	21 670	21 348	23 072	32 633
Belgique	Euros	3 913	3 789	3 848	3 932	4 101	4 253	4 665	5 276	6 529
Bulgarie	Leva	1 102	1 116	1 186	1 255	1 593	3 771	1 920	2 109	2 481
Canada	Dollars canadiens	20 076	23 900	23 474	30 761	29 025	29 949	31 289	31 976	36 012
Croatie	Euros	811	804	756	812	805	881	861	1 150	1 244
Tchéquie	Couronnes	41 003	47 264	45 598	52 805	59 752	68 373	74 257	84 864	91 000
Danemark	Couronnes	22 769	22 633	24 190	24 961	28 787	29 929	31 962	33 161	38 676
Estonie	Euros	386	418	450	479	521	569	630	633	771
France	Euros	39 149	39 199	39 950	40 852	42 748	44 206	46 018	47 790	49 616
Allemagne	Euros	34 749	35 898	37 598	40 265	42 127	46 936	51 392	52 431	57 681
Grèce	Euros	3 939	4 073	4 190	4 208	4 560	4 483	4 812	6 764	7 445
Hongrie	Forint	281 402	316 338	362 798	468 765	436 500	636 566	852 321	927 965	957 964
Italie	Euros	18 427	17 642	20 226	21 166	21 702	21 042	26 360	28 015	28 758
Lettonie*	Euros	221	254	364	430	601	618	651	696	806
Lituanie*	Euros	322	425	575	724	895	977	1 030	1 105	1 647
Luxembourg	Euros	190	225	213	288	301	341	373	341	485
Monténégro	Euros	52	51	56	58	64	66	72	77	82
Pays-Bas	Euros	7 788	7 816	8 234	8 539	9 456	10 778	11 249	11 789	14 808
Macédoine du Nord	Denars	5 743	5 853	5 770	5 532	6 232	8 029	8 303	10 605	13 177
Norvège	Couronnes	48 660	49 529	54 022	56 664	61 349	66 318	68 054	72 483	80 615
Pologne*	Zlotys	31 874	39 940	37 082	37 558	42 824	45 404	52 110	58 304	73 898
Portugal	Euros	2 263	2 384	2 364	2 424	2 750	2 947	2 867	3 295	3 328
Roumanie*	Nouveaux lei	9 014	10 337	10 738	14 765	17 183	19 527	21 431	22 027	24 311
Slovaquie	Euros	752	889	907	935	1 098	1 610	1 796	1 746	1 896
Slovénie	Euros	366	361	406	422	463	511	498	645	734
Espagne	Euros	9 508	10 000	9 014	10 528	11 172	11 281	11 240	12 546	14 135
Türkiye	Livres	29 727	32 522	38 203	47 323	68 300	79 987	93 910	116 482	200 034
Royaume-Uni	Livres	39 902	38 940	41 590	43 257	45 202	46 509	49 495	52 291	53 878
États-Unis	Dollars	653 942	641 253	656 059	642 933	672 255	750 886	770 650	793 990	821 830
Prix constants de 2015										
Albanie	Leks	18 894	16 671	16 354	17 061	18 569	20 921	20 471	20 886	27 708
Belgique	Euros	3 965	3 789	3 775	3 789	3 891	3 965	4 284	4 709	5 457
Bulgarie	Leva	1 134	1 116	1 148	1 159	1 411	3 174	1 551	1 589	1 665
Canada	Dollars canadiens	19 900	23 900	23 299	29 767	27 640	28 105	29 145	27 561	28 671
Croatie	Euros	812	804	756	803	781	837	812	1 064	1 090
Tchéquie	Couronnes	41 410	47 264	45 084	51 540	56 861	62 629	65 202	72 114	71 133
Danemark	Couronnes	22 868	22 633	24 130	24 607	28 168	28 979	30 167	30 454	32 780
Estonie	Euros	389	418	440	451	468	495	552	524	554
France	Euros	39 596	39 199	39 743	40 428	41 891	42 770	43 318	44 395	45 035
Allemagne	Euros	35 394	35 898	37 105	39 147	40 152	43 805	47 113	46 641	48 546
Grèce	Euros	3 927	4 073	4 214	4 221	4 581	4 492	4 863	6 697	6 829
Hongrie	Forint	289 213	316 338	358 070	444 734	394 979	549 781	691 811	708 552	643 540
Italie	Euros	18 734	17 642	19 769	20 511	21 079	20 248	24 963	26 387	26 241
Lettonie*	Euros	221	254	361	414	557	559	582	583	597
Lituanie*	Euros	322	425	566	684	816	868	899	905	1 166
Luxembourg	Euros	195	225	216	286	292	326	341	294	394
Monténégro	Euros	53	51	54	53	57	57	63	64	60
Pays-Bas	Euros	7 796	7 816	8 162	8 340	9 041	10 027	10 245	10 538	13 019
Macédoine du Nord	Denars	5 858	5 853	5 577	5 201	5 637	7 150	7 454	8 976	10 112
Norvège	Couronnes	47 271	49 529	54 831	55 326	56 164	61 002	64 940	59 161	54 512
Pologne*	Zlotys	32 294	39 940	37 049	36 876	41 535	42 741	47 052	50 113	56 958
Portugal	Euros	2 309	2 384	2 324	2 348	2 616	2 755	2 628	2 978	2 857
Roumanie*	Nouveaux lei	9 309	10 337	10 464	13 748	15 064	16 028	16 897	16 474	16 318
Slovaquie	Euros	750	889	912	928	1 069	1 528	1 666	1 582	1 600
Slovénie	Euros	370	361	403	413	443	478	460	581	620
Espagne	Euros	9 560	10 000	8 985	10 360	10 858	10 808	10 638	11 607	12 695
Türkiye	Livres	32 059	32 522	35 330	39 434	48 863	50 330	51 394	49 436	44 281
Royaume-Uni	Livres	40 186	38 940	40 823	41 713	42 843	43 170	43 368	45 649	44 861
États-Unis	Dollars	660 021	641 253	651 246	626 409	640 087	699 062	704 414	713 804	722 799

Note : Les chiffres pour 2022 sont des estimations.

* Ces pays ont soit une législation soit des accords politiques en vertu desquels ils sont tenus de consacrer chaque année 2 % du PIB à la défense, et les chiffres estimatifs sont donc appelés à évoluer. Pour les années précédentes, les dépenses de défense des Alliés étaient basées sur les chiffres du PIB alors disponibles. Certains pays sont donc susceptibles d'avoir honoré l'objectif des 2 % sur la base de ces chiffres (en 2018 et 2021, par exemple, la Lituanie a atteint le seuil des 2 % si l'on considère les chiffres de l'OCDE de novembre 2018 et de juin 2021, respectivement).

Tableau 2 : Dépenses de défense (en millions de dollars des États-Unis)

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022e
Prix et taux de change courants									
Albanie	178	132	131	145	176	197	197	224	289
Belgique	5 200	4 204	4 258	4 441	4 845	4 761	5 324	6 245	6 901
Bulgarie	747	633	671	724	962	2 159	1 121	1 276	1 341
Canada	18 172	18 689	17 708	23 700	22 399	22 572	23 330	25 502	28 181
Croatie	1 064	883	837	926	966	1 001	983	1 361	1 288
Tchéquie	1 975	1 921	1 866	2 259	2 750	2 982	3 199	3 915	3 905
Danemark	4 057	3 364	3 593	3 780	4 559	4 487	4 886	5 274	5 487
Estonie	514	463	497	541	615	637	719	749	815
France	52 022	43 496	44 209	46 133	50 507	49 493	52 519	56 561	52 443
Allemagne	46 176	39 833	41 606	45 470	49 772	52 549	58 652	62 054	60 967
Grèce	5 234	4 520	4 637	4 752	5 388	5 019	5 492	8 006	7 869
Hongrie	1 210	1 132	1 289	1 708	1 615	2 190	2 767	3 061	2 811
Italie	24 487	19 576	22 382	23 902	25 641	23 559	30 084	33 157	30 396
Lettonie*	294	282	403	485	710	692	743	824	852
Lituanie*	428	471	636	817	1 057	1 094	1 176	1 308	1 741
Luxembourg	253	250	236	326	356	381	426	403	512
Monténégro	69	57	62	65	75	74	83	91	86
Pays-Bas	10 349	8 673	9 112	9 643	11 172	12 067	12 838	13 953	15 652
Macédoine du Nord	124	105	104	101	120	146	154	204	226
Norvège	7 722	6 142	6 431	6 850	7 544	7 536	7 228	8 438	8 400
Pologne*	10 107	10 588	9 397	9 940	11 857	11 824	13 363	15 099	17 132
Portugal	3 007	2 645	2 616	2 738	3 249	3 299	3 273	3 899	3 518
Roumanie*	2 691	2 581	2 645	3 643	4 359	4 608	5 050	5 294	5 190
Slovaquie	999	987	1 004	1 056	1 298	1 802	2 049	2 066	2 004
Slovénie	487	401	449	477	547	572	568	763	776
Espagne	12 634	11 096	9 975	11 889	13 200	12 630	12 828	14 849	14 941
Türkiye	13 577	11 953	12 644	12 971	14 168	14 089	13 396	13 137	11 946
Royaume-Uni	65 692	59 505	56 362	55 719	60 380	59 399	63 500	71 938	67 721
États-Unis	653 942	641 253	656 059	642 933	672 255	750 886	770 650	793 990	821 830
Europe OTAN et Canada	289 276	254 422	255 595	275 102	300 167	301 674	325 946	359 650	353 390
Total OTAN	943 218	895 675	911 654	918 035	972 422	1 052 560	1 096 596	1 153 640	1 175 220

Prix et taux de change constants de 2015									
Albanie	150	132	130	135	147	166	163	166	220
Belgique	4 400	4 204	4 189	4 204	4 317	4 400	4 754	5 225	6 055
Bulgarie	643	633	650	657	800	1 799	879	901	944
Canada	15 562	18 689	18 219	23 278	21 614	21 978	22 791	21 552	22 420
Croatie	892	883	831	882	857	919	892	1 168	1 197
Tchéquie	1 683	1 921	1 833	2 095	2 312	2 546	2 651	2 932	2 892
Danemark	3 399	3 364	3 587	3 657	4 187	4 307	4 484	4 526	4 872
Estonie	431	463	488	501	520	549	612	582	615
France	43 937	43 496	44 100	44 860	46 483	47 458	48 067	49 262	49 972
Allemagne	39 274	39 833	41 173	43 438	44 554	48 607	52 277	51 754	53 868
Grèce	4 358	4 520	4 676	4 683	5 084	4 985	5 396	7 431	7 578
Hongrie	1 035	1 132	1 282	1 592	1 414	1 968	2 477	2 537	2 304
Italie	20 788	19 576	21 936	22 759	23 390	22 468	27 699	29 280	29 118
Lettonie*	246	282	401	459	618	620	646	647	662
Lituanie*	357	471	628	759	905	963	998	1 005	1 293
Luxembourg	216	250	239	317	324	361	378	326	437
Monténégro	59	57	59	59	63	64	70	71	66
Pays-Bas	8 650	8 673	9 057	9 254	10 032	11 126	11 368	11 693	14 447
Macédoine du Nord	106	105	100	94	102	129	134	162	182
Norvège	5 862	6 142	6 799	6 861	6 965	7 565	8 053	7 336	6 760
Pologne*	8 561	10 588	9 822	9 776	11 011	11 331	12 474	13 285	15 100
Portugal	2 562	2 645	2 579	2 605	2 902	3 057	2 916	3 305	3 171
Roumanie*	2 324	2 581	2 612	3 432	3 761	4 001	4 218	4 113	4 074
Slovaquie	832	987	1 012	1 030	1 186	1 696	1 848	1 755	1 776
Slovénie	411	401	447	458	491	531	511	644	688
Espagne	10 608	11 096	9 970	11 495	12 049	11 993	11 804	12 880	14 087
Türkiye	11 783	11 953	12 985	14 494	17 959	18 498	18 890	18 170	16 275
Royaume-Uni	61 409	59 505	62 382	63 742	65 469	65 968	66 271	69 758	68 553
États-Unis	660 021	641 253	651 246	626 409	640 087	699 062	704 414	713 804	722 799
Europe OTAN et Canada	250 373	254 422	262 027	277 483	289 416	299 924	313 720	322 462	329 626
Total OTAN	910 393	895 675	913 273	903 892	929 503	998 986	1 018 134	1 036 266	1 052 426

Notes : Les chiffres pour 2022 sont des estimations. L'agrégat Europe OTAN et Canada et l'agrégat Total OTAN comprennent, à compter de 2017, le Monténégro, qui est devenu membre de l'Alliance le 5 juin 2017, et à compter de 2020, la Macédoine du Nord, qui est devenue membre de l'Alliance le 27 mars 2020.

* Ces pays ont soit une législation soit des accords politiques en vertu desquels ils sont tenus de consacrer chaque année 2 % du PIB à la défense, et les chiffres estimatifs sont donc appelés à évoluer. Pour les années précédentes, les dépenses de défense des Alliés étaient basées sur les chiffres du PIB alors disponibles. Certains pays sont donc susceptibles d'avoir honoré l'objectif des 2 % sur la base de ces chiffres (en 2018 et 2021, par exemple, la Lituanie a atteint le seuil des 2 % si l'on considère les chiffres de l'OCDE de novembre 2018 et de juin 2021, respectivement).

Tableau 3 : Dépenses de défense en part du PIB et variation annuelle réelle
(sur la base des prix de 2015)

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022e
Part du PIB réel (%)									
Albanie	1,35	1,16	1,10	1,11	1,16	1,28	1,30	1,22	1,57
Belgique	0,97	0,91	0,89	0,88	0,89	0,89	1,01	1,05	1,18
Bulgarie	1,31	1,25	1,24	1,22	1,45	3,13	1,59	1,52	1,54
Canada	1,01	1,20	1,16	1,44	1,30	1,30	1,42	1,28	1,29
Croatie	1,82	1,76	1,60	1,64	1,55	1,61	1,71	1,98	1,91
Tchéquie	0,94	1,02	0,95	1,03	1,10	1,18	1,30	1,39	1,34
Danemark	1,15	1,11	1,15	1,14	1,28	1,30	1,38	1,32	1,38
Estonie	1,93	2,03	2,07	2,01	2,01	2,05	2,30	2,02	2,12
France	1,82	1,78	1,79	1,78	1,81	1,81	2,00	1,91	1,89
Allemagne	1,19	1,19	1,20	1,23	1,25	1,35	1,51	1,46	1,49
Grèce	2,22	2,31	2,40	2,38	2,54	2,45	2,91	3,70	3,54
Hongrie	0,86	0,90	1,00	1,19	1,01	1,34	1,76	1,68	1,44
Italie	1,14	1,07	1,18	1,20	1,23	1,17	1,59	1,57	1,51
Lettonie*	0,94	1,03	1,44	1,59	2,06	2,02	2,15	2,07	2,07
Lituanie*	0,88	1,14	1,48	1,71	1,97	2,00	2,07	1,97	2,47
Luxembourg	0,37	0,42	0,38	0,50	0,50	0,55	0,58	0,47	0,62
Monténégro	1,50	1,40	1,42	1,34	1,37	1,33	1,73	1,55	1,35
Pays-Bas	1,15	1,13	1,16	1,15	1,22	1,32	1,41	1,38	1,64
Macédoine du Nord	1,09	1,05	0,97	0,89	0,94	1,16	1,27	1,47	1,61
Norvège	1,55	1,59	1,74	1,72	1,73	1,86	2,00	1,75	1,57
Pologne*	1,87	2,22	2,00	1,89	2,01	1,98	2,23	2,22	2,42
Portugal	1,31	1,33	1,27	1,24	1,34	1,37	1,43	1,54	1,38
Roumanie*	1,35	1,45	1,43	1,73	1,79	1,84	2,01	1,86	1,75
Slovaquie	0,98	1,11	1,12	1,10	1,22	1,70	1,92	1,77	1,76
Slovénie	0,97	0,93	1,00	0,98	1,01	1,05	1,06	1,24	1,26
Espagne	0,92	0,93	0,81	0,91	0,93	0,91	1,01	1,04	1,09
Türkiye	1,45	1,38	1,45	1,51	1,82	1,86	1,86	1,61	1,37
Royaume-Uni	2,14	2,03	2,08	2,07	2,10	2,08	2,35	2,30	2,16
États-Unis	3,72	3,52	3,52	3,31	3,29	3,51	3,64	3,48	3,46
Europe OTAN et Canada	1,43	1,42	1,44	1,48	1,51	1,54	1,72	1,67	1,65
Total OTAN	2,58	2,48	2,49	2,40	2,41	2,54	2,71	2,60	2,58
Variation annuelle réelle (%)									
Albanie	-2,74	-11,76	-1,90	4,32	8,84	12,67	-2,15	2,03	32,66
Belgique	-2,25	-4,44	-0,36	0,36	2,69	1,91	8,05	9,90	15,89
Bulgarie	-9,08	-1,56	2,80	0,96	21,80	124,95	-51,16	2,49	4,79
Canada	4,95	20,10	-2,52	27,76	-7,15	1,68	3,70	-5,43	4,03
Croatie	25,91	-0,99	-5,91	6,22	-2,82	7,18	-2,93	30,94	2,50
Tchéquie	-4,91	14,14	-4,61	14,32	10,33	10,14	4,11	10,60	-1,36
Danemark	-4,84	-1,03	6,62	1,98	14,47	2,88	4,10	0,95	7,64
Estonie	3,75	7,40	5,25	2,70	3,75	5,71	11,47	-5,04	5,70
France	-1,20	-1,00	1,39	1,72	3,62	2,10	1,28	2,49	1,44
Allemagne	-1,39	1,42	3,36	5,50	2,57	9,10	7,55	-1,00	4,08
Grèce	0,44	3,72	3,47	0,15	8,55	-1,94	8,25	37,70	1,98
Hongrie	-5,22	9,38	13,19	24,20	-11,19	39,19	25,83	2,42	-9,18
Italie	-9,81	-5,83	12,05	3,75	2,77	-3,94	23,28	5,71	-0,55
Lettonie*	2,39	14,66	42,29	14,61	34,54	0,35	4,22	0,10	2,42
Lituanie*	19,38	31,96	33,13	20,84	19,38	6,31	3,63	0,70	28,75
Luxembourg	5,24	15,55	-4,04	32,34	2,25	11,55	4,69	-13,91	34,16
Monténégro	4,49	-3,50	4,33	-1,34	7,29	1,36	10,02	1,48	-6,77
Pays-Bas	0,19	0,26	4,43	2,17	8,41	10,90	2,18	2,86	23,55
Macédoine du Nord	-3,58	-0,09	-4,71	-6,75	8,40	26,82	4,26	20,42	12,65
Norvège	5,35	4,78	10,70	0,90	1,51	8,61	6,46	-8,90	-7,86
Pologne*	11,45	23,68	-7,24	-0,47	12,64	2,90	10,08	6,51	13,66
Portugal	-8,52	3,25	-2,51	1,03	11,40	5,32	-4,60	13,32	-4,05
Roumanie*	8,61	11,05	1,23	31,38	9,57	6,40	5,42	-2,50	-0,95
Slovaquie	3,25	18,61	2,51	1,80	15,18	42,97	8,97	-5,02	1,16
Slovénie	-4,42	-2,37	11,42	2,45	7,31	8,06	-3,80	26,18	6,83
Espagne	0,36	4,61	-10,15	15,30	4,81	-0,47	-1,57	9,11	9,37
Türkiye	0,78	1,44	8,64	11,61	23,91	3,00	2,12	-3,81	-10,43
Royaume-Uni	-1,07	-3,10	4,83	2,18	2,71	0,76	0,46	5,26	-1,73
États-Unis	-5,19	-2,84	1,56	-3,81	2,18	9,21	0,77	1,33	1,26
Europe OTAN et Canada	-0,87	1,62	2,99	5,90	4,30	3,63	4,60	2,79	2,22
Total OTAN	-4,04	-1,62	1,96	-1,03	2,83	7,48	1,92	1,78	1,56

Notes : Les chiffres pour 2022 sont des estimations. L'agrégat Europe OTAN et Canada et l'agrégat Total OTAN comprennent, à compter de 2017, le Monténégro, qui est devenu membre de l'Alliance le 5 juin 2017, et à compter de 2020, la Macédoine du Nord, qui est devenue membre de l'Alliance le 27 mars 2020.

* Ces pays ont soit une législation soit des accords politiques en vertu desquels ils sont tenus de consacrer chaque année 2% du PIB à la défense, et les chiffres estimatifs sont donc appelés à évoluer. Pour les années précédentes, les dépenses de défense des Alliés étaient basées sur les chiffres du PIB alors disponibles. Certains pays sont donc susceptibles d'avoir honoré l'objectif des 2% sur la base de ces chiffres (en 2018 et 2021, par exemple, la Lituanie a atteint le seuil des 2% si l'on considère les chiffres de l'OCDE de novembre 2018 et de juin 2021, respectivement).

Tableau 4 : Variation réelle des dépenses de défense entre 2014 et 2022
 [en millions de dollars des États-Unis, sur la base des prix et taux de change de 2015]

Pays	2014	2022e	Variation réelle 2014-2022e (%)	Part du PIB réel 2014 (%)	Part du PIB réel 2022e (%)
Albanie	150	220	46,65	1,35	1,57
Belgique	4 400	6 055	37,61	0,97	1,18
Bulgarie	643	944	46,86	1,31	1,54
Canada	15 562	22 420	44,07	1,01	1,29
Croatie	892	1 197	34,28	1,82	1,91
Tchéquie	1 683	2 892	71,78	0,94	1,34
Danemark	3 399	4 872	43,35	1,15	1,38
Estonie	431	615	42,46	1,93	2,12
France	43 937	49 972	13,74	1,82	1,89
Allemagne	39 274	53 868	37,16	1,19	1,49
Grèce	4 358	7 578	73,90	2,22	3,54
Hongrie	1 035	2 304	122,51	0,86	1,44
Italie	20 788	29 118	40,07	1,14	1,51
Lettonie	246	662	169,73	0,94	2,07
Lituanie	357	1 293	261,96	0,88	2,47
Luxembourg	216	437	102,35	0,37	0,62
Monténégro	59	66	12,44	1,50	1,35
Pays-Bas	8 650	14 447	67,01	1,15	1,64
Macédoine du Nord	106	182	72,63	1,09	1,61
Norvège	5 862	6 760	15,32	1,55	1,57
Pologne	8 561	15 100	76,37	1,87	2,42
Portugal	2 562	3 171	23,76	1,31	1,38
Roumanie	2 324	4 074	75,30	1,35	1,75
Slovaquie	832	1 776	113,38	0,98	1,76
Slovénie	411	688	67,59	0,97	1,26
Espagne	10 608	14 087	32,80	0,92	1,09
Türkiye	11 783	16 275	38,12	1,45	1,37
Royaume-Uni	61 409	68 553	11,63	2,14	2,16
États-Unis	660 021	722 799	9,51	3,72	3,46

Note : Les chiffres pour 2022 sont des estimations.

Tableau 5 : PIB réel
(en milliards de dollars des États-Unis, sur la base des prix et taux de change de 2015)

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022e
Albanie	11	11	12	12	13	13	13	14	14
Belgique	453	462	468	476	484	495	469	497	512
Bulgarie	49	51	52	54	55	57	55	59	61
Canada	1 546	1 557	1 572	1 620	1 665	1 696	1 607	1 680	1 735
Croatie	49	50	52	54	55	57	52	59	63
Tchéquie	178	188	193	203	210	216	204	211	216
Danemark	296	303	313	321	328	333	326	342	353
Estonie	22	23	24	25	26	27	27	29	29
France	2 415	2 441	2 465	2 525	2 571	2 620	2 413	2 576	2 641
Allemagne	3 314	3 355	3 427	3 529	3 564	3 603	3 457	3 546	3 609
Grèce	196	196	195	197	200	204	185	201	214
Hongrie	121	125	128	133	141	147	141	151	160
Islande	17	18	19	19	20	21	19	20	22
Italie	1 824	1 836	1 862	1 894	1 909	1 918	1 744	1 861	1 930
Lettonie	26	27	28	29	30	31	30	31	32
Lituanie	41	41	42	44	46	48	48	51	52
Luxembourg	59	60	63	64	65	66	66	69	70
Monténégro	4	4	4	4	5	5	4	5	5
Pays-Bas	751	766	782	806	824	840	808	847	883
Macédoine du Nord	10	10	10	10	11	11	11	11	11
Norvège	378	386	390	399	403	406	404	419	430
Pologne	457	477	491	516	547	571	560	598	625
Portugal	196	199	203	211	217	222	204	215	230
Roumanie	172	178	183	198	210	218	210	221	233
Slovaquie	85	89	91	93	97	100	96	99	101
Slovénie	42	43	44	47	49	50	48	52	55
Espagne	1 152	1 196	1 233	1 269	1 298	1 324	1 174	1 239	1 297
Türkiye	815	864	893	960	988	997	1 015	1 131	1 191
Royaume-Uni	2 867	2 936	2 999	3 072	3 125	3 175	2 825	3 037	3 172
États-Unis	17 726	18 206	18 510	18 925	19 482	19 929	19 377	20 530	20 909
Europe OTAN et Canada	17 532	17 877	18 222	18 774	19 145	19 461	18 213	19 271	19 944
Total OTAN	35 258	36 083	36 732	37 699	38 627	39 390	37 590	39 800	40 852

Notes: Les chiffres pour 2022 sont des estimations. L'agrégat Europe OTAN et Canada et l'agrégat Total OTAN comprennent, à compter de 2017, le Monténégro, qui est devenu membre de l'Alliance le 5 juin 2017, et à compter de 2020, la Macédoine du Nord, qui est devenue membre de l'Alliance le 27 mars 2020.

Tableau 6 : PIB par habitant et dépenses de défense par habitant
(sur la base des prix et taux de change de 2015)

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022e
PIB par habitant (en milliers de dollars des États-Unis)									
Albanie	3,9	4,0	4,1	4,3	4,4	4,5	4,4	4,8	5,0
Belgique	40,4	41,0	41,3	41,8	42,4	43,1	40,6	42,9	44,0
Bulgarie	6,8	7,1	7,3	7,6	7,9	8,2	8,0	8,6	9,0
Canada	43,6	43,6	43,5	44,3	44,9	45,1	42,3	43,9	45,0
Croatie	11,6	11,9	12,5	13,0	13,5	14,1	12,9	15,2	16,2
Tchéquie	16,9	17,8	18,2	19,2	19,7	20,2	19,1	19,7	19,4
Danemark	52,4	53,3	54,5	55,7	56,6	57,2	55,9	58,4	60,1
Estonie	17,0	17,4	17,9	18,9	19,6	20,2	20,1	21,7	21,9
France	36,4	36,7	36,9	37,6	38,1	38,7	35,5	37,8	38,7
Allemagne	40,9	41,1	41,6	42,7	43,0	43,4	41,6	42,6	43,0
Grèce	18,0	18,1	18,1	18,3	18,6	19,0	17,3	18,8	20,2
Hongrie	12,2	12,7	13,0	13,6	14,4	15,1	14,4	15,5	16,5
Islande	51,2	53,0	55,5	56,5	57,7	57,8	53,0	54,4	57,0
Italie	30,2	30,5	31,0	31,6	31,9	32,1	29,3	31,5	32,7
Lettonie	13,2	13,8	14,2	14,9	15,6	16,1	15,8	16,6	17,2
Lituanie	13,9	14,3	14,8	15,7	16,4	17,3	17,2	18,2	18,9
Luxembourg	105,1	105,4	107,9	107,0	106,2	106,5	104,0	107,6	108,1
Monténégro	6,3	6,5	6,7	7,0	7,4	7,7	6,5	7,4	7,9
Pays-Bas	44,5	45,2	45,9	47,0	47,8	48,4	46,3	48,3	50,2
Macédoine du Nord	4,7	4,9	5,0	5,0	5,2	5,3	5,1	5,6	5,8
Norvège	73,7	74,3	74,5	75,6	76,0	76,0	75,0	77,5	78,8
Pologne	11,9	12,4	12,8	13,4	14,2	14,9	14,6	15,7	15,9
Portugal	18,8	19,3	19,7	20,4	21,1	21,6	19,8	20,9	22,4
Roumanie	8,7	9,0	9,3	10,1	10,8	11,2	10,9	11,5	12,3
Slovaquie	15,6	16,4	16,7	17,2	17,8	18,2	17,6	18,2	18,2
Slovénie	20,5	20,9	21,5	22,6	23,5	24,1	22,9	24,7	25,9
Espagne	24,8	25,8	26,5	27,3	27,8	28,1	24,8	26,2	27,3
Türkiye	10,6	11,0	11,3	12,0	12,1	12,1	12,2	13,4	14,0
Royaume-Uni	44,4	45,1	45,7	46,5	47,0	47,5	42,1	45,0	46,8
États-Unis	55,6	56,7	57,3	58,2	59,6	60,7	58,7	62,1	63,1
Europe OTAN et Canada	29,3	29,7	30,1	30,9	31,4	31,7	29,5	31,2	32,1
Total OTAN	38,4	39,1	39,6	40,4	41,2	41,8	39,7	42,0	42,9
Dépenses de défense par habitant (en dollars des États-Unis)									
Albanie	52	46	45	47	51	58	57	59	79
Belgique	393	373	370	370	378	383	412	451	521
Bulgarie	89	88	91	93	114	258	127	131	138
Canada	439	523	505	637	583	585	599	564	582
Croatie	210	210	199	214	210	226	220	301	310
Tchéquie	160	182	173	198	218	239	248	274	260
Danemark	602	592	626	634	723	740	769	773	830
Estonie	328	353	371	381	394	415	461	437	463
France	663	653	660	668	689	700	707	722	731
Allemagne	485	488	500	526	537	585	629	622	642
Grèce	400	418	434	435	474	465	504	696	713
Hongrie	105	115	131	163	145	201	254	261	237
Italie	345	325	365	379	391	376	466	495	493
Lettonie	123	142	204	237	321	324	340	343	357
Lituanie	122	162	219	268	323	345	357	358	466
Luxembourg	387	438	410	531	532	582	600	508	674
Monténégro	95	92	95	94	101	102	113	115	107
Pays-Bas	513	512	532	540	582	641	652	667	821
Macédoine du Nord	51	51	48	45	49	62	65	83	93
Norvège	1 141	1 183	1 299	1 300	1 311	1 414	1 497	1 357	1 241
Pologne	222	275	256	254	287	295	325	348	383
Portugal	246	255	250	253	282	297	283	321	309
Roumanie	117	130	133	175	193	206	219	215	215
Slovaquie	154	182	186	189	218	311	338	322	321
Slovénie	199	194	216	222	237	254	243	306	326
Espagne	228	239	215	247	258	255	249	272	297
Türkiye	153	153	164	180	221	224	227	216	192
Royaume-Uni	951	914	950	965	985	988	988	1 033	1 012
États-Unis	2 071	1 998	2 015	1 926	1 958	2 128	2 134	2 159	2 180
Europe OTAN et Canada	418	423	433	457	474	489	509	522	531
Total OTAN	992	971	985	969	992	1 061	1 075	1 093	1 105

Notes : Les chiffres pour 2022 sont des estimations. L'agrégat Europe OTAN et Canada et l'agrégat Total OTAN comprennent, à compter de 2017, le Monténégro, qui est devenu membre de l'Alliance le 5 juin 2017, et à compter de 2020, la Macédoine du Nord, qui est devenue membre de l'Alliance le 27 mars 2020.

Tableau 7 : Personnel militaire (en milliers)

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022e
Albanie	6,7	6,2	5,8	6,8	6,8	6,8	6,7	6,6	6,6
Belgique	30,5	29,7	28,8	27,8	26,5	23,3	22,8	22,7	22,5
Bulgarie	27,5	24,9	24,7	24,3	24,4	24,6	25,0	25,8	27,4
Canada	65,9	70,3	70,5	68,2	70,3	71,8	70,3	71,0	76,2
Croatie	15,4	15,1	14,8	14,8	15,0	14,8	14,7	14,4	15,2
Tchéquie	20,2	21,5	22,7	23,8	24,7	25,3	26,1	26,4	26,9
Danemark	16,9	17,2	17,3	16,7	17,2	16,3	16,9	16,9	17,2
Estonie	6,3	6,0	6,1	6,0	6,2	6,3	6,7	6,8	6,9
France	207,0	204,8	208,1	208,2	208,2	207,8	207,6	207,5	207,1
Allemagne	178,8	177,2	177,9	179,8	181,5	183,8	183,9	184,8	188,5
Grèce	107,3	104,4	106,0	106,9	109,2	102,5	106,6	110,4	111,4
Hongrie	17,5	17,4	17,9	18,7	19,9	18,9	19,8	19,8	21,4
Italie	183,5	178,4	176,3	174,6	174,1	176,4	173,4	171,5	174,8
Lettonie	4,6	4,8	5,2	5,5	5,9	6,0	6,4	6,6	7,5
Lituanie	8,6	11,8	11,8	13,5	14,3	14,9	15,1	15,2	17,2
Luxembourg	0,8	0,8	0,8	0,8	0,9	0,9	0,8	0,8	0,9
Monténégro	1,9	1,7	1,5	1,5	1,5	1,5	1,9	1,6	1,7
Pays-Bas	41,2	40,6	40,0	39,5	39,3	39,7	40,4	40,8	41,6
Macédoine du Nord	6,5	6,8	6,6	6,3	6,5	6,4	6,4	6,1	6,2
Norvège	21,0	20,9	20,5	20,2	20,2	19,2	20,6	22,2	22,6
Pologne	99,0	98,9	101,6	105,3	109,5	113,1	116,2	120,1	122,5
Portugal	30,7	28,3	29,8	27,8	26,9	23,8	23,7	24,5	26,5
Roumanie	65,1	64,5	63,4	64,0	64,0	64,5	66,4	68,6	78,5
Slovaquie	12,4	12,4	12,2	12,2	12,2	12,7	13,1	13,1	13,8
Slovénie	6,8	6,6	6,5	6,3	6,2	6,0	6,0	6,0	5,9
Espagne	121,8	121,6	121,0	117,7	117,4	117,0	118,7	118,7	118,2
Türkiye	426,6	384,8	359,3	416,7	444,3	441,8	433,0	439,1	446,9
Royaume-Uni	168,7	141,4	139,5	149,4	146,6	144,0	147,3	156,2	156,2
États-Unis	1 338,2	1 314,1	1 301,4	1 305,9	1 317,4	1 329,2	1 346,7	1 348,4	1 346,4
Europe OTAN et Canada	1 891	1 811	1 788	1 857	1 893	1 884	1 897	1 924	1 968
Total OTAN	3 229	3 125	3 090	3 163	3 210	3 213	3 243	3 273	3 315

Notes: Les chiffres pour 2022 sont des estimations. L'agrégat Europe OTAN et Canada et l'agrégat Total OTAN comprennent, à compter de 2017, le Monténégro, qui est devenu membre de l'Alliance le 5 juin 2017, et à compter de 2020, la Macédoine du Nord, qui est devenue membre de l'Alliance le 27 mars 2020.

Tableau 8a : Répartition des dépenses de défense par catégorie principale
(en pourcentage des dépenses de défense totales)

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022e
Équipement (a)									
Albanie	16,65	8,92	8,01	6,96	9,42	14,61	15,00	15,12	19,96
Belgique	3,52	3,44	4,72	6,52	10,15	11,06	13,88	19,47	19,30
Bulgarie	1,03	3,47	9,15	8,10	9,65	59,74	8,44	11,05	22,63
Canada	13,03	10,47	10,61	10,70	11,94	13,84	14,67	13,69	18,76
Croatie	5,56	8,01	7,51	5,69	3,37	6,55	9,06	30,01	30,64
Tchéquie	6,53	11,75	6,70	11,55	11,16	16,44	17,31	20,47	24,51
Danemark	10,99	11,50	13,68	10,39	11,66	16,21	17,65	17,19	29,90
Estonie	22,15	12,82	17,86	19,22	16,51	15,50	23,00	23,18	21,57
France	24,64	25,04	24,44	24,17	23,66	24,53	26,62	27,80	28,55
Allemagne	12,94	11,93	12,21	11,77	12,36	14,69	17,45	16,69	19,93
Grèce	8,17	10,40	13,45	11,28	11,03	11,55	10,70	37,24	45,33
Hongrie	7,76	9,75	13,37	18,54	12,63	36,46	45,57	37,16	48,02
Italie	10,92	9,72	19,09	20,68	19,13	17,00	18,56	23,22	22,69
Lettonie	7,55	13,60	19,05	15,01	31,85	21,65	20,53	22,07	24,58
Lituanie	14,06	21,55	30,06	31,61	36,98	37,57	33,71	22,32	34,54
Luxembourg	22,61	33,33	30,07	42,06	45,18	49,71	50,15	39,58	39,08
Monténégro	7,46	5,43	4,46	4,97	11,14	14,96	20,96	20,54	22,85
Pays-Bas	10,68	11,16	14,14	14,75	16,39	20,34	22,13	23,82	23,74
Macédoine du Nord	5,92	11,13	8,37	6,47	11,09	13,82	11,53	21,77	25,14
Norvège	20,42	21,83	23,37	24,63	25,60	28,76	28,41	29,19	31,62
Pologne	18,84	33,20	21,62	22,04	27,51	23,36	29,31	33,89	35,92
Portugal	8,43	8,70	9,95	11,42	15,48	16,61	17,36	16,83	17,93
Roumanie	15,77	19,65	20,43	33,34	33,47	25,59	23,12	21,57	25,52
Slovaquie	11,12	18,28	15,32	17,74	22,27	40,07	31,84	32,34	29,74
Slovénie	0,66	1,85	1,02	4,04	5,98	7,11	5,69	14,56	21,32
Espagne	13,49	14,82	6,65	20,39	21,83	21,02	19,43	22,47	26,05
Türkiye	25,08	25,13	25,55	30,30	37,64	34,32	30,73	29,31	25,52
Royaume-Uni	22,82	21,75	21,24	22,29	22,25	22,85	23,83	26,13	28,06
États-Unis	25,97	25,41	25,05	25,73	27,06	29,06	29,69	28,90	27,23
Personnel (b)									
Albanie	68,05	78,15	68,05	68,20	70,70	62,89	64,41	63,57	46,62
Belgique	77,84	78,23	76,80	75,20	70,69	68,38	63,58	56,79	49,50
Bulgarie	72,84	73,66	65,64	68,33	62,99	29,42	63,79	65,59	56,77
Canada	50,90	53,76	53,11	57,37	51,02	49,54	49,23	48,30	45,44
Croatie	76,55	72,28	75,40	71,72	76,96	73,71	76,15	56,71	53,65
Tchéquie	61,40	55,25	61,95	56,11	54,57	51,82	49,72	44,70	44,22
Danemark	51,27	52,01	49,51	47,01	49,88	48,25	46,07	48,31	43,06
Estonie	38,62	39,56	38,70	34,89	33,83	34,18	32,67	33,61	29,31
France	48,59	47,79	47,94	47,98	46,90	45,59	44,01	42,89	41,65
Allemagne	50,67	49,86	48,35	48,96	47,99	45,26	42,22	42,28	39,06
Grèce	77,18	72,05	73,13	76,56	78,76	77,08	74,58	53,78	43,68
Hongrie	49,77	48,21	49,66	37,13	42,33	35,37	27,18	29,43	30,39
Italie	76,41	77,55	70,79	67,58	68,16	70,21	67,52	63,70	62,00
Lettonie	52,97	50,06	43,87	38,59	34,32	33,53	37,15	37,24	35,51
Lituanie	57,53	48,49	45,50	40,79	37,47	40,02	41,33	42,58	33,94
Luxembourg	49,31	42,77	45,56	34,40	33,42	30,76	30,13	34,58	24,11
Monténégro	78,53	78,03	75,32	80,87	73,50	71,39	64,66	59,90	61,12
Pays-Bas	56,50	55,51	51,77	52,19	51,16	49,27	48,49	47,91	38,84
Macédoine du Nord	72,49	70,95	71,26	75,25	71,53	61,93	63,33	51,03	42,01
Norvège	40,64	39,96	38,60	37,08	36,43	34,78	34,51	34,15	32,97
Pologne	51,45	41,96	47,15	50,04	46,14	46,91	44,71	43,55	40,07
Portugal	81,27	81,90	81,38	80,19	74,75	70,51	71,15	63,09	63,06
Roumanie	71,15	63,30	65,01	54,67	54,48	57,90	59,20	57,80	55,05
Slovaquie	69,14	56,24	58,72	58,21	54,74	40,81	42,34	46,61	45,29
Slovénie	82,31	82,23	76,03	75,04	72,38	69,07	72,75	61,99	53,32
Espagne	67,34	65,18	72,61	61,64	59,64	61,86	62,54	58,70	53,70
Türkiye	56,88	56,82	57,60	51,02	45,18	48,38	50,64	47,88	48,45
Royaume-Uni	36,59	36,80	35,27	34,54	33,75	34,07	33,80	31,80	30,96
États-Unis	35,45	36,64	45,01	41,53	39,74	38,72	38,47	39,00	38,84

Note : Les chiffres pour 2022 sont des estimations.

(a) Les dépenses d'équipement englobent les dépenses afférentes aux matériels d'importance majeure et les coûts de R&D liés à ces matériels.

(b) Les dépenses de personnel se composent des dépenses liées au personnel militaire et civil et des pensions.

Tableau 8b : Répartition des dépenses de défense par catégorie principale
(en pourcentage des dépenses de défense totales)

Pays	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022e
Infrastructure (c)									
Albanie	0,86	1,40	1,37	0,92	1,09	1,64	1,39	3,61	11,42
Belgique	1,81	0,93	0,96	1,05	1,43	1,19	1,00	0,82	2,67
Bulgarie	0,63	1,27	0,63	0,83	2,62	1,09	7,71	4,93	4,75
Canada	3,81	3,63	3,03	2,98	3,58	2,72	3,07	3,22	3,46
Croatie	1,24	1,98	1,26	3,59	1,00	1,41	1,53	0,55	2,59
Tchéquie	2,34	3,32	3,91	3,99	5,31	5,27	7,41	6,24	9,93
Danemark	0,97	1,09	2,16	1,95	1,49	1,85	1,84	4,08	4,67
Estonie	8,20	8,45	12,15	11,27	8,52	6,13	6,65	5,55	9,16
France	2,33	2,80	2,70	2,88	3,51	3,13	2,88	3,03	3,03
Allemagne	3,75	3,60	3,39	4,06	4,15	3,99	3,78	3,74	3,58
Grèce	1,10	0,65	0,58	0,79	0,62	0,20	0,18	0,26	0,05
Hongrie	1,07	1,21	1,13	1,31	1,68	2,64	1,41	3,59	2,95
Italie	1,40	1,30	0,70	0,94	1,29	0,67	0,97	1,53	2,19
Lettonie	8,89	6,64	12,83	15,02	6,45	10,30	11,85	5,28	8,68
Lituanie	2,17	2,16	3,59	3,92	2,24	2,40	1,25	2,47	3,44
Luxembourg	10,26	7,79	6,64	4,64	5,05	3,16	3,42	7,28	11,22
Monténégro	0,96	2,47	2,41	0,88	1,86	1,48	1,33	5,26	0,49
Pays-Bas	4,77	3,19	3,90	3,02	3,46	3,26	3,14	2,98	3,35
Macédoine du Nord	1,24	1,67	1,28	1,01	0,95	3,89	2,78	3,09	3,03
Norvège	5,71	5,30	6,56	6,93	6,67	5,87	6,55	6,45	5,99
Pologne	5,47	4,74	4,62	4,21	3,45	4,78	4,31	3,71	3,91
Portugal	0,11	0,25	0,06	0,03	0,05	0,11	0,08	0,11	0,06
Roumanie	1,09	1,27	2,77	2,09	1,54	3,53	4,29	7,06	4,19
Slovaquie	0,57	1,99	3,75	2,97	2,00	1,17	5,21	1,46	2,08
Slovénie	0,65	0,61	1,14	0,45	1,40	0,57	1,10	1,31	3,10
Espagne	0,66	0,97	0,97	0,68	0,64	0,98	1,07	1,08	0,93
Türkiye	2,77	2,56	2,42	2,95	2,53	2,26	2,22	7,49	6,91
Royaume-Uni	1,95	1,63	1,87	2,25	2,99	2,11	1,72	1,49	2,05
États-Unis	1,71	1,45	1,22	1,23	1,17	1,38	1,33	1,21	1,52
Autres dépenses (d)									
Albanie	14,44	11,53	22,57	23,92	18,79	20,86	19,20	17,70	22,00
Belgique	16,83	17,40	17,52	17,23	17,72	19,36	21,54	22,92	28,52
Bulgarie	25,51	21,60	24,57	22,74	24,74	9,74	20,05	18,43	15,85
Canada	32,26	32,14	33,25	28,95	33,46	33,90	33,04	34,79	32,33
Croatie	16,65	17,73	15,83	18,99	18,67	18,33	13,27	12,73	13,12
Tchéquie	29,73	29,67	27,45	28,35	28,95	26,47	25,56	28,58	21,34
Danemark	36,78	35,40	34,65	40,66	36,97	33,69	34,44	30,42	22,37
Estonie	31,03	39,18	31,30	34,62	41,14	44,20	37,68	37,65	39,95
France	24,43	24,37	24,92	24,97	25,92	26,74	26,49	26,28	26,76
Allemagne	32,63	34,61	36,05	35,20	35,49	36,06	36,55	37,29	37,43
Grèce	13,55	16,90	12,84	11,37	9,60	11,17	14,55	8,72	10,93
Hongrie	41,40	40,83	35,84	43,01	43,36	25,53	25,84	29,82	18,63
Italie	11,27	11,42	9,42	10,80	11,43	12,11	12,95	11,55	13,12
Lettonie	30,59	29,69	24,25	31,38	27,38	34,51	30,46	35,42	31,23
Lituanie	26,24	27,79	20,85	23,67	23,30	20,01	23,71	32,63	28,08
Luxembourg	17,82	16,11	17,73	18,90	16,35	16,37	16,30	18,57	25,59
Monténégro	13,06	14,07	17,80	13,27	13,50	12,16	13,06	14,30	15,53
Pays-Bas	28,05	30,14	30,20	30,04	28,99	27,13	26,24	25,29	34,07
Macédoine du Nord	20,34	16,25	19,09	17,26	16,43	20,36	22,37	24,10	29,82
Norvège	33,24	32,90	31,46	31,36	31,30	30,59	30,53	30,21	29,42
Pologne	24,24	20,11	26,61	23,71	22,89	24,95	21,67	18,85	20,10
Portugal	10,19	9,15	8,61	8,35	9,72	12,77	11,41	19,97	18,95
Roumanie	11,98	15,78	11,79	9,90	10,51	12,99	13,38	13,57	15,24
Slovaquie	19,16	23,49	22,22	21,08	20,99	17,95	20,60	19,59	22,89
Slovénie	16,38	15,31	21,80	20,47	20,24	23,25	20,46	22,14	22,26
Espagne	18,50	19,03	19,78	17,28	17,89	16,14	16,96	17,76	19,33
Türkiye	15,27	15,49	14,43	15,73	14,65	15,04	16,41	15,32	19,13
Royaume-Uni	38,63	39,82	41,62	40,92	41,01	40,97	40,65	40,59	38,93
États-Unis	36,87	36,51	28,73	31,52	32,03	30,84	30,51	30,89	32,41

Note : Les chiffres pour 2022 sont des estimations.

(c) Les dépenses d'infrastructure correspondent aux dépenses liées à l'infrastructure commune de l'OTAN et aux constructions militaires nationales.

(d) Les autres dépenses comprennent les dépenses de fonctionnement et de maintenance, les autres dépenses de R&D et les dépenses des catégories non énumérées ci-dessus.

Dépenses de défense des pays de l'OTAN

Par dépense de défense, l'OTAN entend un paiement effectué par un gouvernement national dans le but exprès de répondre aux besoins des forces armées du pays, des Alliés ou de l'Alliance. Les dépenses de défense se composent majoritairement des montants qui sont consacrés aux forces armées financées sur le budget du ministère de la Défense. Les forces armées comprennent les forces terrestres, les forces maritimes et les forces aériennes, ainsi que les formations interarmées, telles que l'administration et le commandement, les forces d'opérations spéciales, le service médical, le commandement logistique, le commandement de l'espace, le commandement cyber, etc. Elles peuvent comprendre d'« autres forces », notamment les forces du ministère de l'Intérieur, les forces de la police nationale, les gendarmes, les carabiniers et les garde-côtes. Pour ces forces, ne sont comptabilisés comme dépenses que les montants consacrés aux éléments qui reçoivent une formation tactique, qui sont équipés comme des forces militaires, qui peuvent opérer sous commandement militaire direct au cours d'opérations et qui sont aptes à être déployés en dehors du territoire national à l'appui d'une force militaire. Entrent également dans les dépenses de défense les dépenses consacrées aux « autres forces » qui sont à la charge de ministères autres que celui de la Défense.

Les pensions versées directement par les États aux militaires retraités et au personnel civil retraité des services militaires entrent dans les dépenses de défense, que ces montants proviennent du budget du ministère de la Défense ou de celui d'autres ministères.

Les dépenses relatives aux opérations de maintien de la paix et aux opérations humanitaires (prises en charge par le ministère de la Défense ou par d'autres ministères), les dépenses consacrées à la destruction d'armes, d'équipements et de munitions, les contributions versées aux fonds d'affectation spéciale gérés par l'OTAN, et les dépenses liées à l'inspection et au contrôle de la destruction d'équipements entrent dans les dépenses de défense.

Les dépenses de recherche et développement (R&D) sont incluses elles aussi dans les dépenses de défense. Elles comprennent les dépenses relatives à des projets qui ne débouchent pas sur la production d'équipements.

Les dépenses relatives à l'élément militaire d'activités mixtes, c'est-à-dire comprenant un élément civil et un élément militaire, n'entrent dans les dépenses de défense que si l'on peut rendre compte isolément de l'élément militaire ou l'évaluer de manière distincte.

Les dépenses effectuées au titre de l'infrastructure commune de l'OTAN n'entrent dans le total des dépenses de défense de chacun des pays qu'à hauteur de la contribution nette de ces pays.

La réparation des dommages causés en temps de guerre et les dépenses de défense civile n'entrent pas dans la définition OTAN des dépenses de défense.

L'OTAN utilise le dollar des États-Unis comme dénominateur monétaire commun. Le taux de change appliqué à chaque pays est le taux annuel moyen publié par le Fonds monétaire international.

L'Islande ne possède pas de forces armées. Pour les pays de la zone euro et le Monténégro, les valeurs monétaires sont exprimées en euros pour toutes les années. La Lettonie a adopté l'euro en 2014, la Lituanie en 2015 et la Croatie en 2023. Le Monténégro a adhéré à l'Alliance en 2017 et la Macédoine du Nord en 2020.

Pour éviter toute ambiguïté, l'exercice indiqué correspond à l'année qui est la mieux représentée, en nombre de mois, dans la fourchette considérée : ainsi, 2022 représente l'exercice 2022/2023 pour le Canada et le Royaume-Uni, et l'exercice 2021/2022 pour les États-Unis. Les chiffres étant arrondis, les totaux peuvent s'écarter de la somme de leurs composantes.

Signes conventionnels

e	estimation
-	néant
..	non disponible
	rupture de continuité dans la série

Nomenclature des dépenses de défense des pays de l'OTAN

1	Dépenses de fonctionnement
1.1	Personnel militaire
1.1.1	Rémunérations et indemnités
1.1.2	Contributions de l'employeur aux caisses de retraite
1.1.3	Autres dépenses
1.2	Personnel civil
1.2.1	Traitements et indemnités
1.2.2	Contributions de l'employeur aux caisses de retraite
1.3	Pensions de retraite
1.3.1	Pensions de retraite versées aux militaires
1.3.2	Pensions de retraite versées aux civils
1.4	Fonctionnement et maintenance
1.4.1	Munitions et explosifs (à l'exclusion des armes nucléaires)
1.4.2	Produits pétroliers
1.4.3	Pièces de rechange
1.4.4	Autres matériels et fournitures
1.4.5	Loyers
1.4.6	Autres dépenses de fonctionnement et de maintenance
2	Acquisitions et constructions
2.1	Équipements majeurs
2.1.1	Systèmes de missile
2.1.2	Missiles (armement conventionnel)
2.1.3	Armes nucléaires
2.1.4	Aéronefs
2.1.5	Artillerie
2.1.6	Véhicules de combat
2.1.7	Génie
2.1.8	Armes, y compris de petit calibre
2.1.9	Véhicules de transport
2.1.10	Navires et embarcations portuaires
2.1.11	Matériel électronique et de télécommunications
2.2	Constructions militaires nationales
2.3	Infrastructure commune de l'OTAN
2.3.1	Dépenses effectuées en qualité de pays hôte

2.3.2	Paiements à d'autres pays
2.3.3	Paiements reçus d'autres pays
2.3.4	Terrains et services collectifs
3	Recherche et développement
3.1	Dépenses de R&D pour les équipements majeurs
3.2	Autres dépenses de R&D
4	Autres dépenses
5	Total
6	Différences statistiques
7	Total ajusté

Catégories principales de dépenses de défense

- Équipement (tableau 8a) – lignes 2.1 + 3.1
- Personnel (tableau 8a) – lignes 1.1 + 1.2 + 1.3
- Infrastructure (tableau 8b) – lignes 2.2 + 2.3
- Autres (tableau 8b) – lignes 1.4 + 3.2 + 4



OTAN
1110 Bruxelles – Belgique
www.nato.int

© OTAN 2023